

# *Les liaisons fructueuses*

Des rencontres insolites  
de disciplines et d'institutions:  
l'aventure du Réseau universitaire  
international de Genève  
à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle

Sous la direction de Randall Harbour et Edouard Dommen



# *Les liaisons fructueuses*

Des rencontres insolites de disciplines et d'institutions :  
l'aventure du Réseau universitaire international de Genève  
à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle

Sous la direction de Randall Harbour et Edouard Dommen

Publié par le Réseau universitaire international de Genève (RUIG).  
Published by the Geneva International Academic Network (GIAN).

©RUIG/GIAN 2008.

Tous droits de reproduction, même partielle, et de traduction réservés pour tous pays.  
Août 2008

ISBN : 978-2-8399-0428-5  
Graphisme par Alexandre Bergerioux  
Illustrations par Roger Paratte  
Imprimé en Suisse par les Imprimeries Réunies Lausanne SA



**L**e Réseau universitaire international de Genève (RUIG) fut une belle aventure de sept ans sans compter les préliminaires qui furent d'ailleurs assez rondement menés. Elle fut heureuse et fructueuse, bien que parsemée - parcimonieusement - d'inévitables déceptions. Son cours mérite d'être consigné et commenté par ses acteurs pour en conserver le souvenir.

Personne n'a exigé de rapport final. Ce livre ne constitue donc pas un texte administratif, mais un récit jubilatoire destiné à satisfaire – ou mieux encore à éveiller – la curiosité de celles et ceux qui auront croisé le RUIG de près ou de loin. Nous espérons en outre qu'il démontrera à tout contribuable que le montant modeste d'argent public consacré au RUIG a été efficacement investi dans une activité utile.

Nous avons offert l'occasion de s'exprimer à tous les participants à l'aventure du RUIG - ses fondateurs, ses bailleurs de fonds, ses chevilles ouvrières, les porteurs des projets qu'il a soutenus. Plusieurs l'ont saisie. Leurs récits, observations et commentaires constituent l'essentiel de l'ouvrage que vous tenez entre les mains. Notre but ne fut pas d'en faire une apologie du RUIG. Nous voulions leur donner la parole en toute liberté, tout en essayant de canaliser leurs contributions vers «l'expérience RUIG» - comment elle a été vue et vécue par ses différents acteurs directs - et dans une moindre mesure de donner une idée des recherches qu'il a soutenues. En effet, les «témoignages» des chercheurs traitent également du contenu des recherches afin de placer l'expérience en contexte. Nous sommes reconnaissants à tous les participants pour leur franchise; prises dans leur ensemble, leurs contributions composent une image plus fidèle et équilibrée du RUIG que n'aurait pu en dessiner ses seuls professionnels. Les «fiches» à la fin du livre donnent un aperçu de chaque projet, avec des renvois vers d'autres sources d'information dans la plupart des cas.

Nous avons édité les textes, mais les auteurs et les personnes interviewées ont eu l'opportunité de vérifier dans chaque cas les versions finalisées. Nous n'avons cependant pas standardisé les contributions ou les citations. Ainsi, en anglais «organisation» paraît tantôt en «s» et tantôt en «z»; l'acronyme «RUIG» est utilisé à la place de «GIAN» selon l'habitude de l'auteur, etc.

Nous exprimons notre gratitude à tous les contributeurs d'articles et d'entretiens. Nous tenons également à remercier l'équipe du RUIG qui a tant œuvré non seulement pour ce projet, mais pour la réussite du RUIG: Hélène Drakopoulos-Simonetta, Oran McKenzie et Laurence Mortier, auxquels se sont joints Yannick Monet et Laurent Perrelet. Nous exprimons notre gratitude aux photographes ayant contribué à ce livre ainsi qu'aux personnes et aux organisations qui nous ont aidé à procurer ces photos. En dehors des membres des équipes de recherche nous remercions tout particulièrement Pierre Le Loarer et Bernhardine Pejovic (UNOG), Marcel Crozet (BIT), Ray Nonnato L. Leyesa (OIM), Hélène Vincent (CICR), Anne Wyrsh (OMS), Liu Yuan (CITES), Claus Haessig et Jacques Érard (Université de Genève). La taille des photos dans le livre fut souvent déterminée en fonction de la résolution de la photo ou de l'espace disponible. Et nous saluons les dessins de Roger Paratte ainsi que le graphisme d'Alexandre Bergerieux.

Randall Harbour  
Secrétaire exécutif

Edouard Dommen  
Président du Comité scientifique

*Genève, le 5 août 2008*

Cet avant-propos aurait dû être écrit par Jean-Marie Dufour, premier Président du Conseil de Fondation du Réseau universitaire international de Genève, qui a ardemment souhaité que la courte histoire du RUIG, pleine d'enseignements, soit écrite. C'est aujourd'hui chose faite, mais malheureusement sans lui, puisqu'il a disparu en juillet 2007, peu avant que ne se termine l'histoire du RUIG.

En ce qui me concerne, dès ma nomination comme Recteur de l'Université de Genève en 1999, j'avais été sensible à ce projet original de réseau. Arraché aux sciences exactes, plus précisément à la physique des particules, j'avais décidé de trouver des moyens nouveaux pour soutenir les recherches en sciences humaines, généralement moins bien financées. L'idée du RUIG, proposée par le Recteur Bernard Fulpius, répondant à une demande de Madame Martine Brunschwigg Graf et de Monsieur Charles Kleiber, venait à point nommé. C'était une opportunité bienvenue de rapprochement entre les trois institutions genevoises de niveau universitaire, l'Université, l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) et l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), qui toutes trois offraient des prestations dans certains aspects des relations internationales. La visibilité de leurs activités dans ce domaine serait améliorée et la création de nouveaux moyens financiers pourrait dynamiser le développement de la recherche, surtout celle impliquant la participation des organisations internationales. Néanmoins, je considérais cette étape comme préliminaire à un rapprochement plus étroit, éventuellement à une fusion, des trois institutions genevoises. Il est en effet évident qu'aucune d'entre elle ne peut faire l'impasse de négliger formation et recherche en relations internationales et qu'elles doivent toutes à terme unir leurs forces. A l'intérieur du paysage genevois, la concurrence n'a plus de sens.

Le travail de concertation avec mes deux collègues fondateurs, le Directeur de l'IUHEI, Peter Tschopp et celui de l'IUED, Jean-Luc Maurer, a été très instructif et constructif. La création du RUIG fut un compromis pour les trois institutions genevoises. Par exemple, il a fallu écarter certains aspects touchant les sciences de la vie, les sciences naturelles et les sciences de l'ingénieur, malgré la présence à Genève de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Union internationale des télécommunications et du CERN, la plus grande organisation internationale de physique au monde. Il a fallu imaginer les possibilités, et les limites, de collaboration avec des organisations internationales basées à Genève, qui peinent à privilégier les institutions locales. Le RUIG a néanmoins trouvé une formule permettant à ces organisations de participer dans de nombreux projets avec des chercheurs des institutions genevoises.

Des hommes et des femmes remarquables ont siégé au Conseil de Fondation et dans les autres organes du RUIG. Les pages qui suivent donneront aux lecteurs des échos sur les débats qui s'y sont déroulés, sur les décisions difficiles qui ont dû être prises concernant le fonctionnement du réseau et de ses programmes. Mais il ne fait aucun doute à la lecture de cet ouvrage que le RUIG a été un succès pour un grand nombre d'acteurs académiques et membres des organisations internationales à Genève. Le RUIG a soutenu financièrement et a valorisé des actions qui ont contribué à promouvoir paix et justice dans le monde, grâce aux talents de la région, conformément à sa mission. Je suis reconnaissant à tous ceux et à toutes celles qui se sont investis dans cet ouvrage pour relater cette aventure originale et passionnante.

Le RUIG a bien fonctionné grâce à son Président Jean-Marie Dufour. Je l'avais rencontré lorsqu'il était responsable du service juridique de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) et



que j'étais délégué de la Suisse au Conseil de cette organisation, avant d'en devenir le Président. Jean-Marie Dufour a été la personne idéale pour créer le réseau et mettre en liaisons harmonieuses des personnalités très différentes. Avec doigté et sensibilité, il a été le gardien de la mission du RUIG, comme il avait été le gardien des règles du CERN. Il préconisait une approche globale des problèmes, comprenant non seulement les aspects juridiques, mais encore les aspects scientifiques et politiques.

Le RUIG a aussi bien fonctionné grâce à une équipe capable et aux règles de sélection strictes mises en place. Les projets étaient présentés par les chercheurs des institutions académiques et des organisations internationales et étaient évalués par un Comité scientifique compétent, suivant une procédure inspirée du fonctionnement reconnu du Conseil de la recherche du Fonds National Suisse. La qualité académique des projets était certes un critère essentiel, mais ils devaient aussi correspondre à ce que Léonard de Vinci appelait l'urgence de faire: «Savoir n'est pas suffisant; nous devons appliquer. Vouloir n'est pas suffisant; nous devons faire».

Parmi les difficultés rencontrées par le RUIG, il est clair que son financement a été problématique. Non pas par l'Etat de Genève, qui a généreusement mis à disposition un important budget et des locaux à la Villa Rigot, mais par la Confédération. En effet, le choix par la Confédération du mode de financement du RUIG fut une source de tension. Cette dernière, représentée au Conseil de Fondation par le Secrétaire d'Etat Charles Kleiber, a utilisé un financement autorisé par l'article 16 de la Loi fédérale sur la recherche, un instrument mal adapté à cette tâche particulière. Par exemple, il a été reproché au RUIG de ne pas avoir ses propres chercheurs. Mais comment Genève pouvait-elle créer encore une autre institution de recherche en

plus de l'Université, de l'IUHEI et de l'IUED? Il a été reproché au RUIG de fonctionner comme un «mini Fonds national»: cela était certainement préférable à un système où les choix scientifiques sont imposés par un pouvoir politique. De plus, la spécificité du RUIG résidait dans le partenariat entre universitaires et organisations internationales. Le Secrétaire d'Etat a souhaité transformer le RUIG pour satisfaire les voix qui à Berne voyaient d'un mauvais œil ce soutien financier à un projet presque exclusivement genevois.

De participant actif à la mise en œuvre du RUIG, j'ai perdu contact avec le réseau dès l'été 2003, lorsque j'ai terminé mon mandat de Recteur de l'Université.

Mais le RUIG s'est brutalement rappelé à mon souvenir, le samedi 7 juillet 2007, quand j'ai reçu un appel de Randall Harbour, son fidèle Secrétaire exécutif, qui m'apprenait la grave maladie de Jean-Marie Dufour. Ce dernier souhaitait me parler de la fin annoncée du RUIG et d'un ouvrage qu'il souhaitait voir publier sur son histoire. Je me trouvais ce jour-là dans mon chalet d'altitude. J'ai immédiatement appelé Jean-Marie Dufour au centre de soins où il avait été transporté et nous avons longuement parlé de son pronostic défavorable et de son souhait que je sois associé à l'ouvrage sur le RUIG. «A quel moment se sentait-il le plus apte à en discuter», lui ai-je demandé? «N'importe quel jour en milieu de la semaine», m'avait-il répondu. C'est pourquoi je me suis rendu le lundi au centre de soins, et j'ai demandé à le voir: on m'a appris son décès survenu la veille.

Le RUIG a donc lui aussi cessé de vivre, remplacé par une autre machine qu'il faudra bien faire tourner. Je lui souhaite bonne chance, tout en constatant que bien plus que la forme des institutions, c'est la qualité des hommes et des femmes qui s'y engagent qui compte le plus.

*30 mai 2008*





---

# Introduction



## Un partenariat renforcé pour favoriser la pensée critique et l'action

Par Randall Harbour



*La Palais des Nations vue depuis la Place des Nations, juin 2008*

Promouvoir un développement juste et durable, favoriser le dialogue interculturel et le respect des droits de l'homme, gérer les crises latentes en amont et non seulement intervenir dans l'urgence en aval sont autant de défis auxquels fait face la communauté internationale. Lors de sa brève existence, le Réseau universitaire international de Genève favorisa l'étude de sujets critiques d'actualité d'une manière multidisciplinaire et orientée vers l'action.

Situé à Genève, siège européen des Nations Unies, le RUIG avait pour principale mission de soutenir le partenariat entre institutions académiques et organisations internationales en vue de promouvoir la paix et la justice. L'un des deux premiers centres de la coopération internationale, exprimé en nombre d'agences, de conférences et de personnes qui y participent, vivier d'ONG dynamiques et siège de plusieurs institutions académiques de haute qualité,



Genève offre une concentration riche et diverse de savoirs et de talents. Le défi du RUIG fut d'encourager à faire travailler ensemble ces entités et les êtres humains qui font leur force et de stimuler autant que possible et pour «la bonne cause» le potentiel et la créativité qui y résident. Bénéficiant du soutien de la Confédération suisse et de la République et canton de Genève, le RUIG accomplit une tâche d'intérêt local, national et international.

La spécificité du RUIG fut sa structure de gouvernance, constituée de représentants provenant et du monde académique et des organisations internationales, ainsi que son soutien à des projets de recherche entrepris par des équipes pluridisciplinaires issues également de ces deux mondes. Le RUIG disposait de deux principaux instruments pour le soutien aux projets: 1) l'appel d'offres annuel et 2) le programme de «Small Grants». Depuis le lancement de ses activités au printemps 2001 jusqu'à sa liquidation au début de 2008, le RUIG approuva, finança, suivit et, en étroite collaboration avec les chercheurs concernés, mit en valeur 82 projets de recherche pour un montant total d'environ CHF 12 millions. Ces projets concernèrent une large gamme de domaines et des sujets aussi variés que les conflits liés à l'eau, les institutions de micro finance, la santé mentale, le commerce international des espèces menacées, l'aménagement urbain et la consolidation de la paix, parmi d'autres.

### **Un éventail d'autres activités ciblées**

En plus de son soutien aux projets de recherche, le RUIG organisa et participa à des rencontres internationales et joua le rôle d'intermédiaire suscitant des collaborations entre le monde académique et les organisations internationales. Le RUIG fut l'un des partenaires clés du 3<sup>e</sup> Symposium de la Francophonie en 2002 et sollicita notamment la participation d'universitaires à des tables rondes sur la problématique de la région des Grands Lacs en Afrique. À la suite de l'action militaire en Afghanistan, début 2002, le RUIG et l'Institut des Nations Unies

RUIG-GIAN appears to be a rather unique institution, both in Switzerland and world-wide. [...] the direct and joint steering role of RUIG-GIAN by representatives of both academic institutions and a variety of international organizations and their joint undertaking of research projects and training and technical assistance activities (especially aimed at capacity building in developing countries) render RUIG-GIAN its distinguishing features.

*Rapport des experts, évaluation du RUIG par le CEST, septembre 2003, page 14, point 7.*

pour la formation et la recherche (UNITAR) organisèrent des séances d'information sur les aspects culturels du contexte afghan, destinées essentiellement au personnel international en partance dans le cadre de missions humanitaires et de reconstruction. Dans le sillage d'un projet «Small Grant» sur les catastrophes naturelles en Amérique centrale, le RUIG accueillit à la Villa Rigot une conférence, organisée par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), sur la gestion des risques liés aux désastres naturels. Le RUIG fut aussi membre du *Geneva Research and Policy Dialogue*, organisé par l'Office des Nations Unies à Genève et l'Université des Nations Unies à Tokyo, et participa également au groupe de pilotage du *Geneva Humanitarian Forum. L'Academic Council on the United Nations System* (ACUNS), organisation qui regroupe de nombreux professeurs, chercheurs et autres acteurs intéressés par les Nations Unies et l'architecture du système international, invita le RUIG à être son partenaire pour l'organisation de sa réunion annuelle fin juin/début juillet 2004 à Genève. Le RUIG fut également le partenaire genevois pour l'organisation d'un colloque sur le *United Nations Intellectual History Project* (UNIHP) qui eut lieu au Centre de conférences de Varembe en janvier 2005. Outre ces activités, de nombreuses conférences, colloques et conférences de presse eurent lieu dans le cadre des projets de recherche.



*La première Assemblée générale de la Société des Nations à la Salle de la Réformation, Genève, le 15 novembre 1920, avec les représentants de 41 nations.*

Le RUIG releva le pari que son Conseil de Fondation s'était fixé: faire collaborer des organisations internationales, des ONG et le monde universitaire dans le cadre de projets de recherche au service de la paix et de la justice; promouvoir le rayonnement de Genève et de la Suisse; devenir un «label de qualité» pour la recherche interdisciplinaire et «orientée vers l'action» dans les domaines d'activité des organisations internationales à Genève. Le RUIG fit également avancer la collaboration entre universitaires à Genève mais ne chercha pas à provoquer «l'intégration» souhaitée par le Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche. Finalement, la politique universitaire genevoise et suisse eut raison du RUIG; s'attarder sur cette disparition n'est pas notre objectif, mais la question figure en filigrane dans plusieurs articles de cet ouvrage.

### **Une longue tradition d'ouverture genevoise**

Le RUIG s'inscrit dans la longue tradition d'engagement humanitaire et d'ouverture internationale de Genève. Henry Dunant et les personnalités réunies autour de lui ouvrirent la voie de la Genève internationale en 1863. Leurs efforts donnèrent naissance à la première des Conventions de Genève, signée par 16 Etats dans une salle de l'Hôtel de Ville en 1864. La vocation internationale de Genève franchit une autre étape lorsqu'en 1872 une commission d'arbitrage se réunissant dans cette même salle aboutit à un règlement pacifique du contentieux anglo-américain au sujet des agissements de la frégate sudiste l'*Alabama* pendant la guerre de sécession aux États-Unis. Ce fut l'arrivée de la Société des Nations (SDN) et du



Bureau international du travail (BIT) dans le sillage de la première guerre mondiale qui placèrent Genève au centre de la politique internationale. Malheureusement, la SDN profitera pendant peu de temps de son nouveau siège, le Palais des Nations, terminé en 1936.

Les Etats du monde échouèrent dans le domaine de la sécurité collective, au sein comme en dehors de la SDN, au cours des années 1930. Écartée et désavouée, la SDN cessa ses activités pendant la deuxième guerre mondiale et disparut officiellement en 1946. Mais Genève retrouva rapidement sa vocation de ville internationale en accueillant le siège européen de la nouvelle Organisation des Nations Unies (ONU). Le BIT revint à Genève, depuis son repli à Montréal, et une pléthore d'organisations internationales s'y installa – du GATT (1947), à l'Organisation mondiale de la santé (1948), aux offices des Hauts-Commissariats pour les réfugiés (1951) et aux droits de l'homme (1993). En 1999, l'année de la création du RUIG, les 23 organisations internationales, plus de 160 missions et représentations permanentes et plus de 300 ONG faisaient de Genève l'un des hauts lieux de l'activité internationale dans les domaines social, économique et technique.

La riche tradition intellectuelle de Genève, datant de la Réforme et soulignée par la création en 1559 par Jean Calvin et Théodore de Bèze de l'Académie, devenue ultérieurement l'Université de Genève (UNIGE), marqua un tournant au milieu des années 1920. Profitant du rôle privilégié de Genève comme centre de la diplomatie mondiale, William Rappard œuvra pour la création d'un institut voué à l'étude scientifique des relations internationales. Attaché à l'Université de Genève et bénéficiant du soutien financier de la Confédération, de l'Etat de Genève et de la Fondation Rockefeller, l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) vit le jour en 1927. La filiation spirituelle du RUIG aux idéaux de Rappard et à «l'esprit de Genève» de l'entre-deux-guerres était avérée.

La vague de décolonisation et la détermination de Jacques Freymond menèrent à la création de l'Ins-

titut africain en 1961, qui, devenu l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) en 1973, renforça la constellation d'institutions publiques à Genève dédiées à l'enseignement supérieur. L'IUHEI et l'IUED fusionnèrent début 2008, fait intimement lié à la disparition du RUIG et à la création de son successeur, le Réseau suisse pour les études internationales à Genève. Anticipant cette fusion, la transformation du RUIG fut déjà évoquée par la Conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey en octobre 2003 : ...la construction d'un pôle de compétence en matière d'enseignement et de recherche dans le domaine des relations internationales passe par un processus de réformes. [...] ce qui implique de repenser la fonction et l'existence à moyen terme du RUIG...<sup>1</sup>

### **Le RUIG devient réalité**

L'idée de structurer la coopération entre acteurs académiques et internationaux à Genève circulait depuis longtemps. Un vrai élan fut donné à ce concept lorsque début 1999, le Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche, M. Charles Kleiber, et la Cheffe du Département de l'instruction publique de la République et canton de Genève, Mme Martine Brunschwig Graf, mandatèrent le Recteur de l'Université de Genève, M. Bernard Fulpius, pour faire des propositions sur la coordination et l'intégration des activités académiques entreprises à Genève dans le secteur des relations internationales. C'est avec l'active collaboration des Directeurs de l'IUHEI et de l'IUED, MM. Peter Tschopp et Jean-Luc Maurer, que le projet RUIG naquit. Il devait favoriser le renforcement des synergies entre les trois institutions universitaires fondatrices, d'une part, et entre ces institutions et les organisations internationales présentes à Genève, d'autre part. MM. Maurer et Tschopp, en collaboration avec le nouveau Recteur, M. Maurice Bourquin, amenèrent au sein du RUIG des partenaires issus des organisations internationales. M. Vladimir Petrovsky, Directeur Général de l'Office des Nations Unies à Genève et M. Jakob Kellenberger, Président du CICR, apportèrent leur concours. Le RUIG fut formellement

<sup>1</sup> «Les défis de la Genève internationale», allocution de Mme Micheline Calmy-Rey, Conseillère fédérale, Cheffe du Département fédéral des affaires étrangères, à l'IUHEI, le 21 octobre 2003.



*La Villa Rigot, siège du RUIG, c. 2005.*

inscrit au Registre du commerce de la République et canton de Genève le 8 décembre 1999. Un président du Comité scientifique fut alors nommé en la personne de M. Claude Raffestin, Vice-recteur de l'Université de Genève et Professeur de géographie humaine.

Le RUIG fut dirigé par un Conseil de Fondation qui rassembla en son sein des personnalités nommées par les trois partenaires académiques à Genève ainsi que des représentants d'organisations internationales, d'autres institutions académiques et du

secteur privé. Comme dans toutes ses activités, le RUIG chercha un équilibre entre praticiens, universitaires, secteur privé et public, femmes et hommes. M. Jean-Marie Dufour, Conseiller juridique à l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN), fut élu premier président de cette instance.

Dès le début de l'année 2000, la République et canton de Genève octroya au RUIG une subvention de CHF 500'000 et mit à sa disposition la Villa Rigot, située près de la Place des Nations.



En décembre 2000, la Confédération accepta d'accorder au RUIG un financement de CHF 1,35 million par an pour la période 2001-2003. Ces fonds provenaient du Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER). La parité des subsides provenant de ces deux autorités gouvernementales s'établit ultérieurement; ce fut l'un des nombreux sujets épineux qui ont émaillé la vie du RUIG. L'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (OFEFP) fit au RUIG une contribution unique de CHF 500'000.

Dès la mise en place du Secrétariat du RUIG en février 2001, le côté «opérationnel» démarra, avec comme priorité le lancement du premier Appel d'offres. Le succès de l'Appel d'offres 2001 dépassa toute attente, avec 61 avant-projets reçus.

### Un pari qui en valut la peine

A la création du RUIG, un brouillard séparait le monde universitaire de celui des organisations internationales à Genève. Il existait certes des collaborations mais elles étaient occasionnelles, généralement *ad hoc*, et souvent le résultat de contacts personnels plutôt que d'une approche structurée. Trop souvent, des personnes travaillant dans un même domaine de part et d'autre s'ignoraient et, faute d'intermédiaire, des universitaires et des praticiens, potentiellement désireux de contribuer par leurs connaissances à un édifice collectif, restaient étrangers les uns aux autres.

En créant des «ponts» entre ces entités, les fondateurs du RUIG souhaitaient favoriser l'action respective des acteurs internationaux et du monde universitaire tout en gardant en vue le but ultime de leurs activités: promouvoir la paix et la justice dans le monde ainsi que l'avancement des connaissances. C'est donc en balisant des chemins et en apportant son soutien sous forme de subsides que le RUIG donna au monde composé de l'université et des organisations internationales une nouvelle impulsion pour se découvrir et coopérer plus étroitement.

Le RUIG est la seule institution à avoir pour mission d'initier la mise en réseau d'institutions universitaires et d'organisations internationales et d'assurer leur coopération effective au travers de projets de recherches communs.

*Rapport d'évaluation du CEST, mars 2003.*

RUIG  
GIAN

Réseau universitaire international de Genève

Geneva International Academic Network

**research projects**  
**Funding**  
**"Small Grants"**

Funding is available for research projects that involve partnerships between the academic world and international organisations in Geneva. Each project must fall within the purview of at least one of five thematic areas:

**sustainable development, social equity, globalisation, intercultural dialogue and humanitarian law/human rights.**

Within these areas, the GIAN encourages projects concerning:

**conflicts and security, environmental issues and humanitarian action.**

For additional information please contact the GIAN Secretariat  
(022 733 26 92, [info@ruig-gian.org](mailto:info@ruig-gian.org))  
or visit our website:  
<http://www.ruig-gian.org>





## Les origines du RUIG : un projet politique et universitaire



## Trois fées sur le berceau du RUIG

Entretiens<sup>1</sup> avec MM. Bernard Fulpius, Emilio Luisoni, Jean-Luc Maurer, Peter Tschopp, et Eric Baier<sup>2</sup>

Propos recueillis par Laurence Mortier

*Il y eut ces vingt dernières années plusieurs tentatives pour créer des ponts entre les organisations internationales à Genève et les chercheurs universitaires du bout du lac, notamment avec la création de l'Académie internationale de l'environnement le 20 juin 1991, laquelle fut dissoute le 30 novembre 2000. D'où vient donc cette idée de créer le RUIG?*

*M. Tschopp:* L'idée de susciter des synergies entre les institutions académiques et les organisations internationales est un vieux projet. En effet, le lien entre ces deux mondes a toujours été ténu, il y avait là un défaut d'utilisation inacceptable. L'objectif était donc d'offrir un moyen concret pour améliorer ces relations à travers des projets de recherche communs. Les personnes impliquées dans les premières discussions autour de ce projet étaient le Professeur Fulpius, alors Recteur de l'Université de Genève, le Professeur Maurer, à l'époque Directeur de l'IUED, M. Luisoni, à ce moment-là Président du Conseil de Fondation de l'IUED, et moi-même, alors Directeur de l'IUHEI.

*M. Maurer:* Il fallait en effet absolument trouver des moyens de créer des synergies d'une part entre les institutions académiques genevoises entre elles, et d'autre part entre ces dernières et les organisations internationales. On parlait souvent d'avantage comparé inexploité à propos des organisations internationales. Il était clair qu'il fallait réaliser un concept de mise en réseau. En novembre 1998, le Recteur Fulpius s'est vu confier un mandat de la part de la Conseillère d'État Brunschwig Graf et du Secrétaire d'État à l'éducation et à la recherche Kleiber. Le processus de dissolution de l'Académie internationale de l'environnement était alors déjà engagé et il lui a été demandé «de faire des propositions concrètes pour la coordination et l'intégration des activités académiques menées à Genève, par les différentes

institutions universitaires ou organismes para-universitaires se consacrant à l'étude des relations internationales au sens large du terme»<sup>3</sup>. Suite à l'échec de l'Académie internationale de l'environnement, il fallait faire mieux dans le domaine des relations internationales à Genève. MM. Fulpius, Tschopp et moi-même nous sommes alors attelés à la tâche.

*M. Baier:* Ces trois fées se sont penchées avec amour et affection sur le berceau du RUIG, pour en faire un réseau de coopération le plus prometteur possible. Avant de quitter ses fonctions le 15 juillet 1999, le Recteur Fulpius remit son rapport à ses mandants en proposant la création d'une fondation, la mise en place d'un réseau et la réalisation d'une sorte



*De g. à dr. Peter Tschopp et Robert Kolb lors de la «cérémonie pour les lauréats» à la Villa Rigot, le 30 octobre 2002.*

<sup>1</sup> Cette synthèse a été réalisée à partir d'entretiens effectués séparément avec les divers interviewés.

<sup>2</sup> M. Bernard Fulpius a été Recteur de l'Université de Genève de 1995 à 1999, M. Emilio Luisoni Président du Conseil de Fondation de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) de 1994 à 2002, M. Peter Tschopp Directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) de 1998 à 2002, M. Jean-Luc Maurer Directeur de l'IUED de 1992 à 2004 et M. Eric Baier Secrétaire adjoint responsable des Affaires universitaires au Département de l'Instruction publique (DIP) de la République et Canton de Genève de 1983 à 2007.

<sup>3</sup> Rapport du Conseil d'État au Grand Conseil, M 794-B, M 1244-A, M 1271-A, M 1245-B, 29 novembre 2000, pp. 17-18.

d'«atomium» consistant à développer au sein du réseau des programmes communs dans le domaine des relations internationales entre les trois institutions partenaires. Celles-ci devaient conserver leur autonomie; or, c'est précisément, pour deux d'entre elles du moins (IUHEI et IUED), que ce principe sera remis en question dix ans plus tard, avec leur fusion en 2007 ce qui provoquera la fermeture du RUIG et la naissance d'un nouveau réseau dès 2008, le Réseau suisse pour les études internationales.



*De g. à dr. Jean-Luc Maurer, Eric Baier, Jean-Marie Dufour, à la Villa Rigot, c. 2003.*

*Les différents acteurs et institutions avaient-ils des positions divergentes?*

*M. Fulpius:* Cette structure en «atomium», qui devait naître des «molécules» UNIGE, IUHEI et IUED et être organisée par celles-ci, ne devait pas être figée, mais évoluer avec l'apparition et la disparition de nouveaux éléments «satellites» au sein du réseau. Ces trois institutions structurantes devaient conserver leur autonomie au niveau de leur mode de fonctionnement, de leur démarche scientifique et de leur culture d'entreprise. Chacune de ces trois institutions devait amener avec elle son propre réseau existant, les organisations internationales formant la «nébuleuse» autour des trois «molécules» centrales. Du point de vue de l'UNIGE, l'objectif était de créer des liens plus étroits avec l'IUHEI et l'IUED en leur donnant une place équilibrée au sein d'un réseau. La tâche fut ardue, car il existait une sorte de hiérarchie inconsciente entre les partenaires, notamment concernant l'ancienneté ou l'histoire



*De g. à dr. Emilio Luisoni et Jean-Pierre Laviec, le 14 novembre 2006.*

respective des institutions. En rassemblant les trois partenaires autour d'une même table, au sein d'une structure souple, on aplanissait certaines inégalités. Il fut toutefois difficile de convaincre chaque partenaire qu'en dépit des différences l'essentiel était que tous fassent finalement partie de la même maison.

### *Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil*

*Le 13 novembre 1998, M. Bernard Fulpius, recteur de l'Université de Genève, s'est vu confier un mandat de la part de Mme Martine Brunschwig Graf, présidente du Département de l'instruction publique de Genève, et de M. Charles Kleiber, Secrétaire d'Etat, directeur du Groupement de la science et de la recherche. Il lui était demandé, alors que le processus de dissolution de l'AIE [Académie internationale de l'environnement] était mis en route, et sur la base d'une étude de la situation, de faire des propositions concrètes pour la coordination et l'intégration des activités académiques menées, à Genève, par les différentes institutions universitaires ou organismes para-universitaires se consacrant à l'étude des relations internationales au sens large du terme.*

*Pour s'acquitter de cette tâche, M. Bernard Fulpius s'est assuré la collaboration de MM. Peter Tschopp, directeur de l'IUHEI, et de Jean-Luc Maurer, direc-*

*teur de l'IUED. Ensemble, ils ont d'abord réalisé à la fin 1998 une enquête par questionnaire auprès d'un certain nombre de personnalités concernées. Sur la base des réponses obtenues, ils ont travaillé à l'élaboration d'un concept de rapprochement institutionnel qui a été dénommé RUIG (Réseau universitaire international de Genève).*

*Le principe de base retenu pour cette mise en réseau est que les partenaires impliqués (UNIGE, IUHEI, IUED) continueront à garder leur autonomie au niveau de leur mode de fonctionnement, de leur démarche scientifique et de leur culture d'entreprise. La formule proposée consiste à développer progressivement sur le réseau une série de programmes conjoints dans le domaine de l'enseignement, de la formation continue, de la recherche et des services. Le réseau devrait notamment permettre le renforcement des synergies entre les trois institutions universitaires susmentionnées, les autres organismes para-universitaires concernés, les nombreuses organisations internationales présentes à Genève et des représentants de l'économie privée, de la société civile et du monde associatif.*

«Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil», M 794-B, M 1244-A, M 1271-A, M 1245-B, 29 novembre 2000, p. 17-18, disponible sur : <http://www.ge.ch/grandconseil/data/texte/M00794B.pdf>

*M. Luisoni*: En effet, la collaboration entre institutions n'était pas facile, notamment entre l'IUED et l'IUHEI. La difficulté résidait en ce qu'il fallait se réunir dans un réseau en évitant que chacun se concentre sur sa propre institution. Lors des discussions autour de la création de ce réseau, certaines se considéraient meilleures que d'autres. Mais toutes ces institutions avaient quelque chose à mettre en commun, dans cette ville aux côtés uniques, et le RUIG était là pour cela. Le RUIG avait tout pour réussir du point de vue de la structure, c'était un espace de retrouvailles pour faire du bon travail. Ce qui a fait capoter le projet RUIG n'était pas l'idée en soi, qui était bonne, mais les ambitions démesurées de certaines institu-

tions et la position qu'elles avaient adoptées à l'égard d'un projet qui n'était pas assez ambitieux pour elles. Berne a alors soufflé sur le feu. Le Secrétaire d'Etat Kleiber n'était pas sur la même longueur d'onde que nous; Berne voyait plus grand et cherchait depuis le début à freiner cette initiative qui venait de Genève. Réciproquement, le petit suspecte le gros. La situation était la suivante: il fallait soit se taire face à Berne, soit s'opposer, car on perdait de la souveraineté. Lors des discussions, il y avait des points de vue divergents entre les représentants des institutions, chacun tirait de son côté, mais dès qu'on voyait que Berne était contre, alors on reculait. Il y avait peu de courageux qui osaient accepter le risque. Pour ma part, je faisais abstraction de ce qui venait de Berne et me suis battu pour que le projet RUIG voie le jour.

*Comment s'est concrétisée cette idée qui a ensuite résulté en la création du RUIG?*

*M. Tschopp*: Nous avons dû convaincre Mme Brunschwig Graf, qui était en ce temps Présidente du Conseil de Fondation de l'IUHEI et Conseillère d'Etat chargée du Département de l'instruction publique du Canton de Genève, du bien-fondé de notre idée. Une fois le soutien nécessaire réuni, je me suis attelé, en particulier avec le Recteur Fulpius, à l'élaboration des



*De g. à dr. Martine Brunschwig Graf, Présidente du Conseil d'Etat de la République et Canton de Genève et Kofi Annan, Secrétaire générale de l'ONU lors d'une cérémonie commémorant le 50<sup>e</sup> anniversaire des Conventions de Genève, 1999. Photo: ©Klopmann.*

statuts de la structure qui allait devenir le RUIG. La rédaction de l'acte constitutif du RUIG fut l'objet de laborieuses discussions. En effet, le Secrétaire d'État à l'éducation et à la recherche, M. Kleiber, n'a jamais été un supporteur de ce projet, même si nous avons réussi à le convaincre de notre initiative relativement tôt. Ce manque d'enthousiasme a malheureusement persécuté le RUIG et n'a pas servi sa cause.



*Maurice Bourquin, c. 2000.*

*M. Maurer:* La fondation «Réseau universitaire international de Genève» a été constituée, au sens des articles 80 et ss du Code civil suisse, le 30 septembre 1999. Les trois membres fondateurs étaient MM. Maurice Bourquin, Recteur de l'Université de Genève, comme successeur de M. Fulpius suite à la fin de son mandat en juillet 1999, Peter Tschopp, Directeur de l'IUHEI et moi-même, Directeur de l'IUED. Le préambule de l'acte constitutif, proposé par M. Luisoni, définit le but du RUIG selon les termes suivants: «Les signataires de l'Acte de fondation entendent, par la création de cette Fondation, promouvoir le rôle de Genève au service de la paix, des droits de l'homme, des relations sociales équitables et du développement durable.» La mission statutaire du RUIG et les activités qui en découlent étaient les suivantes: mettre en réseau les institutions académiques et les organisations internationales; entreprendre, promouvoir et diriger des projets de recherche, d'expertise scientifique, et, subsidiairement, d'enseignement et de formation dans les domaines des relations internationales.

## *Acte constitutif du RUIG*

### *Article 3 - But*

*A) La Fondation a pour but de mettre en réseau des institutions universitaires de Genève, de Suisse et de l'étranger et des organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales par la création de programmes d'activités conjoints dans le domaine des relations internationales.*

*B) Les programmes conjoints porteront sur les domaines de l'enseignement, de la formation continue, de la recherche et des services.*

*C) A cette fin, la Fondation peut conclure des conventions de coopération avec toutes fondations, institutions ou organisations poursuivant des activités compatibles avec son propre but.*

«Acte constitutif du RUIG»,  
signé le 30 septembre 1999 par MM. Maurice Bourquin, Peter Tschopp et Jean-Luc Maurer.

*M. Baier:* La première tâche a consisté à mettre en place les organes de la Fondation: le Conseil, le Bureau et le Comité scientifique ainsi qu'un petit Secrétariat exécutif. Le travail remarquable de terrain effectué par le Président du RUIG, Monsieur Jean-Marie Dufour, qui disposait déjà d'une vaste expérience dans le domaine des organisations internationales, a permis de tenir une première séance du Conseil le 25 mars 2000 et de désigner le plus rapidement possible un président du Comité scientifique et un secrétaire exécutif.

### *Les membres du Conseil de Fondation du RUIG avaient-ils des points de vue divergents?*

*M. Baier:* L'idée de départ était que les trois institutions fondatrices genevoises devaient se concerter pour orienter les recherches du RUIG. Elles devaient jouer le rôle de «marraines» du nouveau-né, instigatrices des recherches en fonction des intérêts scientifiques présents. L'objectif était de prolonger ces recherches dans un réseau multidisciplinaire comprenant les organisations internationales. Or, dès la nomination de M. Dufour à la présidence du Conseil de Fondation du RUIG, une autre idée

fut développée, à savoir celle d'un système de concours à travers un appel d'offres annuel. Ce système était certes objectif, mais, à mes yeux, il n'était pas approprié, car la participation des trois institutions fondatrices et leur influence au niveau scientifique furent amoindries. Les résultats des projets soutenus par le RUIG étaient souvent bons, mais du point de vue qualitatif, les projets du Fonds national suisse sont généralement meilleurs. Faute d'une infrastructure suffisante, le RUIG a mis en place un appel d'offres et s'est finalement imposé comme point central autour duquel des projets de recherche gravitaient. Avec un peu de recul, je constate que, comme dans le cas de l'Académie internationale de l'environnement, qui fut dissoute à la fin 2000, le RUIG n'a pas su s'imposer au niveau suisse avec des recherches qui impressionnent. J'ai toujours pensé que le mécanisme de l'appel d'offres n'avait pas d'avenir pour le RUIG et qu'il fallait baser les recherches autour de personnalités académiques et de compétences de pointe. Au lieu de répartir les fonds entre un grand nombre de projets, il aurait fallu identifier des recherches fortes et les valoriser, en trouvant un équilibre entre les compétences des académiques et celles des organisations internationales ainsi qu'en créant des ponts. Le Réseau suisse lance aussi un appel d'offres. J'y vois une sorte de «fatalité de l'appel d'offres».

*M. Tschopp:* Pendant mon activité au sein de l'IUHEI et du RUIG, j'ai toujours soutenu qu'il fallait que ce dernier aborde des questions de grande envergure, comme celles de l'eau, de l'énergie ou de l'agriculture, mais certains considéraient ces thématiques comme absurdes. Finalement, il en a résulté des projets de petite et moyenne taille, sur des thématiques très diverses, car le RUIG n'avait pas été doté de moyens financiers suffisants pour coordonner des recherches de grande ampleur.

*Vous avez été membres du Conseil de Fondation du RUIG en tant que représentants de votre institution pendant vos mandats respectifs. Comment estimez-vous que les débats du Conseil de Fondation ont fait avancer la mission du RUIG? Quels ont été les*

*points forts du Conseil de Fondation et son talon d'Achille?*

*M. Tschopp:* Les séances du Conseil de Fondation du RUIG étaient souvent lentes, mais les tâches du Conseil n'étaient pas très vastes. La majorité du travail revenait au Secrétariat du RUIG et au Comité scientifique. Quel a donc été le rôle crucial du Conseil de Fondation? Il fallait surtout qu'il y ait des gens qui y croient pour que ce projet reste vivant. De plus, le Conseil de Fondation constituait l'une des rares enceintes de dialogue entre les universités et les organisations internationales. Ce forum d'échange était donc le «liant» de relations quasi inexistantes.

*M. Maurer:* Le monde universitaire a toujours été très présent au sein du Conseil de Fondation du RUIG. Au contraire, les organisations internationales n'ont pas suffisamment apporté leur soutien, leurs représentants déléguaient cette tâche à d'autres personnes qui n'avaient pas l'influence nécessaire et qui changeaient fréquemment. Les personnalités indépendantes qui avaient été cooptées croyaient fermement en la mission du RUIG. Elles ont été fortement déçues par la décision de fermer le RUIG.

*M. Baier:* Je considère que le Conseil de Fondation du RUIG faisait de la sous-traitance envers le Comité scientifique, à travers l'appel d'offres. Je n'ai pas été très présent au sein du Conseil de Fondation, car je ne voulais pas manifester mon opposition au mécanisme de l'appel d'offres, puisqu'il avait été décidé qu'il constituerait l'activité principale du RUIG.

*Après huit ans d'activités, le RUIG a été fermé à la fin décembre 2007, au moment où l'Institut de hautes études internationales et du développement (HEID), résultat de la fusion des deux Instituts IUHEI et IUED, est créé. Quelle place a occupé le RUIG auprès des deux Instituts, et en particulier dans le cadre de cette fusion?*

*M. Tschopp:* Le corps professoral de l'IUHEI n'était au départ pas intéressé par le RUIG. En effet, on craignait une arrière-pensée de fusion entre l'IUHEI et l'IUED, dans le but de créer une «Université internationale de Genève». Mais cette fusion était à

mon avis inéluctable et sous-jacente, dès les premières discussions autour du RUIG. L'élargissement du cadre des recherches aux organisations internationales préparait le terrain pour la fusion. Cette fusion entre les deux Instituts a ensuite été imposée par la Confédération, mais j'aurais souhaité que le RUIG eût été inclus dans cette réorganisation. Or, la pression des alémaniques, qui craignaient que cette nouvelle structure absorbe davantage de fonds de la



Lors de la conférence de presse sur la création d'un «Pôle académique en études internationales à Genève», le 7 avril 2005, dans la Salle Alabama.



De g. à dr. Charles Kleiber, Pascal Couchepin et Charles Beer, le 7 avril 2005.

---

### *Déclaration d'intention relative à la création d'un Pôle académique en études internationales à Genève*

*Les parties confirment leur intention de créer un Pôle académique en études internationales à Genève (ci-après «Pôle»), qui doit entrer en activité dès le 1<sup>er</sup> janvier 2008. Le Pôle sera constitué d'une part d'une nouvelle structure subventionnée directement par la Confédération suisse et le Canton de Genève, et d'autre part de liens contractuels étroits entre cette nouvelle structure et l'Université de Genève sur laquelle pourront venir se greffer d'autres coopérations au niveau national ou international. Les activités du Pôle tiendront compte de la répartition des compétences dans les études internationales en Suisse. [...]:*

*1. Il est constitué d'un regroupement axé essentiellement sur le rapprochement de l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) et de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), qui sont invités à définir entre eux les termes et les modalités d'une intégration aboutissant à l'établissement d'une structure simple (un seul mandat de prestations liant les autorités politiques et académiques) avec des responsables clairement désignés. En parallèle, il est constitué un comité de projet qui a pour mandat de proposer une convention de coopération liant l'Université de Genève et le regroupement des deux instituts. Le réseau universitaire international de Genève (RUIG) disparaîtra à l'horizon 2008 et sa mission sera intégrée dans la nouvelle institution.*

«Déclaration d'intention relative à la création d'un Pôle académique en études internationales à Genève», signée le 7 avril 2005 par le Conseiller fédéral Pascal Couchepin et le Conseiller d'État Charles Beer.

---

*Evaluation du Réseau universitaire international de Genève, Centre d'études de la science et de la technologie (CEST)*

10. *However, it is questionable whether this strategy [the funding of research projects] can be sustained and/or is the most appropriate on a longer term, given the limited financial means at RUIG-GIAN's disposal. First of all, is it feasible to continue to generate a sufficient number of high quality collaborative research projects that meet the criteria (see below)? Already at present, attempts are made to widen the scope to academic institutions outside the Geneva region, for instance, to the Universities of St. Gallen and Luzern.*

11. *An alternative strategy for RUIG-GIAN could be to become as well a meeting place for people from international organizations, academic institutions and internationally-oriented NGOs in the Geneva area, next to its research generating role. Networking, profiling and increasing visibility would thus become RUIG-GIAN's additional task. This could be done by organising public lectures, thematic workshops, colloquia and seminars, by providing fellowships, scholarships and seed money to stimulate collaborative projects, and by, for instance, creating the Geneva RUIG-GIAN Prize for peace, justice and sustainable development. RUIG-GIAN would then be an initiator and stimulator, instead of a research-funding agency of loosely connected projects.*

Chapitre 3.1, «The experts' evaluations and recommendations», «Évaluation du Réseau universitaire international de Genève (RUIG)», Centre d'études de la science et de la technologie (CEST), mars 2003, pp. 14-15.

Confédération, l'empêcha. En tous les cas, la fusion a bénéficié du RUIG, car ce dernier a permis que le problème du financement des recherches soit discuté à Berne. Il était en effet anormal que l'IUHEI et l'IUED soient en majeure partie financés par le Canton de Genève.

*M. Maurer*: Je reste persuadé que le RUIG était un mécanisme pour éviter la fusion des deux Instituts. En effet, le RUIG devait être le premier pas pour faciliter la collaboration entre les institutions académiques genevoises, notamment entre l'IUHEI et l'IUED. L'enjeu principal était d'apprendre à marcher ensemble. Le RUIG était un cadre de coopération au sein duquel les deux Instituts travaillaient sur un pied d'égalité. Ce partenariat était très prometteur, il aurait pu continuer à se développer et cela aurait évité l'imposition d'une fusion que la plupart des concernés ne souhaitaient pas. Je regrette que cette fusion ait eu lieu et que le RUIG ait disparu, car on ne lui a pas donné le temps de faire ses preuves. Mais ont prévalu non seulement la vision politique du Secrétaire d'État Kleiber, mais aussi l'idée selon laquelle ce qui est fédéral, à savoir les Ecoles polytechniques fédérales, est mieux que ce qui est cantonal. Finalement, cette fusion ne facilite en rien la collaboration entre le nouvel institut HEID et l'Université de Genève.

*Quelles critiques ont été formulées à l'encontre du RUIG? Quelles sont d'après vous les raisons de la fermeture du RUIG?*

*M. Baier*: La décision d'octroi de la subvention fédérale pour les années 2001, 2002 et 2003, datée du 22 décembre 2000<sup>3</sup>, soumettait la poursuite de l'expérience du RUIG au-delà de 2003 à l'évaluation d'une instance indépendante. Cette évaluation fut réalisée au début 2003 par le Centre d'études de la science et de la technologie (CEST) et se concrétisa par un rapport d'expertise<sup>4</sup>. L'évaluation était particulièrement favorable, les orientations du RUIG étaient confirmées, notamment ses excellents critères d'octroi des subsides scientifiques. Une remarque insidieuse se logea pourtant dans le détail des chiffres 10 et 11 de l'expertise qui demandait si une autre stratégie, non pas fondée sur l'octroi de substantiels subsides de

<sup>3</sup>Décision d'allocation par le Département fédéral de l'intérieur (DFI) d'une subvention au sens de l'art. 16 de la Loi fédérale sur la recherche du 7 octobre 1983, signée le 22 décembre 2000 par la Conseillère fédérale Ruth Dreifuss.

<sup>4</sup>«Évaluation du Réseau universitaire international de Genève (RUIG)», Centre d'études de la science et de la technologie (CEST), mars 2003, disponible sur : [http://www.cest.ch/Publikationen/2003/CEST\\_2003\\_9.pdf](http://www.cest.ch/Publikationen/2003/CEST_2003_9.pdf)



*Ulrich von Blumenthal de l'Office des Nations Unies à Genève, lors de la conférence de presse, le 7 avril 2005.*

recherche à des tiers, mais sur une activité propre plus importante des trois institutions fondatrices mises en réseau, ne serait pas envisageable. Le Secrétaire exécutif, Randall Harbour, fit justice à cette remarque en notant dans les commentaires du RUIG que les limites très contraignantes de l'article 16 de la Loi fédérale sur la recherche rendaient difficile un subventionnement interne qui ne serait pas fondé sur un concours ouvert à tous, et non pas limité aux institutions partenaires. Il n'en reste pas moins que cette remarque fit planer un doute sur le fonctionnement du RUIG comme «mini Fonds national» et explique peut-être partiellement la décision de liquidation prise par le Département fédéral de l'intérieur<sup>5</sup>. L'autre motivation essentielle pour la suppression de la contribution fédérale à partir de 2007 est évidemment la création d'un nouveau «Pôle académique en relations internationales» contenue dans la «Déclaration d'intention relative à la création d'un Pôle académique en études internationales à Genève» du 7 avril 2005<sup>6</sup>, qui déboucha sur la constitution de l'Institut de hautes études internationales et du développement (HEID).

*M. Maurer*: L'une des critiques émises à l'encontre du RUIG, à savoir qu'il était un «mini Fonds national» venait surtout des Alémaniques qui ne voyaient pas d'un bon œil que Genève reçoive un financement de la Confédération. Or, c'était plus une critique à l'encontre du Secrétaire d'État Kleiber que du RUIG en

---

### *Evaluation du Réseau universitaire international de Genève, Centre d'études de la science et de la technologie (CEST)*

*D. Questions de fond quant à la stratégie de subvention de la Confédération*

*- Existe-t-il éventuellement des doublons sur le plan national?*

*Des doublons n'ont pas été identifiés. Les experts reconnaissent le RUIG comme «institution unique».*

*- Existe-t-il d'autres centres en Suisse qui seraient capables de réaliser les recherches du RUIG?*

*Le RUIG est la seule institution à avoir pour mission d'initier la mise en réseau d'institutions universitaires et d'organisations internationales et d'assurer leur coopération effective au travers de projets de recherches communs.*

*- Comment les projets subsidiés par le RUIG se situent-ils par rapport à d'autres recherches en cours (p. ex. PRN Nord-Sud, PNR 42)?*

*[...] Le directeur du PRN Nord-Sud, le professeur Hurni, a confirmé qu'il n'a pas détecté de double-emplois entre les projets du RUIG et ceux menés par le PRN Nord-Sud. Il souligne les différences fondamentales entre un programme tel que le PRN et un réseau tel que le RUIG. Les projets RUIG sont donc complémentaires à d'autres recherches en cours.*

Chapitre 4.1, «Réponses du CEST aux questions de l'Office fédéral de l'éducation et de la science», «Evaluation du Réseau universitaire international de Genève (RUIG)», Centre d'études de la science et de la technologie (CEST), mars 2003, p. 25.

---

<sup>5</sup>Décision du DFJ annonçant la fin du subventionnement du RUIG, signée le 15 décembre 2005 par le Conseiller fédéral Pascal Couchepin.

<sup>6</sup>La «Déclaration d'intention relative à la création d'un Pôle académique en études internationales à Genève» du 7 avril 2005 fut signée par le Conseiller fédéral Pascal Couchepin et le Conseiller d'État Charles Beer.





De g. à dr. Jean-Marie Dufour et Randall Harbour devant la Villa Rigot, novembre 2004.

tant que tel. Mais il faut rappeler que les universités alémaniques n'ont jamais été exclues du RUIG et que d'ailleurs plusieurs équipes de projets développèrent des partenariats avec certaines d'entre elles.

*Le RUIG est-il devenu ce qui avait été imaginé à sa création? Quel est votre bilan de la petite décennie d'existence du RUIG?*

*M. Luisoni:* Le RUIG s'est fait, bien qu'il aurait pu être bien plus. Il n'a pas marché comme je l'avais espéré et a finalement disparu, c'est dommage. J'ai fait ce que je pensais juste de faire, créer un espace de réflexion et de travail commun, dans un milieu qui n'était professionnellement pas le mien. Or, ce fut un combat difficile, car peu de gens se battent pour des idées. Mais en définitive, Berne a joué un rôle néfaste. Je ne souhaite faire le procès de personne. Le RUIG aurait pu devenir une organisation plus active, mais on lui a mis très tôt des bâtons dans les roues, on a voulu le liquider et peu de courageux se sont levés pour livrer bataille pour sa cause.

*M. Tschopp:* Le RUIG s'est battu avec ses modestes moyens, qui n'ont jamais été suffisants. A cet égard, je souhaite que la structure succédant au RUIG soit dotée de moyens plus importants. Je regrette aussi que les relations développées par le biais du RUIG aient été la plupart du temps bilatérales et entre individus, au lieu de se développer au niveau des institutions et de créer de véritables synergies. Les résultats du RUIG

sont donc satisfaisants, mais modestes et à la hauteur de ses moyens. Ils constituent une petite pierre à l'édifice des relations internationales. Le plus regrettable est qu'on y ait mis fin prématurément.

*M. Baier:* Le RUIG n'est certainement pas devenu ce qui avait été imaginé au départ, mais son bilan est toutefois positif. Le RUIG a accumulé un énorme savoir-faire, mais il a subi une opération de dévalorisation injustifiée. La Confédération ne voyait pas comment le RUIG fortifiait les synergies entre académiques et praticiens de la Genève internationale, c'est pourquoi elle a pris la décision de fermer le RUIG. Le Réseau suisse pour les études internationales sera confronté au même problème que son prédécesseur, problématique qui nous préoccupe depuis vingt ans, à savoir comment renforcer le lien entre les institutions académiques et les organisations internationales.

*M. Maurer:* Nous aurions dû «laisser du temps au temps», attendre encore au moins cinq années avant de vouloir faire un bilan du RUIG et de décider de son avenir. Certes le RUIG présentait certains dysfonctionnements, mais cette structure fut une véritable percée en matière de collaboration entre académiques de diverses institutions et praticiens des organisations internationales. Entre chercheurs de diverses institutions académiques, l'apprentissage en matière de collaboration était effectivement en train d'être réalisé. Le RUIG a donc prouvé que deux institutions académiques, comme l'IUHEI et l'IUED, étaient capables de collaborer entre elles. Je pense que dans certains projets soutenus par le RUIG, le partenariat avec les organisations internationales a été mal construit, mais on aurait pu remédier à ce genre de problèmes et la qualité des partenariats aurait très certainement progressé avec le temps. Je crains que le Réseau suisse qui succède au RUIG considère les organisations internationales uniquement comme des «junior partners». De manière générale, le RUIG offrait un mécanisme relativement souple et simple par rapport à celui du Fonds national suisse. J'en tire un bilan très positif, puisque il a permis, à l'aide de partenariats concrets, de remédier à la rhétorique pure qui est trop souvent déployée autour de l'avantage de la présence des organisations internationales à Genève.

## Views from the United Nations Office at Geneva

Building Bridges Between Research and Practice  
By the Office of the Director-General, United Nations Office at Geneva



*La Place des Nations vue depuis le Palais des Nations, juin 2008.*

Today's complex international order poses great challenges in the interconnected realms of development, security and human rights, which require concerted and well-coordinated responses. To fulfil its mandate, the United Nations must increasingly rely on the active engagement and contribution of a multitude of actors. Just as one country alone cannot single-handedly address

today's threats and challenges, the Organisation must draw on the expertise and contribution of all stakeholders as an essential component for achieving the objectives of the international community.

Sound and reliable data and analysis that inform decisions are indispensable to the efficacy and im-

part of the United Nations' action. Indeed, policies must be underpinned by comprehensive and cutting-edge research. Through a wide network of research institutes, policy planning units and similar bodies, the United Nations itself generates a large volume of high-quality analysis and research related to the challenges before the Organisation. It also works closely with independent researchers and experts in a wide range of areas, which enables it to draw on and be informed by the latest thinking and research results. Important efforts such as the report "In Larger Freedom: Towards Development, Security and Human Rights for All", which provided the foundation for Member States' negotiations prior to the 2005 World Summit, have thus incorporated and built on analysis and recommendations put forward by internationally renowned scholars.

Within this context, the United Nations Office at Geneva (UNOG) has strived over the last decade to draw on the expertise of governments, civil society, including non-governmental organisations, regional and other inter-governmental organisations, as well as research and academic communities. As part of these partnership-building efforts, the Office has endeavoured, in particular, to act as an interface between the world of research and policy entities within the United Nations system.

Through collaborative initiatives that promote regular interaction between policymakers and researchers and expand networks, UNOG seeks to stimulate and strengthen inclusive, forward-looking discussions that cut across thematic and institutional boundaries. These include joint seminars and other events, which allow for open exchanges of experiences and views between policymakers and external experts, with a focus on lessons learned and formulation of proposals for application in the work of the United Nations.

The establishment of GIAN offered a particularly welcome opportunity for UNOG to go one step further and deepen its engagement with

academic and research institutions in Geneva. The city, and Switzerland as a whole, is home to a wide range of research and academic institutions with particular analytical expertise in areas of relevance to the work of the United Nations. While the term "International Geneva" refers to the large presence of international organisations and their staff in Geneva, "Intellectual Geneva" captures the academic and research capabilities in Geneva. GIAN is an example of what can be achieved when these two communities engage and collaborate in support of common goals.

Over the years, GIAN has promoted results-oriented and practical research to be applied in the work of international relations professionals. The five priority themes on which GIAN selected to focus its activities from the very start, namely sustainable development, social equity, globalisation and international commerce, intercultural relations and dialogue and humanitarian law and human rights, have since acquired increasing relevance for the United Nations. As an observer member on the Board of GIAN, UNOG was therefore fully engaged in this unique effort to provide a dynamic platform for linking research and policy and foster collaboration between academic institutions and international organisations – both governmental and non-governmental – in the service of peace, justice and development.

The diversity of the projects that it has supported is not only testimony to the multitude of entities that compose international Geneva but also to the breadth of issues which the mandate and objectives of the United Nations encompass. Perhaps more importantly, GIAN has once again demonstrated the importance of engaging all stakeholders to find common solutions to our shared threats and challenges. UNOG very much hopes that this spirit and the experience gained in many years of collaboration within a strong community of knowledge will infuse the new Swiss Network for International Studies in Geneva, which is to succeed GIAN.

# L'Université de Genève et le Réseau universitaire international de Genève : un engagement local dans une perspective globale

Par Claus Hässig et Jean-Dominique Vassalli<sup>1</sup>



*Claus Hässig et Jean-Dominique Vassalli, 2008*

L'Université de Genève a joué un rôle prépondérant dans la création du Réseau universitaire international de Genève. Ce réseau, fondé en 1999 par l'Université et ses partenaires de l'Institut universitaire de hautes études internationales et l'Institut universitaire d'études du développement – ces derniers réunis aujourd'hui dans le nouvel IHEID –, s'est avéré efficace et exemplaire quant aux travaux qu'il a réalisés et aux liens qu'il a permis de tisser entre le monde universitaire et la Genève internationale. A l'heure où le RUIG se mue en un nouveau Réseau suisse pour les études internationales, un bilan de la participation de l'Université nous permettra de rappeler ses apports et les fondements de son engagement.

L'Université de Genève a contribué à la fondation du RUIG en plein accord avec sa mission envers la cité et avec le rôle de la science dans le monde contemporain. Notre société, confrontée à des défis inconnus par le passé, a besoin de nouveaux concepts et de nouvelles connaissances pour construire les contours d'un monde qui sera encore vivable demain. Ce besoin ne saurait être satisfait sans des ruptures – parfois radicales - avec les concepts qui ont pu être

valables hier mais qui doivent évoluer pour répondre aux nouveaux défis. Le monde scientifique qui, par vocation, est constamment à la recherche de nouveaux paradigmes, a su démontrer par le passé qu'il était le mieux placé pour susciter le renouvellement indispensable de notre perception du monde. Mais la résolution des défis majeurs de l'humanité nécessite des contributions provenant de tous les domaines du savoir : les sciences exactes et naturelles nous permettent de connaître les potentiels et les limites du monde matériel, les sciences médicales répondent aux attentes de l'homme pour repousser la souffrance et la mort, et les sciences humaines et sociales donnent un cadre et un sens à l'action individuelle et collective. C'est donc toute la communauté académique réunie dans une université polyvalente telle que l'Université de Genève qui s'est sentie concernée par la mission que le RUIG s'est donnée. Les nombreux projets dans lesquels des chercheurs de l'Université ont été impliqués sont là pour le démontrer.

## L'UNIGE – membre fondateur du RUIG

L'année 1998 voit converger des préoccupations et des initiatives diverses qui conduiront à ce que l'Université de Genève se trouve au premier plan de la création, une année plus tard, d'un organisme inédit dans le paysage académique genevois et suisse : le Réseau universitaire international de Genève. Dans le contexte de la crise que traverse alors l'Académie internationale de l'environnement à Genève, les gouvernements fédéral et cantonal ainsi que le Grand Conseil genevois posent la question de la contribution du monde académique genevois au développement et aux activités de la Genève internationale. Le 5 novembre 1998, plusieurs députés genevois

<sup>1</sup> Claus Hässig est Adjoint au Rectorat de l'Université de Genève, responsable du secteur recherche et de la planification stratégique ; il a été en charge du dossier RUIG sous le Recteur Maurice Bourquin. Jean-Dominique Vassalli est Recteur de l'Université de Genève depuis 2007 ; il a été Vice-recteur en charge de la recherche dans le Rectorat de Maurice Bourquin au moment de la création du RUIG.

déposent une motion «concernant le regroupement d'instituts universitaires genevois». Cette motion invite le gouvernement cantonal à «développer un projet de coopération organique entre les instituts universitaires traitant du domaine international, en leur proposant une effective mise en réseau».<sup>2</sup> Le 13 novembre 1998, le gouvernement fédéral, par la voix de Charles Kleiber, Secrétaire d'Etat à la science et à la recherche, et le gouvernement cantonal genevois par l'intermédiaire de Mme Martine Brunenschwig Graf, Présidente du Département de l'instruction publique, prennent les devants: le Recteur de l'Université, Bernard Fulpius, se voit confier le mandat «de faire des propositions concrètes pour la coordination et l'intégration des activités académiques menées, à Genève, par les différentes institutions universitaires ou organismes para-universitaires se consacrant à l'études des relations internationales au sens large du terme.»<sup>3</sup> Les péripéties de cette histoire sont relatées ailleurs dans le présent ouvrage, et nous ne les approfondirons donc pas davantage. Retenons-en toutefois quelques éléments qui touchent plus particulièrement l'Université.

Le Rectorat de l'Université n'entend bien entendu pas s'acquitter seul de la tâche qui lui est confiée. Avant la fin de l'année, Bernard Fulpius constitue un groupe de travail conjoint associant Peter Tschopp, Directeur de l'IUHEI, et Jean-Luc Maurer, qui dirige l'IUED. A l'aide d'un questionnaire, ce groupe académique engage une large consultation auprès de dirigeants d'organisations internationales, de fondations ou autres organismes actifs dans le secteur international. L'une des questions primordiales est celle de savoir s'il y a «nécessité de modifier la coordination par la création d'un réseau ou d'une superstructure».<sup>4</sup> En d'autres termes, faut-il donner à l'organisme à créer une orientation institutionnelle et permanente, ou bien faut-il privilégier une approche par programmes et par projets permettant d'associer la plus grande part possible de la communauté académique, dans le cadre de mandats mis au concours? C'est cette dernière option qui est choisie, et c'est à elle que l'Université adhère dès la mi-février 1999.<sup>5</sup> Trois semaines plus tard, Bernard Fulpius expose ces conclusions à la Commission de l'enseignement

supérieur du parlement genevois.<sup>6</sup> La proposition du réseau a fait son chemin. Le nom du RUIG n'apparaîtra toutefois que quelques semaines plus tard. Le 21 avril 1999, un rapport du groupe de travail Fulpius, Maurer et Tschopp présente le projet de création d'un Réseau universitaire international de Genève à la Commission de l'enseignement supérieur. Ce rapport annonce en conclusion que cet «ambitieux projet de RUIG (...) implique une nouvelle manière de travailler à la fois en partenariat et en compétition (et) permettra de stimuler la coopération universitaire, de favoriser la collaboration avec les organisations internationales, de mobiliser des financements publics et privés additionnels et de dynamiser les études et recherches».<sup>7</sup> Ce même texte sera présenté un mois plus tard par ses initiateurs à la presse réunie au Palais des Nations.<sup>8</sup> Il aura donc fallu à peine plus de six mois pour que les partenaires académiques genevois remplissent le mandat confié en novembre 1998 au Recteur Bernard Fulpius.

### La participation de l'Université au RUIG

Il appartiendra au Recteur Maurice Bourquin, successeur de Bernard Fulpius dès juillet 1999, de mener les travaux nécessaires pour créer le RUIG en tant que fondation. La finalisation des statuts, mais surtout la question du financement du réseau fait l'objet de nombreuses séances, d'un intense échange de courriers et de négociations avec les autorités politiques à Berne et à Genève. Maurice Bourquin rappelle ces péripéties dans son avant-propos. Le 30 septembre, l'acte de fondation du RUIG est finalement validé par les trois institutions fondatrices, l'UNIGE, l'IUHEI et l'IUED. Maurice Bourquin signe pour l'Université, Peter Tschopp pour l'Institut universitaire de hautes études internationales, et Jean-Luc Maurer pour l'Institut d'études du développement.

Le 28 mars 2000, le premier appel à projet est lancé. Le Recteur adresse un message personnel à toute la communauté académique, toutes disciplines confondues, pour susciter des propositions de projets. A cette occasion, Maurice Bourquin rappelle les enjeux

<sup>2</sup> Secrétariat du Grand Conseil, *Rapport du Conseil d'Etat au Grand Conseil sur la motion M 1245-B, du 29 novembre 2000*, Mémorial du Grand Conseil M 794-B, M 1244-A, M 1271-A, M 1245-B.

<sup>3</sup> *Idem*.

<sup>4</sup> Séance du Rectorat du 15 février 1999, Mise en place d'un réseau en relation avec les structures académiques liées aux relations internationales, Archives du Rectorat de l'Université de Genève.

<sup>5</sup> *Idem*.

<sup>6</sup> *Commission de l'enseignement supérieur, Procès-verbal de la séance du 4 mars 1999: Motion 1245: audition de M. Bernard Fulpius*, Archives de l'Université de Genève.

<sup>7</sup> *Création du RUIG. Projet de note à l'intention de la Commission de l'enseignement supérieur du Grand Conseil, du 21 avril 1999*, Archives de l'Université de Genève.

<sup>8</sup> *Projet de Réseau universitaire international de Genève (RUIG), du 21 mai 1999*, Archives de l'Université.

pour l'Université: «L'ambition de ce réseau novateur est de nouer des partenariats avec les organisations internationales et de mobiliser les compétences scientifiques genevoises autour de ceux-ci. L'objectif est ainsi de renforcer les synergies et d'apporter une réflexion académique à des problématiques concrètes, de susciter autour d'elles des projets de recherche, d'enseignement, de formation, de services et de conseils». Les projets sont soumis à un comité scientifique international, dont la présidence avait été confiée à un professeur réputé de l'Université de Genève, le géographe Claude Raffestin.

L'intérêt et le succès des chercheurs de l'Université ne se sont pas fait attendre. Sur l'ensemble des appels d'offres et des sélections effectuées par le Comité scientifique entre 2000 et 2007, l'UNIGE va participer à 38 projets de recherche (sur 45 au total) et être impliquée dans 26 des projets de *Small Grants* (sur un total de 37). 80 % des projets du RUIG se feront ainsi avec la participation de l'Université, et plus d'une vingtaine de chercheurs de l'Université y assument un rôle de coordinateur ou chercheur principal, aux côtés d'une centaine d'autres qui sont moins engagés en tant qu'associés. Le RUIG mettra 10,5 millions de francs suisses à disposition de ces projets, dont le financement total s'élève, en tenant compte des cofinancements apportés par les chercheurs, à plus de 18 millions de francs.<sup>9</sup>

Que révèle une analyse plus fine des chiffres précités? Quant aux thématiques dans lesquelles se sont engagés les chercheurs de l'UNIGE, l'économie (23 projets), la santé (19), l'environnement et le développement durable (19), les questions sociales et l'emploi (19), le droit (17), les conflits et les guerres (17) se trouvent en tête de liste, suivis de près par des questions de technologie (14 projets) et enfin des thèmes comme l'éducation (9), le dialogue interculturel (8) et les migrations (4). Ces thématiques déterminent l'origine des chercheurs de l'UNIGE: 17 projets sont associés aux sciences sociales, 12 aux sciences économiques, 11 au droit, 10 à la médecine, 10 aux sciences naturelles, 6 aux lettres et le même nombre à la psychologie, et enfin 5 aux sciences de l'éducation.



*Claude Raffestin, c. 1998.*

Cette répartition par domaines scientifiques pose du même coup la question de l'implication des subdivisions académiques de l'Université. Les Facultés des sciences sociales et humaines de l'Université<sup>10</sup> ont participé à un peu moins 60 projets – en d'autres termes à une grande majorité des projets du RUIG – les Facultés des sciences et de médecine à une dizaine chacune. Les Centres interfacultaires ont également apporté une collaboration indispensable en participant à une douzaine de projets du RUIG. La Faculté des sciences économiques et sociales a été impliquée à elle seule dans 28 projets, dont la moitié a mobilisé des chercheurs des départements d'économie et de sociologie.

En considérant les classifications faites ci-dessus, on perçoit aisément les nombreuses participations croisées qui ont été mis en œuvre. Ces chevauchements mettent en évidence le fait que les projets du RUIG ont très clairement favorisé les coopérations entre disciplines, voire l'interdisciplinarité. L'un des objectifs assignés au RUIG, celui de mettre en commun les compétences académiques les plus diverses pour la résolution des grands défis du monde contemporain, a donc été atteint: l'interdisciplinarité a été réalisée. Mais qu'en est-il du rapprochement des institutions académiques entre elles et avec la Genève internationale?

<sup>9</sup> Pour les détails, voir les annexes statistiques du présent volume.

<sup>10</sup> Les Facultés des Sciences économiques et sociales, de Psychologie et des Sciences de l'Éducation, de Droit, des Lettres, ainsi que l'École de traduction et d'interprétation.

Les statistiques du RUIG nous permettent d'établir une cartographie des collaborations interinstitutionnelles des chercheurs de l'UNIGE. Leur premier partenaire a été l'IUHEI pour une vingtaine, suivi de l'IUED pour une douzaine de projets. La collaboration régionale a également joué, puisque les chercheurs de l'UNIGE ont associé des collègues de l'Université de Lausanne dans 7 projets. Plus étonnant encore est le chiffre des partenaires universitaires en dehors du périmètre de l'Arc lémanique : non moins de 85 autres institutions de recherche figurent parmi les partenaires de projets UNIGE du RUIG, dont les Universités d'Oxford, de Harvard et de Californie.

A la lumière de ces chiffres, qui concernent les seuls projets du RUIG dans lesquels l'UNIGE a été impliquée, il est permis d'affirmer que le rapprochement des institutions académiques voulu par les initiateurs de ce réseau a été réussi. Il en va de même pour le rapprochement du monde académique avec celui des organisations internationales publiques et privées.

Le bilan à ce propos est en effet à nouveau éloquent : 42 organisations internationales ont participé aux 64 projets du RUIG impliquant l'UNIGE. Le Bureau international du travail, l'Organisation mondiale de la Santé, le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, le Programme des Nations Unies pour l'environnement et enfin le Comité international de la Croix-Rouge ont été les partenaires les plus importants parmi les OIG. Pour les organisations non-gouvernementales, plus de 40 ont été impliquées dans les projets comptant une participation des chercheurs de l'UNIGE. Grâce au RUIG, le rapprochement entre la communauté universitaire et les institutions de la Genève internationale est bel et bien entré dans la réalité.

Dans la mesure où le rapprochement entre les mondes académique et international est reconnu comme utile en soi, l'efficacité du RUIG est donc d'ores et déjà avérée. Pour le monde scientifique, la production de nouvelles connaissances constitue également un objectif primordial. Ces connaissances doivent

être exposées à la critique de la communauté scientifique pour en évaluer la pertinence et la robustesse, et elles n'ont de signification que dans la mesure où elles sont mises au service de la société. C'est le rôle des publications scientifiques. Sur ce plan également, le RUIG s'est avéré efficace. Les chercheurs de l'UNIGE participant aux projets du réseau ont en effet publié dans ce contexte, depuis 2002, quelque 200 articles et apporté leur contribution à 86 ouvrages (monographies et ouvrages collectifs). En regard des dix millions de francs investis par le RUIG dans des projets impliquant une centaine de chercheurs de l'UNIGE, et en comparant ces résultats aux standards internationaux, cette production scientifique démontre une efficacité incontestable des modes de recherche coopérative induits par le RUIG.<sup>11</sup> A cette production proprement scientifique s'ajoutent enfin des programmes d'enseignement et de formation, au nombre d'une trentaine, et environ 150 conférences et colloques dont la première vocation a été la discussion et la diffusion des résultats de recherche obtenus sous l'égide du RUIG.

### Les raisons d'un engagement

Dans l'opinion publique, l'Université, composée de chercheurs en quête d'un savoir de plus en plus spécialisé, est souvent associée à l'image de la Tour d'ivoire, symbole d'isolation et d'absence d'engagement par rapport aux affaires de la cité. Cette image se nourrit de préjugés et elle est sans doute fautive ; elle est heureusement en perte de vue au profit d'une reconnaissance de plus en plus vive de l'apport du monde académique au bien-être de la société. Cette même image nous est toutefois utile ici pour nous demander pourquoi une université comme celle de Genève, vouée à la formation des étudiants et à la recherche avant tout fondamentale, s'engage sans hésitation dans une entreprise comme le RUIG ou son successeur, le Réseau suisse pour les études internationales, alors que la recherche appliquée et les affaires internationales en tant que telles sont au centre de la mission d'autres institutions spécialisées ? A notre avis, la réponse réside dans ce qui est l'essence même de l'université.

<sup>11</sup> Les *Science, Technology and Industry Scoreboards* de l'OCDE, publiés annuellement, permettent en effet de fixer un seuil de productivité de 0.5 publication par chercheur et par an. Selon les pays et les domaines, un taux de 5 à 12 publications par million de dollars investi par la recherche publique constitue également un bon résultat. Voir à ce sujet également les *Science and Engineering Indicators* de la *National Science Foundation* des Etats-Unis.

Tous les ans, un comité d'experts se réunit à Copenhague pour établir à l'intention de la communauté internationale une liste des dix plus grands défis qui menacent l'humanité.<sup>12</sup> Les dix défis identifiés pour 2008 sont, dans l'ordre de leur importance: la pollution atmosphérique, les conflits armés, les maladies, l'éducation, le réchauffement climatique, la malnutrition et la faim, le système sanitaire et l'eau, les subventions et les barrières douanières, le terrorisme et enfin la place de la femme dans le développement.

Cette liste ne nous interpelle pas seulement parce qu'elle nous rappelle l'urgence qu'il y a à répondre aux menaces pesant sur l'humanité. Elle interpelle aussi l'Université dans le sens profond de la globalité de sa mission. L'Université est porteuse de l'universalité du savoir scientifique, qu'il se réfère aux mondes physique, biologique ou humain dans toutes leurs manifestations multiples. Une université polyvalente, ou généraliste, comme l'Université de Genève occupe une position unique de par l'ensemble des compétences qu'elle rassemble et qu'elle peut mettre au service de la mission des organisations internationales. Aujourd'hui, en effet, il n'y a pas un seul des grands domaines du savoir, et moins encore une seule discipline scientifique, qui, isolément, puisse prétendre répondre aux problèmes posés à une telle échelle. La maîtrise de la pollution atmosphérique et de ses conséquences, par exemple, nécessite de faire appel à des solutions impliquant à la fois les sciences exactes et naturelles, la médecine et les sciences économiques, sociales et humaines. Il en va de même de pratiquement chacun des dix défis mondiaux susmentionnés, l'importance de la contribution de tel ou tel domaine pouvant certes varier selon le problème envisagé.

Les universités assument donc une responsabilité particulière. La diversité de disciplines qu'elles rassemblent leur permet de combiner des compétences multiples et de les mettre au service des problèmes à résoudre. Pour être en mesure de réunir des chercheurs autour de nouvelles problématiques transdisciplinaires et de créer des masses critiques de recherche suffisantes, une Université comme la nôtre doit avoir la capacité de se restructurer rapidement. Elle

n'a certainement pas toujours eu cette capacité, mais elle devrait bientôt bénéficier d'une nouvelle Loi cantonale lui conférant l'autonomie nécessaire, et d'un plan stratégique à moyen terme lui donnant les outils nécessaires pour agir là où cela s'impose. Ainsi, l'Université de Genève s'est fixé comme l'un de ses six objectifs stratégiques de développer davantage que par le passé les synergies avec la cité et avec la Genève internationale. Elle entend, dans les années à venir, intensifier ses partenariats avec les secteurs économiques, sociaux et culturels de Genève et faire mieux bénéficier ses étudiants des compétences réunies à Genève au sein des organisations gouvernementales et privées, humanitaires, politiques et techniques.

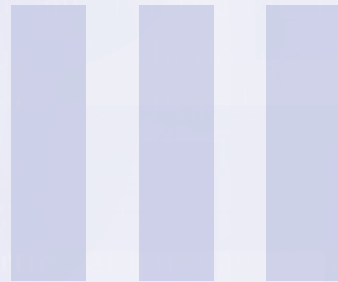
L'Université de Genève, tout en se vouant à ses missions principales de formation des étudiants et de développement de la recherche fondamentale (pour laquelle elle a atteint un niveau d'excellence mondial), se sent aussi responsable de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la société dans son ensemble. Les qualités individuelles que l'Université attend de la part de ses chercheurs, à savoir la curiosité scientifique désintéressée, le sens critique, la rigueur et la créativité, ne sont pas en contradiction avec cet engagement envers la société; bien au contraire, elles soutiennent cette ouverture. En ce qui concerne l'enseignement, l'Université a ainsi créé au cours des dernières années des formations répondant aux besoins de sa ville et de sa région: le *bachelor* en Relations internationales, des *masters* dans diverses spécialisations, tels que la maîtrise en sciences de l'environnement ou, en collaboration avec l'IHEID, la maîtrise avancée en droit humanitaire.

Pour permettre à l'Université de Genève de contribuer à la solution des problèmes globaux qui sont au centre des préoccupations de la Genève internationale, le RUIG a été un catalyseur d'énergies et de volontés utiles et efficaces. L'UNIGE entend poursuivre sa collaboration dans ces domaines à la fois avec l'IHEID nouvellement créé, avec le nouveau Réseau suisse pour les études internationales et avec les organisations internationales gouvernementales et non-gouvernementales. Dans cette perspective, le RUIG aura joué un rôle pionnier.

<sup>12</sup> <http://www.copenhagenconsensus.com/>







## Le fonctionnement du RUIG

## La fermeture du RUIG ou le décès prématuré d'un «enfant mal aimé»

Entretien avec Angeline Fankhauser, Présidente du Conseil de Fondation du RUIG

Propos recueillis par Isolda Agazzi<sup>1</sup>

Angeline Fankhauser, ancienne Conseillère nationale suisse, était membre du Conseil de Fondation du RUIG depuis sa création et elle en a assuré la présidence suite au décès de Jean-Marie Dufour en juillet 2007. La «doyenne» de l'institution dénonce le manque de soutien politique et une allocation insuffisante de fonds à un Réseau qu'elle compare à «un enfant mal aimé». Rencontre avec une personnalité atypique, qui a voulu ancrer la recherche dans la réalité et jeter des ponts entre des institutions et des générations aux mentalités très différentes.

*Madame Fankhauser, pourquoi le RUIG a-t-il été créé?*

Il s'agissait de lancer un grand réseau qui regroupe les organisations internationales et les institutions universitaires de recherche. J'ai trouvé le concept intéressant parce que la mise en réseau me paraît indispensable. Beaucoup de gens travaillent sur les mêmes thèmes sans se connaître et il faut impérativement créer des synergies. En plus, il y avait une



*Avant la réunion du Conseil de Fondation, le 10 novembre 2004. De g. à dr. Jean-Michel Monod, Jennifer de Laurentis (UNOG), Edouard Dommen. Dans la glace: Joëlle Kuntz, Jean-Marie Dufour (de dos) et Eric Baier.*

volonté politique de mieux faire connaître au monde les relations entre la Genève internationale et les milieux académiques suisses. J'étais une ancienne parlementaire et j'ai été nommée pour représenter les «minorités» au sein du Conseil de Fondation: les femmes, les socialistes, le milieu non universitaire et la Suisse alémanique. Dès le départ, j'ai eu un regard extérieur et il me semblait que le milieu genevois tournait en rond. Certes, il est souhaitable que Genève se rapproche de Berne, mais le monde politique suisse oublie trop souvent qu'il existe aussi d'autres centres universitaires, comme Bâle et le Tessin, par exemple.

*Peut-on concilier des cultures d'entreprise si différentes?*

Effectivement, on a voulu réunir des gens avec des sensibilités très diverses. J'ai ressenti, au sein du Conseil de Fondation, un hiatus entre le monde des actifs et celui des retraités. Il y avait un véritable clivage en termes de culture de management: les «anciens» avaient l'habitude de prendre plus de temps pour laisser mûrir les décisions.

Les mentalités variaient aussi beaucoup: celle de l'administration cantonale est différente de celle de la Confédération, qui est différente de celle des organisations internationales, qui est différente de celle des chercheurs. Ce sont des cultures d'entreprise qui ont très peu d'éléments en commun. Dans les organisations internationales, il y a une culture américaine, alors que nos chercheurs ont une culture plutôt suisse. Pourtant, on ne peut pas avoir l'ambition de résoudre les conflits dans le monde sans comprendre ces différences de mentalités!

*Dans quel contexte politique le Réseau a-t-il été lancé?*

Après la dissolution de l'Académie internationale de l'environnement, le milieu politique genevois avait

<sup>1</sup>Isolda Agazzi est journaliste à InfoSud.



envie de faire quelque chose. De surcroît, l'HEI et l'IUED étaient déjà dans une impasse financière. Mais depuis les changements à la tête de ces deux institutions, les nouveaux directeurs – MM. Burrin et Carton – ont développé une autre approche mettant leur institution au centre. Le Comité scientifique était très indépendant, mais cette indépendance ne correspondait peut-être pas aux vues de l'HEI et l'IUED.

*Le RUIG a-t-il été créé pour éviter la fusion HEI-IUED ou était-ce le précurseur de cette fusion?*

Je pense qu'il a été créé pour faciliter la fusion, d'autant plus que les problèmes d'alors d'HEI étaient connus à Berne. La dissolution du RUIG est d'ailleurs, à mon sens, intimement liée à la fusion HEI-IUED. C'est un enfant qui a été conçu pour sauver le ménage, c'est pour cela que je dis qu'il était mal aimé.

*Qu'entendez-vous par cette expression d'«enfant mal aimé»?*

Les parents de l'enfant n'étaient pas bien définis. La fusion entre l'HEI et l'IUED était dans l'air depuis longtemps et le RUIG devait essayer de réunir les deux institutions. C'est comme quand deux parents ne s'entendent plus et qu'ils font un enfant pour essayer de sauver leur couple. Mais pour lancer un réseau aussi ambitieux, il fallait lui donner des fortifiants, alors qu'il n'a jamais reçu assez de moyens. On aurait dû doubler ou tripler les fonds. En allemand on dit : «Zuviel zum sterben und zu wenig zum leben» («Trop pour mourir et trop peu pour vivre»). Mais les «parents» (je pense surtout à M. Charles Kleiber, Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche) ne l'avaient pas prévu. Pourtant, l'expérience de l'Académie internationale de l'environnement, qui venait de disparaître, aurait dû servir de leçon. Au lieu de cela, on nous a très vite imposé un audit, sous prétexte que nos frais d'administration étaient trop élevés, alors qu'on avait oublié de considérer les coûts causés par la «mise en réseau», tâche primordiale du RUIG.

Et le projet n'était pas soutenu politiquement. A Berne, je n'ai pas rencontré un seul parlementaire



*Angeline Fankhauser, le 16 novembre 2005.*

qui savait ce qu'était le RUIG. Au Grand Conseil genevois, ce n'était pas beaucoup mieux. Les fonds étaient levés sur la base de l'article 16 de la Loi fédérale sur la recherche. Certes, en matière de recherche la concurrence est rude et il est légitime de se poser des questions, d'autant plus que le RUIG risquait d'être en compétition avec le Fonds national suisse de la recherche scientifique. Mais ce n'était pas pareil, car le but du RUIG était de faire de la recherche appliquée et à court terme ainsi qu'en partenariat avec les organisations internationales.

*Alors pourquoi dissoudre le RUIG?*

On pourrait supposer qu'on voulait se débarrasser des membres du Conseil de Fondation! Ou simplifier les structures. Mais officiellement, on a voulu passer du cadre genevois à une dimension nationale. La fermeture du RUIG est un ordre qui est venu de

### Conseil de Fondation du RUIG

Mandats*	Début	Fin	Fonction (au début du mandat)
<b>Présidence</b>			
Angeline Fankhauser	19.07.2007	31.12.2007	Ancienne Conseillère nationale.
Jean-Marie Dufour	11.11.1999	08.07.2007	Conseiller juridique du CERN; Membre <i>ex-officio</i> désigné par le Conseil académique de l'Université de Genève.
<b>Membres ex-officio</b>			
<i>Désignés par le Département fédéral des affaires étrangères (observateurs)</i>			
Blaise Godet	01.11.2004	31.12.2007	Ambassadeur, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève.
Jean-Marc Boulgaris	12.06.2003	31.10.2004	Ambassadeur, Représentant permanent de la Suisse auprès de l'Office des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève.
<i>Désignés par le Département fédéral de l'intérieur</i>			
Charles Kleiber	11.11.1999	31.12.2007	Secrétaire d'Etat, Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER).
<i>Désignés par le Conseil de Fondation de l'IUHEI</i>			
Joëlle Kuntz	28.10.2004	31.12.2007	Journaliste, au quotidien <i>Le Temps</i> .
Jean-Pierre Roth	11.11.1999	11.11.2003	Vice-président de la Banque Nationale Suisse.
<i>Désignés par l'Etat de Genève</i>			
Eric Baier	03.03.2006	31.12.2007	Secrétaire adjoint, Département de l'instruction publique, République et Canton de Genève.
Jérôme Koechlin	11.11.1999	11.11.2003	Chef du Protocole de la République et Canton de Genève.
<i>Désignés par le Conseil de Fondation de l'IUED</i>			
Eric Roethlisberger	16.10.2002	31.12.2007	Membre du Conseil de Fondation de l'IUED, ancien Ambassadeur de Suisse.
Emilio Luisoni	11.11.1999	30.09.2002	Président du Conseil de Fondation de l'IUED.
<i>Observateurs Office des Nations Unies à Genève</i>			
Sergei Ordzhonikidze	20.03.2002	31.12.2007	Directeur général de l'Office des Nations Unies Genève.
Vladimir Petrovsky	11.11.1999	11.11.2001	Directeur général de l'Office des Nations Unies Genève.
<b>Membres d'Organisations internationales ad personam</b>			
Alain Frank	27.11.1999	31.12.2007	Directeur de la Division des relations extérieures, Organisation mondiale du commerce.
Padmanabha Gopinath	27.03.2000	27.03.2004	Conseiller spécial du Directeur général, Bureau international du travail.
Jakob Kellenberger	27.11.1999	12.06.2003	Président du Comité international de la Croix-Rouge.
Jean-Pierre Laviec	30.10.2003	31.12.2007	Directeur ad interim de l'Institut international d'études sociales, Bureau international du travail.
Jean-Michel Monod	12.06.2003	31.12.2005	Délégué de la Genève humanitaire au Comité international de la Croix-Rouge; Président du <i>Geneva Humanitarian Forum</i> .
Philippe Petit	30.10.2003	31.12.2007	Vice-directeur général, Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Mandats*	Début	Fin	Fonction (au début du mandat)
<b>Membres cooptés</b>			
Hélène Ahrweiler	25.03.2000	31.12.2007	Présidente de l'Université de l'Europe, Paris.
Angeline Fankhauser	25.03.2000	31.12.2007	Ancienne Conseillère nationale.
Jérôme Koechlin	03.03.2006	31.12.2007	Directeur de la communication de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie.
Beth Krasna	09.06.2004	31.12.2007	Ancienne Directrice générale, Sécheron S.A.
Patrick Odier	25.03.2000	01.03.2006	Associé-gérant de Lombard Odier Darier Hentsch & Cie.
Philippe Roch	25.03.2000	31.12.2007	Directeur de l'Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage.
Herwig Schopper	25.03.2000	31.12.2007	Ancien Directeur général du CERN.
Nicola Thibaudeau	25.03.2000	25.03.2004	Directrice générale de Mecanex S.A.
Théodor Winkler (Observateur)	27.06.2000	31.12.2007	Directeur du Centre pour le contrôle démocratique des forces armées.
<b>Représentants des institutions fondatrices (voix consultatives)</b>			
<b>UNIGE</b>			
Jean-Dominique Vassalli	15.07.2007	31.12.2007	Recteur.
Jacques Weber	01.09.2006	14.07.2007	Recteur <i>a.i.</i>
André Hurst	15.07.2003	31.08.2006	Recteur.
Maurice Bourquin	11.11.1999	14.07.2003	Recteur.
<b>IUHEI</b>			
Philippe Burrin	01.09.2004	31.12.2007	Directeur.
Jean-Michel Jacquet	16.10.2002	31.08.2004	Directeur <i>a.i.</i>
Peter Tschopp	11.11.1999	15.10.2002	Directeur.
<b>IUED</b>			
Michel Carton	01.09.2004	31.12.2007	Directeur..
Jean-Luc Maurer	11.11.1999	14.07.2004	Directeur.

Berne et le Canton de Genève ne nous a pas soutenus. Le Canton et la Confédération étaient des parents absents. Comme un père qui paie, mais sans plus. Quand on nous a dit qu'on devait disparaître, personne ne s'y est opposé. La Conseillère fédérale Micheline Calmy-Rey a été la première à dire que le RUIG allait fermer. Elle n'a jamais été impliquée, ce n'était pas son projet, mais plutôt celui de Peter Tschopp, ancien conseiller national radical assez influent. La raison officielle de supprimer la Fondation est qu'il n'y a plus de fonds, mais elle ne me convainc pas.

Le RUIG a été dès le début un enfant mal aimé. A peine savait-il marcher qu'on annonçait déjà sa mort! La phase pionnière a duré trois ans et dès qu'il commençait à fonctionner très bien, on a pris trois ans pour tout détruire. Sur une existence de sept ans, ça n'a aucun sens.

*Comment étaient les relations entre Genève et Berne?*

Il y avait un désintérêt évident de la part de Berne, qui n'a jamais compris ce projet. Le RUIG était trop petit pour la Confédération et, de surcroît, il avait été initié par Genève. Au bout du compte, c'était un projet très genevois, ce qui explique les problèmes



*Les deux Présidents qu'a eus le RUIG: Angeline Fankhauser avec Jean-Marie Dufour lors d'une réunion du Bureau du RUIG, le 1<sup>er</sup> novembre 2004.*



*Philippe Roch, le 16 novembre 2005.*

avec les fonds de la Confédération. Maintenant qu'il va devenir le Réseau suisse, il devra travailler avec les autres universités. A Genève, c'est comme si tout le monde dépendait de tout le monde. C'est un milieu tout petit et personne ne dit ce qu'il pense par peur des conséquences.

*Quel projet vous a particulièrement plu?*

Il y a eu le projet sur la mise en place d'un système informatique sur les épidémies, ou celui sur la maltraitance des personnes âgées, dans lequel je me suis beaucoup impliquée, par exemple. Personnellement, j'aurais souhaité que l'on ait plus de possibilités pour la mise en valeur des projets. On aurait pu utiliser les médias, par exemple en passant des spots télévisés sur la maltraitance entre 17h et 18h, quand beaucoup de seniors regardent la télévision. On a investi de l'argent dans la mise en valeur des projets par des articles et des conférences, mais on n'avait ni la taille, ni la capacité nécessaire pour mettre en œuvre, concrètement, les résultats obtenus.

### *Et des projets moins réussis?*

Par exemple l'ambition, typiquement suisse, de montrer au monde qu'on sait résoudre les conflits. Le RUIG s'est lancé dans cinq axes de travail – but ambitieux qui à mon avis aurait nécessité plus de moyens. Après exercice, il me semble qu'il reste souvent un écart entre les résultats de la recherche et l'application concrète. Les projets qu'on a soutenus impliquaient des frais d'administration importants. Certes, l'humanitaire est gratifiant pour le politique, mais l'administration de l'humanitaire est lourde et coûteuse.

### *Mais le RUIG a-t-il réussi à créer des passerelles entre le monde académique genevois et les organisations internationales?*

Oui! Mais alors qu'il était en train de s'ancrer dans la culture locale, on a commencé à parler de transition.

La mise en réseau devait être un projet en lui-même, alors que tous les frais ont été dévolus à l'administration, à qui on reprochait d'absorber plus de 20% des coûts. Personnellement, je me suis beaucoup impliquée dans la mise en réseau, mais comme ce n'était pas considéré comme un projet en tant que tel, elle a été sous-estimée. Le Secrétaire exécutif, Randall Harbour, a très bien fait son travail, car il a compris la vision et bien géré la partie administrative et relationnelle entre les organisations internationales et le monde universitaire.

### *Quel bilan tirez-vous des années passées dans le Conseil de Fondation?*

Elles m'ont permis de mieux comprendre les mécanismes de la recherche. Quand quelque chose commence, il est passionnant de voir comment elle va être mise en route. Mais les ambitions des visionnaires ont besoin d'être ancrées sur terre! C'était un peu mon rôle et je crois que le message a passé, même si on ne tenait que cinq ou six séances par année.

Car c'est ça le défi: être créatifs dans le désordre. Les peintres qui rangent trop bien leurs pincesaux sont rarement de grands peintres! Et les professeurs ne sont pas des managers. C'est pour cela qu'on avait besoin d'un Secrétaire exécutif et d'un Secrétariat organisés et efficaces; heureusement c'était notre cas.



*Beth Krasna, le 16 novembre 2005.*



*Alain Frank et Eric Rothlisberger (devant), le 16 novembre 2005.*





*Réunion du Conseil de Fondation, le 10 novembre 2004. De g. à dr. (autour de la table): Philippe Burrin, Jean-Michel Monod, Edouard Dommen, Randall Harbour, Jean-Marie Dufour, Angeline Fankhauser (cachée), David Urbach (SER), Eric Baier (caché), Joëlle Kunz, Hélène Ahrweiler (cachée), André Hurst (caché), Beth Krasna, Herwig Schopper, Michel Carton, Eric Rothlisberger, Raoul Combernous (RUIG), Gilles Petitpierre (UNIGE) (de dos).*



*Une réunion du Conseil de Fondation, le 16 novembre 2005. De g. à dr. Angeleline Fankhauser, Philippe Roch, Joëlle Kunz, Philippe Burrin, Gilles Grin (SER), Beth Krasna et Blaise Godet.*

# Le Comité scientifique du RUIG

Par Edouard Dommen<sup>1</sup>

## Le rôle du Comité scientifique

Le rôle du Comité fut de veiller à la qualité académique et intellectuelle des projets soutenus par le RUIG. Il lui revenait ainsi non seulement d'évaluer les propositions soumises au RUIG, mais encore de contrôler les aspects scientifiques de leur exécution.

Lors de la sélection de projets, le Comité ne soumettait que des recommandations au Conseil de Fondation ; la décision finale revenait toujours à ce dernier. On pouvait imaginer a priori une situation où le Conseil de Fondation serait appelé à prendre une décision concernant l'acceptation ou le refus d'un projet pour des raisons politiques ou d'opportunité. Si le Comité scientifique avait auparavant émis une recommandation contraire, cela protégerait d'une certaine façon la réputation scientifique de l'institution. Heureusement, ce cas de figure théorique ne s'est jamais réalisé. Malgré quelques inévitables pressions, le Conseil n'a jamais pris de décision allant à l'encontre de l'avis du Comité scientifique.



*On s'active...*

*De g. à dr. Thomas Bernauer, Jeff Crisp, Maurice Aymard en avril 2005.*

## Son fonctionnement

Les membres du Comité scientifique représentaient une diversité de disciplines. Afin de profiter pleinement de cet atout, l'avis de chaque membre avait une valeur égale par rapport à tous les projets. Même si le projet occupait un domaine intellectuel éloigné de sa spécialité, le membre laïc était susceptible de poser des questions ou d'apercevoir des perspectives qui échapperaient au regard d'un spécialiste. C'était une façon d'aiguiser l'interdisciplinarité qui formait l'un des trois piliers du RUIG.

Une discipline cependant constituait un cas à part. Une proportion importante de projets de toutes disciplines dépendait au moins à certains stades de leur déroulement de techniques informatiques parfois très pointues. On n'osait compter ici indifféremment sur le savoir de n'importe quel membre du Comité. Le Comité s'en rendit vite compte lorsque M. François Grize s'en retira. Le RUIG nomma donc à sa



*On s'écoute...*

*De g. à dr. Ellen Hertz, Werner Arber en mai 2004.*

<sup>1</sup>Edouard Dommen fut membre du Comité scientifique du RUIG depuis sa création en 2001 et Président du Comité scientifique de janvier 2003 à juin 2008. Ancien fonctionnaire de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), au sein de laquelle il s'est notamment consacré à la géographie (pays insulaires et sans littoral) et au développement durable, il fut professeur à l'Université de Maurice avant de rejoindre les Nations Unies et professeur invité à l'Université de Sunderland (Royaume-Uni) après sa retraite.

succession M. Daniel Mange qui apporta ses talents tout aussi personnels que ceux de son prédécesseur, mais qui comprenaient ses profondes connaissances en informatique.

Le RUIG a reçu - et retenu – de nombreux projets dans le domaine général de la médecine. Il ne fait aucun doute que les perspectives de collaboration entre l'Université de Genève et la Genève internationale dans ce domaine sont larges. Elles embrassent non seulement la Faculté de Médecine et l'OMS, mais encore d'autres secteurs de l'Université et de la Genève internationale. La présence dans le Comité scientifique des premières années de deux personnalités de disciplines idoines fut particulièrement précieuse. Si l'aventure s'était prolongée, il eut fallu les remplacer.

Lors de ses sessions, le Comité disposait d'un dossier où les soumissions étaient classées par ordre alphabétique du nom du chercheur principal. Le Président du Comité désignait un membre pour introduire la discussion de la première soumission du dossier. Son voisin introduisait la discussion de la soumission suivante et ainsi de suite autour de la table indépendamment des disciplines concernées.

Les débats autour des soumissions étaient étoffés; ils prenaient donc du temps. Pour essayer d'en gagner, après les premières années on invita les membres du Comité à attribuer une note à chaque projet avant la séance selon un barème assez finement gradué, de 0 à 25. On les récolta en début de séance. Elles s'avèrent très dispersées, et lorsqu'on les compara à la fin de la journée aux décisions prises, la corrélation paraissait faible. Un membre informaticien du Comité scientifique nous démontra cependant une fois a posteriori au moyen de techniques statistiques dignes de sa profession que la distribution des notes avait bien présagé les cas les plus contentieux, ce qui constitue déjà un gain de temps. Si le RUIG avait poursuivi ses activités, cette technique aurait eu l'occasion de faire ses preuves.

La pleine discussion de tous les projets recevables rendait justice à tous les candidats. Le résultat final était



*On compte sur le soutien essentiel du Secrétariat...  
De g. à dr. Randall Harbour et Edouard Dommen  
en septembre 2004.*



*A la pause...  
De g. à dr. Bernard Fulpius, Laurence Boisson de  
Chazourmes, Edouard Dommen, François Grize et  
Werner Arber en septembre 2004.*

## Composition du Comité scientifique du RUIG

Mandats*	Début	Fin	Expertise	Fonction (au début du mandat)
Président dès	janv. 2003			
Edouard Dommen	nov. 2001	juin 2008	Economie	Professeur, ancien fonctionnaire à la CNUCED.
<b>Membres</b>				
Maurice Aymard	janv. 2005	juin 2008	Sciences humaines	Directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales à Paris et ancien Administrateur de la Maison des Sciences de l'Homme.
Thomas Bernauer	mars 2003	juin 2008	Relations internationales	Professeur de relations internationales à l'Ecole Polytechnique fédérale de Zurich (ETH).
Laurence Boisson de Chazourmes	janv. 2001	juin 2008	Droit	Professeure et Directrice du Département de droit international public et organisation internationale à la Faculté de droit de l'Université de Genève.
Jeffery Crisp	janv. 2005	juin 2008	Politique et histoire internationales	Chef du Service d'élaboration de la politique générale et de l'évaluation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) à Genève.
Daniel Mange	nov. 2005	juin 2008	Informatique	Professeur honoraire à la Faculté d'informatique et communications et Directeur du Laboratoire de systèmes logiques, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.
Martine Rahier	nov. 2005	juin 2008	Sciences	Directrice du NCCR Plant Survival et Professeure à l'Institut de zoologie (écologie animale et entomologie), Faculté des sciences de l'Université de Neuchâtel.
<b>Anciens Membres</b>				
Claude Raffestin (Président)	janv. 1999	nov. 2002	Géographie, Sciences économiques	Professeur de géographie et d'écologie humaine à l'Université de Genève.
Werner Arber	janv. 2001	déc. 2004	Biologie	Prix Nobel de médecine (sciences biologiques), Professeur à Bâle, Président de l'Institut Kurt Boesch.
François Grize	janv. 2001	déc. 2004	Mathématiques, Informatique	Professeur d'informatique à la Faculté des sciences de l'Université de Lausanne.
Bernard Fulpius	mars 2003	mars 2005	Médecine	Professeur à la Faculté de médecine de l'Université de Genève, ancien Recteur, Président de la Fondation Brocher et de la Fondation Louis-Jeantet de médecine.
Ellen Hertz	sept. 2003	oct. 2005	Ethnologie	Professeure d'ethnologie, Directrice de l'Institut d'ethnologie, Université de Neuchâtel.

\*Les Membres du Comité scientifique sont nommés par le Conseil de Fondation pour un mandat de 4 ans, renouvelable.

normalement inattendu (je parle pour moi), mais il fut toujours bien réfléchi et argumenté. Preuve en est qu'il exprimait toujours un véritable consensus. Le Comité n'a jamais voté sur ses décisions, et à moins que des membres du Comité cachaient leurs émotions, personne ne fut acculé à un acquiescement contre son gré.

Les soumissions clairement irrecevables étaient écartées avant la session du Comité. Les cas limites n'étant pas rares cependant, ceux-ci étaient soumis à son appréciation.

Le RUIG insistait sur le respect du délai de soumission des dossiers, fixé chaque année au premier mercredi d'avril. M. Harbour m'assure que l'on faisait la queue devant sa porte ce jour-là ! Tenir les délais reflète la capacité d'organisation de l'équipe soumissionnaire.

Malgré cette exigence, le RUIG recevait des demandes avec des pièces manquantes ou mal ficelées. Si les imperfections étaient simples tandis que le fond du projet était prometteur, le Comité scientifique pouvait l'approuver sous conditions. Dès que les conditions étaient remplies, le projet pouvait démarrer sans revenir devant le Comité.

Certaines années le Comité fut confronté à des projets originaux et prometteurs, mais comportant des zones d'ombre trop importantes pour une procédure d'acceptation sous conditions. Ils furent recalés. Autrement dit, le RUIG instaura un deuxième tour. Il offrait aux recalés l'occasion de présenter un nouveau dossier pour un nouveau concours. En effet, comme dans le premier concours, la somme totale des subventions en jeu dépassait le montant dont disposait le RUIG. Le Comité scientifique se réunissait au début de l'automne pour départager les concurrents. Plusieurs fois le Comité scientifique a suggéré la fusion de deux projets – (aussi recalés).

### **Les domaines**

Lors de la création du RUIG, le Conseil de Fondation a fixé les grandes orientations prioritaires pour

les projets à soutenir :

- ▶ le développement durable ;
- ▶ les relations sociales équitables ;
- ▶ la mondialisation et le commerce international ;
- ▶ le dialogue et les rapports interculturels ;
- ▶ le droit humanitaire et les droits de la personne humaine.

Le Comité scientifique en tenait systématiquement compte en évaluant toutes les soumissions. La liste ne restreignait pas sensiblement son choix puisque les projets entraient dans le cadre, sauf rare exception. Une proportion importante s'insérait même dans plusieurs de ces catégories à la fois, conséquence sans doute des défis de l'interdisciplinarité.

En revanche, une catégorie manquait, qui a fait l'objet de nombreux projets acceptés : la paix et la résolution des conflits. Cette lacune n'a cependant pas restreint le choix du RUIG puisque les projets concernés entraient également dans d'autres catégories parmi celles énumérées.

### **Le RUIG insistait sur l'importance de chacun des mots de son nom**

#### *Réseau*

La vocation du RUIG consistait à encourager la création de nouveaux réseaux. Il refusait systématiquement toute demande qui ne faisait qu'entretenir un réseau existant. Dans cet esprit, le RUIG annonçait d'entrée de jeu que toute demande de rallonge était irrecevable. Un projet issu d'un précédent pouvait entrer en ligne de compte pour autant qu'il fût de caractère distinct, et à la condition expresse que le réseau de partenaires soit différent, comportant de nouveaux membres.

#### *Universitaire*

Tout projet du RUIG devait être de caractère et de qualité universitaire. Cette notion n'est pas plus évidente à cerner que celle de discipline, voire d'organisation internationale dans le contexte de la vie intellectuelle genevoise. Les membres du Comité

scientifique, qu'ils provinssent du monde international ou universitaire, jouissaient tous d'une longue expérience de ce dernier milieu, de ses exigences et de ses critères: on ne mit en cause à aucune occasion le sens de l'universitaire. Le RUIG ne s'opposait pas aux expériences qui débordaient de l'orthodoxe à condition qu'elles manifestassent non seulement la curiosité mais encore la rigueur attendues de toute réflexion universitaire. D'ailleurs, les exigences de partenariat entre une organisation internationale et une université d'une part et d'interdisciplinarité d'autre part encourageaient l'innovation dans les questions posées et les méthodes employées.

### ***International***

Le mot «international» recelait plusieurs sens pour le RUIG. Nous avons déjà évoqué la participation obligatoire d'une organisation internationale dans tout projet. En outre l'expérience a amené le RUIG à exiger que chaque projet soit de portée internationale, non pas simplement d'intérêt local pour un lieu situé à l'étranger (ou a fortiori en Suisse). Dans le jargon interne du Comité scientifique cela s'appelait le critère d'exclusion du «local à l'étranger».

Ainsi lors de l'un des Appels d'offres, le RUIG reçut deux demandes dans le domaine de la gestion des ressources en eau, une problématique qui devient de plus en plus pressante. L'une étudiait un bassin particulier; elle annonçait comme utilité en aval une meilleure gestion de la ressource dans cette communauté précise. L'autre proposait une étude comparative de conflits en gestion d'eau dans trois situations contrastées sur les plans géographique, politique et social. Elle déboucherait sur des recommandations de portée internationale. Les deux projets étaient de bonne qualité académique et d'utilité opérationnelle dans leur contexte respectif. Le RUIG accepta le deuxième et refusa le premier.

### ***Genève***

L'intention de sédentariser à Genève les organisations internationales qui commençaient à mani-

festes des tendances nomades figurait certainement parmi les raisons de créer le RUIG. Dans cette optique, pour compter comme partenaire remplissant les exigences obligatoires, une organisation internationale devait avoir des attaches à Genève, autrement dit au moins un établissement avec des activités propres. L'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) par exemple a participé à des projets RUIG. Bien que son siège soit à Paris, celui du Bureau international de l'éducation (BIE), qui en fait partie, est à Genève, ainsi que le Bureau de liaison de l'UNESCO. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), encore une organisation établie à Paris, a également participé à un projet, mais dans un partenariat qui comprenait aussi des organisations internationales basées à Genève.

En revanche, le RUIG avait une vision large de la région genevoise, qui s'étendait en tout cas jusqu'à Gland. Il regrette de n'avoir jamais reçu de demande d'une organisation internationale comme l'Union postale universelle (UPU) à Berne ou la Banque des Règlements internationaux (BRI) à Bâle pour éprouver encore plus l'étendue géographique du concept de la Genève internationale.

Du côté universitaire, les membres fondateurs du RUIG – l'Université de Genève, IUHEI et IUED – ont constamment maintenu que l'un au moins d'entre eux participe à tout projet du RUIG. Cela allait également dans le sens de la sédentarisation des organisations internationales en assurant que des relations suivies de travail se nouassent entre chercheurs des mondes international et genevois qui pouvaient facilement se rencontrer sans grands déplacements.

Les projets du RUIG comptaient normalement parmi leurs partenaires, à part ceux de Genève, des organisations internationales, des universités ou institutions de recherche ou d'enseignement et des ONG basées ailleurs dans le monde. S'ancrer à Genève est tout le contraire de s'isoler du monde.



*On prend la pose pour l'Histoire...*

*De g. à dr. Edouard Dommen, Daniel Mange, Laurence Boisson de Chazournes, Martine Rahier, Jeff Crisp et Thomas Bernauer en mai 2006.*

# The Secretariat: A Personal View from the Executive Secretary

By Randall Harbour<sup>1</sup>

## A Simple Twist of Fate

In November of 2000 an advertisement in the *Economist* announced the position of Executive Secretary of the Geneva International Academic Network (GIAN). Working at that time as Coordinator of the Graduate Institute of International Studies' (GIIS) Diplomatic Studies Programme, I had peripherally followed the GIAN's gestation and sought further information. The position seemed to correspond to my area of interest – international relations, sustainable development, post-conflict peacebuilding – and my conviction that intellectual pursuits can and should contribute concretely, in a policy-relevant manner, to protecting the planet and improving the condition of its inhabitants. I had recently spent two years in Rwanda with the United Nations Development Programme (UNDP) and on numerous occasions felt that action-oriented research would have benefited our efforts on the ground. The position also responded to my desire to keep one foot in academia and another in the world of international affairs.

After a series of interviews, initially with Jean-Marie Dufour, Claude Raffestin and Peter Tschopp, subsequently with the GIAN's Bureau and finally, with the Foundation Board, I was hired as the first (and as it turns out, only) Executive Secretary of the GIAN, beginning in February 2001.

## They had a Dream: The Founders' Challenge

Formally born in October of 1999, by early 2001 the GIAN lagged far behind schedule. The “founders” – Maurice Bourquin, Jean-Luc Maurer and Peter Tschopp representing the University of Geneva, the Graduate Institute of Development

Studies (GIDS) and the GIIS respectively – along with Bernard Fulpius and the original members of the Foundation Board, had made considerable progress in an eternally complex politico-university environment. They had prepared the *Statutes* and overcome a multitude of hurdles, laying the groundwork on which the Network would be built: funding for 2000-2003 (SFr 2.45 million per year), a yet-to-be established headquarters at the Villa Rigot and the participation of several international organisations in the governing structure had been secured. The Scientific Committee, presided by Claude Raffestin, was in place.

Documents collected from the offices of Peter Tschopp and Jean-Marie Dufour revealed that the process of establishing the GIAN, in the wake of the defunct *Académie internationale de l'environnement*, and obtaining funding from the Swiss Confederation and Canton of Geneva had been extremely taxing. Moreover, an evaluation, mandated at short notice by the Confederation during the summer of 2000, had created quite a stir among the original members, particularly considering that no activities had thus far been undertaken. Without the perseverance and dedication of Jean-Marie Dufour, Claude Raffestin and the founders, the GIAN's story would have ended there.

Even at this stage in its brief existence the GIAN suffered from a kind of “tragedy of the commons”: everyone had other primary responsibilities and could only intermittently dedicate time to the Foundation. A massive amount of effort lay immediately ahead before the GIAN could even begin to fulfil its ambitions, which needed further clarification and varied according to the perspective of the main actors. The expression that frequently came to my mind at that time was *chacun son RUIG*. A report issued in

<sup>1</sup> Randall Harbour was Executive Secretary of the GIAN from February 2001 to 31 December 2007.





*Two congenial and much regretted friends of the GIAN. From left to right, Jean-Marie Dufour and Norman Scott during the “Ceremony for laureates” at the Villa Rigot, 30 October 2002. Norman Scott et al had submitted a research proposal on the potential contribution of inter-ethnic enterprises to social harmony that was approved by the GIAN in 2001.*

March of 2003 by a second Swiss Confederation-mandated evaluation team got it right, stating: ... *it appeared that RUIG-GIAN is supposed to serve quite a variety of purposes (...). It is a far from easy mission for RUIG-GIAN to accomplish all these tasks.* The Foundation Board members agreed from the beginning, however, that a competitive process – an annual tendering procedure with proposals evaluated by an impartial Scientific Committee – would be the principal mechanism for the funding of GIAN-supported research projects.

When I came on board, hundreds of practical issues had to be managed immediately: staffing, banking questions, developing a visual identity, wiring and equipping the Villa Rigot, preparing criteria for the selection of projects, establishing rules and regulations governing the use of GIAN subsidies, developing a web site, launching the tendering procedure, etc. Funds received from the Canton in 2000 languished in bank accounts awaiting a legitimate utilisation. In order to honour the agreements made with its donors, the Foundation needed to attribute funding for research projects by the end of 2001 or risk dire consequences. The principal objective initially, therefore, was to launch a tendering procedure. In agreement with Peter Tschopp and the congenial and much regretted Norman Scott, Director of the Diplomatic Studies Programme (DSP), I immediately began working from my office at the GIIS, while phasing out my activities at the DSP.

### **A Rational Approach for Ethical Action**

The Secretariat that I had the privilege of managing formed the nucleus of an information and resource hub through which circulated a diversity of voyagers. It serviced and/or maintained relations with numerous constituencies, in particular, the Foundation Board and Bureau, Scientific Committee, academic and international partners, the Confederation and the Canton of Geneva.

In early 2001 the Foundation Board determined, with considerable debate, the thematic areas that

would be eligible for GIAN subsidies. Consensus was achieved around the following domains: sustainable development; social equity; globalisation and international trade; intercultural relations and dialogue; and humanitarian law and human rights. The broad scope allowed for the participation of all Geneva-based international organisations and a wide variety of academic partners. Some members strongly favoured inclusion of the natural sciences, which the GIAN tendering procedure encouraged.

One of the underlying objectives of the GIAN, and a primary objective of the Swiss State Secretariat for Education and Research (SER), was to encourage greater collaboration between the GIIS and GIDS in particular, but also among those two institutions and the University of Geneva. In early 2001, prior to launching the first tendering procedure, the Foundation Board debated whether the GIAN should require the participation of two different academic “partners” in a project. The members opted for one, “in collaboration with at least one international organisation based in Geneva”, in order to avoid rendering the procedure impracticable. In its documentation and dealings with potential research teams, however, the Secretariat encouraged the participation of two or more academic institutions and two or more international partners, including NGOs, when logical, if there was “value-added” and if desirable for the quality of the project.

The GIAN functioned via consultation and, almost always, consensus among the Foundation Board members. While the vast majority of operational decisions were taken at the level of the Secretariat or between the President of the Foundation Board and the Executive Secretary, important decisions were taken collectively either during meetings of the Foundation Board or by e-mail when required. Occasionally bilateral telephone conversations were held with some or all members to resolve confidential issues, with the outcome subsequently discussed in a plenary session of the Foundation Board. Hundreds of collective and often sensitive decisions were taken in an atmosphere of mutual respect. Many long and arduous hours were spent in plenary ses-

sions and a plethora of working groups discussing the *liquidation* of the GIAN, the creation of a *Pôle d'excellence en relations internationales à Genève*, and ultimately the transfer of the GIAN's *mission* to its successor, the "Swiss Network for International Studies in Geneva". The selection of projects to be funded, a central prerogative of the Foundation Board, figured among the less debated decisions. While discussion and interrogations took place, the Foundation Board unfailingly held to its principle of not trying to second-guess the Scientific Committee's assessment of project proposals.



*Discussing the "Pôle d'excellence" at the Villa Rigot. From left to right (around the table), Jean-Marie Dufour, Beth Krasna (hidden), Edouard Dommen, Randall Harbour, Oran McKenzie (GIAN), Eric Baier and David Urbach (SER), 12 November 2004.*

The GIAN's *modus operandi* resembled that of numerous organisations that strive for a participative approach. The "vision" and orientation were provided by a decision-making entity (ultimately the Foundation Board, but frequently the President, the Executive Secretary, the Scientific Committee or another party) often based on input provided by the Secretariat. The Secretariat or a small committee involving the Secretariat implemented decisions.

Jean-Marie Dufour and I collaborated regularly to prepare far-too-many documents, for the Swiss Confederation, the Canton of Geneva and the Foundation Board, among others. The President of the Scientific Committee, Claude Raffestin and

subsequently Edouard Dommen, provided input when a topic fell within his committee's area of competence and on external questions as well. We shared the same vision and developed a harmonious and effective relationship. Frequently a member of the Foundation Board or a "coalition of the willing" contributed to the GIAN's efforts as appropriate. Angeline Fankhauser provided a cogent Swiss-German political perspective and took part in events relating to the "Abuse and Neglect of Elders" project. She also stepped in when Jean-Marie Dufour's health was failing and very ably served as President of the Foundation Board during the GIAN's final days. Philippe Roch suggested the creation of the "Small Grant" programme and provided much lucid advice on environment-related projects. Beth Krasna contributed her private sector expertise on several occasions, including for the liquidation process. Jérôme Koechlin periodically gave guidance on communications- and public relations-related questions. Alain Frank, Philippe Petit and many other members of the Foundation Board participated in various project-related events and contributed sound input on numerous issues. Representatives of the UN Office in Geneva (UNOG) were also extremely helpful to the Secretariat; their contribution was not always known to the Foundation Board members but it was consequential. The wide breadth of backgrounds, expertise and perspectives available among these collaborators represented an important asset for the Foundation. Members of the Foundation Board took their responsibilities seriously, persevered through difficult times and maintained a high level of integrity.

The role played by the Foundation Board in the GIAN's "Small Grant" procedure deserves special mention. After screening by the Secretariat and subsequently by the President of the Scientific Committee, "Small Grant" proposals were communicated by e-mail to all members of the Foundation Board and the Scientific Committee. This invariably followed a preparation process involving numerous contacts between the Secretariat and the applicants. If there were two negative responses by members of either of the aforementioned GIAN organs the proposal was



*The Foundation Board applauding Maud Krafft (3<sup>rd</sup> from left), Coordinator for the project “Pôle académique en études internationales à Genève”, for a fine update on the project’s advancement, 16 November 2005.*

rejected. With one negative response it was returned to the project team for redesign or transferred to the seven-member Bureau for a final decision. Obviously, not all of the members had or took the time to read all of the “Small Grant” proposals -- during a six-year period they received more than 140. However, enough members were implicated, examined the documents and contributed useful input, particularly in areas of interest to them, to provide a good basis for collective decision-making. The President of the Scientific Committee and the Secretariat were always involved to ensure that each proposal received the attention that it deserved. In addition, we occasionally called upon outside experts. The system functioned efficiently and provided a range of perspectives and expertise. Research projects frequently benefited from the suggestions and/or conditions resulting from this process.

The Foundation Board sought to maintain administrative costs low in relation to the funding allotted to research activities. In a “normal” year, and these were few in number, approximately SFr 450,000 was allotted to running the Foundation, not counting the Villa Rigot, an “in-kind” contribution from the Canton. Approximately SFr 2 million was available for research projects. The Foundation Board found acceptable this ratio of administration costs to funds distributed considering the scale of our activities. The GIAN was a relatively high-maintenance endeavour. In addition to carrying out its core mission and managing a somewhat large, but I believe effective and worthwhile, Foundation, the Secretariat was active on a number of other fronts. The organisation of the annual meeting of the Academic Council on the United Nations System (ACUNS) in 2004 and the Geneva presentation of the UN Intellectual Project in 2005, for example, were major endeavours. The GIAN was also constantly beleaguered by politico-university issues linked to the fusion of the GIIS and GIDS and the “transition” of the GIAN’s *mission* to a yet-undefined future structure. The GIAN was also assailed by diverse pressures and solicitations of a political nature that consumed considerable effort. Several donor-mandated evaluations (scientific, operational, and budgetary) also took their toll. With a staff of 3.3 positions much of the time, and frequently with the precious additional help of a “civiliste” (a Swiss conscious objector), the Secretariat was often thinly stretched.



*Finalising another letter. From the left to right, Hélène Drakopoulos (GIAN) and Jean-Marie Dufour at the Villa Rigot, 31 October 2006.*

One of our hopes was to diversify sources of funding for the GIAN and in 2003 the Secretariat made substantial efforts to do so, essentially through Swiss and U.S. foundations. It proved impossible to acquire funds that the GIAN would subsequently distribute. Research teams of GIAN-approved projects, however, often obtained supplemental and/or follow-up funding from other sources – the EU, U.S. foundations, Swiss entities – in part, we and they believe, thanks to the GIAN “label of quality”. This was often explicitly stated by the donors, who trusted the GIAN’s quality control.



*One of many press conferences organised by the GIAN Secretariat in collaboration with an IO partner, in this case, the World Intellectual Property Organisation (WIPO), concerning the project «Research Networks and Intellectual Property». From left to right, Ambassador Clemencia Forero Ucros (Colombia), Marco Aleman (WIPO) and Cynthia Cannady, 28 September 2005.*

### **A Little Help from Our Friends**

The Secretariat relied on or subcontracted partner institutions in order to rationalise administration and diminish costs. While the Secretariat prepared and managed the budget and disbursements, several accounting tasks were subcontracted to the GIIS,

as were the GIAN’s IT needs. In launching the annual tendering procedure each autumn, university partners relayed information via e-mail to professors and researchers. The GIAN also conducted information campaigns via the newsletters and websites of its partner institutions.

As I reflect upon the “GIAN experience”, the human component comes to mind first. Collaborating with hundreds of dynamic, creative and thoughtful individuals concerned with improvement of the human condition was particularly enriching. An important aspect of my role was to help make the connections between IOs and the academic community and to assist applicants prepare the best proposal possible, in conformity with the GIAN’s selection criteria. One of my principal and preferred functions was discussing research ideas, and often numerous other issues, with prospective candidates for GIAN funding.

In many cases, after initial discussions a potential applicant would send a one-page summary of the project proposal that the Secretariat would circulate among potential partners. In each academic institution we had a contact point that targeted professors and other collaborators who might be interested in participating in a particular project. In almost all IOs we had formal or informal contact persons that fulfilled the same function, often persons who had participated in a GIAN project or by another affiliation. We also contacted professors or IOs directly to solicit their participation or follow their leads. The system functioned well but these *mise en réseau* activities were time consuming; nor did they guarantee that we could locate a counterpart for all requests.

---

*The submission procedure has been valued positively by the project leaders, although a few research proposals had to be rewritten several times. In some cases, RUIG-GIAN was actively involved in bringing together research teams and in formulating the research objectives. This support was appreciated.*

---

Report of the Experts, Centre d’études de la science et de la technologie, March 2003.

---



*A joyful end to the ACUNS annual meeting, 2 July 2004.*

### **An Independent Scientific Committee**

The Scientific Committee was a key organ of the GIAN, especially for the evaluation of project proposals, reports (mid-term and final) and ultimately the research results. Upon receiving the project proposals each April, an average of 25 or 30 per year, the GIAN Secretariat communicated them to the members of the Scientific Committee. Each member read all of the proposals and subsequently the Committee met for a full day session to discuss them. I felt that the evaluation procedure was always handled thoughtfully, with integrity and fairness. The sessions ended with clear recommendations for the Foundation Board regarding the projects that the GIAN should fund, including budgetary or other modifications. Quite often projects were approved

“conditionally”, sometimes with minor conditions. At other times the Scientific Committee requested considerable rewriting of the proposal, according two to three months for resubmission. Occasionally the GIAN invited two different project teams that submitted related proposals to join forces in a joint proposal. This kind of “social engineering” was time consuming, delicate and could be viewed as intrusive, but we felt warranted.

### **Adieu le RUIG**

The GIAN’s life was too short to have a clear picture of its impact. As this publication goes to press I regularly learn of recent positive outcomes resulting from the assistance provided by the GIAN:

employment and academic opportunities for young researchers, an IO department or an academic programme that expanded and received additional credibility, a follow-up project that generated new funding, research that translated into constructive policy. In seven years of operations, the GIAN brought together many individuals from diverse horizons for a common goal, or often, for different but mutually compatible goals. Overall, it appears that the “GIAN experience” achieved very positive results and tangible benefits for the vast majority of persons directly involved, their employers and the publics that they serve. I believe that we probably allowed a few lives to be saved and certainly enriched numerous others, in many cases for years to come. On the other hand, some formerly enthusiastic research partners are no longer on speaking terms. This, however, is much more the exception than the rule.

The GIAN’s specificity lay in its governance structure and its support to research projects that combined human and material resources available in IOs and academic institutions. The fact that IOs

and NGOs could manage the funds was significant. Without that option they would have had little incentive to participate in and assume the responsibility of piloting projects. In addition, they always contributed considerable resources themselves “in kind” or with supplementary funds.

Many interesting projects were administered by IOs and NGOs that produced policy-relevant and extremely useful results for their member states or vulnerable groups at the end of the line. The GIAN thus combined scholarly research with a reasonable dose of development assistance. Academics and university students benefited through their participation in research activities, employment opportunities and spillovers into the curriculum. While the picture was not always idyllic, I felt it was a “win-win” situation overall and a useful way of uniting disparate forces in Geneva. Several evaluations also held this view. The CEST evaluation team wrote: *The experts are of the view that RUIG is an interesting and rather unique experiment. Its research topics are relevant and well chosen. The research projects funded by RUIG are probably not or easily eligible*



*The Scientific Committee preparing for business. From left to right (around the table), Martine Rahier, Jeff Crisp, Rahul Combernous (GIAN), Hélène Drakopoulos (GIAN), Randall Harbour, Edouard Dommen, Daniel Mange and Laurence Boisson de Chazournes.*

*for funding by other programmes in that RUIG funds collaborative research between academics and international organizations. It is this collaborative research which is the added value of RUIG and which enriches the scientific landscape of the Geneva region with researchers from international organizations.*

One can of course make the case that funding for higher education in Switzerland should be used otherwise. None of us who toiled for the GIAN thought that such a structure should serve as the sole mechanism for the funding of academic research projects in Geneva, or anywhere else. The GIAN was a specific tool for a specific purpose in a city endowed with extraordinary, but underexploited, potential.

Why then eliminate the GIAN after only seven years of operational activity? I don't have the full story, and several of the main protagonists declined our invitation to tell theirs. I believe that the essential explanation lies in the reason behind the GIAN's creation. For some major players, the GIAN's principal objective was to provoke synergies among academic partners – GIIS and GIDS, in particular – and secondarily among IOs and academia. The GIIS/GIDS fusion eliminated in large part the GIAN's *raison d'être*. Moreover, from the very beginning, the GIAN's resources and headquarters were coveted by influential actors for projects and initiatives that they considered important. The Foundation Board had established a bedrock principle, however, that all projects be evaluated by the Scientific Committee and that its recommendations should be approved. In order to maintain the GIAN's credibility and out of fairness to those who laboured so hard to compete for very limited funds, the Foundation Board refused "political" proposals or those below the Scientific Committee's cut-off line. The GIAN upheld its principles but gained some detractors.

### **Adieu cher ami**

Collaborating with Jean-Marie Dufour was for me one of the most enriching aspects of the GIAN experience. He was a friend and a mentor whom I held

in high esteem and cared for deeply. Citing Pascal in her eulogy, Martine Brunschwig Graf qualified him as an "honnête homme". That he was. A committed internationalist and an adept of the CERN model, he strongly believed in the redemptive potential of multilateralism and the European Union, in particular. In his world, Rousseau's *contrat social* clearly trumped Hobbes' *Leviathan*. Among Jean-Marie Dufour's many qualities, those that top my list are his integrity, commitment to justice, intelligence, diplomacy, and until late 2006, his vigour. At 69 he could cross-country ski circles around most 20-year olds and arrived regularly at the Villa Rigot by bicycle from neighbouring France, primp and prime as if leaving the piano after improvising over "In a Sentimental Mood." An aficionado of Teddy Wilson and Bill Evans' polyrhythmic melody lines, he was much less keen on the "heavy-handed" Keith Jarrett. He loved Margherita pizzas from Da Giorgio's, smothered in pure olive oil, followed by Marcella's "mic-mak": *un tout petit peu de café avec un grand verre d'eau chaude*. Jean-Marie Dufour was an extremely decent, witty, cultured and charming fellow. He liked people and they reciprocated. I consider it an enormous privilege to have shared so much with him.



*Nothing quite like a Margherita pizza and a mic-mak served-up by these seasoned professionals. Thinking of Jean-Marie Dufour one year on. From left to right, Mario, Marcella and Georges, July 2008.*





*A wonderful 70<sup>th</sup> birthday. One month later bad news struck. From left to right, Caroline Dufour and Jean-Marie Dufour, 14 November 2006.*

I would be remiss in my responsibilities not to mention the Villa Rigot and the creation of the “Swiss Network”, both of which played major roles in the GIAN story. From mid-2001 until mid-2007 the Villa Rigot was an identifying symbol of the GIAN, figuring prominently in its brochure, web site and elsewhere. Home to the Secretariat, the vast majority of GIAN-related events took place there. The location near the Place des Nations was perfect, parking abundant, with meeting rooms and a reception area well-adapted for creating the “synergies” so valued by the GIAN. Surrounded by a spacious park, harbouring chestnut trees and *promeneurs* entertaining man’s best friend, we serenely reflected upon the world’s tribulations. However, all good things must come to an end, sometimes rather abruptly. A telephone call on 16 April 2007 shattered this bucolic quietude; a representative of the Swiss Ministry of Foreign Affairs requested that the GIAN vacate the premises by the end of the month. Renovation work began the next day; a terse written confirmation from the Canton of Geneva’s *Département des constructions et technologies de l’informations* (DCTI), the GIAN’s only official interlocutor for the Villa, arrived two weeks later. While other offices were offered at the rue de Varembe, the time frame and conditions of occupancy were unclear; the GIAN

and its academic partners sought clarifications and guarantees regarding accommodations for the future “Swiss Network.” Although none were provided, a collective decision was taken to evacuate the Villa.

In all fairness, however, it should be stated that the majority of the protagonists in this affair, including the Villa’s new occupants, were sensitive to the GIAN’s distress during a particularly difficult period. Moreover, the move was handled professionally by the *Fondation des immeubles pour les organisations internationales* (FIPOI) and the new offices were fine. While the positive aspects of the Villa Rigot far outweighed the negative, there were also drawbacks. Winters were sometimes a bit cool, summers occasionally too warm; intendency issues and traffic management in and around the premises required some effort. The Villa is now serving a good cause and I sincerely wish the Global Humanitarian Forum success in advancing its noble and challenging objective. As for me - no regrets, no blame. I do believe, however, that more constructive communication, by the DCTI in particular, would have gone a long way in assuaging a deep hurt and easing a difficult transition.



*More surprising developments... better to be amused than bothered and bewildered. From left to right Jean-Marie Dufour and Randall Harbour, Villa Rigot, 19 May 2006.*



*When all is said and done... From left to right, Philippe Roch, Alain Frank and Jérôme Koechlin at the final meeting of the GIAN Foundation Board, rue de Varembe, 15 November 2007.*

*Porté par la tradition de la Genève internationale et l'aspiration commune des milieux universitaires et des organisations internationales, le RUIG devait apporter une contribution nouvelle et efficace tant à l'action des opérateurs internationaux qu'à la mission du monde académique. Jean-Marie Dufour, 2002.*

The Swiss Network for International Studies in Geneva is successor to the GIAN, having assumed its funding, offices, staff, rights and responsibilities and, theoretically, its *mission*. The inclusion of all Swiss universities as potential beneficiaries of funding for research is a welcome development, corresponding with the desire of the GIAN's Foundation Board. I believe that all Board members would have been pleased to see the SIAN (RUIS, in French) replace the GIAN and would have willingly relinquished their seats on the Board to allow for more appropriate representation. The Swiss Network's decision-makers have opted, however, for a very different governing structure and a more "academic", approach than that of the GIAN. Only project proposals submitted by academics affiliated with Swiss institutions can compete for funding. While collaboration with an IO is considered "an

asset", the IO/academic partnership so central to the GIAN's method, is not required. Judging from its initial approach, the Swiss Network will probably permit Swiss-based academics to publish more articles in "peer-reviewed" journals than under the GIAN system, thus advancing their institutions in international rankings. The essential question for me, however, is whether it can, through research projects and/or other means, fulfil the GIAN's mission of "creating synergies" between IOs and academic institutions for the benefit of those communities, in a large sense, and of humanity as a whole.

The autonomous and external "committee of experts" that evaluated the GIIS in 2003 wrote:

*... it would seem advisable to assess the potential of RUIG as a model that could constitute a platform for strengthened co-ordination among various actors. [...] One of the advantages of RUIG is that it combines the possibility of co-operation across institutions, with the right and proper competition for scarce resources.*

I believe that the GIAN, and its unique approach to collaborative research, merited a longer life to prove whether or not it indeed constituted such a model.



*GIAN-supported projects examined a wide spectrum of issues, ranging from collective bereavement, the detention of migrants and forced evictions to post-conflict peacebuilding, climate change and microfinance institutions. Here is a beneficiary of a microcredit programme, women's centre in the district of Hyderabad, India, March 2002.*

*Photo: ©ILO/M. Crozet.*



*A cold winter hush descends on the Villa Rigot.*



# IV

## La portée intellectuelle et opérationnelle du RUIG

Par le Secrétariat du RUIG

## Introduction

Le RUIG eut depuis sa création pour ambition de favoriser la compréhension de sujets critiques d'actualité d'une manière multidisciplinaire et orientée vers l'action. Pour être recevable, toute demande de soutien adressée au RUIG devait satisfaire à trois critères obligatoires, le partenariat, l'interdisciplinarité et l'utilité en aval. Ces conditions obligèrent souvent les porteurs de projet à élargir leurs perspectives et à innover dans la conception de leur recherche.

### La recherche qui vise l'action

L'activité centrale du RUIG fut l'évaluation, la sélection et le suivi des projets de recherche ainsi que la valorisation de leurs résultats auprès des publics visés. Pendant la période 2001-2006 une enveloppe d'environ CHF 2 millions fut disponible annuellement pour soutenir des projets soumis, en français ou en anglais, dans le cadre des activités d'Appels d'offres. Le soutien financier du RUIG par projet pouvait s'élever jusqu'à CHF 500'000, la plupart des subsides s'échelonnant entre CHF 150'000 et CHF 350'000. Les fonds étaient administrés par l'une des institutions académiques partenaires, une autre université en Suisse, une organisation internationale ou une ONG. *Pour être retenus, les projets devaient répondre à des critères de qualité académique, d'utilité pratique et de viabilité financière.* Ils devaient être réalisables dans un laps de temps de deux ans, voire trois ans exceptionnellement.

A une autre échelle, le RUIG mit également en place un programme de «Small Grants» lui permettant de répondre rapidement à des besoins immédiats. S'inscrivant globalement dans les mêmes conditions que le programme d'Appel d'offres, ces projets devaient être réalisables en quelques semaines, voire quelques mois, et concernaient des objectifs académiques et pratiques de court et moyen termes. La contribution du RUIG s'élevait au maximum à CHF 50'000 par projet. De son lancement fin 2001 jusqu'à la clôture du programme

«Small Grants», au mois de juin 2007, le RUIG approuva 37 propositions pour un montant total de CHF 1,3 millions.

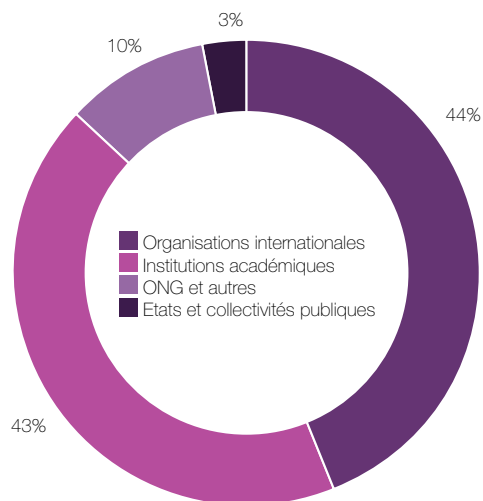
*Le RUIG soutint directement des projets de recherche et permit à ceux-ci d'obtenir des cofinancements grâce à un effet de levier. En outre, une participation substantielle en espèces ou en nature était attendue des équipes de recherche.* Le RUIG estimait qu'un tel apport de la part des requérants et des institutions dont ils provenaient démontrait leur engagement. En moyenne, la part du RUIG représenta environ 40% de l'enveloppe budgétaire totale des projets.

Le soutien du RUIG pouvait être demandé pour des projets de recherche qui s'inscrivaient dans au moins l'une des thématiques suivantes: le développement durable; les relations sociales équitables; la mondialisation/le commerce international; le dialogue et les rapports interculturels; le droit humanitaire/les droits de la personne. Les projets soumis au RUIG intéressèrent autant les sciences humaines et sociales que les sciences de la nature et celles de l'ingénieur. Le concept de «partenariat» ou de «réseau» revêtit une grande importance. Le RUIG considérait qu'en général les défis auxquels fait face la communauté internationale sont complexes et demandent une approche multidisciplinaire. Chaque projet devait impliquer un vrai partenariat entre le monde académique et au moins une organisation internationale. La participation d'autres partenaires, par exemple d'universités hors de Genève, de la société civile ou du secteur privé, était souhaitée.

La procédure de mise au concours est conforme à la mission du RUIG. L'équilibre entre jeunes chercheurs et chercheurs plus expérimentés est pertinent.

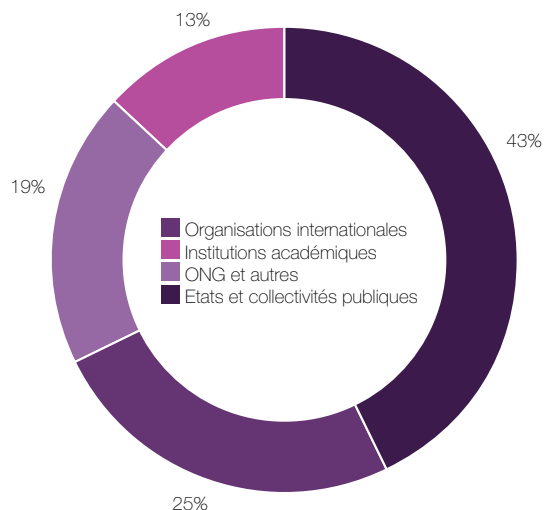
*Evaluation du RUIG par le CEST, page 24.*

### Cofinancements «en nature» dans les projets RUIG



Les cofinancements «en nature» représentent essentiellement le temps de travail mis à disposition par les professeurs et les chercheurs des institutions partenaires. Il peut également s'agir du coût des infrastructures tel que valeur locative des bureaux ou matériel informatique, coût des communications, etc. Il est intéressant de noter que les organisations internationales contribuent autant que les organisations académiques, alors qu'elles sont moins nombreuses en moyenne par projet et ne coordonnent que 25% des projets contre 63% pour les institutions académiques (cf. ci-dessus).

### Cofinancements «en espèces» dans les projets RUIG



Les cofinancements «en espèces» sont plus rares et indiquent une répartition très différente de celle des cofinancements «en nature». Fut considéré comme financement «en espèces» toute subvention versée à l'équipe de recherche en sus de celle du RUIG. Les fonds les plus importants proviennent donc sans surprise du secteur «Etats et collectivités publiques», comprenant en particulier les cofinancements de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC) à certains projets RUIG. Notons les 25% versés par les organisations internationales, ce qui représente tout de même CHF 962'681, ainsi que les 19% versés par les ONG correspondant à plus de CHF 700'000.

### Détail des cofinancements (par secteur académique, OI, ONG, etc.).

Type	«en nature» CHF	«en espèces» CHF	Total CHF
Organisations internationales	6'720'202	962'681	7'682'883
Institutions académiques	6'712'779	488'000	7'200'779
ONG et autres	1'531'907	733'318	2'265'225
Etats et collectivités publiques	394'640	1'652'388	2'047'058
Entreprises privées	30'065	0	30'062
	<b>15'389'623</b>	<b>3'836'387</b>	<b>19'226'010</b>

Les informations relatives aux coûts totaux des projets, c'est-à-dire à la subvention RUIG en sus des cofinancements «en nature» et «en espèces», proviennent des budgets et de comptes présentés par les équipes de recherche dans le cadre du processus de sélection. Les informations ont été contrôlées une nouvelle fois par les équipes après leur saisie, mais il convient toutefois d'attirer l'attention du lecteur sur le fait que ces chiffres sont intéressants pour les tendances qu'ils révèlent, les chiffres absolus étant à interpréter avec précaution. En effet, toutes les équipes n'estiment pas toujours les cofinancements de la même manière, en particulier concernant les cofinancements «en nature». Ainsi, certaines équipes comptèrent la valeur locative des locaux mis à disposition pour le projet par les partenaires alors que d'autres se limitèrent aux salaires des personnes impliquées. Les projets dont le détail sur les cofinancements n'a pas pu être obtenu avec suffisamment de précision ont été exclus de cette statistique. Ainsi, les chiffres représentent l'analyse de 75 projets des 82 projets de recherche soutenus par le RUIG, Appels d'offres annuels et projets «Small Grants» confondus.



Le Conseil de Fondation du RUIG entendait privilégier l'action et l'application pratique des connaissances. Les projets ne devaient pas seulement présenter une composante fondamentale de nature académique, mais aussi une composante pratique orientée vers des problèmes réels à propos desquels la société attend des solutions significatives à court ou moyen terme. Le RUIG encouragea les projets novateurs et susceptibles de créer de nouvelles synergies.

Le RUIG favorisa l'équilibre entre jeunes chercheurs et chercheurs plus expérimentés, de même qu'entre hommes et femmes impliqués dans les projets, et souhaita contribuer ainsi à la relève universitaire genevoise et suisse. En effet, le RUIG était persuadé qu'aider à former des jeunes chercheurs qui travaillent dans les domaines d'activités des organisations internationales basées à Genève donnerait un élan et un dynamisme supplémentaire à la Genève internationale.

Le RUIG voyait d'un bon œil des projets variés, à l'image de la diversité des partenaires impliqués dans cette entreprise. Il sollicita activement des

propositions et se déploya pour susciter des partenariats et conseiller les requérants potentiels. Tout en laissant le maximum de liberté aux chercheurs, le RUIG estimait que sa démarche permettrait aux requérants d'améliorer la qualité de leur requête et d'étendre leur réseau.

*Le Comité scientifique, composé de six à huit membres, donna au RUIG sa crédibilité sur le plan scientifique.* Sa principale responsabilité fut d'évaluer la qualité scientifique des propositions soumises au RUIG, de garantir le suivi scientifique et de s'assurer que les résultats des projets approuvés correspondaient aux attentes initiales. Ce Comité soumettait ses recommandations au Conseil de Fondation. Début 2003, M. Edouard Dommen, ancien fonctionnaire à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et spécialiste de l'éthique économique et du développement durable, succéda à M. Claude Raffestin à la présidence du Comité scientifique. Pendant les six années de fonctionnement, le taux de sélection des projets soumis au RUIG dans le cadre de l'Appel d'offres fut d'environ 30%.

## Partenariat

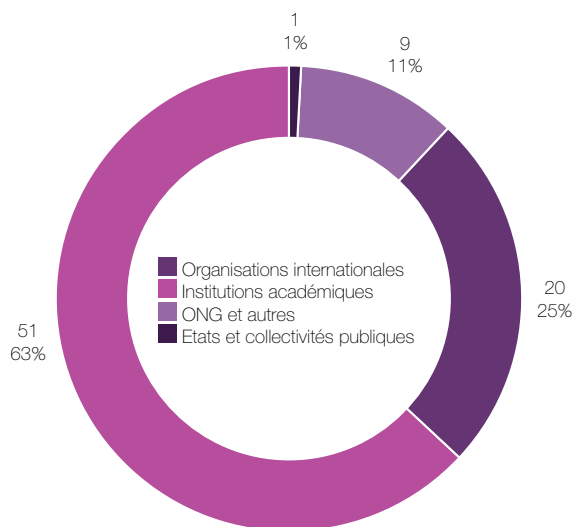
Pour bénéficier de fonds du RUIG, chaque projet devait comporter au moins deux partenaires, l'un issu des membres fondateurs du RUIG, soit l'UNIGE, l'IUHEI ou l'IUED, et l'autre d'une organisation internationale établie à Genève. Ce critère de sélection des projets permit d'assurer la vocation spécifique du RUIG, à savoir promouvoir une collaboration accrue entre des institutions académiques et des organisations internationales. Le RUIG devait permettre un dialogue constructif entre le monde universitaire et celui des organisations internationales. *La vocation du RUIG était ainsi de constituer un lieu de confrontation entre la théorie et la pratique, un lieu qui permette de tirer les leçons des expériences opérationnelles des institutions tout en y contribuant concrètement.* D'autres entités universitaires suisses et étrangères, ainsi que diverses organisations internationales et ONG furent également encouragées à participer aux projets et venaient souvent, pour ne pas dire normalement, s'y ajouter. En créant de nouveaux partenariats, le

but du RUIG était également de créer des réseaux de personnes issues du milieu académique et des organisations internationales, afin de faciliter les interactions et les rencontres entre ces divers acteurs, de favoriser l'émergence de nouvelles collaborations et d'augmenter la visibilité des institutions partenaires du RUIG.

*L'avantage principal d'un partenariat inclusif réside dans l'expertise et l'expérience accumulées qui élargissent et approfondissent les perspectives du projet<sup>1</sup>.*

Certaines personnes, le Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER) en particulier, souhaitaient que le RUIG joue un rôle de rassembleur des institutions universitaires à Genève. Le Conseil de Fondation en était conscient et, à la création du RUIG, discuta des critères de sélection des projets et se demanda s'il ne valait pas mieux soutenir seulement des projets impliquant au minimum deux institutions universitaires genevoises et une organi-

Provenance des coordinateurs



### Répartition des institutions coordinatrices par type

Le graphique montre la provenance des coordinateurs de l'ensemble des projets de recherche soutenus par le RUIG, Appels d'offres et «Small Grants» confondus. Un peu moins de deux tiers des projets furent ainsi coordonnés par un partenaire académique, les représentants des organisations internationales étant en charge dans un quart des cas et les ONG pour 11%.

<sup>1</sup> Elisabeth Reusse-Decrey, «L'implication des acteurs armés non étatiques dans le problème des mines antipersonnel : recommandations pour leur contribution positive à l'interdiction de ces mines» (Reusse-Decrey 2005).

sation internationale. Ne souhaitant pas mettre trop de barrières devant les requérants potentiels et craignant qu'une telle exigence résulte en un blocage du processus, il opta pour un minimum d'une institution universitaire et d'une organisation internationale impliquées dans chaque projet. Néanmoins, l'Appel d'offres indiqua que «le RUIG encourage tout particulièrement des projets qui associent deux ou trois des institutions académiques fondatrices.»

Sans en faire une grande question de principe, le RUIG eut à se déterminer à la suite des demandes reçues sur ce qui était considéré comme organisation internationale. La définition formelle en ce qui concerne la Suisse, qui comprend la conclusion d'un accord de siège entre la Confédération et l'organisation, était plus restrictive que le sens que l'usage commun lui donne. Une organisation internationale doit comporter des Etats membres. Certaines organisations internationales comptent en outre des membres qui ne sont pas des Etats. L'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), par exemple, compte parmi ses membres des Etats, des agences gouvernementales et des ONG : le RUIG le considéra comme une organisation internationale. Pour les fondateurs du RUIG, il fut évident d'emblée que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) devait également figurer dans la liste ; il fut d'ailleurs représenté dès le début au Conseil de Fondation du RUIG.

Pour les projets approuvés lors du premier Appel d'offres annuel, les fonds octroyés par le RUIG furent gérés seulement par des institutions académiques fondatrices à Genève, selon leurs règles, ou bien là où des règles claires faisaient défaut, selon le règlement du RUIG. Ceci surchargea d'ailleurs le service de comptabilité de l'IUED qui administrait plusieurs projets. *Le RUIG comprit rapidement qu'une participation réelle des organisations internationales impliquait qu'elles eussent la possibilité de prendre part à la gestion des fonds.* La plupart des organisations internationales exigeaient que 13% du montant de tout subside reçu soient utilisés pour leurs frais de fonctionnement («overheads»), ce que le RUIG refusa. Bref, la répar-

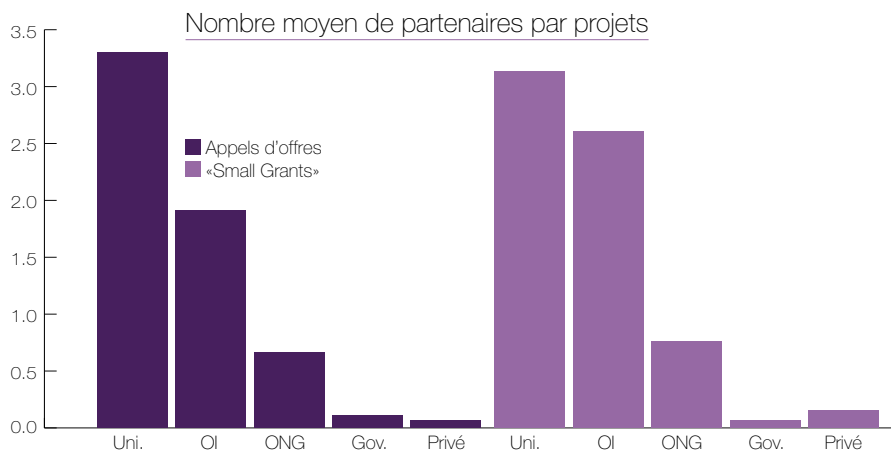
tion que présente le graphique correspondant ne reflète pas un phénomène spontané, mais une politique consciente. Ce problème créa d'énormes complications dans l'administration de plusieurs projets, mais des solutions créatives et appropriées purent être trouvées dans la plupart des situations. Dans un cas particulier cependant, le projet fut approuvé par le RUIG, puis dut être annulé, principalement en raison de retards liés à la gestion des fonds.

*Outre des universités et des organisations internationales, le partenariat comportait souvent des ONG. Celles-ci en étaient parfois le moteur intellectuel et dans certains cas assumèrent la responsabilité administrative et financière du subside octroyé par le RUIG.*

### La démarche partenariale

La démarche partenariale dans le cadre du RUIG impliquait que chaque partenaire dût apporter sa participation, et notamment contribuer aux ressources mises à disposition du projet. Le SER exigea que l'on imputât une valeur monétaire à ces «cofinancements» et que ces informations lui fussent communiquées. Le RUIG savait que les institutions qui participaient aux projets étaient rarement en mesure de verser une contribution financière ; l'apport des partenaires était normalement en nature, l'apport du RUIG constituant l'essentiel de l'apport en espèces. Dans de nombreux cas cependant, un ou plusieurs partenaires ou d'autres bailleurs de fonds contribuèrent avec des fonds parfois très importants. A plusieurs reprises, le subside du RUIG agit comme levier suscitant le soutien d'une OI ou d'un autre donateur pour assurer le financement d'un volet du projet ou la continuation des activités ou des structures mises en place. *Plusieurs bénéficiaires des fonds informèrent le RUIG que le «label de qualité» offert par le RUIG, surtout grâce à l'évaluation de son Comité scientifique, donna une crédibilité leur permettant d'attirer des fonds supplémentaires.*

Il est essentiel d'insister sur le fait qu'aucun projet ne constituait un mandat. Le RUIG, en tout cas,



Le nombre moyen de partenaires impliqués dans un projet s'élève à 6 pour l'ensemble des projets de l'Appel d'offres. Il est composé de plus de 3 institutions académiques et presque 2 organisations internationales. Reste 0,66 ONG et 0,11 pour les institutions classées comme collectivité publique, le secteur privé n'ayant représenté que 0,07.

	Uni.	OI	ONG	Gov.	Privé	Total
<b>AO</b>	3.30	1.91	0.66	0.11	0.07	<b>6.05</b>
<b>SG</b>	2.24	1.86	0.54	0.05	0.11	<b>4.81</b>
<b>Total</b>	<b>2.81</b>	<b>1.89</b>	<b>0.60</b>	<b>0.09</b>	<b>0.09</b>	<b>5.48</b>

Dans le cas du programme de «Small Grants», le nombre moyen de partenaires est légèrement plus bas à 4,81 partenaires. La tendance quant à la distribution parmi les catégories de partenaires se retrouve néanmoins presque à l'identique, si ce n'est en ce qui concerne une répartition plus égalitaire entre partenaires académiques et organisations internationales.



*Rencontre avec les lauréats à la Villa Rigot, octobre 2006.*

It is this collaborative research which is the added value of RUIG and which enriches the scientific landscape of the Geneva region with researchers from international organizations.

*Rapport d'évaluation du CEST,  
septembre 2003, page 17, point 26.*

ne jouait jamais le rôle de mandant. De même, les porteurs de projets étaient tous censés être partenaires à la conception comme à l'exécution et à la mise en valeur des projets. Il arrivait que certaines tâches à l'intérieur d'un projet fussent confiées à un mandataire des porteurs, comme par exemple des chercheurs dans des pays en voie de développement. Cependant, le RUIG encourageait, dans la mesure du raisonnable, la démarche partenariale dans tous les aspects du travail.

Sur le plan des administrations respectives, le partenariat entre organisations internationales et universités constitua un réel défi pour le RUIG. En effet, les différences entre les règlements et les pratiques des administrations distinctes posèrent des obstacles. Il faut ici rendre hommage aux institutions de part et d'autre qui œuvrèrent avec imagination pour trouver des solutions et surmonter ces incompatibilités. Leur investissement ouvra la voie à de nouvelles formes de collaboration.

*Each of the complementary competences and expertises gathered through the partnership between academic institutions and the international partner organisation facilitated the achievement of quality outputs and effective implementation in line with the project objectives. This partnership worked in an outstanding manner<sup>2</sup>.*

Le RUIG dut souvent insister sur la condition du partenariat. Cette façon de s'organiser n'était pas toujours évidente ni pour le partenaire universitaire, ni pour l'organisation internationale. En revanche, elle pouvait déboucher sur des perspectives nouvelles et

des questionnements innovants, comme en témoignent de nombreuses équipes de recherche dans le chapitre «éclairages» ci-dessous. La démarche exigeait un effort soutenu de tous les partenaires. Parfois, l'un d'entre eux faussait compagnie à l'autre pour revenir à des méthodes de travail traditionnelles, c'est-à-dire en travaillant de manière indépendante et sans consultation. Il faut signaler que ce phénomène se produisit également entre partenaires académiques d'un même projet. *A plusieurs reprises, le RUIG dut organiser des rencontres entre partenaires qui partaient à la dérive. Il arriva que le RUIG dû même retenir temporairement le versement d'une tranche de subvention pour tenter de reconstituer un partenariat dessoué.*

Les démarches originales attirent souvent des personnalités originales. Le RUIG accepta une fois, pour un petit montant, un projet prometteur et insolite qui reflétait clairement la créativité d'un individu, même s'il était bien entouré par une équipe institutionnelle qui répondait aux exigences. Il s'échappa néanmoins, malgré les remontrances de plus en plus exaspérées du RUIG. Il publia un ouvrage remarquable - intéressant, utile et original, mais qui ne correspondait pas aux attentes du RUIG. Il prétendait lui-même que la publication ne comptait pas comme produit du projet. Il n'y en eut cependant jamais d'autre. Les conditions du RUIG ne furent pas respectées et son rôle de soutien à des collaborations entre institutions ne fut pas rempli. Le RUIG ne versa pas la dernière tranche du subside. Mais il n'y a pas lieu de regretter l'œuvre en soi qui en résulta. Heureusement, cette expérience fut unique.

Le RUIG prenait très souvent des mesures pour favoriser ou renforcer le partenariat, une fois un projet approuvé. Une «rencontre avec les lauréats» avait lieu à la Villa Rigot au début de l'automne pour les projets approuvés par le RUIG lors de l'Appel d'offres de la même année. Chaque équipe présentait son projet aux autres équipes lauréates et à la presse. Une petite réception était offerte à la fin des présentations. L'un des objectifs de cet événement était d'inciter l'ensemble de chaque équipe à faire une présentation, de les aider à mieux se connaître, et de les souder autour d'un projet collectif.

<sup>2</sup> Jean-Claude Bolay, «Un réseau suisse de diasporas scientifiques pour renforcer le rôle des migrants hautement qualifiés comme partenaires au développement» (Bolay 2006).



*Une rencontre entre une équipe de recherche et des représentants du RUIG à la Villa Rigot: de gauche à droite Alexandre Kalache, Edouard Dommen, Karina Kaindl, Charles-Henri Rapin et Randall Harbour.*

Très régulièrement, les membres d'une équipe se rencontraient à la Villa Rigot pour des séances de travail. Le Président du Conseil de Fondation, le Président du Comité scientifique ou le Secrétaire exécutif y assistaient lorsque la situation le demandait ou l'équipe de recherche souhaitait la présence d'un représentant du RUIG. Plus souvent, le RUIG se limitait à mettre à disposition des chercheurs sa salle de réunions ainsi qu'un cadre chaleureux et à exprimer quelques mots de bienvenue, laissant ensuite l'équipe faire son travail. Lors des «soirées d'information» organisées en automne pour lancer l'Appel d'offres du printemps suivant, le RUIG invitait une équipe de recherche pour partager avec les candidats potentiels son expérience dans le cadre d'un projet soutenu par le RUIG.

Enfin, à deux reprises en 2006, le RUIG organisa des soirées dans la «discothèque» des sous-sols de la Villa Rigot autour de thématiques ciblées. Le but était surtout de faciliter de nouveaux contacts entre chercheurs et praticiens travaillant sur une même thématique mais provenant de milieux différents. Un objectif annexe était de renforcer les liens entre les

équipes déjà constituées et plus largement entre les personnes impliquées dans «l'expérience RUIG». Des membres des équipes de recherche soutenues par le RUIG, du Conseil de Fondation et du Comité scientifique ainsi que des personnes souhaitant déposer une proposition de projet étaient invités à ces soirées. Un vrai travail de «networking» s'effectua lors de ces soirées conviviales, joignant l'utile à l'agréable.

*Bien que le RUIG suggérât qu'un projet comportât plusieurs partenaires, il conseillait de ne pas ériger en objectif la multiplication de ceux-ci. En effet, chaque partenaire de plus impliquait une part supplémentaire de négociations et de coordination. Le nombre de partenaires devait obéir à une certaine logique de faisabilité et dépendait de la nature du projet. Le sujet, la taille du projet, les partenaires potentiels et disponibles sur Genève, ainsi que les besoins du projet en termes d'interdisciplinarité constituaient des paramètres cruciaux dans la détermination du nombre de partenaires. Le RUIG préconisait que toute initiative visant à réunir un grand nombre de partenaires dans le cadre d'un projet soit cohérente sur le plan scientifique et administratif. Pour certains projets, comme*

les «Small Grants» qui disposaient de moins de CHF 50'000 (parfois CHF 15'000 à 20'000), deux ou trois partenaires étaient suffisants. Dans d'autres projets, le catalogue des partenaires ne manque pas d'impressionner. L'apport devait justifier l'effort. En théorie, et la plupart du temps en pratique aussi, chaque membre de l'équipe apportait donc une contribution importante.

### Les bénéfices du partenariat

Lorsque l'on s'efforce de comprendre le potentiel et les enjeux liés à cette collaboration, force est de constater la valeur de ces «ponts», qui confrontent les divers points de vue et tirent parti des expertises, connaissances et savoir-faire des entités basées à Genève, en Suisse et dans le monde entier. Dans chaque partenariat, diverses approches, méthodologies et points de vue se confrontaient et, dans la vaste majorité des cas, tant les chercheurs que les professionnels en tirèrent un enrichissement mutuel. Chacun put ainsi apporter ses compétences spécifiques et son savoir-faire en la matière, les avantages comparatifs des partenaires permettant un rassemblement exceptionnel de connaissances.

---

*The collaboration between four very different partners was good, with every institution emphasising work in areas of comparative advantage: for example the work by UNIGE on efficiency in public service providers is being extended and applied here to micro-finance; likewise the work by the von Hugel Institute in Cambridge on poverty led smoothly into the surveys in Brazil. While there are occasionally differences of view about the costs and benefits of data analysis methods, the debate has always been in an open, professional and collegial atmosphere<sup>3</sup>.*

---

Par ailleurs, la complémentarité entre les acteurs actifs à Genève fut largement soulignée par les différents partenaires et bénéficia clairement aux projets. En général, la recherche en partenariat préconisée par le RUIG oblige les académiques à «penser opérationnel» ou «utile» quant à l'orientation des résultats de la recherche. Plusieurs chercheurs apprécèrent la possibilité de travailler d'une telle façon.

---

*The cooperation between IUED, as an academic institution, and the CITES Secretariat and UNEP-UNCTAD CBTF, as intergovernmental organisations, has provided for many interesting and fruitful discussions that have enriched the project. Given the different perceptions and backgrounds of these communities, there have inevitably been some challenges to implementation that have had to be overcome. For instance, there were some initial differences in approach to the Wildlife Trade Policy Assessment Framework. Given this, the initial draft was revised several times based on numerous discussions between members of the Project Steering Committee. In the end, agreement was reached to produce a concise guidance document that would be workable from the national point of view, which would be complemented by more detailed and technical annexes<sup>4</sup>.*

---



*Pendant une pause: de gauche à droite Bernd Balkenhol, Renata Serra (Université de Cambridge), Michel Servet, Yves Flückiger et Daniel Fino, novembre 2005.*

---

*The partnership behind this project has highlighted the potential of closer collaboration between scientific, humanitarian and academic partners in the Geneva region, especially when this collaboration is focused on concrete technical challenges where each partner can provide complementary skills<sup>5</sup>.*

---

<sup>3</sup> Bernd Balkenhol, «Finances solidaires: vers une promotion plus transparente et rationnelle des institutions de micro-finance» (Balkenhol 2002).

<sup>4</sup> Benjamin Simmons, «Accroître les capacités nationales pour l'élaboration de politiques commerciales en accord avec la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction» (Abaza 2005).

<sup>5</sup> Christian Pellegrini, «Africa@home: puissance de calcul bénévole pour l'Afrique» (Pellegrini 2006).

*The project's main added value is that it brings together four ongoing projects led by the partners: 1) the project "Peoples, protected areas and global change" (NCCR-NS) led by IUED; 2) the IUCN/WCPA project on assessing the management effectiveness of protected areas; 3) the "Action Thématique Interdépartementale (ATI) Aires Protégées", an IRD programme; 4) a MAB research project on dialogue and concertation in the World Network of Biosphere Reserves, including methodology for comparing the diversity of contexts and itineraries of selected sites<sup>6</sup>.*

*Du point de vue de l'IUED, le cadre que représentait le manuel de l'OMS a été vécu comme étant à la fois stimulant et contraignant. Il a été stimulant car il a permis d'enrichir la construction de la problématique, par la nécessité de penser l'opérationnel (prévention VIH/SIDA notamment). La démarche anthropologique mise en œuvre pour les enquêtes impliquait une approche inductive et holiste, construisant les résultats à partir des données du terrain. Dans cette perspective, le manuel offrait un cadre contraignant, car il a été difficile d'intégrer la complexité des résultats dans des modules qui avaient leur propre cohérence pédagogique<sup>7</sup>.*



*Les risques de désertification et d'épuisement des ressources en eaux souterraines sont devenus une préoccupation importante des pouvoirs publics et des organisations internationales opérant en Syrie.*

## Collaborations avec des partenaires du Sud

Une bonne moitié des équipes menèrent des recherches à l'étranger, normalement dans des pays en voie de développement ou des pays en transition, mais également dans des pays industrialisés. La plupart de ces projets établirent des collaborations avec des universitaires locaux, des antennes ou des partenaires des OI, des ONG ou des pouvoirs publics de ces pays.



*Collecte de données sur les sites de ponte dans la région de Maintirano à Madagascar. Dès que la tortue a fini de pondre, le nid est déterré puis les œufs sont comptés, mesurés et pesés. Ensuite, après éclosion on compte les bébés tortues mort-nés, les œufs non fécondés, puis le nombre de tortues éclos normalement, etc.*

<sup>6</sup> Marc Hufly, «Conservation et subsistance : évaluer l'efficacité des approches participatives dans les aires protégées et les réserves naturelles» (Galvin 2006).

<sup>7</sup> Fenneke Reysoo, «Genre et droits en matière de santé reproductive : une initiative de recherche et de renforcement des compétences pour des pays francophones» (Reysoo 2004).



*Le projet «Négocier les conflits d'intérêts liés à l'eau», entreprit une étude comparative dans trois pays. Les recherches s'articulèrent autour de trois programmes concernant différents aspects de la gestion locale de l'eau dans trois pays, en Inde, au Niger, et en Syrie. En plus des partenaires provenant des universités suisses et des organisations internationales, ce projet réunit des acteurs locaux dans les pays concernés: le Aga Khan Rural Support Programme (AKRSP) en Inde, l'Université de Niamey au Niger, le Aga Khan Development Network (AKDN) et le International Center for Agricultural Research in the Dry Areas (ICARDA) en Syrie<sup>8</sup>.*

*Le projet "Causes structurelles de la violence", coordonné par l'ONG Organisation mondiale contre la torture (OMCT) basée à Genève comporta une étude générale et des analyses de situations nationales (Afrique du Sud, Argentine, Egypte, Népal, Ouzbékistan). Les partenaires de ce projet, l'Organisation internationale du travail et des institutions universitaires (UNIGE, IUHEI et Université de Lausanne), en collaboration avec les Rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur la torture, les droits de l'homme des peuples autochtones et le droit au logement, coopèrent en vue d'analyser les effets que peut avoir la privation de droits économiques, sociaux et culturels sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. L'examen des cinq situations nationales fut effectuée avec la participation de partenaires nationaux, soit respectivement: Human Rights Institute of South Africa, Centro de Estudios Legales y Sociales, Land Center for Human Rights, Rural Reconstruction Nepal, Legal Aid Society<sup>9</sup>.*

### **Partenariats audacieux: le soutien du RUIG comme catalyseur**

Le RUIG permet la création de partenariats inhabituels et la réalisation de recherches originales. De nombreux bénéficiaires de fonds du RUIG pensent que leur projet aurait difficilement trouvé d'autres sources de financement, car le partenariat interdisciplinaire apparaissait alors comme trop atypique. C'est ce que suggère le coordinateur du pro-

jet «Informations médicales en ligne»: *Le RUIG a permis de développer un projet risqué, car innovant et mêlant sciences de la vie, sciences de l'information et sciences humaines, difficile à financer par les canaux habituels de financement de la recherche scientifique. Il convient de saluer le risque pris par le RUIG pour financer un projet a priori audacieux, parce que basé sur des méthodes et des collaborations inhabituelles, à cheval entre les disciplines traditionnelles de la recherche scientifique. Une fois que des premiers résultats sont obtenus, il est plus facile d'aller chercher d'autres financements auprès des bailleurs coutumiers de la recherche scientifique<sup>10</sup>.*

De même, des approches inattendues furent employées, à l'image du «Small Grant» «Mémoires audiovisuelles de la migration sénégalaise». Un film documentaire fut produit pour servir de matériel didactique et de réflexion dans le cadre d'activités de sensibilisation et de formation au multiculturalisme et au dialogue interculturel, ainsi qu'en tant qu'archive de la mémoire des migrations<sup>11</sup>.

The experts are of the view that RUIG is an interesting and rather unique experiment. Its research topics are relevant and well chosen. The research projects funded by RUIG are probably not or easily eligible for funding by other programmes in that RUIG funds collaborative research between academics and international organizations.

*Rapport des experts, évaluation du RUIG par le CEST, septembre 2003, page 17, point 26.*

### **Complexité et difficultés des partenariats**

Même si le partenariat fut bénéfique pour la plupart des chercheurs et leur institution respective, il occasionna également des difficultés inhérentes à ce genre de recherche collaborative.

<sup>8</sup> «Eau: négocier les conflits d'intérêts liés à l'exploitation de l'eau» (Jaubert 2001).

<sup>9</sup> «Les causes structurelles de la violence: une analyse à travers le filtre des droits de l'homme» (Sottas 2002).

<sup>10</sup> Antoine Geissbuhler, «Pour des informations médicales en ligne dignes de confiance: étude des spécificités en Afrique francophone» (Geissbuhler 2006).

<sup>11</sup> «Mémoires audiovisuelles de la migration sénégalaise» (Cattacin 2007).



*Panel speakers during the project launching workshop in Hanoi, Vietnam. Panelists include from left to right Ben Simmons (UNEP), Doang Van Thang (CRES), Marcel Yeater (CITES Secretariat) and Nguyen Huu Dzung (Forest Protection Department).*

Tout d'abord, l'identification et la concrétisation des partenariats ne fut pas chose facile. Avant la soumission d'une proposition de projet au RUIG, puis durant la phase de consolidation du partenariat au cours des activités de recherche, un travail important de communication et de rassemblement devait être fourni, tant par les porteurs de projets que par l'équipe du RUIG.

*Le RUIG exigea que chaque partenaire soumette, avec l'aval de son institution, une lettre d'engagement détaillant son implication dans le projet. Il encouragea ainsi très fortement en amont une réflexion sérieuse sur le rôle et les attentes de chaque partenaire.* Il fut souligné à plusieurs reprises par les équipes de recherche que les membres potentiels d'un projet ont besoin au préalable d'identifier la plus-value de ce partenariat, leurs intérêts communs et la complémentarité des

institutions ainsi que de définir les rôles et activités de chaque partenaire pour la phase de réalisation du projet. Par exemple, l'équipe du projet «Communication multilingue et multiculturelle sur Internet» suggéra: *Il semble important que chaque partenaire crée des liens forts avec au moins l'un des autres partenaires. Parmi les conseils, nous pourrions dire qu'il faut très bien clarifier au tout début les objectifs de chaque partenaire*<sup>12</sup>.

Plusieurs équipes précisèrent que, lorsque des partenaires aussi différents se connaissent peu, il est utile de formaliser les relations et de définir très précisément le cahier des charges de chacun, pour éviter les malentendus.

Une fois le projet approuvé, le RUIG obligea les équipes à signer un *Memorandum of Understanding* (MoU) avant le premier déboursement des fonds. Le

<sup>12</sup>Gilles Falquet, «Faciliter la communication multilingue et multiculturelle sur Internet : base de connaissances et interfaces informatiques» (Falquet 2003).

*All in all, we found the collaboration to be successful. For this, a crucial procedure was to identify at the onset clear common interests and complementarity between the partners, as well as to have the respective roles clearly defined<sup>13</sup>.*

RUIG disposait d'un modèle de ce document mais laissa aux équipes une grande marge de manœuvre pour l'adapter. Le Secrétariat du RUIG s'assurait que le MoU clarifiât les rôles, les contributions en nature ou en espèces et les attentes des partenaires. Le MoU ainsi que les lettres d'engagement des institutions partenaires apportaient certes un cadre précis concernant les droits et les responsabilités de chaque partenaire, mais ils ne pouvaient toutefois pas empêcher que certaines incompréhensions ou problèmes intervinssent par la suite.

Lorsque le RUIG lança son premier appel d'offres en 2001, ses responsables pensèrent que les résultats d'un projet seraient signés par plusieurs, voire tous les membres d'une équipe de recherche. Selon l'article 6, paragraphe 3 du *Règlement concernant les droits et devoirs des bénéficiaires de subsides du RUIG*, les bénéficiaires attribuent aux collaboratrices et aux collaborateurs impliqués dans des travaux de recherche *le droit de figurer comme co-auteurs dans les publications issues de ces travaux, pour autant qu'ils y aient apporté une contribution scientifique autonome*. Chaque proposition de projet approuvé par le RUIG indiqua ce qui serait le produit phare des recherches : un colloque de clôture/discussion des résultats provisoires, suivi par la publication d'un livre, par exemple. D'autres projets visèrent comme résultat principal la production d'un manuel et des recommandations pour un public ciblé. Cependant, le RUIG comprit au bout d'un moment que chaque projet produirait également une multiplicité de résultats signés par divers membres de l'équipe de recherche et que certaines publications arriveraient même seulement deux ou trois ans après la clôture d'un projet. Dans la plupart des cas, la meilleure façon de concilier les intérêts des partenaires fut de diviser le projet en sous-projets et de faire en sorte que chaque partenaire puisse présenter les recherches d'une manière appropriée pour lui et pour

son institution (*by carving out independent research projects* selon Simmons et Yeater<sup>14</sup>). Cette approche fonctionna souvent admirablement.

Les équipes furent souvent confrontées à diverses difficultés relatives à la coordination et au maintien du partenariat tout au long du projet. D'une manière générale, force est de constater que les activités de coordination de la recherche furent dans la majeure partie des cas ressenties comme très conséquentes et souvent sous-estimées au départ. En règle générale, les projets qui ont le mieux respecté les délais et produit les résultats escomptés furent ceux ayant une coordination forte et unie du début à la fin du projet. Le RUIG promouvait le dialogue et ses règlements stipulaient que *les bénéficiaires accordent aux collaboratrices et aux collaborateurs impliqués dans des travaux de recherche une participation aux prises de décisions en fonction de leur apport scientifique<sup>15</sup>*.

La plupart du temps, la concertation dans la prise de décision entre les partenaires fut positive. Parfois cependant, les académiques et organisations internationales avaient du mal à faire coïncider leurs objectifs. En effet, les «règles du jeu» de ces deux mondes sont différentes. De manière générale, les organisations internationales sont soumises à de nombreuses contraintes : elles doivent répondre aux priorités des Etats membres et parfois veiller à assurer la continuité et le soutien financier de la division participant à la recherche subventionnée par le RUIG. Pour y arriver, elles doivent susciter de l'intérêt auprès de leurs Etats membres. *De même, les organisations internationales sont «policy-oriented», à savoir qu'elles s'attendent souvent à ce que l'équipe de recherche produise directement des recommandations, par exemple pour les gouvernements, alors que les académiques partent du principe que l'équipe doit présenter des résultats objectifs ou scientifiques que les organisations internationales peuvent inscrire dans leur propre contexte opérationnel*. De manière générale, les organisations internationales cherchent à informer leurs Etats membres de l'avancement des recherches et à mettre rapidement en évidence des résultats concrets.

<sup>13</sup> Edmundo Werna, «Promouvoir le travail décent dans la construction et les services apparentés : le rôle-clé des autorités locales» (Werna 2005).

<sup>14</sup> Voir l'article de Ben Simmons et Marcell Yeater dans la section «Eclairages» de cet ouvrage.

<sup>15</sup> *Règlement concernant les droits et devoirs des bénéficiaires de subsides du RUIG*, art.6, para.3.

---

*Il y aurait beaucoup à dire sur la collaboration entre une organisation puissante (et «policy driven») et le monde académique. Ces organisations ne connaissent pas dans leur culture la notion de partenariat ou de collaboration intellectuelle, elles sont habituées à «acheter» de l'expertise donc à commander. Leur calendrier et mandat politique – en révision fréquente – les terrorisent de l'intérieur et deviennent maîtres des opérations [...] à bien des égards nous avons vécu le même rapport que la «PME innovante» entretient avec une multinationale qui sait vendre et transformer «l'innovation» en un succès et sans laquelle le projet de la PME n'existe pas<sup>16</sup>.*

---

A l'inverse, les partenaires issus du milieu académique préfèrent attendre des résultats finaux et solides avant de les publier et accordent beaucoup plus d'importance aux publications «scientifiques» qu'à d'autres résultats, comme des recommandations, des «guidelines», des manuels, des programmes de formation ou d'autres résultats pratiques issus des recherches. De nombreux témoignages, dans ce livre, font état de cette dichotomie entre les intérêts de ces deux mondes.

Outre ces dissensions entre les partenaires académiques et ceux issus des organisations internationales, des différences dans les approches adoptées se sont aussi fait sentir entre partenaires de cultures différentes. Par exemple, dans au moins trois projets,

---

*Du point de vue de l'OMS, les attentes en termes d'adaptation du manuel par les recherches menées à l'IUED ont été en partie déçues. En effet, l'intégration des résultats s'est révélée plus difficile qu'attendu, pour les raisons précitées. Au-delà de ces points précis, nous tenons cependant à relever que la collaboration s'est cependant déroulée sans problème particulier : les différents points relevés représentent la complexité du travail en partenariat et de la manière de concevoir un projet à acteurs multiples. Ce défi est en même temps ce qui fait la richesse de ce type de démarche qu'autorise le RUIG par son soutien financier<sup>17</sup>.*

---

les membres des équipes ont signalé des désaccords entre francophones et anglophones. L'approche des francophones, d'après eux, était plus théorique et différait de l'approche anglophone, qui avait plus recours à une dimension pratique.

D'autres facteurs vinrent également poser certains problèmes. La distance physique, le nombre de partenaires impliqués dans la recherche ainsi que les emplois du temps chargés des membres des équipes furent des contraintes qui durent être confrontées, souvent avec succès, parfois avec de plus grandes difficultés, ce qui entraîna dans certains cas l'éloignement ou la disparition de certains partenaires initiaux. Quelques équipes précisèrent que les problèmes d'agenda et les difficultés à réunir tous les partenaires au même endroit, au même moment, avaient déteint sur la qualité des échanges et sur le degré de collaboration au sein des équipes.

---

*La distance géographique entre les partenaires d'UN Habitat à Nairobi et la direction et coordination du projet en Suisse n'a pas permis un travail véritablement efficace, ni de construire un solide partenariat entre l'ONU et les institutions académiques impliquées dans le projet<sup>18</sup>.*

---

La composition des équipes de recherche connut dans certains cas des modifications en cours de projet, non seulement en raison de changements de poste, voire d'institution de certains chercheurs, mais aussi pour cause de congé maladie, maternité ou autre. Un coordinateur de projet, le Prof. Norman Scott, décéda avant la fin du projet «Partenariat interethnique dans les entreprises en Macédoine»<sup>19</sup>. Les données récoltées furent heureusement reprises et utilisées à bon escient par le projet «Emploi dans les situations de conflit»<sup>20</sup>. Deux décès frappèrent également l'équipe du projet «Formation au dialogue politique sur l'éducation», ceux de Cecilia Braslavsky et Soledad Perez<sup>21</sup>. Dans environ six autres projets sur les 82 approuvés par le RUIG, le coordinateur du projet partit avant la fin de celui-ci. Le travail de certaines équipes fut sérieusement affecté par ces modifications, puisque cela impliqua parfois la formation ou la mise à niveau de nouveaux

---

<sup>16</sup> Paul Dembinski, « Nouvelle configuration et nouvelles techniques de gestion des chaînes de valeur des multinationales : conséquences sur les petites et moyennes entreprises du Nord et du Sud » (Dembinski 2004).

<sup>17</sup> «Genre et droits en matière de santé reproductive: une initiative de recherche et de renforcement des compétences pour des pays francophones» (Reysoo 2004).

<sup>18</sup> «Violences urbaines et politiques de sécurité. Pratiques locales publiques et privées dans la sécurisation de l'espace urbain» (Pedrazzini 2004).

<sup>19</sup> «Une proposition de méthode pour promouvoir le partenariat interethnique dans les entreprises en Macédoine» (Scott 2001).

<sup>20</sup> «Renforcer l'emploi et autres dimensions socio-économiques relatives en réponse aux situations de conflit et de catastrophe naturelle» (Warner 2003).

<sup>21</sup> «Formation interdisciplinaire au dialogue politique dans le champ de l'éducation» (Magnin 2002).

membres des équipes. Cependant, il est à noter que, dans tous les cas, les équipes de recherche trouvèrent une solution, en collaboration avec le RUIG, pour mener à bien le projet. Grâce au système de partenariat et dans presque tous les cas, le rôle de coordinateur fut repris par l'institution porteuse du projet ou un autre membre de l'équipe issu d'une autre institution.

### Le RUIG : initiateur de partenariats à long terme et créateur de réseaux

En exigeant que chaque projet comprît des membres d'institutions universitaires et d'organisations internationales, le RUIG voulait certes initier des partenariats dans le cadre des projets qu'il soutenait, mais espérait également que ces collaborations se poursuivent par la suite. A plusieurs reprises, des partenariats créés dans le cadre d'un projet du RUIG constituèrent le départ d'une collaboration fructueuse à plus long terme qui, dans certains cas, déboucha sur la création d'autres projets. Etant donné la brève existence du RUIG, il est très difficile d'évaluer cet impact dans le temps, mais il est réjouissant de constater que des «ponts» durables entre divers partenaires ou des réseaux semblent avoir effectivement été créés.

---

*Il faut signaler les multiples contacts produits par le projet et les synergies d'inspiration très diverses qui en découlent. Pour chacune de ses trois composantes, il est frappant de voir à la fois le nombre de portes nouvelles que le projet a permis d'ouvrir et les possibilités de collaboration impensées jusque-là qu'il laisse entrevoir. (...) Il semble aussi évident que les collaborations qui se sont tissées autour du projet vont se poursuivre, en raison notamment des liens d'amitié et des complicités intellectuelles que cette recherche a fait naître<sup>22</sup>.*

---

*The stated objective has been obtained, and in the process new and fruitful collaborations have been established between African and European institutions. In particular, there are new initiatives for closer collaboration between the University of Geneva, CERN,*

*UNOSAT and two African universities, University of Bangui (Central African Republic) and KNUST (Ghana). This project has also led to contacts being established with the Special Programme for Research and Training in Tropical Diseases (TDR), supported by UNICEF, UNDP, the World Bank and WHO. TDR has expressed keen interest to collaborate on this sort of research in the future with the Africa@home partners<sup>23</sup>.*

---

*The essential idea behind GIAN seems a good one, and the fact that there can be a tendency for such collaborations to lean towards involving some of the partners more than others seemed to be something that was well understood within GIAN. The funding of this work by GIAN has been instrumental and has served very much as a catalyst for a range of other activities for the prevention of armed violence at both the global and national level. These activities have placed the World Health Organization (WHO) and Small Arms Survey (SAS) in new working relationships with other stakeholders and are providing an opportunity for the emergence of an international framework for the interdisciplinary collaboration that is required to prevent armed violence. The WHO will actively pursue these other collaborations, and is integrating them within the broader follow-up of the recommendations made by WHO in the World Report on Violence and Health. As stated previously, SAS is at the time of this report preparation actively involved in a multi-partner, interdisciplinary follow-up to the work in Mozambique and will also participate in an upcoming consultation on the Armed Violence Prevention Programme. The links fostered by the GIAN support for this project therefore are very much alive and being drawn upon to further extend and develop a range of activities that flow directly from the research efforts described here<sup>24</sup>.*

---

D'autres équipes de recherche conceptualisèrent leurs activités de recherche dès le départ par la création d'un réseau formel. C'est le cas du projet «Diasporas scientifiques et migrants hautement qualifiés». Ainsi, en créant une synergie durable et stratégique entre les institutions académiques, les organisations internationales, le secteur privé et les ONG, ce pro-

---

<sup>22</sup> Charles Magnin, «Formation interdisciplinaire au dialogue politique dans le champ de l'éducation» (Magnin 2002).

<sup>23</sup> François Grey, «Africa@home : puissance de calcul bénévole pour l'Afrique» (Pellegrini 2006).

<sup>24</sup> David Meddings «Etude sur l'impact mondial des armes légères sur la santé publique» (Krug 2001).



*Lors d'une conférence au Palais des Nations sur le projet «Etudes sur l'impact des armes légères sur la santé publique», de g. à d. Peter Batchelor (PNUD), Randall Harbour (RUIG), Keith Krause (SAS/IUHEI), Nancy Cardia (Univ. de São Paulo), Amb. Paul Meyer (Canada), David Meddings (OMS), le 9 novembre 2004.*

jet chercha à établir un réseau suisse de diasporas scientifiques. Le réseau créé a pour but de promouvoir la circulation des connaissances en tant que mécanisme innovant fournissant un support structuré à long terme aux migrants des communautés de diaspora, les reliant à leurs pays d'origine d'une manière systématique et institutionnelle<sup>25</sup>.

Le projet «Enjeux de la biosécurité»<sup>26</sup> fut suivi d'un projet de renforcement de capacités financé par la Direction du développement et de la coopération (DDC) sur la problématique de la biosécurité en relation avec le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques. Ceci permit de mettre en place la première édition d'un Certificat de formation continue en biosécurité (CFCB) à l'Université de Genève. La complémentarité du projet RUIG et du projet DDC dégagèrent des synergies entre les aspects de «recherche» et de «formation» d'une part, et entre les problématiques rencontrées au «Nord» et au «Sud» d'autre part. Ce réseau a continué à fonctionner après la fin de la recherche

soutenue par le RUIG, puisqu'en février 2005, le RIBios reçut un nouveau mandat de deux ans de la DDC pour poursuivre ses activités de renforcement de capacités en biosécurité. Ces activités se concentrèrent au niveau de la formation et du développement de ressources humaines et de la participation du public, en Afrique francophone et en Suisse.

*The research process fostered networks across the academic and practitioner communities, and within the UN and academic communities. A practical illustration of such impact is the participation of the UNIGECERG (Certificat de formation approfondie en Etude et management des Risques Géologiques) in an ILO/UNDP assessment mission in Algeria.» («Renforcer l'emploi et autres dimensions socio-économiques relatives en réponse aux situations de conflit et de catastrophe naturelle»<sup>27</sup>.*

<sup>25</sup> «Un réseau suisse de diasporas scientifiques pour renforcer le rôle des migrants hautement qualifiés comme partenaires au développement» (Bolay 2006).

<sup>26</sup> «Environnement et développement durable : enjeux de la biosécurité (RIBios)» (November 2001).

<sup>27</sup> «Renforcer l'emploi et autres dimensions socio-économiques relatives en réponse aux situations de conflit et de catastrophe naturelle» (Warner 2003).

### Chercheurs impliqués dans plus d'un projet de recherche

Nombre de projets	Nombre de chercheurs
1	609
2	54
3	8
4	1
5	1
7	2

Le tableau ci-dessus met en évidence le nombre de chercheurs ayant participé à plusieurs projets RUIG. Ainsi, 66 chercheurs au total furent impliqués dans plus d'un projet de recherche, dont 12 dans plus de 3 projets et 2 chercheurs furent impliqués dans 7 projets différents.

De nombreuses personnes impliquées dans des projets soutenus par le RUIG contribuèrent à d'autres projets RUIG en y amenant leur expertise. Cette dynamique permit ainsi de créer et d'élargir un réseau de personnes qui contribuent à la poursuite d'objectifs communs.

Il arriva qu'un «Small Grant» inspirât la création d'un projet plus conséquent. Cela mérite d'autant plus d'être relevé que le RUIG ne finançait, ni des amorces, ni des rallonges de projets. Ainsi donc, si un projet suivait un autre, il se défendait grâce à son originalité et à ses qualités propres. L'impulsion pour créer le projet «Africa@home : puissance de calcul bénévole pour l'Afrique» (Pellegrini 2006), par exemple, fut donnée par le Small Grant «Africa@home» (2005).

The experts take the view that RUIG should continue its strategy of large and small grants. In particular small grants may be instrumental in pursuing the second strategy of enhancing the visibility of RUIG-GIAN and serving as seed money for larger projects to come.

*Rapport des experts, évaluation du RUIG par le CEST, septembre 2003, page 17, point 28.*

### Collaboration avec des universités étrangères

D'autre part, le développement des partenariats permit de donner plus de visibilité à certaines institutions genevoises au niveau international, favorisant ainsi le rayonnement de la «Genève internationale». Par exemple, les partenaires universitaires du RUIG purent tisser des liens avec des universités étrangères prestigieuses, bénéficiant ainsi d'un rayonnement accru au niveau international. Dans le cadre du projet intitulé «Commerce et gouvernance économique mondiale», l'IUHEI collabora étroitement avec l'Université d'Oxford et l'Université de Stanford<sup>28</sup>. Quant au Small Grant «Populations humiliées dans les zones de conflit», l'équipe travailla en collaboration avec la Harvard School of Public Health<sup>29</sup>. Le projet «Acteurs armés non-étatiques et mines antipersonnel» ouvra les portes à d'autres projets de recherche en partenariat; l'ONG Appel de Genève fut sollicitée pour contribuer à un projet de recherche conjoint entre l'Université de Harvard et l'IUHEI sur les acteurs non étatiques. Selon l'Appel de Genève, qui mena avec le projet RUIG pour la première fois une recherche d'une telle envergure, c'est grâce au projet soutenu par le RUIG que cette collaboration put avoir lieu<sup>30</sup>.

### Plus-value du travail en réseau

La stratégie du travail en réseau donna aux équipes de recherche une dimension supplémentaire à la collaboration entre partenaires. En effet, les équipes de recherche purent exploiter les réseaux des individus et institutions impliqués dans le projet, créant ainsi de nouveaux liens avec d'autres chercheurs et identifiant, le cas échéant, des personnes pouvant être interviewées. De même, la diffusion des résultats de recherche put être effectuée à travers ces réseaux. Toutefois, la création de nouveaux réseaux de partenaires ne fut pas toujours tâche facile.

*La méthodologie suivie pour mener à bien la recherche était délibérément peu directive et non hiérarchique. Autrement dit, chaque membre de l'équipe a participé à la définition des différentes tâches et de*

<sup>28</sup> «Initiative conjointe sur le commerce et la gouvernance économique mondiale» (Dupont 2006).

<sup>29</sup> «Populations humiliées dans les zones de conflit : les dangers pour l'action humanitaire» (Jaffé 2007).

<sup>30</sup> «L'implication des acteurs armés non étatiques dans le problème des mines antipersonnel : recommandations pour leur contribution positive à l'interdiction de ces mines» (Reusse-Decrey 2005).



*Des membres de deux équipes de recherche travaillant sur les questions de migration («Diasporas scientifiques» et «Migrants transnationaux dans le secteur de la santé») se retrouvent lors d'une conférence à l'OIM: de g. à dr. Francelle Kwankam, Gabriela Tejada, Claudio Bolzman, Ibrahima Dia, Ibrahima Guisse, Claudine Burton-Jeangros, Sandro Cattacin et Dina Ionesco, mars 2007.*

*Les deux équipes des projets «Diasporas scientifiques et migrants hautement qualifiés» et «Migrants transnationaux dans le secteur de la santé en Suisse» se rencontreront grâce au RUIG et envisagent de continuer à travailler ensemble<sup>31</sup>.*

<sup>31</sup> Respectivement les projets : «Un réseau suisse de diasporas scientifiques pour renforcer le rôle des migrants hautement qualifiés comme partenaires au développement» (Bolay 2006) ; et «Le Potentiel de développement des migrants trans-nationaux dans le secteur de la santé en Suisse» (Laczko 2005).



*leur déroulement. Les décisions ont été prises d'une manière concertée. Cette méthode s'est avérée efficace et a permis d'obtenir des résultats probants. Elle a cependant nécessité un engagement et des motivations importantes de la part des collaborateurs du RIBios, qui ont su travailler ensemble et former une véritable équipe. Une telle méthode n'est en effet pas dépourvue de risques: lors de notre autoévaluation, nous avons en effet constaté que l'organisation et la planification des tâches pourraient être améliorées et que l'effort de concertation qui a mené à l'élaboration de toutes nos activités a été non seulement «time consuming» mais qu'il a parfois généré des tensions. En revanche, les collaborateurs du RIBios apprécient et trouvent stimulante l'autonomie qui leur est conférée pour conduire leurs recherches et acceptent volontiers la confrontation de leurs travaux avec l'opinion (critique) des collègues. Enfin soulignons que cette méthode participative, loin d'être laxiste, est plutôt exigeante, car elle impose des responsabilités à chaque collaboratrice et collaborateur dans la réalisation de ses propres travaux<sup>32</sup>.*

La question de la création de réseaux nous pousse finalement à une analyse plus précise de leur composition. En effet, un réseau sous-tendu par des institutions possède une autre envergure qu'un réseau constitué uniquement d'individus, tant au niveau de sa solidité, de sa durée de vie probable que de l'impact de ses activités. Il est malheureusement impossible de déterminer exactement dans quelle mesure les réseaux créés sont institutionnalisés, donc s'ils dépassent la dimension «individuelle» ou «personnelle» qui lie des chercheurs entre eux. Même si la création d'un réseau n'est pas formalisée dans un accord interinstitutionnel, il n'empêche qu'un commencement de «tradition institutionnelle» dans la recherche peut être relevé dans plusieurs cas. Toutefois, cette tradition qui a pu s'instaurer dans diverses institutions ne pourra être confirmée qu'avec un recul supplémentaire de quelques années.

*The GIAN was designed as a specific research support instrument to promote collaborations between academia and Geneva-based international organisations. In a sense, these tend to be high-risk endeavors,*

*because the «rules of the game» are quite different amongst the two partners. In our case, the risk was increased by the fact that GIAN funding was used to create a de novo research group rather than support an existing collaboration. [...] The collaboration was on the whole successful and produced unique research results. If it were to be repeated, we would probably reserve GIAN funding for supporting a collaboration which a majority of members have entered already, so that the terms of collaboration are already fully familiar to all partners<sup>33</sup>.*

## Conclusion

Le RUIG fut bien plus qu'un simple bailleur de fonds, puisque son rôle fut avant tout de susciter de nouveaux partenariats et de soutenir la création de réseaux de recherche. Quelles leçons tirer donc de l'expérience du RUIG? Comment le RUIG a-t-il su valoriser le potentiel de collaboration des diverses institutions présentes à Genève, qui débouchèrent souvent sur des partenariats bien établis et même des réseaux? Ces questions peuvent être analysées à la lumière du constat que tant les institutions académiques que les organisations internationales ne disposent souvent pas d'un réel savoir-faire en matière de gestion et de travail en réseau. C'est là que le RUIG tenta de combler une lacune, grâce à ses capacités de gestion et d'animation de réseaux scientifiques.

<sup>32</sup> «Environnement et développement durable: enjeux de la biosécurité» (November 2001).

<sup>33</sup> «Bases de données génétiques humaines: Vers un cadre éthique global» (Capron 2003).

# Interdisciplinarité et thématiques

## Introduction

Lorsque le RUIG fut créé, son Conseil de Fondation décida que l'interdisciplinarité constituerait un critère de sélection des projets de recherche. Chaque projet accepté par le RUIG devait donc avoir un caractère et être mené selon une approche interdisciplinaire. Le Comité scientifique du RUIG évalua les propositions de projets qui lui furent soumises en prenant en compte ce critère.

Si les institutions universitaires distinguent les différents domaines de la connaissance et étudient généralement un sujet de manière individuelle et précise, les organisations internationales fonctionnent par contre constamment de manière interdisciplinaire. Celles-ci doivent traiter de problématiques concrètes qui mettent en jeu plusieurs disciplines et se doivent donc de les résoudre par une approche interdisciplinaire.

## Choix du critère de l'interdisciplinarité par le Conseil de Fondation du RUIG

La décision de désigner l'interdisciplinarité comme critère de sélection des projets ne fut pas immédiate. *Le Conseil de Fondation, hétéroclite et mû par des expériences et des intérêts différents, vécut au moment de la création du RUIG des débats animés sur la nature et le rôle de celui-ci, ainsi que sur ses thématiques et ses méthodes.* Au cours des années 2000-2002, il se réunit à plusieurs reprises et ébaucha, développa, puis confirma les domaines d'activités soutenus par le RUIG.

De nombreuses discussions eurent tout d'abord lieu pour déterminer les domaines que les projets soutenus par le RUIG traiteraient. Composé de membres provenant du monde universitaire et des organisations internationales, ainsi que du secteur privé et des milieux politiques, le Conseil de Fondation souhaitait que le RUIG joue un rôle d'interface entre ces mondes. Il fut souligné à plusieurs reprises que

les bailleurs de fonds n'étaient pas intéressés par une «institution bureaucratique de plus», mais souhaitaient réactualiser «l'esprit de Genève». *Il ne fallait pas non plus créer un «mini Fonds national suisse» mais donner à cette nouvelle structure une spécificité propre. Le RUIG devait avoir une utilité pratique et servir efficacement la cause de la paix et de la justice, en s'attachant aux enjeux contemporains majeurs.*

La réflexion du Conseil de Fondation fut large, touchant les problématiques du développement durable, des droits de l'homme, du droit humanitaire et de la question du savoir-faire en diplomatie. Certains membres soulignèrent l'importance de réduire les malentendus à propos de la globalisation, de mettre en relief les questions liées à la régulation économique, d'autres insistèrent sur l'utilité d'étudier la gestion de la santé, de la sécurité alimentaire et du principe de précaution. Des domaines très distincts furent proposés, comme les nouvelles technologies, la médecine ou l'humanitaire. Le RUIG devait prendre en compte la société civile, traiter des problèmes concrets qui intéressent et touchent divers publics et adresser la question de la justice sociale. Des thématiques importantes furent suggérées telles que celle des sans-papiers et des sans-droits. Ainsi, les diverses interventions lors des réunions du Conseil de Fondation plaidaient en faveur d'une ouverture du RUIG. Celui-ci devrait permettre aux chercheurs, issus du milieu académique ou des OI à Genève, d'aborder un nombre important et varié de thématiques.

---

*L'interdisciplinarité a été l'essence même du projet. En effet, en dehors de l'université, l'interdisciplinarité est dans la vie. L'université différencie et compartimente nécessairement les disciplines pour les étudier individuellement. Mais, celles-ci sont entremêlées, en interaction constante dans la réalité<sup>1</sup>.*

---

À la suite de ces nombreuses discussions, le Conseil de Fondation approuva à l'unanimité les cinq domaines d'application qu'il avait élaborés, à savoir le développement durable, les relations sociales

<sup>1</sup> Paul Dembinski, «Nouvelle configuration et nouvelles techniques de gestion des chaînes de valeur des multinationales : Conséquences sur les petites et moyennes entreprises du Nord et du Sud» (Dembinski 2004).

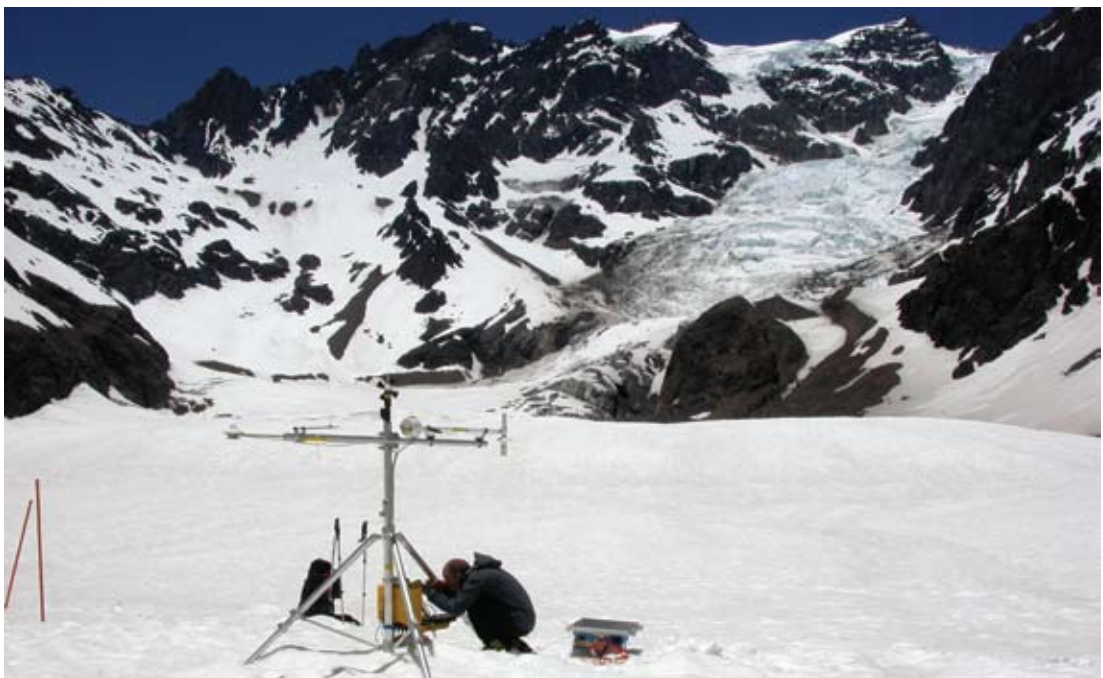
équitables, la mondialisation et le commerce international, le dialogue et les rapports interculturels, et le droit humanitaire et les droits de la personne. Ces domaines étaient suffisamment vastes pour permettre à un très grand éventail de partenaires de s'y insérer. Les projets traitant de l'environnement, de la santé ou des situations de crises pouvaient figurer sous la rubrique développement durable, mondialisation ou relations sociales équitables. Ce fut le cas par exemple des projets «Changements climatiques et hydrologie des montagnes»<sup>2</sup>, «Maltraitance des personnes âgées»<sup>3</sup>, «Emploi dans les situations de conflit»<sup>4</sup>, et bien d'autres.

Cependant, l'action du RUIG devait également se faire selon une certaine cohérence, puisqu'on envisageait au début qu'il allait entreprendre plusieurs

Currently, five priority research themes exist (...). The experts are of the view that these five themes are well chosen. All relate to the overall objective to serve peace and justice.

*Rapport des experts, évaluation du RUIG par le CEST, point 13, page 15.*

types d'activités, à savoir la recherche, l'offre de services, l'enseignement et la formation continue. La question fut donc de savoir si le RUIG voulait aller dans toutes les directions et recevoir des propositions de projets de recherche et de programmes tous azimuts, ou s'il fallait canaliser ses activités dans des



*An automatic weather station installed close to the tongue of Juncal Norte Glacier, Aconcagua basin in the dry Andes of central Chile. Field research was carried out by ETH Zurich from November 2005 to February 2006 in the framework of a GIAN-supported research project on the impact of climate change in mountainous regions. This station took measurements of air temperature, relative humidity, incoming and reflected shortwave radiation, wind speed and direction.*

<sup>2</sup>«Changements climatiques, hydrologie des montagnes et contraintes institutionnelles à l'échelle internationale et locale» (Luterbacher 2003).

<sup>3</sup>«Pour une réponse globale à la maltraitance des personnes âgées, y compris la négligence : procurer aux agents de soins de santé primaires les moyens de traiter ce problème à l'échelle mondiale» (Kalache 2003).

<sup>4</sup>«Renforcer l'emploi et autres dimensions socio-économiques relatives en réponse aux situations de conflit et de catastrophe naturelle» (Warner 2003).



*La thématique de l'emploi et des relations sociales équitables firent l'objet de divers projets, rassemblés sous la rubrique développement durable. Photo : L. Perrelet.*



*Il apparaissait au Conseil de Fondation nécessaire de laisser relativement ouvert les domaines de recherche : l'humanitaire n'est pas uniquement une affaire de droit ; l'économie n'inclut pas seulement des aspects techniques et de l'économétrie, mais déborde sur la politique et le social ainsi que sur les questions de distribution.*

*Une quinzaine de projets soutenus par le RUIG contenait un apport important de la médecine. Photo : T. Schuppisser.*

créneaux précis. Le Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche (SER), représentant la Confédération dans le Conseil de Fondation du RUIG, exigeait que la subvention fédérale du RUIG, découlant de la *Loi fédérale sur la recherche* et représentant la moitié du financement de celui-ci, soit exclusivement utilisée «pour la recherche». Les partenaires universitaires ne souhaitaient pas non plus que le RUIG joue un rôle dans la formation ou l'enseignement. Le champ d'activité du RUIG fut donc restreint. *Il fut aussi décidé lors des divers échanges de vues autour de la future activité du RUIG qu'il ne s'agirait pas de cofinancer des recherches en cours mais plutôt de favoriser la mise sur pied de nouvelles activités et de nouveaux partenariats par le biais d'un processus compétitif.*

A ce stade des discussions, il existait plusieurs points de convergence : premièrement, la dimension «internationale» était incontestée ; deuxièmement, il ne fallait pas trop resserrer le spectre des sujets à travailler tout en se concentrant sur des domaines où Genève jouissait d'un avantage comparé ; et troisièmement, le RUIG n'était pas fait pour des recherches essentiellement théoriques, mais devait se concentrer sur des sujets qui pouvaient déboucher sur des résultats «opérationnels».

L'idée de faire travailler ensemble, par exemple, des spécialistes des nouvelles technologies de la communication et des spécialistes des sciences humaines, ou des experts en météorologie et des sociologues, plaisait aux membres du Conseil de Fondation. L'interdisciplinarité fut ajoutée à ces éléments qui allaient constituer le caractère inédit du RUIG.

Pour au moins un membre du Conseil de Fondation, la collaboration interdisciplinaire était envisagée principalement comme un projet pour réaliser une collaboration accrue entre institutions universitaires. Les collaborations interinstitutionnelles permettraient ainsi de pallier l'inconvénient des connaissances fragmentées. Le Conseil de Fondation du RUIG, tout en essayant de répondre aux souhaits de tous ses partenaires, voyait sa mission autrement. Pour tous les membres du Conseil de Fondation, il était nécessaire que le RUIG soit un réel ajout par rapport à ce

qui existait. Celui-ci devait être exemplaire au niveau de l'interdisciplinarité et du *cross cutting among disciplines*.

### Des thématiques originales et variées

Chaque projet soutenu par le RUIG devait donc réunir au moins deux disciplines. Ces disciplines relevaient tant des sciences humaines et sociales que des sciences de la nature. Ainsi, on fit entre autres appel à la médecine, la biologie, l'histoire, la sociologie, la philosophie, le droit et la politique. Certaines d'entre elles, générales et fondamentales, concernèrent un grand nombre de projets de recherche. Ainsi, sur 82 projets, 40 projets de recherche contenaient un apport important de l'économie, 24 du droit et 15 de la médecine. D'autres disciplines, plus spécifiques ou récentes, ne touchèrent qu'un petit nombre de projets. L'écologie, par exemple, ne fut présente que dans trois projets et l'hydrologie dans un seul. L'apport de ces disciplines fut cependant non négligeable.

Le nombre de disciplines présentes dans les différents projets de recherche dépendit quant à lui des sujets analysés. *Certaines thématiques complexes nécessitèrent la présence d'un nombre considérable de disciplines.* Ainsi, le projet «Transfert de technologie, commerce et environnement», qui étudia la relation entre technologie, commerce et environnement dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et des accords environnementaux multilatéraux, inclut la participation de chercheurs et des praticiens en droit, économie, commerce et science politique<sup>5</sup>. Le projet «Propriété intellectuelle et chercheurs des pays en développement» impliqua l'épidémiologie, le management, le marketing, l'économie, le droit et la science politique<sup>6</sup>.

*The project has been interdisciplinary, drawing on the expertise of 31 experts in the fields of health research management, marketing and strategy, technology transfer and licensing, international economics, IP law and policy. The disciplines are complementary and mutually-enriching<sup>7</sup>.*

<sup>5</sup> «Transfert de technologie, commerce et environnement : promotion des synergies pour le développement durable entre l'Organisation mondiale du commerce et les accords environnementaux multilatéraux» (Petitpierre 2006).

<sup>6</sup> «Réseaux de recherche et propriété intellectuelle: schéma visant à soutenir les chercheurs des pays en développement dans la promotion, la protection et l'exploitation des résultats de leurs recherches dans le domaine de la santé» (Cannady 2004).

<sup>7</sup> Maria Soledad Iglesias-Vega, «Réseaux de recherche et propriété intellectuelle» (Cannady 2004).



*The project “Globalisation, Migration and Human Rights” examined inter alia the question of trafficking and women migrants. Here a young girl is victim of traffickers trying to smuggle her into Benin - picture taken at the border of Burkina Faso, 2001. Photo: ©ILO/E. Gianotti.*

*Le nombre élevé de disciplines impliquées dans certains projets entraîna des difficultés supplémentaires dans la mesure où un plus grand nombre de participants et de disciplines, avec des logiques, des méthodes et des points de vue différents, étaient présents et devaient apprendre à coexister. En principe, dans tous les cas, les disciplines se complétaient. Ainsi, dans le projet «Mondialisation, migration et droits de l’homme»<sup>8</sup>, qui étudia le phénomène migratoire, les disciplines impliquées furent, notamment le droit, la sociologie, la psychologie et la géographie. Le résultat est présenté sous forme de deux ouvrages offrant entre eux une vision très large de la problématique traitée.*

Le RUIG a attiré des équipes de chercheurs, contribué activement à les mettre en réseau et permis la réalisation de leurs projets qui, vraisemblablement, n’auraient pas pu obtenir un financement par les institutions d’aide à la recherche. Ces projets ont tous un caractère coopératif et transversal.

*Evaluation du RUIG par le CEST, page 24.*

<sup>8</sup> «Mondialisation, migration et droits de l’homme» (Dasen 2003).



*Quand nouvelles technologies de la communication et études des sociétés se rencontrent .... un touareg dans le désert au-delà de Tombouctou, Mali, 2005. Photo: Viola Krebs, ICVolontaires.*

Des projets originaux réunissant des thématiques très hétérogènes furent soutenus par le RUIG. Des techniques de pointe se mirent au service des sciences humaines : à titre d'illustration, l'informatique soutint les domaines de la santé<sup>9</sup>, de la linguistique<sup>10</sup> et du commerce international ; l'économétrie soutint les sciences juridiques<sup>11</sup> et la linguistique appuya des stratégies de résolution de conflit<sup>12</sup>. Cette variété de combinaisons de thématiques montre la créativité et l'innovation des chercheurs et praticiens.

### Mise en œuvre de l'interdisciplinarité

L'interdisciplinarité fut mise en œuvre de manière différente dans chaque projet de recherche. Son application varia en fonction du sujet traité, du domaine concerné, du partenariat et des particularités du projet. Mais, plus que le nombre et la nature

des disciplines présentes dans les projets de recherche, leur interaction constitua l'élément déterminant dans la réalisation du critère d'interdisciplinarité.

L'interdisciplinarité dans son acception large peut être divisée en trois catégories, selon le niveau d'interaction entre les disciplines. Cette catégorisation met en lumière les différentes approches et méthodes de travail adoptées par les équipes de recherche soutenues par le RUIG.

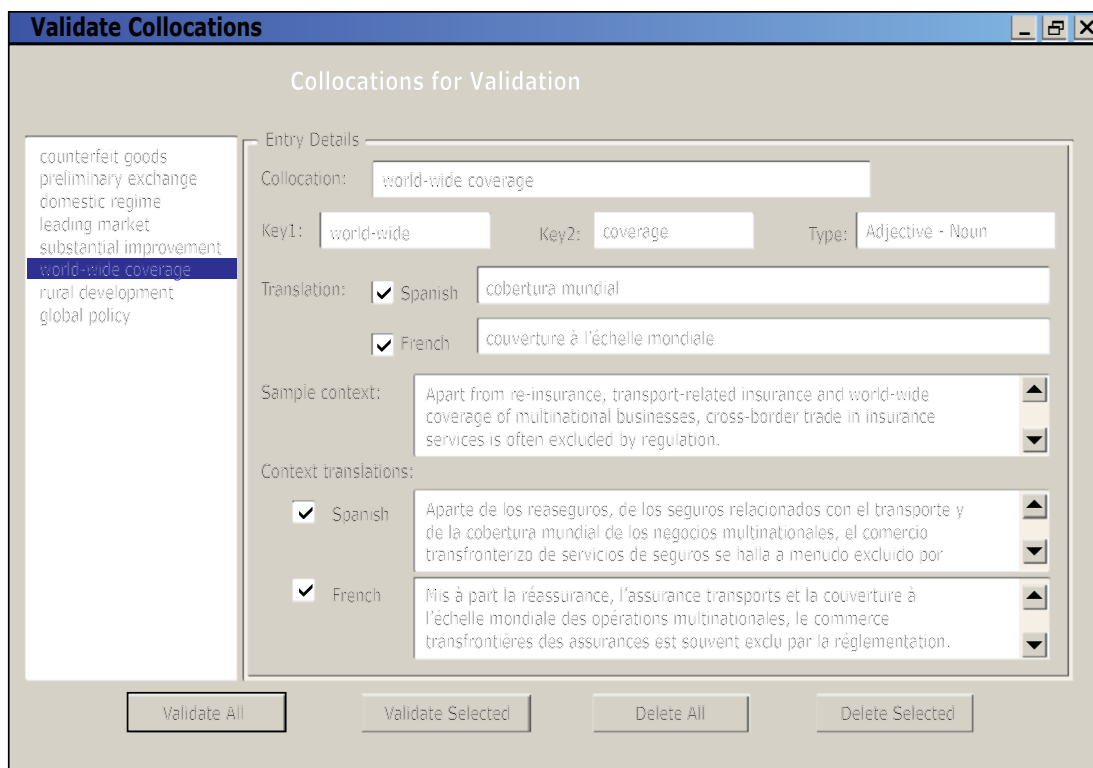
La première approche, *pluridisciplinaire*, est essentiellement une juxtaposition de différentes disciplines. Cette manière d'aborder l'interdisciplinarité appliquée dans seulement deux ou trois projets induit une interaction peu élevée entre les disciplines présentes dans une recherche. Les chercheurs, souvent cloisonnés dans des «sous-projets», travaillaient essentiellement de manière isolée, mais se

<sup>9</sup> Les projets : «Africa@home : calcul bénévole pour l'Afrique» (Pellegrini 2006) ; «Africa@home : calcul bénévole pour l'Afrique» (De Gennaro «Small Grant» 2005) ; «Informations médicales en ligne» (Geissbuhler 2006) ; «Adaptation locale des lignes de conduites médicales» (Kwankam «Small Grant» 2007) ; «Renforcement de la surveillance sanitaire» (Meert «Small Grant» 2003).

<sup>10</sup> Les projets : «Analyse linguistique et collocations» (Wehrli 2001) ; «Communication multilingue et multiculturelle sur Internet» (Falquet 2003).

<sup>11</sup> Le projet : «Régimes de dialogue social» (Baccaro/Ritschard 2003).

<sup>12</sup> Les projets : «Un langage commun pour la consolidation de la paix» (Chetail 2006) ; «Interprétation dans les zones de conflits» (Moser-Mercer «Small Grant» 2006).



*Un exemple du travail entrepris par l'équipe du projet «Analyse linguistique et collocations.» L'objectif principal de ce projet fut la conception et le développement d'un système informatique d'extraction terminologique capable de traiter les expressions à mots multiples basé sur une analyse linguistique détaillée, utilisable dans le domaine du commerce international.*



rencontraient à intervalles réguliers pour partager leurs résultats avec les autres membres de l'équipe. Certaines recherches aboutirent à des ouvrages avec des volets séparés, joints par une logique d'ensemble et par une introduction et une conclusion. Conscient de la difficulté d'engager une démarche plus intégrée des disciplines, le RUIG a jugé cette méthode appropriée dans certains cas, estimant qu'elle convenait pour arriver aux résultats escomptés. Ainsi, le projet «Un langage commun pour la consolidation de la paix»<sup>13</sup>, qui traita de la consolidation de la paix et de la reconstruction post-confliktuelle, réalisa un lexique bilingue, composé d'une somme d'études thématiques. Suite à des rencontres de coordination, chaque chapitre fut rédigé de manière indépendante par un spécialiste d'une discipline. Les contributions individuelles furent ensuite réunies et organisées dans un ouvrage unique sous la direction du coordinateur du projet. En raison même de la nature du projet, l'interaction entre disciplines fut nécessairement réduite. Il faut cependant ajouter que la plupart des chapitres concernaient des sujets touchant à plusieurs disciplines. En effet, le lexique a regroupé des éclairages spécifiques et distincts sur chaque sujet lié à la consolidation de la paix afin d'aboutir à un ouvrage complet et cohérent avec peu d'influence réciproque d'une discipline sur l'autre.

La deuxième approche, celle appliquée dans la vaste majorité des projets et que le RUIG préconisait en premier lieu, fut l'approche *interdisciplinaire* au sens strict, c'est-à-dire une véritable interaction entre les disciplines. Les chercheurs communiquaient entre eux, de manière structurée et systématique. Ils mettaient leurs compétences respectives au service du projet de recherche, échangeaient leurs points de vue, confrontaient leurs idées et les logiques de leurs disciplines. Dans les meilleurs cas, il y eut une forte coopération et une influence réciproque des disciplines impliquées. Cette approche permit une analyse plus globale des sujets d'étude et un véritable enrichissement mutuel des disciplines. Certains projets soutenus par le RUIG surent très bien appliquer cette méthode et débouchèrent sur d'excellents résultats. De nombreux témoignages figurant ultérieurement dans cet ouvrage, font état des joies et des défis des recherches menées de manière interdisciplinaire.

La troisième approche fut *transdisciplinaire*. Celle-ci peut être considérée comme l'intégration aboutie des disciplines. Elle dépasse le cadre des disciplines respectives et tend au développement ou au renforcement de compétences communes transversales. Elle ne fut que rarement mise en œuvre.

Ces trois approches, pluridisciplinaire, interdisciplinaire et transdisciplinaire, furent admises par le RUIG. Lors de l'acceptation des projets, le RUIG ne chercha pas à creuser la distinction entre ces trois concepts. Pour lui, l'essentiel était d'encourager les chercheurs à sortir de leur enclos pour aller à la rencontre de chercheurs qui abordent les mêmes problèmes sous un angle différent.

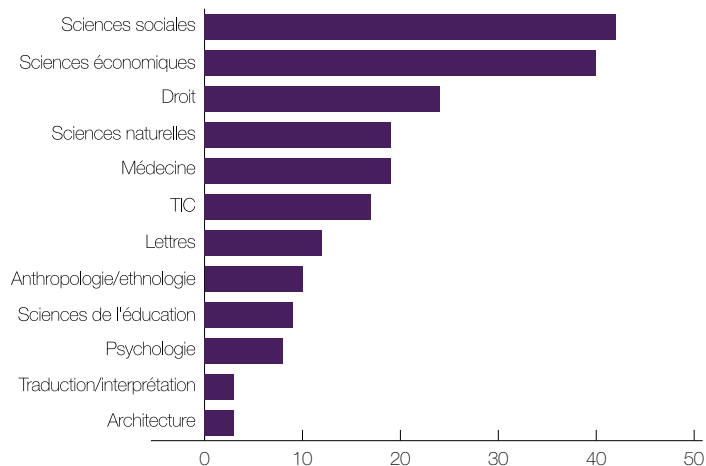
### L'interdisciplinarité: quels impacts?

L'interdisciplinarité, à des niveaux d'intensité différents, fut mise en pratique avec plus ou moins de facilité par les partenaires des projets. En effet, les sujets de recherche étaient souvent très complexes, à cheval sur plusieurs domaines. Les rencontres entre disciplines se sont avérées fécondes, non seulement grâce à l'apport distinct de chacune d'entre elles, mais également du fait que les chercheurs souhaitant travailler de cette manière eurent sans doute un esprit ouvert. L'interdisciplinarité eut de nombreux effets bénéfiques sur les projets de recherche, tant sur leur déroulement que sur leurs résultats. Enfin, elle suscita non seulement la formation de nouveaux partenariats, mais aussi de nouvelles interactions entre disciplines.

Le critère de l'interdisciplinarité imposé par le RUIG fut un défi pour les équipes de recherche, mais contribua également à la richesse des projets de recherche. Les partenaires furent contraints de faire preuve d'écoute et d'ouverture d'esprit pour comprendre et manier des concepts relevant de disciplines qu'ils ne connaissaient ou ne maîtrisaient pas. Ils durent comparer et confronter leurs points de vue et leurs méthodes de travail de sorte que les différentes disciplines en jeu se complètent, pour aboutir à un résultat original et éviter qu'elles restent imperméables ou s'opposent les unes aux autres.

<sup>13</sup> «La consolidation de la paix et la reconstruction post-confliktuelle: élaboration d'un langage commun pour une meilleure prise en compte des besoins» (Chetail 2006).

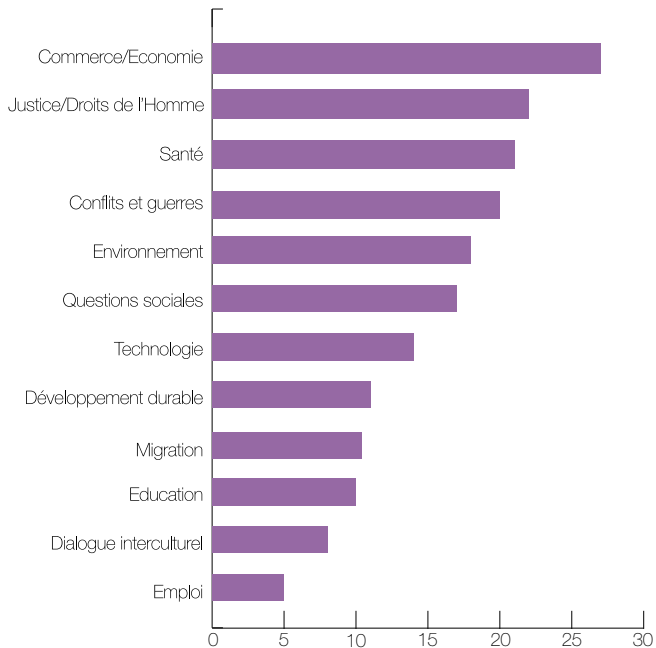
## Disciplines



L'ensemble des projets de recherche soutenus par le RUIG, Appels d'offres et «Small Grants» confondus, ont impliqué un partenariat représentant en moyenne 3.87 disciplines différentes par projet. Parmi les catégories de disciplines présentées ci-dessus, les «sciences sociales» (42 projets), comprennent surtout la science politique et la sociologie ; les «sciences économiques» (40 projets) vont de l'économie politique au management en passant par l'économétrie; le droit (24 projets) concerne en priorité le droit international public; les «sciences naturelles» (19 projets) comprennent la biologie, la chimie, les sciences de la terre, les mathématiques ou encore la physique; notons également l'importance des «technologies de l'information et de la communication» (TIC) (17 projets) et les «lettres» (12 projets), comprenant l'histoire, la linguistique, la philosophie ou la théologie.\*

\*Les disciplines ont été associées aux chercheurs par le Secrétariat du RUIG sur la base des divisions disciplinaires de l'Université de Genève. Elles ont ensuite été corrigées par les équipes de recherche.

## Thèmes



La plupart des projets soutenus par le RUIG réussirent à créer un vrai partenariat interdisciplinaire et on ne peut que se féliciter du travail interdisciplinaire réalisé et des synergies créées.

L'interdisciplinarité eut aussi des effets sur les résultats des projets de recherche, leur nature et leur valeur. Elle permit de construire des projets innovants répondant aux défis du monde contemporain. En effet, le niveau des études réalisées et l'attention consacrée aux détails du projet, notamment aux points de jonction des disciplines, permirent de renforcer la qualité des projets de recherche, leur valeur scientifique et leur applicabilité. La nécessité d'échanger les connaissances et les opinions sur la base de disciplines diverses rendit les projets plus inédits et novateurs. L'interaction de disciplines variées permit de mieux cerner la problématique de chaque étude et d'en traiter les différents aspects, aboutissant ainsi à des résultats complets. L'interdisciplinarité conduisit parfois également à des résultats inattendus ou d'une ampleur surprenante. Grâce à la dynamique interdisciplinaire et à ses effets bénéfiques, certaines équipes de recherche allèrent au-delà des résultats initialement annoncés et continuèrent et même élargirent la collaboration initiée sous les auspices du RUIG.

---

*Il aura fallu plus d'un an pour opérer une prise de conscience lucide des conditions de possibilité d'un travail véritablement interdisciplinaire. Il a été nécessaire pour tous les membres de l'équipe de partager véritablement le travail spécifique de chacun des groupes et/ou des disciplines en jeu avant d'en arriver à un projet aux pratiques de recherche plus interdisciplinaires. Il est aussi apparu que le travail des différents groupes et son développement ne s'opère pas selon les mêmes temporalités, ni à des rythmes homogènes, ce qui n'empêche bien sûr absolument pas des échanges très intéressants entre les trois groupes et des convergences que l'on discerne avec une netteté croissante<sup>14</sup>.*

---

## Conclusion

L'interdisciplinarité, critère de sélection des projets soutenus par le RUIG, constitua une exigence extrêmement enrichissante pour la plupart des équipes de recherche. Parfois source de difficultés, mais souvent instigatrice de défis créateurs, elle fut mise en œuvre avec beaucoup de détermination et de sérieux. Favorisant l'ouverture d'esprit et l'échange d'idées entre chercheurs, elle permit d'aboutir à des résultats riches et souvent à la formulation de pistes novatrices pour des recherches futures.

---

*La collaboration, bien que multidisciplinaire et internationale, a été excellente et enrichissante pour tous. Le RUIG a permis de développer un projet risqué, car innovant et mêlant sciences de la vie, sciences de l'information et sciences humaines...<sup>15</sup>.*

---

<sup>14</sup>Charles Magnin, «Formation interdisciplinaire au dialogue politique dans le champ de l'éducation» (Magnin 2002).

<sup>15</sup>Antoine Geissbuhler, «Pour des informations médicales en ligne dignes de confiance: étude des spécificités en Afrique francophone» (Geissbuhler 2006).

---

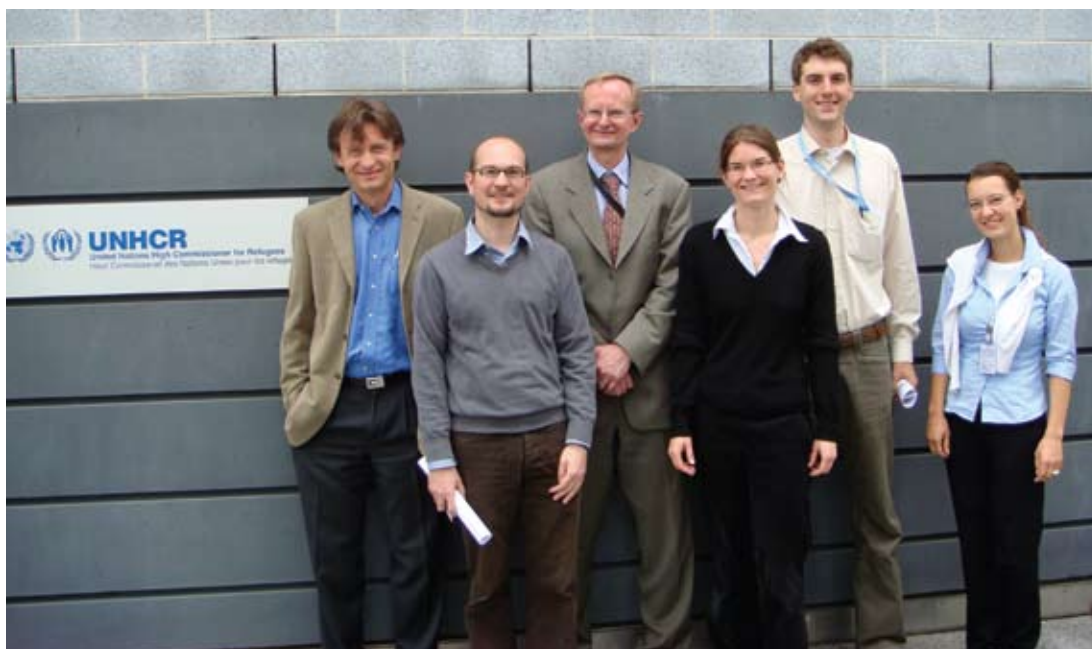
*Même si de nombreux projets de recherche visent à l'interdisciplinarité, à savoir l'intégration des méthodes des diverses disciplines impliquées, ils retombent souvent dans de la simple pluridisciplinarité, soit la juxtaposition de disciplines. Bien que le critère de l'interdisciplinarité imposé par le RUIG soit louable, il n'est pas facile pour les équipes de recherche de travailler de cette manière, surtout quand la durée des projets est limitée à deux ans<sup>16</sup>.*

---

---

*The issue of refugees is of great interest for researchers in various fields of studies: historians are interested in this phenomenon over time, political science researchers analyse this matter in terms of international security and human security, lawyers from a human rights perspective and anthropologists within a more general framework. All four disciplines have been included in our project<sup>17</sup>.*

---



*L'étude des réfugiés, un domaine interdisciplinaire. Devant le siège de l'UNHCR. De g. à dr. Jussi Hanhimäki, Jérôme Elie, Lee McDonald, Katrin Milzow, Rüdiger Schöch et Nadia Yeddes.*

---

*On peut avancer qu'un certain degré de collaboration interdisciplinaire n'est possible qu'à condition d'un minimum d'écoute, de compréhension mutuelle et de respect (des idées exprimées). On constate aussi que l'interdisciplinarité exige un effort d'intégration des connaissances et des approches détenues par chacun en fonction de sa discipline. En revanche, l'interdisciplinarité atteint ses limites quand les biologistes, philosophes, économistes, juristes ou spécialistes d'une autre discipline n'arrivent pas à dépasser ou transcender leurs schémas de pensée, à faire évoluer les outils auxquels ils sont (trop) habitués, bref à innover. Au terme de deux ans de recherches, nous pouvons conclure que l'expérience interdisciplinaire a été menée dans un esprit d'ouverture et que par conséquent elle s'est révélée positive<sup>18</sup>.*

---

<sup>16</sup>Paolo Urio, «Créer une nouvelle dynamique de partenariats publics-privés (PPP) pour un développement harmonieux et durable: sécurité humaine et accès équitable aux ressources dans les pays au stade pré-PPP» (Urio 2005).

<sup>17</sup>Jussi Hanhimäki, «L'UNHCR et la Guerre froide mondiale, 1971-1984» (Hanhimäki 2006).

<sup>18</sup>András November, «Environnement et développement durable: enjeux de la biosécurité» (November 2001).

## Utilité en aval

*Le Conseil de Fondation du RUIG met l'accent sur l'action et l'application pratique des connaissances. Les projets ne devraient pas avoir seulement une composante fondamentale de nature académique, mais aussi une composante pratique orientée vers des problèmes réels à propos desquels la société attend des solutions significatives à court ou à moyen terme. Appel d'offres du RUIG, 2005.*

### Quels résultats ?

«L'utilité en aval» constituait une condition importante que devait remplir toute soumission recevable. Le RUIG était ouvert à toutes les disciplines pour autant que les chercheurs fussent disposés à travailler sur un programme interdisciplinaire, orienté vers l'action et visant une application concrète de ses résultats. Le critère d'utilité en aval privilégiait le genre de recherches susceptibles de séduire les organisations internationales qui, en principe, accordent plus d'importance à des résultats *policy relevant* que les institutions académiques.

Le RUIG exigeait que toute soumission fasse état de son utilité en aval. Il insistait sur le fait qu'un colloque ou une publication ne suffisaient pas en soi à justifier un financement du RUIG, puisque tout projet de nature académique débouche naturellement sur ce type de résultat. Pour remplir le critère d'utilité en aval, chaque projet devait, en outre, être utilisé à des fins pratiques en participant concrètement à la résolution d'un problème existant, de portée internationale.

Tous projets confondus, sur la période 2001-début 2008, on recense un nombre impressionnant de résultats : une centaine de publications, plus de 250 articles dont beaucoup dans des journaux «peer reviewed», une vingtaine de sites web, une quarantaine de programmes de formation ou de cours, et quelques 200 colloques organisés par les équipes de projet ou conférences internationales incluant la

présentation d'un projet soutenu par le RUIG. Ces chiffres ne prennent pas en compte les activités ou publications intervenues après fin mars 2008.

Les résultats dénombrés ci-dessus sont «quantifiables», mais il serait impossible de dresser une liste exhaustive de toutes les applications pratiques que les projets engendrèrent. De plus, bien souvent, les projets continuèrent à produire des effets longtemps après leur existence dans le cadre du RUIG. Néanmoins, on peut citer quelques types d'utilité pratique l'on retrouve dans beaucoup de projets : 1) des recommandations à l'attention de divers gouvernements et organisations internationales ; 2) le développement de matériel didactique et de programmes d'enseignement et de formation ; 3) le transfert de connaissances et d'expertise, ainsi que le renforcement des capacités au niveau local ; 4) des manuels destinés aux praticiens et ; 5) des retombées et bénéfices pour les membres des équipes de recherche.

### Recommandations et implications politiques des résultats

Plusieurs projets soutenus par le RUIG induisirent des implications politiques, par le biais de deux processus. D'une part, l'un des résultats prévus pouvait être la formulation de recommandations ou des «best practices» à l'attention de gouvernements et d'organisations internationales afin de les conseiller ou de les influencer dans la conduite de leurs politiques respectives que ce soit au niveau national ou international. D'autre part, les résultats de la recherche, qui visaient l'objectivité académique, pouvaient néanmoins être utilisés ensuite par des institutions, par exemple des ONG, dans un but plus militant.

A titre d'illustration de ce premier processus, l'objectif du projet «Diasporas scientifiques et migrants hautement qualifiés» était d'arriver à une meilleure compréhension du potentiel que représentent les migrants hautement qualifiés en tant qu'agents de

développement, en se concentrant sur leur participation dans la production et la circulation des connaissances. Il permit d'aider différents acteurs politiques des pays d'origine des migrants à élaborer des stratégies adaptées visant à tirer profit de la potentialité de leurs diasporas respectives. Les résultats du projet suscitèrent un grand intérêt auprès des ambassades en Suisse des trois pays qui firent l'objet de l'étude: la Colombie, l'Afrique du Sud et l'Inde<sup>1</sup>.

De même, le projet «Institutions de microfinance» eut un impact direct sur la politique de différents acteurs dans le domaine de la micro-finance, notamment sur celle de la Commission européenne qui modifia son action en la matière à la suite de diverses consultations sur le sujet, auxquelles des experts du projet furent conviés à plusieurs reprises<sup>2</sup>.

Enfin, selon l'équipe du projet «Impact des armes légères sur la santé publique», une étude sans précédent au Brésil, les résultats publiés en 2004 alimentèrent le débat lors de la campagne autour du référendum national du 23 octobre 2005 qui proposait l'interdiction de la vente d'armes légères<sup>3</sup>.

Certains projets soutenus par le RUIG eurent de fortes implications politiques, lorsque les conclusions des études furent reprises à des fins plus militantes.

Ce fut le cas notamment pour le projet «Evictions forcées et Jeux Olympiques»<sup>4</sup> ainsi que pour le projet «Détenition des migrants»<sup>5</sup>, dont le but fut d'une part d'examiner dans quelle mesure les Etats renforçèrent leurs activités de détention ces dernières années et les conséquences relatives à leurs engagements pour les normes internationales, et d'autre part de chercher à comprendre les différents facteurs qui poussent des pays à choisir la détention pour réagir aux migrations. Il va sans dire que ce projet aura des répercussions politiques non seulement auprès des gouvernements, mais alimenteront aussi le débat des ONG actives dans la protection des droits de l'homme.

Ce fut également le cas pour la recherche «Projets israélo-palestiniens sur l'eau» qui, sans le soutien du

*La recherche «Evictions forcées et Jeux Olympiques», coordonnée par le Centre sur le droit au logement et les expulsions (COHRE), étudia les expropriations et évictions forcées liées à l'organisation des Jeux Olympiques dans le contexte des Jeux de Pékin de 2008 mais également dans de nombreuses autres villes hôtes (Atlanta, Barcelone, Vancouver et d'autres). Ce projet, mené en collaboration avec des universitaires et le Bureau de M. Adolphe Ogi, Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix, reçut une couverture médiatique mondiale lorsqu'il présenta les résultats de l'étude en juin 2007. Durant toute la durée du projet, des consultations eurent lieu avec le Comité international olympique (CIO) pour lui faire part de la démarche du projet ainsi que des résultats de la recherche. Des recommandations visant à protéger les droits des populations locales affectées par ces grands événements furent préparées à l'attention du CIO, des villes hôtes et des sponsors. Dans cette perspective, le RUIG fit savoir clairement qu'il soutenait un projet académique et par conséquent, objectif et scientifique. Que les résultats puissent se cristalliser dans un deuxième temps dans une action plus militante fait partie de la libre exploitation des faits de la recherche. Le financement du RUIG pour l'étude de ce genre de problématique ne devait pas être confondu ou associé aux implications politiques éventuelles auxquelles les résultats pouvaient mener par la suite<sup>6</sup>.*



*De gauche à droite: Michael Kleiner, Adolf Ogi, Nathalie Mivelaz et Jean-Marie Dufour, au Palais des Nations, novembre 2004.*

<sup>1</sup> «Un réseau suisse de diasporas scientifiques pour renforcer le rôle des migrants hautement qualifiés comme partenaires au développement» (Bolay 2006).

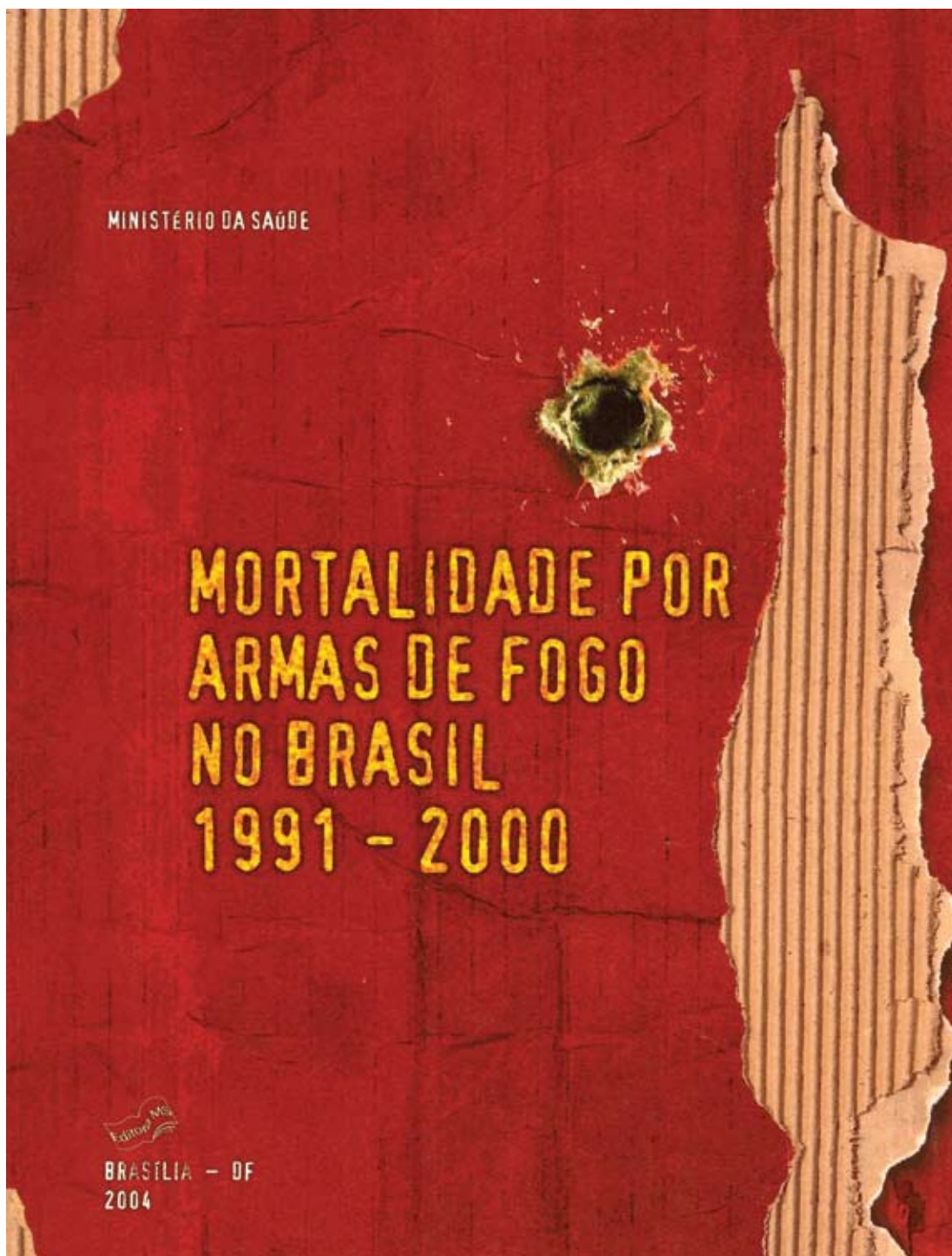
<sup>2</sup> Voir l'article dans la section «Eclairages» de ce livre sur le projet «Finances solidaires: vers une promotion plus transparente et rationnelle des institutions de micro-finance» (Balkenhol 2002).

<sup>3</sup> «Etude sur l'impact mondial des armes légères sur la santé publique» (Krug 2001).

<sup>4</sup> «Evénements internationaux et évictions forcées: lumière sur les Jeux Olympiques» (Mivelaz/COHRE, 2004).

<sup>5</sup> «Projet global sur la détention: cartographie de l'évolution de la détention de migrants à l'ère de la mondialisation» (Sylvan 2006).

<sup>6</sup> «Evénements internationaux et évictions forcées: lumière sur les Jeux Olympiques» (Mivelaz/COHRE, 2004).



RUIG, aurait eu du mal à se faire en raison de la réticence de partenaires potentiels, soit à financer, soit à participer aux recherches, comme le souligne le coordinateur du projet : *Sans le soutien du RUIG, cette étude n'aurait probablement pas vu le jour, car la majorité des financeurs approchés n'a pas souhaité s'impliquer dans un dossier aussi délicat. Au surplus, le fait de disposer de fonds d'une institution comme le RUIG nous a permis d'effectuer des recherches dans une totale indépendance*<sup>7</sup>.

### Elaboration de matériel didactique et de programmes d'enseignement et de formation

La production de matériel didactique ou la création de programmes d'enseignement ou de formation comptait comme de l'utilité en aval pour autant que la formation en question servît à son tour à renforcer le fonctionnement d'une activité opérationnelle.

Grâce aux projets soutenus par le RUIG, des programmes d'enseignement académique et de formation destinés à des professionnels furent également créés. Un quart des projets soutenus par le RUIG, soit une vingtaine de projets, visèrent explicitement un transfert de leurs résultats vers l'enseignement, même si dans la plupart des cas ce ne fut pas l'objectif principal du projet. Il est intéressant de constater que les deux domaines qui ont le plus fait l'objet de formations (développement de programmes ou de modules d'enseignement, formation continue, séminaires de courte durée), sont l'environnement et le développement durable (six projets<sup>8</sup>) et la santé (quatre projets<sup>9</sup>). Les autres formations concernent des thématiques très variées, telles que le commerce international, l'informatique, le langage, la propriété intellectuelle, l'éducation, l'humanitaire et le journalisme<sup>10</sup>.



*Visible signs of surface water pollution in the West Bank.*



*Programme de formation pour des diplomates dans le domaine des négociations commerciales, Palais des Nations, novembre 2003.*

<sup>7</sup> «Etudes, travaux et projets Israélo-palestiniens sur l'eau : une évaluation de douze années de coopération» (Calligé 2004).

<sup>8</sup> Pour plus d'informations sur les projets relatifs à l'environnement et le développement durable, voir dans la liste des projets en fin d'ouvrage les recherches dont les coordinateurs sont : Dao («Small Grant» 2004), Erkman (2006), Jaubert (2001), November (2001), Schlingemann («Small Grant» 2006), Sudmeier-Rieux («Small Grant» 2006).

<sup>9</sup> Pour les projets relatifs à la santé : Chastonay (2002), Reysoo (2004), Saxena («Small Grant» 2006), Verschuur («Small Grant» 2007).

<sup>10</sup> Concernant le commerce international : Apea (2004), Dupont («Small Grant» 2002) ; l'informatique : Falquet (2003), Pellegrini (2006) ; le langage : Chetail (2006), Moser-Mercer («Small Grant» 2006) ; la propriété intellectuelle : Cannady (2004) ; l'éducation : Magnin (2002) ; l'humanitaire : Slim («Small Grant» 2004) ; le journalisme : Wermus («Small Grant» 2006).





*Les violations des droits de l'homme de ceux qui souffrent de troubles mentaux sont monnaie courante à travers le monde. Photo : ©WHO.*

---

*Le projet «Santé mentale et droits de l'homme» permet de développer un module de formation pour professionnels dispensé par la Faculté de Médecine de l'Université de Genève avec une prise en compte spéciale de la santé mentale. D'autre part, un certificat de formation continue «Discrimination, santé et droits humains» fut créé grâce au projet et dispensé à l'Université de Genève en 2005, 2006 et 2007<sup>11</sup>.*

---

---

*Le soutien du RUIG permet de développer quatre nouveaux cours dispensés dans le cadre du Certificat en diplomatie environnementale, mis en place conjointement par l'Université de Genève, l'UNEP, l'UNITAR, l'Université pour la paix et LEAD International. Cette formation, qui a lieu à Genève, fut suivie en 2007 par 27 participants de plus de 20 pays différents, provenant notamment de Ministères des affaires étrangères, de Ministères de l'environnement, d'organisations affiliées à l'ONU et d'ONG<sup>12</sup>.*

---

---

*Suite au projet «Communication multilingue et multiculturelle sur Internet», l'équipe de l'Université de Genève et de la Fondation UNDL a développé un Master of Advanced Studies en Gestion des langues et technologies des connaissances, qui sera proposé dès la rentrée 2008<sup>13</sup>.*

---

<sup>11</sup>. «Santé, droits de l'homme et législation : une attention spéciale à la santé mentale» (Chastonay 2002).

<sup>12</sup>. «Programme de formation à la diplomatie de l'environnement» (Schlingemann «Small Grant» 2006).

<sup>13</sup>. «Faciliter la communication multilingue et multiculturelle sur Internet : base de connaissances et interfaces informatiques» (Falquet 2003).



*Maduraoya, Sri Lanka. Négociation des droits de passage, 2002. Photo : ©CICR/D. Sansoni.*

*Le Small Grant «Négociations humanitaires» produit un livre intitulé «Humanitarian Negotiation: A Handbook for Securing Access, Assistance and Protection for Civilians in Armed Conflict», qui put être utilisé directement comme manuel de référence par différentes organisations dans le cadre de leurs programmes de formation. Plus de 800 exemplaires de ce manuel furent diffusés au sein du CICR. Il est utilisé dans des cours de formation du CICR et servira de manuel de référence dans un futur cours de négociation humanitaire. Il fut rapporté au RUIG que plusieurs formateurs du CICR et certains chefs de délégation utilisent fréquemment cet ouvrage dans l'exercice de leurs fonctions. 700 exemplaires du livre furent aussi envoyés au UNHCR où il fut distribué dans le cadre du cours «Essentials of Humanitarian Negotiation» ainsi que dans le cours générique pour les senior managers. 180 copies du livre furent distribuées par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (UNOCHA) comme texte de référence dans le cours «PROCAP» (Protection Standby Capacity) en 2007. L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) reçut 150 copies qui furent distribuées comme texte de référence au personnel travaillant sur les questions humanitaires. Enfin, CARE, le Département pour le développement international du Royaume-Uni (DFID), Oxfam, UNICEF, et World Vision commandèrent chacun plus de 50 exemplaires du livre<sup>14</sup>.*

<sup>14</sup> «Étude de terrain sur les négociations humanitaires» (Slim 2004).



*Jan Groenewald of AIMS explains to students how to install the BOINC application used for the volunteer computing. Photo: V. Krebs, ICVolunteers.org.*

Les résultats des projets, en particulier les publications et la mise en pratique des programmes de formation développés par les équipes de recherche, se manifestaient très souvent après la clôture officielle du projet par le RUIG. Par ailleurs, le RUIG insista toujours sur la mise en valeur des résultats des projets, c'est-à-dire sur leur diffusion et mise à disposition d'un public le plus large possible. A cette fin, le RUIG créa un fonds de mise en valeur, séparé des montants destinés aux activités de recherche et correspondant à 3% du montant approuvé pour les projets, étant entendu qu'il ne s'agissait en aucun cas d'accorder de «rallonge» aux projets. Le RUIG fut ouvert à toute proposition appropriée et si possible créative concernant l'utilisation de ces fonds. A titre d'exemple, il finança plusieurs colloques, des conférences de presse, des publications pour vulgariser les résultats des recherches et la participation

des chercheurs à des conférences tenues à l'étranger pour présenter les résultats. Le RUIG a également soutenu une exposition de photos relatives au projet «Genre et droits en matière de santé reproductive» qui fut inaugurée dans le cadre du colloque de clôture de cette recherche<sup>15</sup>.

#### **Mise en pratique des résultats sur le terrain : implication de partenaires locaux et renforcement des capacités locales**

La participation d'institutions locales dans les projets de recherche fut considérée comme un atout, puisque qu'elle permit, en amont, de tirer profit des connaissances, d'intégrer des réseaux locaux et des savoir-faire spécifiques et, en aval, de diffuser les résultats et de construire ou renforcer les compétences locales,

<sup>15</sup> «Genre et droits en matière de santé reproductive : une initiative de recherche et de renforcement des compétences pour des pays francophones» (Rejsoo 2004).

dans une perspective d'«utilité en aval». Des formations pour renforcer les capacités spécifiques dans des pays en développement eurent également lieu dans le cadre des projets du RUIG.

Le projet «Propriété intellectuelle et chercheurs des pays en développement» travailla en étroite collaboration avec des chercheurs dans le secteur de la santé en Afrique centrale et en Colombie. Le but du projet fut tout d'abord de faire prendre conscience aux scientifiques locaux de l'importance de l'appropriation des résultats de leur propre recherche afin qu'ils puissent les exploiter commercialement. L'équipe développa des modules de formation dans le domaine de la propriété intellectuelle (dépôt de brevets, marketing, etc.) et mit en place des réseaux de services communs de la propriété intellectuelle, permettant de développer une dynamique locale de valorisation des résultats de recherche<sup>16</sup>.

Le projet «Africa@home: calcul bénévole pour l'Afrique» eut pour objectif d'adapter plusieurs programmes de simulation épidémiologique qui modélisent des situations humanitaires urgentes auxquelles est confrontée l'Afrique pour que ces programmes puissent tourner en mode partagé au moyen d'une technologie de «calcul bénévole», qui consiste à canaliser la puissance de dizaines de milliers d'ordinateurs individuels pour la bonne cause dans des domaines scientifiques. Au terme de la recherche, l'équipe soutenue par le RUIG avait créé le savoir-faire nécessaire pour que les institutions universitaires africaines participant au projet puissent gérer elles-mêmes des projets de calcul bénévole<sup>17</sup>.

*Collaboration with the African Institute for Mathematical Sciences (AIMS) in South Africa, initiated through the project partner WHO, has enabled a considerably more ambitious training programme than originally anticipated. As a consequence, the workshop at AIMS was a pivotal event in the project, disseminating the technology to some 35 African researchers and IT specialists from 18 African countries. This greatly facilitated the other goals of the project, namely supporting applications and establishing servers for volunteer computing projects at African academic institutions<sup>18</sup>.*

Le projet «Pays en développement et règlements des différends à l'OMC», coordonné par le Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD), mit en place une formation sous la forme de trois dialogues régionaux, pour l'Asie à Jakarta, Indonésie, pour l'Amérique du Sud à Sao Paulo, Brésil, et pour l'Afrique, dans la réserve Masai Mara, Kenya. L'objectif de ces dialogues fut de fournir une plateforme pour favoriser le dialogue entre les gouvernements et le secteur privé pour qu'ils puissent partager leurs expériences, comparer et évaluer les stratégies possibles afin de déterminer comment ces pays peuvent mieux utiliser le système de règlement des différends de l'OMC. En outre, ces dialogues visaient à augmenter les compétences des officiels et des représentants du secteur privé des pays en développement pour qu'ils exploitent mieux le potentiel du système de règlement des différends<sup>19</sup>.

De même, dans le cadre du projet «Santé mentale et droits de l'homme», une des priorités fut de renforcer les capacités de différents pays à réformer leur législation en matière de santé mentale afin d'améliorer la situation des droits de l'homme des personnes atteintes de troubles mentaux. Le projet produisit un Resource Book (WHO Resource Book on Mental Health, Human Rights and Legislation) qui fut traduit en neuf langues et qui offrit aux États des conseils pratiques et des stratégies pour mettre en place des législations adaptées dans le domaine de la santé mentale et pour mener à bien toute réforme légale en la matière. Pour ce faire, des formations financées par d'autres partenaires furent dispensées à des experts au Ghana, Fiji, Lesotho et Samoa. L'impact pratique de ces formations fut conséquent, comme au Ghana où la législation relative à la santé mentale, réformée avec le soutien des partenaires du projet RUIG, est maintenant plus avancée que dans beaucoup de pays occidentaux. D'autre part, un diplôme international (International Diploma in Mental Health Law and Human Rights) fut mis sur pied par l'OMS en collaboration avec l'Indian Law Society à Pune en Inde. Ce diplôme vise à fournir aux étudiants les bases nécessaires pour la mise en place, dans leurs propres pays, de législations et poli-

<sup>16</sup> «Réseaux de recherche et propriété intellectuelle: schéma visant à soutenir les chercheurs des pays en développement dans la promotion, la protection et l'exploitation des résultats de leurs recherches dans le domaine de la santé» (Cannady 2004).

<sup>17</sup> «Africa@home: puissance de calcul bénévole pour l'Afrique» (Pellegrini 2006).

<sup>18</sup> «Africa@home: puissance de calcul bénévole pour l'Afrique» (Pellegrini 2006).

<sup>19</sup> «Pays en développement et système de règlement des différends de l'OMC: analyse des stratégies visant à renforcer la capacité juridique des pays en développement» (Apea 2004).



*Deux pêcheurs locaux: comment faire en sorte que ces tortues valent plus vivantes que mortes? Photo prise près de Maintirano à Madagascar, début 2008.*

*Le projet «Gestion de la biodiversité et tortues marines» visait à mieux comprendre les besoins des pêcheurs locaux et à les sensibiliser, ainsi que la population, à la protection des tortues et aux alternatives de substitution à la pêche de cette espèce. Le but était de diminuer les impacts néfastes de l'exploitation des tortues marines et de garantir leur survie à long terme dans les îles Barren (Madagascar). Les discussions menées avec la population locale paraissent avoir porté leurs fruits, si bien qu'un changement de comportement des pêcheurs traditionnels semble être en train de s'amorcer. Les résultats furent ensuite généralisés et s'articulèrent avec plusieurs projets en cours au niveau suisse et international pour lesquels la recherche d'arrangements soutenables à long terme entre les populations humaines, leur développement, leur environnement et la biodiversité est une problématique centrale<sup>20</sup>.*

tiques relatives à la santé mentale respectueuses des droits de l'homme<sup>21</sup>.

Le but du Small Grant «Réduction des risques: Pakistan du nord» était de mieux comprendre les facteurs d'utilisation des terres qui augmentent la vulnérabi-

lité des régions montagneuses, notamment en examinant les causes naturelles et humaines provoquant des glissements de terrain. Ce projet de recherche produisit, entre autres, une carte illustrant les zones présentant des risques de glissements de terrain au nord du Pakistan. Cette carte permit d'établir une

<sup>20</sup>. «Réseau interdisciplinaire pour une gestion durable de la biodiversité marine: diagnostic environnemental et social autour des tortues marines dans le sud-ouest de l'Océan Indien» (Mahnert/Decrouez 2005).

<sup>21</sup>. «Santé, droits de l'homme et législation: une attention spéciale à la santé mentale» (Chastonay 2002).

*Le projet avance de manière très satisfaisante. Aussi je n'oublie pas que... sans la participation du RUIG ce projet n'aurait probablement jamais vu le jour.*

*Certes, ... j'ai rencontré de nombreuses difficultés depuis le début (administratifs, logistiques, financiers, etc.), mais jusqu'à présent nous avons réussi à les surmonter et sommes globalement très contents. Aussi, je crois que nous pouvons nous réjouir des résultats obtenus. Parmi les plus importants:*

- Base de données sur près de 1000 tortues
- Base de données sur la biodiversité de notre terrain d'étude (faune et flore terrestre et marine)
- Création d'un «Comité de gestion du milieu marin de la région du Melaky» (avec les autorités régionales, les ministères concernées, les forces de l'ordre, des spécialistes, etc.)
- Mise en place d'un réseau de scientifiques spécialisés sur des thèmes traités par le sujet (dont certains se sont rendus sur le terrain)
- Valorisation du projet au niveau national et international (documentaires, reportages, articles). Plusieurs projets sont par ailleurs en préparation
- Des workshops, d'une part avec les autorités, les chefs de services, les forces de l'ordre, etc., d'autre part avec les pêcheurs
- Des campagnes de sensibilisation dans les écoles
- Création de supports pédagogiques (t-shirts, autocollants, etc.)
- Changements des comportements des populations locales face à l'exploitation de leurs ressources halieutiques
- Contribution à plusieurs travaux universitaires
- Participation d'une quinzaine de volontaires (étudiants, Peace corps, etc.)
- Etc.

*Le projet a donc beaucoup évolué et a dépassé largement les objectifs que nous avons définis lors de sa soumission en avril 2005. D'ailleurs, j'entame d'ici peu ma 4<sup>e</sup> année sur le terrain!*

Message courriel de Géraud Leroux, Chercheur principal à Maintirano, Madagascar du projet «Gestion de la biodiversité et tortues marines», le 28 juillet 2008.

forte corrélation statistique ainsi qu'une corrélation visuelle frappante entre la couverture végétale et les glissements de terrain. Ces résultats et cartes, qui furent largement distribués dans l'Etat du Azad et Jammu Kashmir (AJK) et à Islamabad, suscitèrent un grand intérêt auprès de nombreux acteurs locaux et internationaux. Le AJK Forest Department a d'ores et déjà inclus les recommandations formulées par le projet dans une formation qui est dispensée à son personnel, en insistant tout particulièrement sur les mesures biologiques visant à maîtriser les glissements de terrain<sup>22</sup>.

Enfin, dans certains cas, les résultats furent utilisés directement par des acteurs dans des pays industrialisés. Dans le cadre du projet «Evaluation des effets de la consommation sur l'environnement», selon l'équipe de recherche, les résultats du projet permirent de modifier la vision du fabricant suisse de vêtements Switcher. Avant le projet, l'entreprise Switcher évaluait l'impact de certains de ses produits



*Employment is a key ingredient for post-catastrophe reconstruction. A man in Calang, Indonesia building a new boat after the tsunami with equipment and raw materials provided by international help, 2005. Photo: ©BIT/T. Falise*

<sup>22</sup>. «Renforcer les outils de la prise de décision en matière de réduction des risques - Une étude de cas au Pakistan du nord» (Sudmeier-Rieux 2006).



*Le fleuve Niger. Sur les 10 000 ha estimés irrigables par les eaux du fleuve Niger, moins de 400 sont effectivement exploités. L'amélioration de l'exploitation des ressources hydriques est un enjeu majeur pour le pays.*

en termes de CO<sup>2</sup>. Grâce au projet, Switcher élargit sa vision de la chaîne de production-consommation en incluant la phase d'utilisation, dominante pour certains polluants, et en évaluant également les impacts sur la santé humaine et les écosystèmes. En effet, l'entreprise se fixa comme objectif d'évaluer les impacts sur l'ensemble du cycle de vie de ses produits, en partant des effets qu'engendre la production des vêtements, au niveau du fournisseur, jusqu'aux effets qu'entraîne l'utilisation des vêtements, au niveau du client. Le projet permit également à certains membres de l'équipe de mettre sur

*Following the field research in Santo André, the local government started the implementation of activities related to the theme of the research. Jointly with the Federal Brazilian Government and the Canadian International Development Agency, the Municipality of Santo André is working on the implementation of a new project concerning specifically autonomous workers in the construction sector. As clearly expressed by senior staff of the local authority that lead this process, such activities were triggered by the exposure of the staff to the knowledge brought by the research project. In this case, such knowledge was transferred to the local authority not only via documents sent by the research team throughout the period of research, but specially by direct contacts with the research team in Santo André itself as well as during the Third World Urban Forum (Vancouver, June 2006), during which the case of Santo André was presented (with the attendance of municipal personnel from Santo André in the audience)<sup>23</sup>.*

un projet européen (IMEA) visant à élaborer une méthodologie pour évaluer l'impact environnemental des importations européennes. Selon l'un des chercheurs de l'équipe, c'est en effet grâce au projet soutenu par le RUIG que l'approche put être validée et que l'expertise de l'équipe en la matière put être démontrée<sup>24</sup>.

D'autres projets soutenus par le RUIG eurent des impacts clairs dans la gestion des ressources locales. Dans le cadre du projet «Négocier les conflits d'intérêts liés à l'eau», dont les études de cas furent réalisées en Inde, en Syrie et au Niger, les résultats furent utilisés par divers acteurs. Ainsi, en Inde, l'ONG partenaire Aga Khan Rural Support Programme inclut dans ses travaux la question de la gestion locale des aménagements hydrauliques utilisant les eaux de surfaces mobilisées par des barrages de moyenne et de grande taille. En Syrie, les travaux servirent de base à la soumission de plusieurs projets à des appels d'offres dont le programme eau de l'Institut Français du Proche Orient (IFPO) et le programme agriculture durable de l'Agence française de la recherche (ANR). Enfin, pour le Niger, la présentation des résultats auprès de la section Afrique de l'Ouest de la DDC à Berne suscita un réel intérêt<sup>25</sup>.

<sup>23</sup>Edmundo Werna, «Promouvoir le travail décent dans la construction et les services apparentés : le rôle-clé des autorités locales» (Werna 2005).

<sup>24</sup>«Evaluer les effets de la consommation sur l'environnement : établir des liens entre pays de l'OCDE et pays en développement pour une diminution globale des impacts» (Erkman 2006).

<sup>25</sup>«Eau : négocier les conflits d'intérêts liés à l'exploitation de l'eau» (Jaubert 2001).

## Bénéfices pour les équipes de recherche et retombées financières

En plus des résultats pratiques et *policy relevant*, les bénéfices pour les chercheurs impliqués dans les projets furent nombreux en termes d'expérience acquise pendant la phase des recherches et la présentation des résultats lors des colloques.

Les projets soutenus par le RUIG permirent notamment de promouvoir la carrière de jeunes chercheurs ou assistants de recherche en leur permettant de publier, de présenter leurs recherches en public, de se constituer un réseau de contacts et, dans certains cas, de décrocher un emploi au sein d'une OI, d'une ONG ou d'une université pour ceux qui visaient une carrière académique.

Parfois, les équipes de recherche bénéficièrent aussi de retombées financières importantes. Grâce au soutien du RUIG, plusieurs équipes purent rassembler de nouveaux fonds pour financer des étapes ultérieures de leur projet. Le soutien du RUIG permit ainsi à des projets de recherche innovateurs d'amorcer leur travail; une fois l'utilité de leurs recherches démontrée grâce à des résultats préliminaires prometteurs, ils suscitèrent l'intérêt d'autres partenaires ou bailleurs de fonds. Le RUIG encouragea l'apport de nouveaux bailleurs de fonds et se réjouit de cette confirmation de la valeur des projets qu'il soutint.

*Le projet «Étude des politiques de commerce international d'espèces menacées», financé pour un montant de CHF 300'000 par le RUIG, obtint un financement de CHF 400'000 de l'Union européenne<sup>26</sup>.*

*Suite au projet «Institutions de microfinance», coordonné par le Social Finance Programme du BIT, la division reçut un montant de USD 34 millions de la Gates Foundation pour développer sur cinq ans un nouveau type de micro assurances destinées aux personnes à bas revenu dans les pays en développement<sup>27</sup>.*

*In 2007, the HEI and Oxford received a USD 500,000 grant from the Ford Foundation for a two-year collaboration on the world trading system and economic governance. Like the GIAN grant, the Ford grant supports research and scholarly-policy dialogue on the challenges of global trade governance from the perspective of developing countries and sustainable development. This grant would have been highly unlikely had the GIAN not provided funding for the first project<sup>28</sup>.*

*Le projet «Droit international et administrations civiles transitoires» permit à deux membres de l'équipe de recherche d'obtenir le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique pour financer une étude qui s'inscrivait dans la continuité du projet RUIG. Il s'agissait d'une recherche portant sur la protection des populations civiles lors d'une occupation militaire étrangère et qui examinait notamment les cas de l'Afghanistan et de l'Irak<sup>29</sup>.*

*L'équipe du Small Grant «Méthodologie pour estimer les coûts d'amélioration de l'accès à l'eau potable», qui développa une méthodologie destinée à des pays en voie de développement sur la façon de rassembler et d'estimer les coûts d'amélioration de l'accès aux services d'hygiène et d'approvisionnement en eau potable, trouva à la fin du projet un financement additionnel de USD 60'000 du Département d'Etat des Etats-Unis pour assurer la diffusion des manuels pour du «capacity-building» dans cinq pays, au Cambodge, au Laos, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam<sup>30</sup>.*

## Conclusion

Les résultats des projets soutenus par le RUIG furent variés et souvent originaux et leurs impacts perdurèrent très souvent après la fin même du projet. Il est réjouissant de constater que les projets engendrèrent de nombreuses répercussions à plus long terme et qu'ils suscitèrent aussi un intérêt marqué par d'autres bailleurs de fonds.

<sup>26</sup> «Accroître les capacités nationales pour l'élaboration de politiques commerciales en accord avec la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction» (Abaza 2005).

<sup>27</sup> «Finances solidaires: vers une promotion plus transparente et rationnelle des institutions de micro-finance» (Balkenhol 2002).

<sup>28</sup> «Initiative conjointe sur le commerce et la gouvernance économique mondiale» (Dupont 2006).

<sup>29</sup> «L'articulation des règles de droit international humanitaire, des droits de l'homme et du droit pénal international applicables aux forces de paix et aux administrations civiles transitoires» (Auer 2001).

<sup>30</sup> «Elaboration d'une méthodologie pour estimer les coûts d'amélioration de l'accès aux services d'hygiène et d'approvisionnement en eau potable à un niveau national» (Carlevaro 2004).







Eclairages

## Our Experience with the GIAN: New Partnerships for New Challenges

By Ben Simmons and Marceil Yeater<sup>1</sup>



### GIAN – a good fit

One of the most interesting aspects of the GIAN initiative is that it supports joint activities between intergovernmental organisations (IGOs) and universities located in Geneva. *Despite working in the same city, there are surprisingly few opportunities for substantive interaction between these two communities. Moreover, the interactions that do occur are relatively*

*limited in scope, such as joint workshops and symposia. In contrast, the multi-year partnerships supported by the GIAN represent a level of collaboration wholly different in kind.*

We first learned about the GIAN initiative in the process of seeking funding to support a joint project between the United Nations Environment Programme (UNEP) and the Secretariat of the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES Secretariat) to respond to a request by CITES Parties to support national level wildlife trade policy reviews.

International wildlife trade represents billions of dollars annually and includes millions of animal and plant specimens. With increasing international attention focused on sustainable development and continued frustration at the significant rate of biodiversity loss caused by, *inter alia*, overexploitation of and illegal trade in wild species, there has been growing global interest in studying the relationship between wildlife conservation and the livelihoods of local communities that depend on these species. Wildlife trade represents the very heart of this interaction and the interest in understanding the content, implementation and impacts of related policies – as well as their coherence with broader environmental, trade and development policies – led to the decision by CITES Parties to support national reviews of wildlife trade policies.

From UNEP's perspective, supporting wildlife trade policy reviews is consistent with UNEP's mandate to support policy assessments. Underlying this mandate is the belief that better information about the impact of policies – environmental, social and economic – produces better and more rational policy choices, which in turn are a prerequisite for sustainable development.

<sup>1</sup> Benjamin Simmons is a Legal Officer at the Economics and Trade Branch of the United Nations Environment Programme (UNEP); Marceil Yeater is Chief of the Legal Affairs and Trade Policy Unit for the Secretariat of the Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (CITES).



*Orchids are heavily traded species, listed in Appendix II of CITES. Appendix II lists species that are not necessarily now threatened with extinction but that may become so unless trade is closely controlled.*

Although the CITES Parties made their support for national wildlife trade policies clear, the mandate did not include funding. Rather, the governments called on the CITES Secretariat to work with other IGOs, such as UNEP, to identify potential funding sources. However, few, if any, wildlife trade policy reviews had ever been conducted previously, making many traditional bilateral donors hesitant to invest deeply in this undeveloped, and untested, area.

For this reason, the GIAN initiative seemed like an excellent fit. As an initiative that is based on the pursuit of joint academic research, the initiative was well-suited to the groundbreaking nature of the project. The GIAN financial contribution was used to leverage matching funds from the joint UNEP-UNCTAD (United Nations Conference on Trade

and Development) Capacity Building Task Force on Trade, Environment and Development, which was critical to the project's overall success. A wide-range of expertise (e.g. in law as well as social and natural sciences) was brought to bear in the project's implementation through the above-mentioned mix of international partners, a multidisciplinary International Advisory Group and intersectoral steering committees and review teams at the national level.

### **Strengths and challenges**

Although the GIAN initiative provided a unique opportunity, it was not without its challenges. Principal among these, and also the greatest strength within the initiative, was the requirement that all projects must be done in partnership with Geneva-based academic institutions.

In moving this project proposal forward we needed to first identify a potential academic partner with expertise and interest in wildlife trade policy reviews. At the end of the day, this proved easier than initially envisioned. After reaching out to some academic contacts, the GIAN Secretariat helped put us in touch with Professor Marc Hufty of the then Graduate Institute of Development Studies (IUED). At the time, Professor Hufty was completing some field research in Latin America and after a few initial discussions it became clear that his research on environmental governance and the objective of the project would complement each other well.

From our initial meetings, through development of the project application and ultimately project implementation, the collaboration between the three principal partners has been rich and intense. It has not been unusual through periods of the project for the team to meet bi-weekly to work on aspects of project implementation. In addition, the core document of the project, a framework for reviewing wildlife trade policies, was developed jointly among all the partners. This closeness in collaboration meant that the partners had to first improve their mutual understanding of each other's interests and institu-



*Secretary General of the Ministry of Environment of Madagascar, Mr. Rakotobe (center, white jacket) and participants attending the second national workshop on wildlife trade policy reviews (Antananarivo, March 2008). The workshop offered stakeholders an opportunity to comment on the preliminary results contained in the draft review report. One of the main conclusions was to move from reactive to proactive conservation approaches.*

tional characteristics and then reach agreement on how to reconcile differing perspectives, approaches and working styles.

For example, our colleagues at IUED have a great deal of flexibility when determining the scope and focus of their research. In contrast, IGOs, such as UNEP and CITES, which are made up of, and driven by, member States, often have little flexibility to go beyond their specific mandates. Furthermore, for IGOs, research is often viewed as a means to an end rather than an end itself. Moreover, IGO-led research is often carried out in a political context, which can impose further limitations on its scope and focus.

In the case of our joint GIAN project, these differing perspectives primarily manifested themselves in the question of an academic interest in making public all the results of the research versus the possible interest of some participating countries in keeping some results confidential. We were able to overcome

these differing interests by carving out independent research projects that would complement the country-led reviews. This has proven to be a fruitful compromise. *Many of the national teams are benefiting from the independent research being undertaken by our academic partners, and our academic partners are benefiting from the contacts and research being undertaken by the national institutions.*

### **The impact of GIAN funding**

Of course, this project is ultimately not about the development of studies and data (outputs) but policy reform (outcomes). It was initiated with the specific objective of developing better wildlife trade policies. Although it is too early to say whether this will be achieved, the project has already resulted in some notable successes.

As the first global initiative to promote wildlife trade policy reviews, the project has led to the design of a review methodology and the development of a guidance document for conducting the reviews. Four countries (Vietnam, Uganda, Madagascar and Nicaragua) are currently undertaking pilot wildlife trade policy reviews using the methodology and guidance document.

This project also led to the convening of a side event on wildlife trade policy reviews during the most recent meeting of the Conference of Parties (CoP) to CITES (CoP14, The Hague, June 2007). Some 1200 representatives of more than 160 countries and many interested intergovernmental and non-governmental organisations participated in CoP14. The side event provided an opportunity for the pilot countries to brief other CITES Parties and various stakeholders on their experiences in conducting the reviews thus far. This briefing stimulated further discussions and negotiations on wildlife trade policy reviews in several of the committee and plenary sessions of the CITES CoP. During these negotiations, the countries and international partners participating in the project spoke out in favor of these reviews. Ultimately, the CITES Parties reiterated their



*Endemic to Madagascar, *dyscophus antongilii* is listed on Appendix I which includes the most endangered among CITES-listed animals and plants. More commonly known as the Tomato frog, this species is threatened with extinction and CITES prohibits international trade in specimens except when the purpose is non-commercial, for instance in the case of scientific research. Photo : ©2006 Franco Andreone.*



*National steering committee members discussing wildlife trade policy with Marceil Yeater during national project meeting in Hanoi, Vietnam.*

support for the reviews with a new mandate for continued support. *The visibility and positive reception given to the project and its partners at CoP14 enabled the GIAN and all of the partners to have a high profile in a major international policymaking forum.*

At the national level, the project also seems to be making significant contributions. For instance, the project has led to a number of concrete suggestions for improving Vietnam's wildlife trade policies. The recommendations range from the very practical, such as ensuring that the degree of protection afforded to a particular species is linked to its conservation status, to the more complex, such as devising incentive programmes for encouraging a better balance between *in situ* conservation and *ex situ* breeding or propagation of wildlife (e.g. bene-

fits for breeders to release species back to the wild). *The Vietnamese Government, which has been active in the project from the outset, has noted its intention to follow-up on this project by adopting a number of the recommendations.*

The renewed mandate emanating from CoP14 and the high visibility of the national projects has also stimulated further interest by countries in undertaking national wildlife trade policy reviews and by donors in supporting such reviews. Additionally, the overall importance of policy-related activities has been recognized in the Convention's strategic vision, programme of work and related resource mobilization plans. Without the support of GIAN, these results and the project as a whole would not have been possible.

# Reflections on the GIAN Experience in the Context of a Case Study on Disaster Risk Reduction in Northern Pakistan

By Karen Sudmeier-Rieux<sup>1</sup>



Disaster Risk, Livelihoods and Natural Barriers: Strengthening Decision-making Tools for Disaster Risk Reduction  
A Comparative Case Study from Northern Pakistan (Small Grant)  
Coordinator: Karen Sudmeier-Rieux

<sup>1</sup>Karen Sudmeier-Rieux is co-author of *Ecosystems, Livelihoods and Disasters, An Integrated Approach to Disaster Risk Management*, IUCN Gland 2006 and PhD candidate at the Institute of Geomatics and Risk Analysis of the University of Lausanne.



Our project grew out of an evolving collaboration between partners at the World Conservation Union in Gland (IUCN), the Graduate Institute of Development Studies (IUED) and the University of Lausanne. I had just finished co-authoring a publication on ecosystems and natural disasters together with IUCN's ecosystem management programme, where we made the case for integrating development, environment and disaster risk reduction for prevention and post-disaster situations. In searching for expertise on the matter, I renewed my contact with IUED where I had studied years ago. Professor Ronald Jaubert, who worked on risk and natural resources management, was interested and agreed to participate in a project on risk reduction strategies in landslide-prone regions<sup>2</sup>. One contact led to another and soon we had garnered synergies from the Global Resource Information Database (GRID), Europe's Division of Early Warning and Assessment of the United Nations Environment Programme. Pascal Peduzzi, a remote sensing expert at UNEP, joined the team and Professor Michel Jaboyedoff, from the University of Lausanne's Institute of Geomatics and Risk Assessment, added his expertise in risk assessment and landslides. Having gathered this dynamic team, the final impetus came from IUCN-Pakistan where the interest in conducting a study on land use factors and landslides was keen. After the devastating Kashmir earthquake in 2005, a new programme to work on sustainable development was being developed in Azad and Jammu Kashmir (AJK) and our study was welcomed as the first programme activity there. *The interdisciplinary nature of the project came naturally as we were to study geological features of landslides, natural and human induced factors leading to the landslides and local knowledge, perceptions and strategies for reducing risk due to landslides.*

After managing to squeeze in our proposal before the summer deadline for small grants in June 2006, we were delighted to receive a "Small Grant" from the GIAN for close to the full maximum amount of SFr 50,000 for our project: *Disaster Risk, Livelihoods and Natural Barriers: Strengthening Decision-making Tools for Disaster Risk Reduction - A Comparative*

*Case Study from Northern Pakistan.* The funds were quickly made available and soon I was off to Islamabad to meet with the host organisation at IUCN-Pakistan to assess information needs and meet with stakeholders. *After the initial enthusiasm at receiving the grant, I was soon brought back to the harsh realities of implementing a research project. I was told by IUCN-Pakistan that the objectives seemed very ambitious compared to the amount of money I was bringing to the table, especially considering the GIAN directives against funding any overhead.* The message was to pare down the objectives, find additional funding, or both. The second message was against conducting research, taking home the results and not returning the findings locally where they can make an impact. This piece of advice was based on too many Western researchers using developing countries as laboratories for their own career advancement without returning the benefits of the research for practical use. These two messages left a strong impression on me: value the investment in time and resources of the host organisation and ensure that the research makes an impact in the host country.

However, my newly acquired lessons created some friction during the GIAN project: my interim report was viewed by the GIAN as being too locally specific without sufficient international implications. It could well be that the interim report was more a reflection of the realities of field research than on the more generalisable findings that I had outlined in our proposal<sup>3</sup>. This criticism did help me write a more effective final report, bringing out not only the findings based on our locally-specific research, but also how our findings could be used in other disaster-prone mountainous areas. I was perhaps more willing to accept this criticism than some of the project partners who were offended by the idea that their work was not "international" enough. Research on connections between social systems and environmental issues, such as our research, must be locally specific. Ethically, I believe that research should also bring benefits to local actors through the sharing of findings, or technical training, especially when a region is still recuperating from a humanitarian disaster.

<sup>2</sup> See the GIAN-supported project *Negotiating Conflicts of Interest Related to Water Management*, coordinated by Ronald Jaubert.

<sup>3</sup> Editor's note: One of the GIAN's criteria for selection of projects was that research results have an "international application". Even in projects that were "local à l'étranger" the GIAN required generalisable conclusions.



*The photo depicts numerous landslides adjacent to Muzaffarabad, capital of Azad and Jammu Kashmir, Pakistan (population approximately 100,000). A majority of buildings were destroyed by the earthquake and ensuing landslides. Rainfall, especially during the monsoon period continues to trigger massive landslides in the area. Photo: Abdur Rauf Qureshi, IUCN Pakistan, 2007.*

In our case, we had the opportunity to work with several local partners: the AJK Forest Department, AJK Planning and Development Department, both key stakeholders in land use planning and natural resources management. The latter provided office space to the new IUCN-AJK programme coordinator, himself a veteran forester with first hand knowledge of forests and land use in the study area. We also had the opportunity to engage several University of Muzaffarabad

geology students who had just gained access to new university facilities after their building had entirely collapsed, killing over 200 students. There were no remaining geological maps and none of the students had access to geographic information system (GIS). During my second visit to the region, and accompanied by a young geologist from the University of Lausanne, we were able to provide some maps and GIS training to the local partners and geology students.

In the meantime, the internship that we arranged for a University of Geneva student at UNEP-GRID-EUROPE in the AJK-region was successfully concluded, leading to the establishment of a landslide susceptibility map and model by Pascal Peduzzi. The map demonstrated a strong statistical correlation between vegetative cover and the occurrence of landslides as well as a striking visual correlation. We brought the map and a power point presentation with us on our second trip and found a high level of interest among stakeholders and a number of policy makers, notably at the Earthquake Reconstruction and Rehabilitation Agency, the AJK Forest Department and the United Nations Development Programme (UNDP) who requested permission to publish the map.

In terms of the partnership, the GIAN project was generally a positive experience. The team held a number of meetings, especially upfront to carefully determine project goals and expectations. Project partners met specific deadlines, the Institute of Geomatics and Risk Analysis of the University of Lausanne (UNIL-IGAR) contributed significantly through the purchase of costly satellite images and GPS units and funding travel expenses for the young geologist to join the second trip. IUED's Professor Jaubert contributed with valuable methodological and survey design support, notably the use of close-ups from the satellite image of the case study village which greatly facilitated the interviewing of participants about land use strategies. IUCN Pakistan's contribution was beyond my expectation and without the availability of their Internet connection the almost daily communications to coordinate the research effort would not have been possible.

*The results of the project were numerous and useful for a variety of publics.* They include: 1) our final report containing a number of conclusions applicable internationally to other mountainous areas and which at the time of this writing (late 2007) is beginning to be widely distributed; 2) three grant proposals submitted to various international agencies that include at least two of the partners who worked

on the GIAN project; 3) material for an academic publication and conferences; 4) established communications between certain partners who are likely to collaborate in the future and; 5) heightened awareness by all partners about the importance of an interdisciplinary approach to understanding disasters and mitigation strategies. Last but not least, the maps and findings have been widely distributed among stakeholders in AJK and Islamabad, who, we believe, will be able to directly use the study findings to improve their risk reduction activities.

Since the GIAN does not provide financial support for follow-ons or add-ons to a project that it has already funded, we gathered new partners such as UN's International Strategy for Disaster Reduction (ISDR) for our subsequent GIAN "Small Grant" proposal. Its aim was to further the issue of disaster risk reduction in mountainous regions. Unfortunately, this proposal was not funded, perhaps due to the fierce competition from other proposals, perhaps due to a perceived lack of international spectrum of such a conference. This is regrettable considering the international scope of the partners, and can perhaps serve as a lesson for the GIAN's successor organisation. Projects can be locally significant, and should be, while remaining internationally applicable.



*Motion detectors donated by a U.S. University for monitoring crack activity on hillsides above Muzaffarabad, Kashmir, Pakistan. Photo: Abdur Rauf Qureshi, IUCN Pakistan, 2007.*

## Les coulisses du projet «Réseau interdisciplinaire biosécurité» (RIBios)

Par Andràs November<sup>1</sup>



### La genèse du RUIG

À peine sept ans après son instauration, le RUIG a fermé ses portes. Curieuse coïncidence : cette fermeture intervient au moment où deux nouvelles institutions d'enseignement et de recherche voient le jour : *l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID)*<sup>2</sup> et *l'Institut des sciences de l'environnement de l'Université de Genève (UNIGE)*<sup>3</sup>. Si l'on ajoute qu'un projet de loi sur l'Université, déposé par le Conseil d'Etat à la fin août 2007, est en discussion devant le Grand Conseil et que cette nouvelle loi entrera probablement en vigueur en 2008, on peut en déduire qu'une véritable refon-

dition des structures académiques genevoises est en cours.

La question se pose cependant de savoir comment s'intègre le RUIG dans ce schéma. Car on a tendance à oublier que la création du RUIG n'était qu'une des étapes dans un long enchaînement de créations et disparitions des institutions d'enseignement supérieur de Genève et qu'il devait remplacer *l'Académie internationale de l'environnement (AIE)*, qui fut brusquement fermée au mois d'octobre 1998, huit ans après sa création.

Pour combler le vide créé par la disparition de l'AIE, il a fallu repenser la structure de l'enseignement de l'écologie (et du développement durable) et regrouper la recherche et l'enseignement dans un pôle «Environnement et développement durable». Pour ce faire, un Groupe de travail a été formé par le Recteur de l'Université de Genève, qui s'est vu confier le mandat de formuler des recommandations sur l'enseignement et la recherche relatifs aux questions environnementales, devenues prioritaires dans les années 90<sup>4</sup>. Le Groupe de travail a préconisé – sans trop d'imagination – les lignes d'orientation suivantes :

- ▶ maintenir les activités de l'AIE *dans l'enseignement, la recherche, la formation et les services aux collectivités* ;
- ▶ mettre en place un *programme d'enseignement et de recherche interdisciplinaire* ;
- ▶ renforcer l'interaction des institutions universitaires entre elles, créer des partenariats avec les organismes académiques locaux, nationaux et internationaux travaillant dans les domaines de l'environnement et du développement durable.

Tout en suivant ces lignes directrices, le RUIG a choisi d'innover et de moderniser les méthodes de recherche académique, privilégiant :

<sup>1</sup> Andràs November est professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED).

<sup>2</sup> L'IHEID regroupe l'Institut universitaire de hautes études internationales (IHEI) et l'Institut universitaire d'études du développement (IUED).

<sup>3</sup> L'Institut des sciences de l'environnement résulte de la triple refonte du Centre universitaire d'écologie humaine (CUEH), du Centre universitaire d'étude des problèmes de l'énergie (CUEPE) et de l'Institut d'architecture de l'Université de Genève.

<sup>4</sup> Pour s'acquitter de cette tâche, le Recteur de l'Université le Professeur Bernard Fulpius, s'est entouré des représentants des facultés, centres ou instituts universitaires genevois ayant des compétences dans le domaine de l'environnement et du développement durable.

- ▶ les projets *en partenariat avec un réseau* de plusieurs organisations universitaires et éventuellement avec les acteurs sur le terrain<sup>5</sup>;
- ▶ l'ouverture au *monde international* (gouvernemental et non gouvernemental) et l'association aux recherches menées par les institutions académiques d'au moins une organisation internationale présente ou représentée à Genève;
- ▶ le financement de la mise en œuvre initiale des projets, sous réserve que les organismes partenaires apportent leur contribution complémentaire (financière ou en nature) à leur réalisation.

### L'élaboration d'un projet: le cas du RIBios

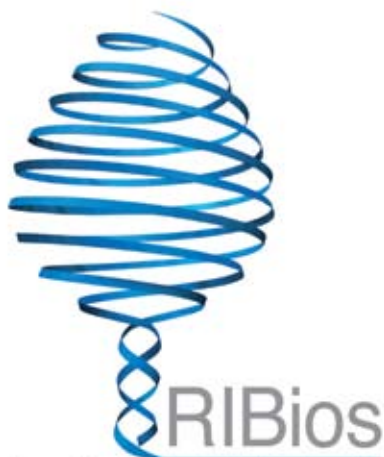
Le projet intitulé «*Environnement et développement durable: les enjeux de la biosécurité*» déposé par un groupe de chercheurs de l'IUED qui a pris par la suite le nom RIBios (Réseau Interdisciplinaire Biosécurité) était un des premiers projets de recherche que le RUIG a accepté en 2001. L'impulsion initiale à la présentation du projet RIBios a été donnée par la signature du *Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques* (dit *Protocole de bio-*

*sécurité*), au début de 2000. Ce protocole a pour but de mettre en place des *instruments de régulation* en vue d'assurer la *biosécurité*, c'est-à-dire «de protéger la diversité biologique ainsi que la santé humaine face aux risques, présumés ou non, provenant du transfert, de la manipulation et de l'utilisation d'organismes vivants modifiés (OVM) disséminés dans l'environnement ou destinés à l'alimentation humaine ou animale». Le Protocole prévoit l'application du *principe de précaution* dans le commerce international et autorise ainsi les pays importateurs à refuser un produit OVM qui pourrait présenter des risques pour l'environnement et la santé humaine, et ce, même en l'absence de certitude scientifique concernant l'existence de ces risques.

A première vue, la construction du projet RIBios paraissait assez simple. Mais en réalité, tous les problèmes étudiés étaient sujets de débats, discussions et controverses à l'échelle nationale et internationale. Les questions abordées dans le projet ont débordé la notion de biosécurité et ont également porté sur l'approfondissement du principe de *précaution*, sur l'étude des *risques* ainsi que sur le choix démocratique des nouvelles technologies (*démocratie technique*). Les travaux ont par ailleurs compris un volet de dialogue avec les scientifiques autour des biotechnologies végétales et des organismes génétiquement modifiés.

*Enfin, un programme de renforcement des capacités dans les pays en développement (capacity building) – consistant en l'organisation de deux ateliers de formation dans les pays en développement et un cours interdisciplinaire à l'Université de Genève – a été inclus dans le programme.*

L'étude de la «biosécurité» a été justifiée d'abord par sa nouveauté, mais aussi par le fait qu'elle a touché aux thèmes débattus au sein de nombreuses organisations suisses et internationales, gouvernementales et non gouvernementales. Quand le projet RIBios a débuté au mois de mars 2002, la notion de «biosécurité» (*biosafety*) était pratiquement inconnue en dehors d'un cercle restreint



Réseau Interdisciplinaire Biosécurité  
Biosafety Interdisciplinary Network

<sup>5</sup> La méthode d'organisation en réseau, empruntée des entreprises, mais appliquée dans la recherche académique a été préconisée par M. Charles Kleiber, Secrétaire d'Etat à l'éducation et à la recherche. On peut dire que le RUIG était le précurseur de cette nouvelle organisation de l'enseignement et de la recherche académique. En effet, une organisation en réseau «se présente comme une structure flexible et adaptative mobilisant – et non plus possédant – un ensemble coordonné et stabilisé de compétences (ou savoir-faire)». Cf. PACHE Gilles et PARAPONARIS Claude, *L'entreprise en réseau*. Paris, PUF, 1993, p. 7.

de spécialistes. En fait, cette expression englobe aussi bien la sécurité environnementale et alimentaire (*food safety*), que la prévention des risques biotechnologiques. Pendant les deux ans de recherche, les collaborateurs du RIBios ont pu explorer les différentes facettes de cette notion : ils ont en particulier approfondi les questions de biosécurité relatives aux *plantes transgéniques* (biotechnologie végétale) et ont identifié les risques décelés en amont et en aval de la filière des organismes génétiquement modifiés.

### Les réalités du travail sur le terrain

Construire un projet autour de *concepts à peine défrichés sur le plan théorique* était une chance et un défi pour les chercheurs. Pour réaliser ce programme ambitieux et étendu, l'équipe du RIBios a réuni une quinzaine de chercheurs de différentes disciplines (biologistes, juristes, sociologues des sciences, éthiciens, économistes, politologues). *La méthodologie* suivie était délibérément *non directive*, mais concertée et consensuelle. Une telle démarche n'était pas dépourvue de risques : il est rapidement apparu que l'absence de hiérarchie pouvait se révéler déstabilisante pour quelques collaborateurs et que par ailleurs la concertation préalable à la décision prenait beaucoup de temps. En revanche, la majorité des collaborateurs a trouvé stimulant de pouvoir mener leurs recherches à leur rythme et acceptaient volontiers que leurs collègues discutent autour de leurs travaux. Enfin, il convient de souligner que la méthode participative est exigeante, car chaque collaboratrice et collaborateur doit assumer la responsabilité de la réalisation de ses travaux.

En même temps, et tout au long de la recherche, l'équipe a fait son apprentissage collectif en matière de travail interdisciplinaire en réseau.

#### a) Travail interdisciplinaire en réseau

Mener la recherche et les différentes activités du programme en collaboration avec des partenaires divers, venant de disciplines variées était une

exigence du RUIG. Il fallait réunir une équipe interdisciplinaire dès le début du projet. De nombreuses rencontres, échanges et négociations ont été nécessaires pour se mettre d'accord avec les partenaires potentiels afin qu'ils se transforment en partenaires à part entière. Il fallait harmoniser les conceptions et les objectifs.

Dans le cas du RIBios, un effort considérable a été fait pour établir des liens avec un grand nombre de partenaires. Maintenir les liens, consulter ou informer constamment les nombreux partenaires qui travaillaient avec RIBios a absorbé beaucoup d'énergie.

Le réseau du RIBios a été composé de deux cercles de partenaires. Avec les premiers, les partenaires proches, des liens très étroits et permanents ont été créés. Ils étaient directement impliqués dans le projet, ont délégué des collaborateurs qui se sont intégrés dans l'équipe interdisciplinaire et ont participé activement aux travaux<sup>6</sup>. Avec un deuxième cercle de partenaires, les contacts étaient plus espacés et concernaient les problèmes spécifiques.

*Le travail en réseau mis en place graduellement s'est révélé très constructif et enrichissant. En fait, la collaboration avec les partenaires était indispensable à la réalisation du projet et leur apport s'est avéré décisif dans l'accomplissement du programme.*

Les problèmes de financement ont joué une part non négligeable dans les relations avec les partenaires. La recherche de fonds et le partage des ressources financières sont loin d'être anodins, bien au contraire : quand une institution universitaire dispose de fonds, ils sont généralement affectés au financement de ses propres projets.

S'allier avec un partenaire qui apporte l'idée d'une recherche et qui demande en même temps une participation non prévue dans le budget de l'institution partenaire est une procédure inusitée dans la vie des universités. Elle devient le principal obstacle au partenariat.

<sup>6</sup> Il s'agit surtout de l'Interface sciences-société de l'Université de Lausanne, de la Faculté de droit de l'Université de Genève, de l'Agroscope (anciennement Station fédérale de recherches en production végétale) de Changins, d'Equiterre (ex-Société de Protection de l'Environnement), du Geneva Environment Network (GEN), de l'UNITAR et de l'UNEP-GEF. D'autres partenaires ont suivi attentivement les travaux du RIBios, notamment l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (IHDP), l'Office fédéral de l'agriculture (OFAG) et le Département de l'économie et de l'emploi et des affaires extérieures (DEEE) du Canton de Genève.



*Panel de productrices et producteurs lors de l'Espace Citoyen de Fada N'Gourma au Burkina Faso, mai 2008.  
Photo: RIBios.*



### b) Collaboration avec les organisations internationales

Le partenariat avec les organisations internationales constitue un autre volet délicat. Il faut bien admettre que les relations avec elles n'étaient pas toujours simples: les organisations internationales travaillent à l'échelle mondiale ou même planétaire, suivant un agenda très éloigné des préoccupations du microcosme genevois. D'où la difficulté de faire coïncider les objectifs globaux des organisations internationales avec ceux d'un projet académique local (ou suisse), même si les recherches concernant les problèmes induits par le projet sont internationales.

En outre, la «culture» administrative (bureaucratique) des organisations internationales est passablement différente des habitudes suisses: elle est plus lente, s'adapte difficilement à l'imprévu (qui arrive pourtant souvent quand il s'agit d'un programme de recherche). En outre, la préoccupation omniprésente de gommer toute observation susceptible de heurter certains États membres est difficilement compatible avec la nature d'une recherche académique<sup>7</sup>.

Il faut se garder cependant de toute généralisation. La coopération avec les partenaires internationaux était souvent très agréable et enrichissante, en particulier avec ceux qui avaient déjà une connaissance du contexte genevois. Plusieurs collègues des organisations internationales ont pris un réel plaisir à travailler avec une équipe de chercheurs locaux, leur vaste connaissance du monde et des négociations internationales – onusiennes ou pas – a constitué un apport considérable qui a permis d'élargir la recherche. On peut dire que les partenaires locaux et internationaux ont poursuivi ensemble un *apprentissage* collectif pour travailler ensemble.

*Grâce aux deux principes introduits par le RUIG - le travail interdisciplinaire en réseau et la collaboration basée sur une compréhension réciproque avec les partenaires internationaux - le RIBios a pu accomplir son travail et produire un certain nombre de publications, dont un ouvrage collectif, des colloques, des sémi-*

naires, des cours de formation continue en Suisse et en Afrique, des ateliers de travail (*workshops*) en Afrique et en Asie.

Pour conclure, force est de constater que les institutions, comme les projets, parcourent un *cycle de vie* qui devient de plus en plus court. Elles naissent, se développent et s'éclipsent en laissant leur place aux suivantes, sans leur laisser le temps de se développer et de s'épanouir avant que l'on ne passe à autre chose.



*Ouverture du Cycle de conférence en bioéthique médicale et environnementale avec Albert Jacquard, septembre 2007. Photo: RIBios.*

<sup>7</sup>Par exemple, l'engagement de publier une monographie, «*Food Security and Intellectual Property Rights in Developing Countries*» rédigée par un des collaborateurs du RIBios, n'a pas été respecté par l'un des partenaires. Ce texte a été publié dans la série des Cahiers du RIBios, financé par la DDC.

# Negotiating the Planet's Challenges

By Anne Petitpierre, Alan Searl and Urs P. Thomas<sup>1</sup>



Technology Transfer, Trade, and the Environment : Promoting Synergy for Sustainable Development among the World Trade Organisation and Multilateral Environmental Agreements  
Coordinator: Anne Petitpierre

<sup>1</sup> Anne Petitpierre is a Professor at the Faculty of Law, University of Geneva. Alan Searl works on trade, environment and global health issues at the UK Permanent Mission to the UN in Geneva. Urs P. Thomas is the administrator of EcoLomics International, Geneva, and participated as a research associate in the project.

## Aiming for Coherence between Environmental and Trade Negotiations

To address the issue of technology transfer within the framework of the difficult relation between trade and the environment means addressing the question of the role of technology transfer in the implementation of the multilateral environmental agreements. This, in turn, implies questioning some of the ideas which are often taken for granted: is the issue really fundamental for the implementation of Multilateral Environmental Agreements (MEAs)? Where are the obstacles to technology transfer which actually prevent some MEAs from contributing to the solution of the problems they are addressing? What exactly are the “expectations” of MEAs as far as transfers of technology are concerned?

Those questions were the focus of the research project supported by the GIAN. They might be the bread and butter of the negotiators of both environmental and commercial treaties, but the right answer is not always to be found in the texts negotiated. To discuss them with an open mind and some distance, a dialogue between the academic world, the concerned international organisations<sup>2</sup> and the diplomats involved is a prerequisite that will avoid focusing on questions which do not correspond to the reality of the economic world, and even less to the ecological one. The experience of preparing the three meetings we organized in close cooperation with partners from the international organisations and then discussing the outcome with them enabled the “academics” to focus on what could be the actual contribution of technology transfer to MEAs, and what is the role of commercial agreements in this context. The key word here is *mutual supportiveness* of international agreements. Applying this concept consistently is the only answer to the complexity of the relation between international commitments often based on similar basic philosophies (such as *sustainable development*, a goal that is common to the World Trade Organization and to MEAs), but with substantially different interests at stake.

This common reading of the issues discussed at roundtables and symposiums allowed the academics to fo-

cus on some basic problems and to realize how large a field for investigation remains open in this context. If we consider that, in addition to mutual supportiveness, systemic approaches are necessary to make the best use of the opportunities offered by the development of environment-friendly technologies, the example of the three “chemical” conventions is striking. And yet they have been largely ignored in most of the discussions about technology transfer, even by the negotiators. For example, the importance assumed by the concept of *environmentally sound management* as a framework for the technical solutions that those conventions require confirms the limits of a purely “trade” approach. To address the problems of waste disposal, of handling dangerous chemicals or of adding new chemicals to these conventions, it is not sufficient to provide environmentally sound technology. Being, perhaps, less charged with political debate than WTO negotiations, cooperation of this type has the potential to substantially advance these issues. Cooperation, more than negotiation, will allow finding solutions. This implies that due regard is taken by each convention of the content and the goals of others. This conclusion opens the field for new thinking about the right questions which should be asked about technology-related issues. It would not have been underlined as such an acute problem without close interaction between all the partners involved in the project and the other international actors involved in a friendly dialogue. Mutual supportiveness is about making use of other negotiators’ wisdom rather than mistrusting it. Indeed, trade in Environmental Goods and Services (EGS) may be an important contribution to improving the quality of the environment, provided it takes due account of what is considered as environmentally sound in other areas, as there cannot be a “trade” conception of environment-friendly technology, as opposed to an “ecological” conception of the same.

## The View from the Trenches: A Researcher’s Perspective

The GIAN program of academic research projects represented a particularly interesting focus and

<sup>2</sup>The composition of the group of our partner organisations reflected this need for dialogue among different stakeholders: the UN Environment Programme (UNEP-ETB), the UN Conference on Trade and Development (UNCTAD), and the International Network for Environmental Compliance and Enforcement (INECE, Washington DC); on the academic side, Geneva’s Graduate Institute took part in the project, and the University of Geneva’s Law Faculty was in charge of the overall coordination.

framework that managed to exploit the very fertile but not sufficiently explored interaction between academic and intergovernmental activities. These of course are concentrated in Geneva to a degree found nowhere else in the world with the sole exception of New York. *The GLAN program therefore had the merit of providing an outstanding observatory to scientific researchers by encouraging them explicitly to delve into the unique wealth, diversity and quality of knowledge accumulated in the numerous international organisations aggregated in la Genève internationale.* Thus we cooperated closely with UN organisations and the WTO Secretariat, with the Permanent Missions, and with international NGOs specialized in the project's general issue area, i.e. the interface between trade and sustainable development.

More precisely, the project focused on a domain which is called – both in intergovernmental negotiations and in academia – *Trade and Environment*. The WTO has a Division and two standing Committees by this name which is frequently found also in the scientific literature and in NGO documents. Most of these discussions and negotiations, and also most of the related research, focus on the relationship between WTO agreements and MEAs, many of which are administered by the UN Environment Program (UNEP). There is a considerable amount of literature also on the WTO jurisprudence in this domain. The originality of our project consisted in bringing the question of the transfer of technology into this problematic. Technology transfer is a widely discussed and analysed issue but there is hardly any mentioning of it in the context of trade and environment.



*Urs Thomas and Anne Petitpierre at the GLAN's "Ceremony for laureates", 31 October 2006.*

The project consisted in an interdisciplinary scientific investigation by two lawyers and a political scientist in an issue area that is largely dominated by intergovernmental organisations and by the Geneva-based Permanent Missions. It is important to note here that some specialised NGOs<sup>3</sup> also play an informative and communicative role between these actors which is very important given the often technical, complex and voluminous subject matter. Furthermore, it is crucial to realize that the Internet-based official or analytical documentation<sup>4</sup> in this field provided by organisations like the WTO, UNEP, the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) and a number of others is extremely vast and goes well beyond the quantity of material that can be digested by a small group of researchers in a year. *This is where the critical value of direct contacts with the experts in the intergovernmental organisations and missions becomes evident: they are able to point out specifically which portions of a text – sometimes it is just part of a paragraph – have either prevented a consensus or alternatively have provided a diplomatic solution in a tense situation.* In addition to this, these experts can explain the specific or the wider context which often needs to be understood in order to gain insight into the ramifications and the real meaning of a given part of the official documentation, not to mention the often very diverse positions of the Members and Parties of organisations and agreements.

It was interesting also to make the distinction between the two kinds of Permanent Missions located in Geneva: those dealing with the UN organisations, and those dealing with the WTO. Some countries have separate Missions, others have a joint Mission. Either way, in most cases the two areas of business are distinctly separate since they relate to different Ministries with usually less than perfect communications and coordination among themselves. As a matter of fact, during the first part of the project the three researchers concentrated entirely on the WTO negotiations regarding so-called Environmental Goods under the mandate of the Doha Development Agenda,<sup>5</sup> which means that in the case of the Missions we were dealing exclusively with

the WTO-related ones. Here we found a clear contrast between the Missions: most of the developing countries strongly supported in these negotiations on tariff reductions the consideration of technology transfer-related aspects and of relatively comprehensive projects and categories. The Missions of the industrialized countries on the other hand were more intent on reducing obstacles to trade liberalization by emphasizing the role of the market and the protection of intellectual property rights, and they primarily focused on the *definition* of Environmental Goods and on the compilation of lists.

In the second half of the project the three researchers focused each on a more specialized mandate. One of them organized an original informal exchange with trade negotiators at the WTO which led to an up-to-date analysis of the state of play of the Environmental Goods negotiations. The other two concentrated on certain trade-related MEAs, i.e. Climate Change, and hazardous wastes and chemicals, and they focused more on the Secretariats of the relevant MEAs. The latter led to a roundtable whose participants were mostly experts from these Secretariats. This event resulted in a very rare exchange with a somewhat broader interested public on wastes and chemicals issues which are normally discussed only among specialists. *On the whole we can conclude that our research methodology turned out to be very fruitful and rewarding; the researchers were welcomed in the international organisations and their staff in turn very much appreciated the opportunity to discuss their work with academic researchers, an opportunity which they don't usually have.*

### Some Diplomatic Reflections<sup>6</sup>

Alexander Graham Bell said that: “Great discoveries and improvements invariably involve the co-operation of many minds”. Nowhere is this truer in international negotiations than when trade negotiators and other types of diplomats come together to tackle one of the biggest challenges of our generation: how to bring about greater market openness and prosperi-

<sup>3</sup>The most important ones for our project were the International Centre for Trade and Sustainable Development (ICTSD), the International Institute for Sustainable Development (IISD), and the Center for International Environmental Law (CIEL).

<sup>4</sup>Including studies, background papers, and reviews etc. of an informative nature which do not necessarily reflect the positions of any specific government.

<sup>5</sup>Doha Declaration, Para. 31.(iii) [http://www.wto.org/english/tratop\\_e/dda\\_e/dda\\_e.htm](http://www.wto.org/english/tratop_e/dda_e/dda_e.htm)

<sup>6</sup>This section was prepared by Alan Searl of the UK Mission to the UN in Geneva.

---

ty, while respecting and protecting the environment. The preamble of the agreement reached by Ministers in April 1994 establishing the World Trade Organisation laudably asked members to sign up to: “allowing for the optimal use of the world’s resources in accordance with the objective of sustainable development, seeking both to protect and preserve the environment”. However, making a reality of this goal has challenged policy makers the world over since the ink on the agreement was dry.

Diplomats trying to solve this challenge in Geneva in the present day have been fortunate however to have the support and encouragement of a world-class academic community. The analytical skills and multi-disciplinary approach offered by scholars has helped to open trade negotiators’ minds. More than this, a recent programme funded by the GIAN has been a neutral convenor of players from different governments, international organisations, and think tanks. *Over the space of two years, the use of small group discussions chaired by University of Geneva scholars has allowed negotiators to speak their minds in a safe and creative atmosphere. This has led in turn to better quality communication and problem-solving, as well as a rich new body of shared knowledge and analysis for both partners.*

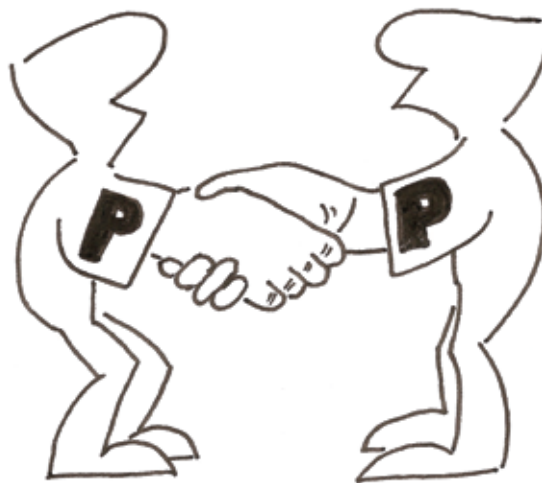
In the months ahead, as attention increasingly turns to the sustainable development challenges posed by climate change, the Geneva academic community needs to more boldly help trade negotiators and other diplomats better understand the inter-linkages between different disciplines and perspectives. The current generation of multilateral actors and scholars needs to more urgently than ever co-construct a viable low carbon development vision. It demands more tightly drawing together expertise from economics, law, engineering, cross-cultural dialogue, business studies, and the natural sciences. But there can be no better environment than Geneva to bring these elements together.

Policy makers are insufficiently informed, networked and mobilised to deal with the scale of the climate challenge. Even after the major reports by climate scientists in 2007, minds are too closed. As Alexander Graham Bell noted, the most successful people were those who: “carefully advance step by step” with the mind becoming “wider and wider – and progressively better able to grasp any theme or situation”. This is the major outcome of collaboration between the academic and diplomatic worlds. And it is why the academic communities converging on Geneva therefore have an important, urgent and ever more needed service to perform.

## Partenariats publics-privés pour un développement harmonieux et durable

Entretien avec Paolo Urio, Olivier Brenninkmeijer et Geoffrey Hamilton<sup>1</sup>

Propos recueillis par Laurence Mortier



*Comment le projet a-t-il été mis sur pied ?*

*Urio :* Dans le cadre de l'Appel d'offres du RUIG qui a eu lieu en 2005, deux équipes de recherche ont soumis au RUIG deux projets distincts sur la thématique des partenariats publics-privés. L'un s'intitulait «Créer une nouvelle dynamique de partenariats publics-privés (PPP) pour un développement durable: établir un *tool kit* pour les pays au stade pré-PPP», dont les partenaires institutionnels principaux étaient l'Université de Genève (UNIGE) et la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE). L'autre, «Explorer les opportunités pour accroître la sécurité humaine et la stabilité économique grâce aux PPP» avait été soumis par l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). L'UNIDIR souhaitait établir un partenariat avec l'Institut d'études

du développement (IUED), mais celui-ci n'avait pu s'engager fermement à temps. *Bien qu'intéressé par nos deux propositions, le RUIG estimait d'une part que ces deux projets n'étaient pas acceptables en l'état, et d'autre part qu'ils étaient complémentaires. Il a donc proposé aux deux équipes d'élaborer un projet commun, qu'elles pouvaient lui soumettre jusqu'à l'automne 2005.* Nous avons donc seulement quelques mois devant nous pour fusionner les deux projets, qui avaient chacun leur logique propre, et présenter au RUIG une nouvelle version, compatible avec les intérêts de tous les partenaires intéressés par cette opportunité. Ce projet, qui réunissait principalement l'UNIGE, la CEE et l'UNIDIR, fut alors intitulé «Créer une nouvelle dynamique de PPP pour un développement harmonieux et durable: sécurité humaine et accès équitable aux ressources dans les

<sup>1</sup> Paolo Urio a été Professeur ordinaire au Département de Science politique de l'Université de Genève (UNIGE). Olivier Brenninkmeijer est Chercheur à l'Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). Geoffrey Hamilton est Chef de la section Coopération et partenariats, division de la Coopération économique et de l'intégration, à la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE).

pays au stade pré-PPP». Ce projet fut accepté par le RUIG en octobre 2005.

*Hamilton: Quand les deux propositions ont été fusionnées, il y eut une certaine incompréhension de la part des Etats membres de la CEE.* En effet, la thématique de la sécurité, qui ne figurait pas dans notre proposition initiale avec l'UNIGE, avait été intégrée à la nouvelle version du projet en raison de l'intérêt de l'UNIDIR pour cette problématique. Or, la CEE n'est pas une institution qui s'occupe de sécurité. La CEE, qui reçoit des mandats de la part des gouvernements pour étudier des domaines spécifiques, n'a pas la liberté de choisir les domaines sur lesquels elle souhaite travailler et toute étude relative à d'autres sujets requiert l'aval des gouvernements. Ce changement fut en quelque sorte une surprise pour les Etats, puisqu'ils n'avaient pas suivi la gestation du projet en détail. Convaincre les Etats de l'utilité de ce projet fut par conséquent une tâche très complexe à gérer avant même le début des recherches.

*Les partenaires du projet avaient-ils des approches différentes?*

*Urio:* Au cours de la recherche, nous avons découvert que chaque institution possède sa propre culture et sa propre approche de la recherche et des objectifs de cette dernière. L'Université est avant tout intéressée par une recherche empirique et «politiquement neutre». Au contraire, les organisations internationales, notamment la CEE dans notre projet, visent à promouvoir certaines politiques et bonnes pratiques, donc ciblent certains aspects qui sont prioritaires pour leurs Etats membres.

*Brenninkmeijer:* Nous avons en effet constaté que le rythme de travail et les approches de chacun diffèrent. Pourquoi cela? *Si on regarde plus précisément la composition et le financement de la plupart des organisations internationales, on constate d'emblée qu'elles dépendent très étroitement des Etats qui les soutiennent.* Comme les Etats confient et financent des mandats aux organisations internationales, ces dernières sont soumises à des contraintes et peu indépendantes en ce qui concerne le choix des recherches qui sont financées. Je ne parle pas des résultats de celles-ci qui

doivent être aussi objectifs et scientifiques que possibles. Un moyen pour développer une recherche qui est objective et politiquement neutre est d'obtenir un financement de la part de fondations pour des projets de recherche; à cet égard, l'UNIDIR a eu du succès pour divers projets. *Notre recherche soutenue par le RUIG est un projet que nous avons développé en toute liberté académique et sans aucune influence de la part des Etats membres de l'ONU.*

*Comment la différence de perspective entre les académiques et les chercheurs du monde des organisations internationales s'est-elle manifestée dans ce projet de recherche?*

*Brenninkmeijer:* Une différence entre partenaires du monde académique et des organisations internationales s'est fait ressentir pendant le développement des questionnaires destinés aux experts des PPPs, par exemple concernant les critères d'évaluation selon lesquels les PPPs devaient être évalués. Nous avons d'abord développé le projet avec deux critères d'évaluation, le développement durable et la sécurité. Le premier avait été proposé par la CEE, le deuxième par l'UNIDIR. Un troisième critère a ensuite été ajouté, celui de l'équité sociale, sur la demande du Professeur Urio. La différence entre les partenaires était claire, puisque la CEE s'intéressait aussi à d'autres caractéristiques, comme la standardisation des normes, mais avait moins d'intérêt pour les questions d'équité ou de sécurité. Une fois le projet commencé, un quatrième critère, l'efficience économique, a été ajouté par le Professeur Urio. Cette proposition a reçu l'appui de la CEE, car cet aspect est important pour ses pays membres. Finalement, il a été possible de trouver une solution acceptable dans la formulation des critères d'évaluation.

*Hamilton: Cette différence entre la vision des institutions académiques et celle des organisations internationales est devenue particulièrement apparente lors de notre discussion concernant le rapport final de la recherche, à savoir s'il fallait y inclure des recommandations ou «policy guidelines».* L'UNIGE n'exprimait pas un grand intérêt à cet égard, hormis l'équipe de recherche chinoise sous la direction du Professeur Urio qui souhaitait inclure des recommandations





De g. à dr. Thomas Zacharewicz, Olivier Brenninkmeijer, Tatiana Chernyavskaya, Paolo Urio, Patricia Lewis (UNIDIR) et Geoffrey Hamilton, après une réunion à la Villa Rigot, début 2006.

pour le gouvernement chinois. De notre côté, il fallait absolument que ce rapport présente des «policy guidelines» destinées aux gouvernements. Le défi a été donc de trouver un accord quant à la forme des résultats. Il me semblait que ceci correspondait au souhait du RUIG, à savoir que chaque projet qu'il soutenait ait une application concrète. Trouver un consensus autour de cette question a été chose difficile. Avec un peu de recul, je recommande que les équipes de recherche se réunissent avec l'institution donatrice au début du projet pour clarifier le format final attendu de la recherche.

*Urio*: Dans le cadre de notre recherche, je pense aussi qu'il aurait été utile de se mettre au préalable d'accord sur la présentation des résultats. *Je reste persuadé que dans le cadre d'une telle recherche, les recommandations politiques doivent être formulées par les partenaires du projet en leur nom, par exemple sous forme de «policy briefs» qu'ils se chargent de publier au sein même de leur institution, et non en celui de la recherche elle-même.* Du point de vue académique,

ce genre de recommandations n'est pas acceptable, au risque de faire perdre à la recherche de son objectivité. Les résultats du projet seront donc présentés sous deux formes. D'une part, il y aura un premier rapport de recherche qui rendra compte des résultats. D'autre part, l'UNIGE, après avoir retravaillé ce manuscrit, le publiera sous forme d'ouvrage scientifique. J'envisage éventuellement d'intégrer les résultats de la recherche dans un programme de formation en Chine dans lequel je collabore. Mais de leur côté, l'UNIDIR et la CEE publieront leur «policy briefs». En bref, chaque partenaire du projet utilisera les résultats de la recherche dans la forme qui correspond à ses besoins.

*En tant que coordinateur du projet et responsable de la gestion des fonds de ce projet (à l'UNIGE), avez-vous rencontré des difficultés?*

*Urio*: En ce qui concerne les procédures des divers partenaires, celles de l'Université restent lourdes, mais transparentes. Toutefois, celles des organisations internationales manquent à mes yeux

de transparence. Par exemple, bien que ce soit l'UNIGE qui gère les fonds RUIG alloués au projet, l'une des organisations internationales impliquées dans celui-ci a réclamé en cours de projet des «overheads» qui n'étaient bien entendu pas justifiables. Nous avons donc passé un temps considérable à régler des questions d'ordre purement administratif. Finalement, ce fut un autre bailleur de fonds qui a couvert ces frais. Néanmoins, outre les obstacles administratifs auxquels nous avons dû faire face, le projet s'est bien déroulé et l'équipe de recherche est satisfaite des résultats. Je recommande cependant aux futures équipes de régler toutes les questions administratives avant la signature du Memorandum of Understanding, et en particulier de clarifier les aspects relatifs à la confidentialité et au rôle de chaque partenaire, par exemple pour les recommandations d'ordre plus politique, comme mentionné précédemment.

*Comment la nature interdisciplinaire du projet a-t-elle affecté le déroulement et les résultats de la recherche?*

*Urio* : Notre projet de recherche a impliqué plusieurs thématiques, notamment l'efficacité économique, le développement durable, l'équité et la sécurité, et par conséquent diverses disciplines, notamment l'économie, la science politique et la philosophie. Même si de nombreux projets de recherche visent à l'interdisciplinarité, à savoir l'intégration des méthodes des diverses disciplines impliquées, ils retombent souvent dans de la simple pluridisciplinarité, soit la juxtaposition de disciplines. Bien que le critère de l'interdisciplinarité imposé par le RUIG soit louable, il n'est pas facile pour les équipes de recherche de travailler de cette manière, surtout quand la durée des projets est limitée à deux ans. Il aurait été souhaitable que le RUIG encourage une réflexion sur ce qu'implique ce critère en termes de nouvelles méthodes de recherche et de travail en partenariat. Toutefois, cela aurait nécessité plus de temps pour les projets ainsi que des fonds supplémentaires pour financer le salaire des assistants et des chercheurs durant cette phase de préparation. Cette étape de discussion et de définition des règles du jeu serait sans doute très constructive. Je pense aussi que le profil des membres «senior» de l'équipe,

et leur habitude ou non de travailler en interdisciplinarité, influence beaucoup la mise en pratique effective de ce critère.

*Comment les partenaires ont-ils bénéficié de ce projet?*

*Urio* : Sur le plan professionnel, le projet a énormément bénéficié aux deux assistants engagés pour cette recherche. Participer à un projet de cette envergure est sans aucun doute un tremplin pour les jeunes chercheurs dans leur carrière professionnelle. C'est en fait un des objectifs visés par le RUIG. *D'une manière générale, ce projet a bénéficié à tous les participants: nous avons étoffé notre réseau de contacts et contribué à l'étude d'un sujet brûlant et d'une question non résolue, qui intéresse tant les pays industrialisés que les économies en transition.*



*Paolo Urio presents the research to a group of Chinese officials of the Central Government at the China Executive Leadership Academy Pudong (CELAP), Shanghai, October 2007.*

## Case-study of a GIAN-supported Project: What are the Benefits for Project Partners and Policy-Makers?

By Bernd Balkenhol<sup>1</sup>



The GIAN-supported project “Microfinance and Public Policy” was implemented from 2003 to 2007 by the International Labour Organisation (ILO) in partnership with the University of Geneva (UNIGE), the Graduate Institute of Development Studies (GIDS) and the University of Cambridge. The research was co-financed by the European Commission (EU Commission), the ILO and the Ford Foundation.

*The project sought to clarify an issue that microfinance practitioners and donor agencies have struggled with: how to preserve the simultaneous commitment of microfinance institutions (MFIs) to both poverty reduction and profitability – while ensuring their progressive integration into the financial system and the phasing out of donor subsidies.* This issue has far-reaching practical implications: how can governments distinguish between performing and under-

performing MFIs? How can they initiate, reduce, increase or withdraw subsidy support to individual MFIs? The research team addressed these questions by generating empirical data on the clients of selected MFIs, the loan portfolio and relations between MFIs, donor agencies and government.

In November 2005, an international research conference was convened in Geneva to review the preliminary findings. At the end of 2007 a book entitled *Microfinance and Public Policy - Outreach, Performance and Efficiency*, edited by Bernd Balkenhol, was published by Palgrave Macmillan and the ILO. Numerous other policy-relevant outcomes resulting from this project will be considered later in this article.

### Project Preparation and Benefits of GIAN's Method

Following an ILO internal circular message issued in 2001, the project idea was first submitted to the GIAN in September 2001. That proposal was not approved and a second slightly modified version was sent to GIAN in 2002, providing for a partnership with the UNIGE, the GIDS and Cambridge University. *The GIAN approach was attractive as it allowed us to combine research capacities and different approaches in addressing an issue that the ILO had been working on since its evaluation of microfinance schemes for laid-off workers in industrialized countries*<sup>2</sup>.

The mode of operations and working style were quite different amongst the four participating institutions. It was therefore necessary to adjust to each other through a series of consultations (nine

<sup>1</sup> Bernd Balkenhol is Head of the Social Finance Programme of the International Labour Organisation (ILO).

<sup>2</sup> B. Balkenhol (ed.), *Good Practice Guide - Microfinance for Self Employment in Industrialized Countries*, ILO, Geneva, 2002.



*The benefits of microcredit in India. But, how do microfinance practitioners and donor agencies preserve the simultaneous commitment of microfinance institutions to both poverty reduction and profitability?*

meetings held between May 2003 and December 2004). The outcome was valuable as it clarified the common research interests across differing methods and approaches. ILO as the principal coordinating partner submitted the core research subject (conditions of efficiency measurement in microfinance and implications for public-policy support) to the three partners in the spring of 2003. There was immediate buy-in from all sides, enriching the survey design.

In 2004 and 2005, *the survey was carried out, covering 45 MFIs in 24 countries. The survey work was entrusted to either graduate students (of the three academic institutions) or ILO experts and consultants.* In 2004 and 2005, the Ford Foundation and the EU Commission came on board providing financial support for in-depth profiles of MFIs in the Middle-East and North Africa region (MENA).

Interaction between the partners took place not only around the design and application of the survey instruments, but also for the analysis of methods to interpret the data generated. The findings were reviewed and complemented in follow-up consultations. As coordinating partner and direct counterpart of the GIAN, ILO had a special responsibility to make sure that deadlines were respected and results produced.

*Interdisciplinarity positively influenced the design of the survey: the strong track record of Cambridge and GIDS in social performance measurement left its mark, as did the more quantitative methods applied by UNIGE. Interdisciplinarity was in the context of this project a particular asset as the entire research was about balancing social and financial performance in institutions (MFIs) that have a double bottom line.*

Support by the GIAN was well appreciated all around. A major challenge was, however, the incompatibility of financial reporting rules at the ILO with the GIAN's rules. Moreover, it was not always fully understood how much the ILO continued to invest into the project with its own resources, cash and in-kind.

## Research Results

The novelty of the approach of this research was based on the assumption that one cannot directly compare poverty oriented MFIs with commercially minded MFIs, but that it was essential to find a neutral performance standard that underlies all MFIs: efficiency. Results showed that there are basically four efficiency clusters of MFIs: those that are inefficient in both social and financial dimensions and others that experience a trade-off in one direction or another (i.e. they are either good as social or financial performers) and finally some that perform well in both respects. The surveys showed also that there is not a clear cut trade-off between poverty outreach and financial performance: some MFIs manage to reach very poor households – not always in very large numbers – and still break even; others cater to a better-off clientele without performing well financially.

The data generated threw light on the critical importance of subsidies for MFIs. Rather than categorically excluding the use of subsidies, we felt that one needs to differentiate between “smart” and “unsmart” uses of subsidies. The form, intensity, timing, conditionality and shape of subsidies make a difference to market distortion.

The project's research results have implications for a variety of actors, most directly for donor agencies and governments in low income countries that support MFIs or are planning to and that wish to plan a gradual phasing out of their subsidy support, in line with the promise of microfinance. Other audiences for which the results have practical implications are the MFIs themselves, their networks and partners in high income countries. *This project has already contributed to policy-making for several stakeholders seeking to provide more rational and transparent support to MFIs with public sector money:*

### 1. Multilateral donors

The GIAN project has contributed to the debate about the role of the public sector and the scope for public-private partnerships in microfinance. This is evidenced by publications of the Con-

sultative Group to Assist the Poor (CGAP), an international donor consortium. There is now an argument on the table in favour of “smart” subsidies, i.e. longer-term public sector support to MFIs, pointing out that the net social benefits of microfinance may exceed those of not doing anything and even those of alternative anti-poverty programs. This was acknowledged at the CGAP High Level Aid Conference which took place in Paris in October 2006. One of the four commitments that each of the 27 donor agencies accepted concerns the scope and limitations, the right dosage and sequencing of public sector money going to microfinance institutions. *The origin of this commitment was a suggestion that ILO had made to the Executive Committee Chair of CGAP in 2005, on the basis of the GIAN-supported research.*

The United Nations Capital Development Fund (UNCDF) sponsored a Blue Book on inclusive financial sector development which was published in April 2006 and contains a chapter on the role of the public sector in financial sector development. ILO wrote sections on public purpose financial institutions.

## 2. Bilateral donors

*The research project had a direct and verifiable impact on the aid policy of one donor in the area of microfinance, namely the European Union (EU). During recent years, a lively debate has developed within the EU Commission opposing those that advocate a pro-business strategy in microfinance to others that see microfinance as part of social development. On three occasions, the EU Commission invited members of our research*



*The benefits of microcredit in Rwanda, 1997. Photo: R. Harbour*



*Microfinance practitioners and experts discussing preliminary research findings at an international conference in Geneva, November 2005.*

*team to present the findings and policy implications.* A seminar that took place on 23 November 2006, was structured around four concrete case studies selected from the GIAN sample which prompted a debate on whether or not, in each particular instance, to continue or discontinue subsidy support.

There have been other presentations on the GIAN research: the Swiss Agency for Development and Cooperation (June 2005), the Austrian Development Cooperation Agency (April 2006), the German Federal Ministry for Economic Cooperation and Development (September 2006).

### 3. Impact on the Social Performance Task Force

Since 2004 an initiative led by Small Enterprise Education and Promotion (SEEP) of some 40 institutions has tried to harmonise social performance indicators and management in microfinance. The findings of the GIAN-supported project are relevant to this effort as it justifies the search for clear and verifiable outreach norms, whether the MFI succeeds in breaking even or not. In April 2006 the ILO took part in the Social Performance

Task Force meeting in Rome and presented the status of the GIAN project.

### 4. Impact on MFIs

*The results of the GIAN research constitute persuasive arguments for MFIs that are efficient, but still subsidy dependent on how to contractualise future support.*

ILO cooperation in Africa with the regional network of MFI national associations will provide a platform for a series of consultations on how to improve the structure of donor support to MFIs and the role that MFI associations can play as advocates and conveners.

The November 2006 Micro Credit Summit in Halifax showed additional opportunities to involve MFI networks in other regions. The interest of many MFIs can be explained by the fact that there is a considerable gap between the actual number of very poor persons reached by MFIs, ranging between 5% (most of Sub-Saharan Africa) and 40% (Bangladesh) and the potential number of poor clients.

## Benefits to Project Partners

Thanks to this GIAN-supported project, fruitful partnerships have developed between the ILO, the GIDS and the UNIGE. *In the framework of the Master's (M.A.) programme in Globalisation and Social Regulation (DESS Globalisation et régulation sociale) offered jointly by the UNIGE and University of Lausanne, six-month remunerated internships in the "Social Finance Programme" of the Employment Department of the ILO have been provided to eight students. More students will be employed in the future. This represents an opportunity for students to become directly involved in the field of microfinance in developing countries.* Since 2006 the ILO coordinator of the GIAN research project lectures on microfinance to students of the M.A. programme as

well as to students of other courses at the UNIGE (Faculty of Economic and Social Sciences).

The GIAN project allowed all academic institutions to field extensive empirical surveys with graduate students. Moreover it exposed each partner institution to different perspectives on microfinance and the best ways to promote it.

As a follow-up of this work, the ILO launched in 2008 a major action research programme "Microfinance for decent work" which is testing different delivery techniques by MFIs that seek to address decent work deficits like child labour, over-indebtedness, unsafe working conditions, precarity and social exclusion.



*From left to right, Daniel Fino, Yves Flückiger, Edouard Dommen, Bernd Balkenhol and Jean-Michel Servet at the international conference, November 2005.*





*Post-conflict economic reconstruction in Siem Reap Province, Cambodia. Microcredit loans and skills training create jobs for women heads of families. Photo: ©ILO/IN. Rain*





## Our Experience with GIAN in the Project “Promoting Decent Work in Construction and Related Services - The Key Role of Local Authorities”

By Roderick J. Lawrence<sup>1</sup>



### Background information on the project

*The purpose of the project was to present and analyze the challenges and potential of local authorities to promote decent work* (employment creation, improvement in the quality of jobs, worker’s rights and social security), exploring in detail the case of the construction industry and related services (public utilities). It combined theoretical analysis and case-studies, with recommendations to both practitioners and academics.

The hypothesis of the research was that: although publications on decent work focus mainly on the roles and responsibilities of actors in the private sector, the contribution of other actors and institutions in the public sector, especially local authorities, should not be ignored. Local authorities do play an important role in economic development, especially

through a range of policies and programmes in the construction sector and related services. If this hypothesis is validated then it is necessary to identify the means and measures that have been applied. If this hypothesis is not validated then it is important to understand why local authorities have not been key players in the promotion of decent work. For example, is this related to a lack of understanding of issues such as significant cuts in public sector budgets combined with increasing trends towards privatization? Or is it related to the fact that the concept of decent work is still unknown and therefore not used by many politicians and employees working for local authorities?

Considering that the literature on the promotion of decent work usually ignores the role of local government, it is not wholly surprising that policies and programmes by local authorities only refer to the promotion of the local economy and increasing numbers of jobs within the context of an increasingly globalizing economy. This shortcoming was explicitly addressed by the project.

The research included a methodology that combines quantitative and qualitative information and data. It defined and validated a set of criteria to evaluate the capacity of local authorities, combining criteria about decent work, about the construction sector (and related services), and about the policies and programmes of the local authority in each city selected for a case study. These four cities are Bulawayo (Zimbabwe), Dar-es-Salaam (Tanzania), Santo André (Brazil) and Esmeraldas (Ecuador). However the data collected for Esmeraldas could not be validated, so the case was presented as an annex. The research also included summarized information about other published case studies.

<sup>1</sup>Roderick J. Lawrence is Professor at the Centre for Human Ecology and Environmental Sciences of the University of Geneva.





*Better jobs for women: Stella works at a construction site in Dar-es-Salaam, Tanzania for US\$2.5 per day, 2003.  
Photo: ©ILO/IM. Crozet*

Some key findings from the bibliographical research and empirical case studies are as follows. First, decent work remains a marginal concept which has not been widely applied. An important allocation of human and other resources is still necessary in order to disseminate the concept. Second, decent work is a multi-dimensional concept and its four key dimensions need to be considered simultaneously – employment creation and three themes of quality of employment, namely rights, social protection and social dialogue. Therefore, cross-sector cooperation is necessary. This required collaboration implies challenges not only for local authorities but also for partner institutions which commonly work in specific sectors. Third, the set of indicators proposed to measure decent work should rely on data that are generally available in a large number of countries and that come from reliable quantitative databases (such as national surveys and census) and qualitative sources (questionnaires and interviews). Additionally, these indicators should be clearly and specifically defined to ensure that the same issues are being measured in different contexts, cities, regions and countries. The testing of the indicators in the case studies has shown that they are pertinent and easy to identify in the different contexts. Fourth, the indicators also enabled the authors to identify the weight of the construction sector in the national economy. The selection of two periods of time permitted the analysis of the evolution of the socio-economic situation in the cities and countries so that trends towards or away from decent work could be measured. The research also included specific findings about the activities and problems of local authorities as well as about the state of the construction industry and related services.

### **The partnership: a win-win situation**

*This project could only have been implemented through a partnership, in which GIAN played an enabling role.* The project needed the complementary attributes of the different partners involved. The University of Geneva (UNIGE) had the academic knowledge-base about research. The Inter-

national Labour Organization (ILO) had the institutional and practical experience on the subject of the research, as well as the contacts on the ground. *GIAN not only provided funding, but also crucial advice in different moments of the process, and was also present in the international workshop held in December 2006. The support of GIAN to bring together international and academic institutions based in the Geneva area is both distinctive and strategic. There have been very few cases of collaboration between such institutions without this kind of support. Yet, the potential for partnerships of this kind is vast, as demonstrated by this project.*

The partnership and consequent team work has allowed the individuals involved in the project to learn from each other. This would have been minimized if all professionals were colleagues from the same institution. The work process throughout this project entailed constant interactions between the members of staff of UNIGE and ILO involved in the project, as well as with GIAN.

### **Usefulness of the project**

The ILO is the UN agency with a mandate on issues related to labour. It has traditionally worked with central governments. While it recognizes the importance of working with local authorities – due to the overwhelming decentralization trend throughout the world – its knowledge about the role of these government agencies in promoting decent work is still poor. Therefore, the research has been crucial for the ILO to gather knowledge about this important issue. *The usefulness to UNIGE stems from the fact that it is an academic institution which should address subjects of societal concern; consequently a research project of the kind reported here is at the core of its mandate, and contributes to increasing its role in communities.*

It is also important to note longer-term benefits for the possible users of the project. Within the government structures, the major stakeholders are clearly local governments. Recently, and following the field



*Training is one element in promoting decent work in the construction industry: masonry workshop of the Dar-es-Salaam Regional Vocational Training and Services Center, October 2003. Photo: ©ILO/Crozet*

research in Santo André, the local government of this city started the implementation of activities related to the topic of this research project. Collaboration between the Federal Brazilian Government, the Canadian International Development Agency (CIDA), and the Municipality of Santo André is enabling the implementation of a new project concerning specifically autonomous workers in the construction sector. *As clearly expressed by senior staff of the local authority that leads this process, such activities were triggered by a new awareness created by innovative knowledge of this research project.* This knowledge was transferred to the local authority not only via documents sent by the research team throughout the period of research, but specially by direct contacts with the research team during field work in Santo André. The ILO already is involved in the process in Santo André, and is also using knowledge from the research in the design of other practical activities in other cities. Other governments such as Dar-es-Salaam and Belo Horizonte have also expressed interest.

These outcomes would not have been achieved without the involvement and support of GIAN and they will be disseminated by a number of publications.

## Chaînes de valeur des multinationales

Entretien avec Paul H. Dembinski<sup>1</sup>

Propos recueillis par Yannick Monet



*Quelle a été la motivation du projet et son utilité pour vous ?*

A l'heure de la mondialisation, les grandes entreprises multinationales redéfinissent leurs stratégies de production, adoptant de nouvelles techniques de gestion de leurs « chaînes de valeur », c'est-à-dire de l'ensemble des produits (biens et services) et des productions qui servent un marché donné. Ces nouvelles techniques modifient la réalité économique mondiale et il était important d'en étudier les conséquences sur les petites et moyennes entreprises afin d'ouvrir la voie à l'élaboration de politiques dans le domaine, et aussi pour mieux répondre à leurs besoins dans le Nord et dans le Sud.

*Ce projet de recherche a été très important pour les organisations impliquées, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). En effet, il s'agit d'une thématique cruciale pour l'avenir de l'économie mondiale en ce qui concerne l'emploi, le développement, et la compétitivité dans la mesure où les petites et moyennes entreprises (PME) interagissent entre elles et entretiennent des relations de coopération et de concurrence avec les grandes entreprises multinationales. Par ailleurs, il fait partie des priorités en matière de politique économique des pays aussi bien de la zone OCDE que dans beaucoup de pays en développement. Le projet a également été très utile aux universités impliquées. En effet, il s'agissait là d'un sujet d'étude conséquent qui a permis aux chercheurs d'approfondir la connaissance en la matière et d'apporter une analyse de la réalité des PME.*

*Pourquoi avez-vous soumis ce projet au RUIG ?*

Un tel projet pouvait être réalisé de manière plus intéressante, et politiquement plus percutante, avec une collaboration entre organisations internationales et universités. C'est exactement la perspective du RUIG. Connaissant le RUIG, je lui ai donc soumis le projet.

*Quel a été l'impact du RUIG sur le projet ?*

Le RUIG a permis la réalisation du projet en le soutenant financièrement. Il s'agit là de l'aspect principal et fondamental du rôle du RUIG. Celui-ci n'a en effet pas participé au déroulement du projet. Néanmoins, la formalisation a eu lieu en grande pompe, puisque deux conventions ont été signées à l'Ambassade de Suisse auprès de l'OCDE à Paris. L'une par le Président du Conseil de Fondation, M. Jean-Marie Dufour, et le Secrétaire exécutif,

<sup>1</sup> Paul H. Dembinski est Professeur d'économie à l'Université de Fribourg et Directeur de deux instituts à Genève, l'Observatoire de la finance et Ecodiagnostic.



*Expert meeting on “Enhancing the Participation of Small and Medium Sized Enterprises in Global Value Chains”, Palais des Nations, Geneva, 18-19 October 2007*

M. Randall Harbour, et les parties prenantes au projet; l’autre entre l’OCDE et la CNUCED pour leur permettre de collaborer utilement dans le projet. Cette rencontre solennelle a donné une aura au projet de recherche et en a souligné l’importance.

D’une façon générale, les partenaires ont travaillé selon leur propre calendrier et de la manière dont ils le souhaitaient. Le RUIG leur a laissé une totale liberté à ce niveau. Seuls des rapports sur l’avancement et les résultats des travaux de recherche ont dû lui être fournis par l’équipe de recherche avant chaque déboursement d’une nouvelle tranche de financement.

*Le rôle du RUIG a été extrêmement positif. Cependant, l’attention que celui-ci portait aux dépenses mineures m’a paru parfois excessive. Ceci étant, il s’agit là d’une politique du RUIG qu’il ne m’appartient pas de juger, elle vise à garantir la bonne utilisation des fonds publics qu’il gère et attribue, et à éviter les abus.*

*Comment l’interdisciplinarité voulue par le RUIG a-t-elle affecté le déroulement et le résultat du projet?*

L’interdisciplinarité a été l’essence même du projet. En effet, en dehors de l’université, l’interdisciplinarité est dans la vie. L’université différencie et compartimente nécessairement les disciplines pour les



étudier individuellement. Mais, celles-ci sont entremêlées, en interaction constante dans la réalité. Pour les organisations internationales, l'interdisciplinarité ne pose pas de problème. Bien au contraire, ces organisations fonctionnent de cette manière. C'est la nature du problème auquel elles sont confrontées qui détermine le mode de réponse et les disciplines qui interviennent.

L'approche interdisciplinaire a été très intéressante. Plusieurs participants de l'OCDE, par exemple, n'étant pas des économistes, avaient une vision différente de la mienne et il a été très enrichissant de comparer nos points de vue.

*Comment s'est déroulée la participation des partenaires dans le projet ?*

Ce projet de recherche a été d'une certaine ampleur et d'une certaine ambition aussi bien scientifique que politique. Quatre institutions, les Universités de Fribourg et de Genève, l'OCDE et la CNUCED y ont été impliquées et le projet a reçu l'appui d'un certain nombre de pays – dont la Suisse, à travers le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO), et le Japon. *Le projet a permis aux universitaires suisses de Fribourg et de Genève de fournir à la communauté scientifique et aux professionnels un apport d'importance dans ce domaine.* Il y a eu une bonne entente entre les partenaires.

Il est à noter que pour faire collaborer l'OCDE et la CNUCED, il a fallu faire revivre une ancienne convention conclue entre elles. Il n'y a en effet pas eu de collaboration naturelle entre les deux organisations internationales.

*Avez-vous rencontré des difficultés sur le projet ?*

J'ai rencontré un certain nombre de difficultés sur le projet qui ont concerné le RUIG et le partenariat. Une difficulté est apparue au tout début du projet qui tenait aux priorités du RUIG. Il a fallu convaincre celui-ci de la présence et du rôle de premier plan de l'Université de Fribourg dans le projet. Or, cela n'a pas été chose aisée dans la mesure où, l'un des objectifs du RUIG étant de défendre et de promouvoir la Genève internationale, une certaine réticence

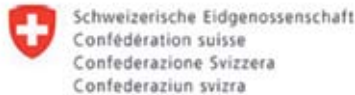
s'est faite sentir à déplacer le centre de gravité du projet à Fribourg.

Une autre difficulté a concerné la méthode de prise des décisions relatives au projet par le RUIG, et notamment la méthode d'approbation du projet. La décision du RUIG de soutenir le projet a été donnée en deux temps. Il y eut d'abord un «oui» de principe accompagné de la condition que soient effectuées certaines modifications au projet présenté. Puis, d'autres précisions du projet furent nécessaires à l'obtention du soutien du RUIG. Ceci a conduit à un retard de six mois dans le commencement du projet.

Le partenariat a lui aussi été source de certaines difficultés. En effet, les organisations internationales doivent respecter un agenda politique qu'elles ne maîtrisent pas. Leur calendrier a constitué une contrainte temporelle dont il a fallu tenir compte. C'est pour cette raison que les délais du RUIG ont entraîné une pression temporelle accrue sur l'équipe de recherche. *En effet, le calendrier politique des organisations internationales est peu flexible; le calendrier des chercheurs et mon calendrier personnel sont devenus naturellement des variables d'ajustement.*

La structure et le mode de fonctionnement de l'organisation internationale constituent aussi une difficulté. En effet, la structure de l'organisation internationale est si rigide et son administration si complexe et procédurière que chaque détail du projet que l'on modifie entraîne de grandes difficultés.

De plus, il existe une différence de fonctionnement entre les institutions académiques d'une part, et les organisations internationales, d'autre part. En effet, dans notre cas, les scientifiques étaient les plus intéressés à voir le projet se conclure. Ils ont investi leur énergie, leurs compétences, et leur temps dans le projet de recherche avec une grande liberté méthodologique. Les organisations internationales par contre n'ont coopéré qu'à condition que cela n'implique pas, pour leurs collaborateurs, un très grand changement dans leur manière habituelle d'agir. Les



*Logos des partenaires réunis à la conférence «Enhancing the Role of SMEs in Global Value Chains - OECD Global Conference», Tokyo, 31 mai – 1<sup>er</sup> juin 2007 (quatrième page de couverture de l'OECD Tokyo Statement).*

fonctionnaires internationaux concernés subissaient en effet une très grande pression due à la nécessité de respecter leur calendrier politique et ne devaient pas prêter leur tâche au sein de leur organisation pour participer au projet de recherche.

*Les résultats obtenus étaient-ils satisfaisants et novateurs? Sont-ils parvenus au public ciblé?*

Nous avons pu présenter le projet à de multiples auditeurs tant lors des interviews avec les entreprises que lors de rencontres avec des officiels à Paris, Varsovie, Berne, et ailleurs. Partout les échos ont été favorables quant à la pertinence méthodologique et thématique, et l'intérêt grand pour les premiers résultats. Il faut voir ce projet comme la charpente d'un ensemble de modules – thématiques ou régionaux – qui s'y greffent en fonction des ressources *ad hoc* et des synergies scientifiques, personnelles et institutionnelles. Pour utiliser une image de l'informatique: il s'agissait d'un projet en architecture ouverte.

Ce succès eut toutefois un désavantage dont il n'a pas fallu sous-estimer la portée: s'agissant d'une question stratégique tant pour les PME que pour les transnationales, le degré de franchise s'est avéré limité. A plus d'une reprise, les interlocuteurs,

notamment dans les très grandes entreprises, ont refusé d'aborder certaines thématiques.

*Les résultats du projet ont été bien reçus et ont suscité l'intérêt des politiques.* Le moment le plus marquant de toute cette période a été, sans aucun doute, la conférence de Tokyo précédée par la réunion du groupe de travail PME de l'OCDE. En effet, dès la mi-2006, le gouvernement japonais avait émis le souhait d'organiser – conjointement avec l'OCDE – une conférence qui serait la clôture politique du projet. Pour les organisations internationales, une fois le temps politique écoulé, le projet est fini et elles passent à autre chose. Le projet peut toutefois être approfondi, de manière limitée, grâce à des stratégies, à des experts qui le prolongent en l'intégrant à de nouveaux points de l'agenda des organisations internationales. *Le travail continue du point de vue académique.*

La cérémonie de clôture de la conférence de Tokyo a été présidée par Son Excellence M. Eric Martin, ambassadeur de la Suisse auprès de l'OCDE à Paris. Ce dernier, dans son intervention, a chaleureusement remercié le RUIG pour son soutien à ce projet de recherche.

## Développement et recherche scientifique Collaboration entre l'EPFL et le RUIG: expériences, impacts et perspectives

Par Gabriela Tejada, Jean-Claude Bolay, Yves Pedrazzini et Valérie November<sup>1</sup>



<sup>1</sup> Gabriela Tejada et Jean-Claude Bolay travaillent à l'unité Cooperation@epfl, au sein de la Vice Présidence des Affaires Internationales (VPR), Yves Pedrazzini au Laboratoire de Sociologie Urbaine (LASUR), Institut de développement territorial (INTER) de la Faculté de l'Environnement naturel, architectural et construit (ENAC), et Valérie November au Groupe d'Etude de la Spatialité des Risques (ESpRi), appartenant également à l'Institut de développement territorial (INTER) de la Faculté de l'Environnement naturel, architectural et construit (ENAC).



*Extrait de la présentation du projet dans le cadre de l'atelier final du projet «Réseau suisse de diasporas scientifiques» du 27 octobre 2007.*

## Introduction

Trois projets coordonnés par des chercheurs de l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) ont été soutenus par le RUIG par le biais de ses appels d'offres annuels. Les objectifs des projets concernés rentrent dans le dispositif des priorités thématiques clés du RUIG. *Ces projets se sont penchés sur : l'impact sur le développement de la migration du personnel hautement qualifié et des diasporas scientifiques ; la circulation de l'information en situation de risques et de crises ; les violences urbaines et les politiques de sécurité.*

Bien que conçus au sein de l'EPFL, une université technologique fédérale suisse, ces trois projets impliquent également fortement les sciences sociales, dans la mesure où ils intègrent dans leurs équipes de recherche respectives des géographes, économistes, psychologues, sociologues et autres spécialistes des sciences humaines.

*L'aide du RUIG s'est, en particulier, caractérisée durant la phase de préparation des projets par ses conseils et ses connaissances du monde des organisations internationales à Genève, et, ensuite, par son aide financière.* Les chercheurs de l'EPFL ont pu ainsi mettre en place des collaborations inédites entre différentes disciplines ainsi que des partenariats de qualité avec des organisations internationales et des acteurs sociaux.

## Des projets coordonnés par l'EPFL

Un réseau suisse de diasporas scientifiques pour renforcer le rôle des migrants hautement qualifiés comme partenaires du développement ; Coordinateur : Jean-Claude Bolay

Violences urbaines et politiques de sécurité. Pratiques locales publiques et privées dans la sécurisation de l'espace urbain  
Coordinateur : Yves Pedrazzini

La prévention des situations de risques et de crises : diffuser, mobiliser et saisir l'information sanitaire

Coordinatrice : Valérie November

## Partenariats et interdisciplinarité

Les partenariats mis en place dans le cadre des trois projets coordonnés par les équipes de chercheurs de l'EPFL ont associé cette université de recherche et plusieurs organisations internationales, dans le but de proposer des pistes innovantes pour aborder des problèmes qui menacent l'humanité, défendre le respect des droits de l'homme, protéger l'environnement, lutter contre les catastrophes et réduire la pauvreté. *Les différents projets ont permis d'établir de nouveaux contacts entre l'EPFL et les organisations du système des Nations Unies qui entraîneront certainement à l'avenir d'autres collaborations de ce genre.* La méthode utilisée dans ces projets était interdisciplinaire, mais également transdisciplinaire, dans le sens où son approche consistait non seulement à associer des acteurs non académiques, mais aussi des acteurs institutionnels.

Le projet «Réseau suisse de diasporas scientifiques» (RSDS) (Bolay & Tejada, 2006) a été mené par l'unité Cooperation@epfl en partenariat avec le Programme des migrations internationales (MIGRANT) du Bureau international du travail (BIT), plusieurs facultés de l'Université de Genève (UNIGE) (Faculté des sciences économiques et sociales, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Ecole de traduction et d'interprétation), le Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) à Neuchâtel, et l'organisation de migrants DePapaya.org. *Les ambassades de Colombie, d'Afrique du Sud et d'Inde ont également été associées à l'initiative.*

Dans le cadre du projet «Violences urbaines et politiques de sécurité» (VUPS) (Pedrazzini, 2004), la contribution du RUIG a permis la constitution d'un réseau de recherche en soutenant le désir de l'EPFL de travailler à un double niveau, local et international, avec le programme Habitat des Nations Unies, le Small Arms Survey (SAS) de l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI), ainsi qu'avec des universités, des entités gouvernementales (notamment des mairies) et des ONG à Barcelone et à Bogota. *La recherche a aussi compté avec la participation de nombreux acteurs sociaux et sa portée s'en est trouvée renforcée.* Elle s'est d'abord caractérisée par un échange constant avec les représentants des différents «professionnels de l'espace urbain» et les autres acteurs variés qui vivent et agissent dans la ville, incluant ses habitants. Cette collaboration a favorisé le dialogue entre les différentes sciences de l'urbain, architecture, sociologie et urbanisme notamment, mais aussi entre ces sciences et les acteurs politiques. Notons, enfin, que cette recherche a permis de financer pendant deux ans le travail de thèse de doctorat de Charlotte Boisteau qui a aussi assumé de nombreuses tâches de coordination.

Dans le cas du projet «Prévention des situations de risques et de crises» (Risk in Situ) (November, 2006), *le financement du RUIG a permis de constituer un réseau de chercheurs novateur (psychologues et géographes) de l'EPFL, de l'UNIGE et de l'Université Laval au Canada, et d'établir des collaborations intéressantes avec deux organisations internationales, la Stratégie internationale de l'ONU pour la prévention des catastrophes (SIPC/ONU) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS).* Deux ONG camerounaises, PROSENAT (Groupement d'Initiative Commune Progrès et Santé par Espèces Naturelles) et WESDE (Water Energy and Sanitation for Development) ont également été impliquées dans le projet. La méthodologie adoptée pour les études de cas du projet Risk in Situ est issue à la fois de démarches utilisées en psychologie interculturelle et en sociologie des sciences et techniques.

Dans le cadre de ces projets, les trois équipes de recherche ont fait progresser les connaissances et fourni des explications à des problèmes complexes. *En règle générale, les chercheurs universitaires ont proposé des alternatives en termes de politiques, de management et d'action publique pour répondre à ces problèmes, tandis que les organisations internationales et les acteurs sociaux impliqués dans ces projets se sont davantage penchés sur l'utilité et la mise en œuvre des connaissances ainsi acquises.* De fait, tous les projets ont suivi les principes de la coopération scientifique pour le développement préconisés par l'EPFL. En effet, afin d'aborder les principaux problèmes prioritaires auxquels sont confrontés les pays en voie de développement, la coopération doit se faire en collaboration avec les institutions (académiques, scientifiques, sociales et politiques) et avec les acteurs sociaux et publics impliqués dans l'application présente et future des résultats de la recherche. *En ce sens, l'appui du RUIG a permis à l'EPFL de consolider ses compétences dans des domaines importants du développement durable et d'instaurer également de précieux partenariats et des réseaux inédits qui garantissent un impact à long terme de ces projets sur leur environnement social et naturel.*

### Approche Nord-Sud

*Les trois projets ont été réalisés dans une perspective Nord-Sud grâce à un travail sur le terrain dans et avec les pays du Sud.* Dans un tel cadre, le projet sur les diasporas scientifiques a souligné l'importance du flux de connaissances comme facteur de développement et a reconnu que, dans les pays moins développés, les besoins en termes de recherche et de développement sont beaucoup plus élevés que les capacités nationales sont en mesure d'octroyer. En conséquence, les connaissances en éducation comme en recherche scientifique et technologique, acquises et même produites par des migrants qualifiés dans leur pays de résidence, représentent un important catalyseur de développement. Avec pour objectif de tirer profit des potentialités des migrants hautement qualifiés des pays en développement vivant dans les pays industrialisés, le projet s'est penché sur trois pays dans des continents différents: la Colombie, l'Inde et l'Afrique du Sud. Ces trois pays sont exem-

REPUBLIQUE FRANÇAISE  
PRÉFECTURE DE POLICE

## CERTIFICAT D'IDENTITÉ

Paris, le 27.1.1929

Valable jusqu'au 1.3.1933  
 du présent ~~passport~~ *est prolongé* jusqu'au 30.4.33  
 et de ~~no~~ *sa validité*

*et de no* *prolongé* *sa validité*

inscrite sur le présent document. Il cesse d'être valable si le porteur pénètre, à un moment quelconque, en Russie.

Signalement	Noms de famille	Chagall dit Chagalk
Taille 1 m.	Prénoms	Moïse dit Marc
Age 39 ans	Date de naissance	28.1.1887 Vitebsk
Cheveux	Lieu de naissance	Vitebsk
Yeux	Nom de famille du père	Chagall
Visage	Nom de famille de la mère	Chernin
Nez	Profession	(D'origine Russe n'ayant acquis aucune autre nationalité) Artiste Peintre
Signes particuliers	Ancien domicile en Russie	Vitebsk
Observations	Résidence actuelle	Boulevard 1. Neine 5. Cour du Pins

Le soussigné certifie que la photographie et la signature apposées ci-contre sont bien celles du porteur du présent document.

LE PRÉFET DE POLICE :  
 Pour le Préfet de Police et par autorisation,  
 Le Chef du 4<sup>e</sup> Bureau de la Sous-Direction Administrative du Cabinet :



N° 298

Nanson Passport: Some highly-skilled migrants make their mark on humanity. Here is the passport delivered to Marc Chagall as a stateless person. Photo: UN.



Use of the “Field Disaster Reduction Library” at community level, Madagascar, 2007. Photo: UN/ISDR.

plaires par le dynamisme de leurs diasporas scientifiques et leurs solides expériences internationales de *brain gain*. Il s’agit du premier projet de ce genre mené en Suisse, pays dans lequel le potentiel des diasporas scientifiques du Sud vivant dans le Nord a été peu traité à ce jour.

Dans le projet Risk in Situ, les chercheurs ont choisi trois cas de circulation de l’information en situation de risques et de crises. L’équipe de recherche a ainsi choisi de travailler sur un ensemble d’acteurs et d’observer de près leurs pratiques (et leurs représentations) afin de reconstituer la structure de ces réseaux dans lesquels ils s’inscrivent et tenter de retracer le parcours des informations en circulation, prenant en compte les facilités offertes ainsi que les obstacles confrontés. L’équipe de recherche a mené des enquêtes, en interrogeant les acteurs sur trois terrains, au Cameroun, à Madagascar et au siège de l’OMS, en particulier au sein de la SHOC Room (Strategic Health Operation Center). Les entretiens

ont été complétés par une observation *in situ* de la circulation de l’information et de ses articulations. Dans deux études de cas, il y a eu participation active de la part des membres de l’équipe de recherche au cours des différentes étapes des situations étudiées. *Un collaborateur de recherche a passé six mois au sein de la SIPC/ONU afin de contribuer à la réalisation de la bibliothèque de terrain en français. Un autre collaborateur de recherche a passé trois mois au sein de deux ONG camerounaises pour se familiariser avec leurs techniques d’utilisation et de transmission des informations sur les risques sanitaires.*

En ce qui concerne la recherche VUPS, la méthodologie appliquée aux études de cas (deux zones de deux villes, une au Nord et l’autre au Sud : Barcelone et Bogota) est essentiellement qualitative. Pour tester la «force de résistance» du local en matière de politiques de sécurité souvent issues de la globalisation, les chercheurs ont choisi d’observer les cas, *a priori* diamétralement opposés en termes d’images, de Bogota



*Ville fragmentée, Bogota, Colombie. Quel rôle pour la sécurité dans un tel processus de fragmentation?*  
Photo: Y. Pedrazzini.

et de Barcelone. À Bogota comme à Barcelone, les jeux de l'espace public et des transformations urbaines sont d'importance stratégique, tout comme les relations complexes entre les phénomènes de violences urbaines et les politiques locales de sécurité. La recherche VUPS a aidé à révéler les liens entre la sécurisation croissante des territoires urbains et la forme des villes, liens trop souvent dissimulés derrière les «qualités» de l'espace public en tant qu'objet architectural et non explicité en tant qu'instrument de régulation sociale, voire de contrôle policier. En croisant les expériences socio-spatiales de Barcelone et de Bogota, l'équipe de recherche a pu avancer dans la critique de la globalisation urbaine. En effet, villes du Nord et villes du Sud diffèrent, pensant de

manière distincte la sécurité de leurs habitants, cela même quand une même théorie mondialisante semble tout d'abord s'y imposer.

### **Impact sur l'éducation et la formation et sur les recommandations concernant la mise en place de mesures et d'action publique**

#### **Education et formation**

*Bien que l'éducation n'ait pas été un objectif de nos recherches, ces dernières ont eu involontairement des impacts positifs sur la formation.* Par exemple, le matériel sur le projet VUPS est utilisé dans les cours que le LASUR donne à l'EPFL et à l'Univer-



sité Polytechnique de Catalunya à Barcelone. Il est également possible que le matériel du projet Risk in Situ soit utilisé pour des formations sur la gestion des risques et la circulation de l'information, auxquelles nous serions conviés à participer (notamment à Madagascar), tout comme dans le cas du projet RSDS où les partenaires de l'UNIGE vont vraisemblablement se servir des connaissances acquises sur les diasporas scientifiques comme matériel d'enseignement. Pour le projet RSDS, le sujet de cette recherche a en effet suscité énormément d'intérêt parmi les chercheurs, poussant même l'un d'entre eux à rédiger sa thèse de doctorat à l'UNIGE sur le thème des diasporas scientifiques indiennes en Suisse.

#### Les meilleures pratiques recommandables par rapport aux mesures à mettre en place

Dans le cadre du projet Risk in Situ l'équipe a réalisé un guide des bonnes pratiques, ce document est destiné aux acteurs de terrain, car il est apparu que c'est souvent en bout de chaîne que les informations ont du mal à arriver et à circuler. Pour les chercheurs impliqués dans le projet VUPS, il ne s'agit pas de penser la recherche, ni les études de cas, en termes de «meilleures pratiques», même si on espère que ces travaux bénéficieront aux décideurs locaux. L'objectif de l'équipe internationale a en effet été de mettre en évidence des situations significatives dont l'analyse peut être le point de départ de nouveaux travaux et, dans le meilleur des cas, servir de base à une action publique informée.

Le projet RSDS a contribué à pousser les responsables et les institutions des pays d'origine des migrants hautement qualifiés à dresser une carte de la répartition de leurs diasporas, afin d'envisager des programmes adaptés pour tirer profit de leurs potentialités. De même, le Réseau suisse des diasporas scientifiques, créé par l'équipe de projet comme base de données de compétences et de bonnes pratiques, plate-forme et outil d'interaction, permettra aussi de conseiller les acteurs politiques et les diasporas scientifiques elles-mêmes sur des mesures plus systématiques de promotion de la coopération et la circulation des connaissances.

## Violences Urbaines et Politiques de Sécurité

### Pratiques locales publiques et privées dans la sécurisation de l'espace urbain

Recherche-action à Barcelone et Bogotà

Éléments de réflexion

Charlotte Boisson et Yves Pedrazzi



Page de couverture d'un rapport de l'équipe de recherche VUPS.

#### Liens avec les acteurs politiques et sociaux

*Dans le cadre de la mise en œuvre de ces projets, de nombreux liens ont été établis avec des acteurs clés, en créant un réseau vaste et puissant de contacts au niveau national et international.* Spécifiquement dans le cadre du projet VUPS, les résultats prennent sens du fait de leurs effets sur l'action publique, à Barcelone et à Bogotà. Il ne s'agit pas d'un résultat mineur de cette recherche : la coopération entre villes s'est davantage finalisée dans le champ de l'action que dans celui de la science. A Barcelone comme à Bogotà, ce sont d'abord les autorités municipales qui ont bénéficié d'une mise en relation interactive des chercheurs VUPS impliqués sur le terrain et des résultats d'un travail résolument interdisciplinaire

et intersectoriel, entre eux et les autorités locales notamment. Sur ce point, c'est le travail de médiation du chercheur, habituellement négligé par l'académie, qui a été mis en valeur.

Pour le projet Risk in Situ, au cours des trois études de terrain, des contacts probablement durables se sont noués. Il n'est pas exclu qu'ils débouchent sur d'autres recherches dans le futur. Dans le cadre du projet RSDS, des relations étroites ont été nouées avec les ambassades colombienne, indienne et sud-africaine en Suisse, ainsi qu'avec les institutions publiques nationales en charge des sciences et de la technologie. Elles permettent d'envisager à l'avenir la mise en application des recommandations de cette recherche. En outre, l'équipe de recherche a pu exposer les conclusions de ses travaux lors de plusieurs conférences internationales afin d'en partager les résultats et d'échanger des connaissances avec différents acteurs académiques, sociaux et politiques.

### **Les projets RUIG comme plateformes pour des projets et des partenariats futurs**

*Les trois équipes de chercheurs envisagent un suivi des projets de recherche soutenus par le RUIG, pouvant déboucher sur de nouvelles pistes de recherche, notamment en prenant pour point de départ les trois projets RUIG, tels une plate-forme pour des projets et partenariats futurs.*

En ce qui concerne le projet RSDS, afin de minimiser les effets négatifs de la migration hautement qualifiée et de tirer profit de ses avantages potentiels, la mise en place d'une coopération internationale est indispensable. Il est en effet urgent de disposer de recherches et de mesures permettant de tirer un profit optimal de la migration hautement qualifiée. En conséquence, tout en veillant à ne pas minimiser la complexité de ces problèmes et à garder une perspective d'ensemble, nous viserons à privilégier deux axes: a) encourager la recherche théorique et empirique afin de dresser une carte plus précise des diasporas et révéler ainsi les nouvelles voies ouvertes

par cette recherche; b) veiller à ce que les recommandations de ces recherches soient suivies de mesures adéquates: les pays d'origine et de destination doivent jouer un rôle proactif afin de faciliter l'instauration de relations avec les diasporas scientifiques, en les aidant à devenir de véritables partenaires du développement. Pour parvenir à avancer sur ces deux axes complémentaires, il nous faudra adopter une approche qui soit à la fois transdisciplinaire et de partenariat Nord-Sud.

Concernant le projet VUPS, deux pistes doivent être absolument poursuivies par les chercheurs de l'EPFL comme par d'autres: a) l'analyse critique et – pourquoi pas? – politique de la ville fragmentée, vision antinomique de la ville solidaire qu'il importe de contribuer à construire, socialement et spatialement, et du rôle de la sécurité dans un tel processus de fragmentation; b) l'échange d'avancées théoriques et pratiques sur ces questions entre villes, puisqu'elles sont devenues aujourd'hui des acteurs collectifs incontournables des luttes contre les changements globaux négatifs et pour des innovations locales, mais surtout entre villes du Sud et villes du Nord, qui, ensemble, parviendront à comprendre le monde dans lequel nous vivons tous, différemment et semblablement.

Le projet Risk in Situ a mis en évidence que la question des risques et des crises est une thématique extrêmement importante aujourd'hui. Les risques et les crises sont liés aux questions des sciences et des technologies, c'est donc un sujet qu'il est «naturel» d'aborder à l'EPFL, surtout au sein de la Faculté de l'Environnement naturel, architectural et construit (ENAC). Il pourrait être intéressant de créer un pôle de compétence autour des «disaster studies». Ce pôle pourrait réunir enseignement et recherche, avec un volet spécifiquement lié aux pays en développement.

### **Conclusion**

L'expérience de collaboration proposée par le RUIG avait comme objectif principal de conjuguer les talents disponibles au sein de la communauté académique et des organisations interna-



Les «disaster studies» pourraient faire l'objet d'un pôle de compétence au sein de l'EPFL. Dégâts causés par le tsunami de décembre 2004, Aceh, Indonésie. Photo : Jenny Duyne.

tionales à Genève avec ceux d'autres institutions académiques et de recherche en Suisse. S'il fonctionne correctement, ce type de partenariat pourrait créer une synergie stable entre les partenaires académiques et non académiques concernés. *Dans le cadre de tels partenariats, la participation des experts des organisations internationales garantit que les recommandations des mesures à prendre auront un impact mondial.*

Les institutions académiques et les organisations internationales sont deux mondes qui se fréquentent peu, et cela nous a permis de découvrir, les uns et les autres, ce que nous avons en commun, comme ce qui nous différencie. Nous nous sommes ainsi aperçus, en cours de recherche, que certains membres de l'équipe n'avaient pas toujours la même conception de ce qu'est une recherche scientifique, et, par conséquent, de ce que des enquêtes de terrain peuvent apporter en termes d'information et de matériel d'analyse. Nous en

tirons cependant un bilan extrêmement positif car, au-delà de quelques frictions inhérentes à toute collaboration de ce type, nous avons découvert différentes organisations internationales, ainsi que d'autres acteurs sociaux et politiques avec qui des collaborations futures sont parfaitement possibles. *Les partenariats qui ont été créés dans le cadre de ces trois projets ont sans nul doute contribué à la mise en place d'une recherche scientifique transdisciplinaire de très haute qualité.*

Reste une question importante qui nous concerne tous. Dans le cadre des démarches mises en œuvre pour décoder les complexités de la migration et du développement, de la prévention de situations de risques et de crises, ainsi que de la ville contemporaine, pourrions-nous compter sur le soutien de la nouvelle structure qui succède au RUIG à partir de 2008? Après ces quelques années à apprendre à fonctionner ensemble, il serait dommage que ce ne soit pas le cas!

# Notre expérience dans le cadre du projet «Emigration clandestine des jeunes d'Afrique subsaharienne»

Par Claudio Bolzman<sup>1</sup>



L'émigration clandestine des jeunes d'Afrique subsaharienne en Europe : Approches dynamiques d'un phénomène complexe  
- Le Cameroun, la Mauritanie et le Sénégal  
Coordinateur: Claudio Bolzman

<sup>1</sup> Claudio Bolzman est Chargé de cours au Département de Sociologie de la Faculté des Sciences économiques et sociales de l'Université de Genève et Professeur à la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO).

### Le contexte de la recherche

L'année 2006 reste marquée par un important flux migratoire irrégulier en provenance de l'Afrique subsaharienne, notamment du Sénégal et de la Mauritanie via le Maghreb. Que ce soit à travers le désert des pays du Maghreb ou par le biais des pirogues au départ des côtes mauritaniennes ou sénégalaises, des milliers d'Africains utilisent des réseaux de trafiquants ou passeurs mettant ainsi en danger leur vie. *La situation actuelle de cette émigration clandestine des jeunes d'Afrique subsaharienne en partance pour l'Europe est devenue dramatique : pertes en vies humaines, souffrance psychologique, expulsions des clandestins dans des conditions difficiles, violations des droits de l'homme.* Face à cette émigration, la communauté internationale se mobilise et tente de trouver des solutions qui permettraient aux émigrés clandestins de rester dans leur pays pour contribuer au développement national.

Sur le plan scientifique, les données sur l'émigration clandestine des personnes d'Afrique subsaharienne, notamment concernant leur profil socio-économique et les dispositifs juridiques en rapport avec cette émigration sont quasi inexistantes. L'émigration clandestine actuelle des ressortissants d'Afrique subsaharienne est préoccupante et mérite d'être analysée de manière profonde pour cerner ces enjeux et apporter une contribution modeste à la compréhension de cette problématique.

### Les objectifs et le déroulement de la recherche

Le but principal de cette recherche soutenue par le RUIG, encore en cours, est de mieux comprendre, dans une approche interdisciplinaire, le phénomène de l'émigration clandestine afin de mettre à la disposition de tous les acteurs concernés par cette question (pouvoirs publics, organisations internationales et non gouvernementales, société civile) des informations qui leur permettront d'y faire face. *Il s'agit inter alia de comprendre les représentations et connaître les buts, les motivations et les attentes des jeunes d'Afrique subsaharienne qui veulent émigrer clan-*

*destinement en Europe*, analyser les situations vécues par des migrants clandestins expulsés dans leur pays d'origine et d'explorer des pistes permettant d'articuler les résultats de l'étude en modalité d'action pour des professionnels des domaines de la santé, du social, de l'éducation et pour d'autres instances de décisions.

Concrètement, la recherche sur le terrain est menée dans trois pays, au Cameroun, en Mauritanie et au Sénégal. Cette recherche combine des méthodes quantitatives (enquête par questionnaire pour mieux connaître le profil social des jeunes migrants clandestins) et des méthodes qualitatives (entretiens semi-directifs avec des jeunes migrants et leurs familles, avec le personnel des organisations non gouvernementales et des organisations internationales, les pouvoirs publics et la société civile qui interviennent auprès de ces jeunes dans les villes de Nouakchott et de Nouadhibou en Mauritanie, ainsi que dans celles de Dakar au Sénégal et de Bamenda dans le Nord-Ouest du Cameroun).

### Un partenariat international et interdisciplinaire

*Ce projet international et interdisciplinaire s'appuie sur un partenariat entre des acteurs issus du monde académique, des organisations internationales et des ONG. Il est basé sur une coopération active entre des organismes suisses, africains et internationaux.*

Le projet est une initiative conjointe du Centre d'études de la diversité culturelle et de la citoyenneté de la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) et de la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FPSE) de l'Université de Genève (UNIGE). Ce projet de recherche se place sous la responsabilité du Prof. Claudio Bolzman, coordinateur du Centre d'études de la diversité culturelle et de la citoyenneté dans les domaines de la santé et du social (CEDIC) et professeur à la HES-SO et à l'Université de Genève. Le Dr. Gakuba Théogène-Octave, maître-assistant à la FPSE (UNIGE) et coordinateur du Réseau de formation et de recherches sur les migrations africai-

nes, est l'autre coordinateur de cette étude. Le projet bénéficie également de l'expertise du Prof. Pierre Dasen de la FPSE (UNIGE).

Le projet fait une jonction entre le monde académique et des institutions internationales à Genève. La Division pour l'Afrique, les pays les moins avancés et les programmes spéciaux de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) constitue le principal partenaire international de cette étude. La CNUCED est représentée par M. Janvier Nkurunziza, docteur en économie qui apporte son expertise en matière de données macroéconomiques africaines et des enquêtes économiques quantitatives. L'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) collabore également. Mme Katia Hujo, politologue, contribue à l'étude en y apportant ses connaissances sur les relations entre migrations et développement. L'équipe de recherche est également constituée de M. Ibrahima Guissé, collaborateur de recherche à la Haute école de travail social de Genève (HES-SO) qui a participé récemment à une étude financée par le RUIG dans un partenariat entre l'Organisation internationale des migrations (OIM) et l'UNIGE.

Cette recherche implique également des partenaires résidant en Afrique. Il s'agit du professeur Abdoulaye Sow de l'Université de Nouakchott en Mauritanie, du professeur Bame Nsameng de l'Université de Bamenda au Cameroun, et du Dr. Mohamadou Sall de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Des personnes de la société civile actives dans des associations de développement et ayant un intérêt scientifique aux questions liées à la migration sont aussi impliquées dans ce projet, entre autres l'Association pour le codéveloppement, le Centre de développement humain et l'Institut pour la population, le développement et la santé reproductive.

Le projet est structuré sur la base des accords écrits entre les différentes instances concernées précisant les engagements et les rôles des différents partenaires dans la recherche. Les membres de l'équipe faisant partie des instances académiques et internationales

de Genève, font le point sur l'état d'avancement du projet lors des réunions de coordination régulières. *Pour ce qui est du partenariat avec les chercheurs africains, ils ont été associés dès le départ à l'élaboration du projet* en utilisant la voie de communication électronique. Dans un deuxième temps, ils ont été chargés de rédiger un rapport sur le contexte socio-économique de chaque pays étudié; ils ont également été associés à l'élaboration des instruments de recherche et ont eu la responsabilité de la mise en œuvre des enquêtes sur le terrain auprès des jeunes migrants et de leurs familles. L'équipe académique de Genève a mené l'enquête auprès des autorités et des ONG des pays concernés. Elle assure également la coordination générale du projet, la rédaction du rapport final, le suivi pour les liens avec les acteurs de terrain.

*Ce projet s'inscrit pleinement dans la philosophie du RUIG, dans la mesure où la complémentarité des partenaires permet d'établir des liens entre la production des connaissances scientifiques et la portée pratique des résultats. Par ailleurs, il s'agit d'une illustration concrète de collaboration entre des chercheurs du Nord, du Sud et des organismes internationaux.*

## The UNHCR and the Global Cold War, 1971-1984

Interview with Jussi Hanhimäki, Jérôme Elie and Lee McDonald<sup>1</sup>

conducted by Laurence Mortier



*What was the rationale behind this project and for using the archives of the Office of the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR) as a central point?*

*Hanhimäki:* This research project examined the records of UNHCR field and headquarters operations during the period 1971-1984 and resulted in the creation of an online archival database and the publication of original, policy-relevant findings. Several of the refugee movements that took place during this crucial period are relatively similar, in terms of geographical areas, to the refugee situations we face today (Afghanistan, Iraq, Angola, the Great Lakes region, etc.).

*By analysing the context and responses by international actors, we can draw lessons and use them to better comprehend current and future emergency situations. Policy-makers and policy-analysts can benefit directly from this research.*

*McDonald:* The records addressed by this project and awaiting declassification and archival processing consisted of 222 linear meters of paper documents covering the period 1971-1984. The processing of these documents in the framework of this project has preserved their physical state and enabled scholars and policymakers to access this crucial resource on late 20<sup>th</sup> century refugee issues.

*Hanhimäki:* The UNHCR is an operational organisation that in general does not have sufficient resources available to

<sup>1</sup>Jussi Hanhimäki is Professor of International History and Politics at the Graduate Institute of International Studies; Jérôme Elie was PhD candidate at the GIS when this research was undertaken; Lee McDonald is Senior Archivist at the Office of the UN High Commissioner for Refugees (UNHCR).





*Dans les archives de l'UNHCR, de g. à d. Jussi Hanhimäki, Rüdiger Schöch, Katrin Milzow et Jérôme Elie.*

analyse its past responses in the current international context. In this regard, an academic institution can offer advice and expertise to an international organisation. As a historian, I am very interested in understanding the phenomena that emerged in the context of the Cold War. New materials provide us with new answers and other interpretations of this period. *Here is the point where UNHCR and the Graduate Institute of International Studies' interests meet. Both would benefit from this research, while making the processed documents widely available for further research.*

*Who initiated this project?*

*Hanhimäki:* The idea came from a former HEI student, Anne Bennett, who worked at the UNHCR,

helping UNHCR archivists organise documents covering the period 1951-1970. These archives were theoretically open for research, but not really publicly available because they had not been processed. This project had been funded by the Ford Foundation. I was very interested by her proposal to process the section 1971-1984 whose access had recently been opened but was confronted with the same problem as the previous section, the documents were simply not usable in their current state.

*McDonald:* The 1951-1970 archive processing consisted only in their physical classification and listing, but no academic research was directly linked to this project. When the 1971-1984 section was declassified, we sought further support from the Ford



Foundation, but could not obtain it. Anne Bennett was familiar with the GIAN and its objectives and put me in contact with Professor Hanhimäki. We then tried to combine archival processing with academic research in a comprehensive proposal in order to meet the GIAN's requirements. During the project preparation phase, the GIAN Secretariat was instrumental in helping us in a number of ways, particularly in setting up a financial arrangement with HEI that would suit both parties if the project were approved.

*It was the first time UNHCR had worked on a project of this nature in close relationship with an academic institution. Creating a balance between archival and academic work was new and promising for us: this was the challenge that we decided to take up.*

*What were some of the most significant challenges facing UNHCR during the period covered by the research?*

*McDonald:* UNHCR was created in 1950 to solve the problem of European refugees in the wake of World War II, but subsequently grew to become a global operation. Beginning in the 1970's, UNHCR experienced a sudden expansion in its role in the developing world, where large-scale humanitarian crises created new challenges. In particular, the organisation was charged with the management of sudden mass refugee influxes, the construction of extensive refugee camps, the procurement and distribution of food and basic relief supplies on a scale previously unimagined, and the carrying out of its humanitarian mandate in a highly politicised climate shaped by East – West tension.

*Hanhimäki:* The research and analysis component of the project focused on the nature and scope of the role of UNHCR from the late 1960s to the early 1980s, a period when a series of Cold War-related internal and interstate conflicts produced massive refugee flows in Africa, Southeast and Central Asia, and Central America. Placed at the centre of a global humanitarian crisis, UNHCR was increasingly challenged to maintain a strict non-political character in dealing with refugees fleeing communist-inspired regimes in Afghanistan, Ethiopia and

Nicaragua, while being funded and staffed almost entirely by Western states, and lacking in support from the Soviet bloc countries. *The project's research added considerable texture and nuance to the understanding of the Cold War era while placing UNHCR within the larger context of Cold War history. It shed light on the broader question of the extent to which international organisations matter in global politics.* In particular, the project's findings highlighted the UNHCR action in the Afghan refugee crisis in the early 1980s.

*How would you describe the participation of the partners during the project?*

*Hanhimäki:* From HEI's point-of-view, the partnership with UNHCR was obvious: *combining an analytical perspective with operational activities is extremely enriching and provides a dynamic and fresh dimension to historical research. Five HEI students benefited from this experience through their internships in the framework of this project.* Excellent relationships were developed with the archivists of UNHCR. All the project partners agreed from the beginning about the objectives. Unfortunately, conflicting timetables of the partners did not allow us to bring everyone together to discuss preliminary results before the final conference that took place at HEI in October 2007. This had to be done bilaterally.

*What is your evaluation of the project's results?*

*Hanhimäki:* Since we did not know at the beginning what information the archives contained and how much time the archival processing would take, it was difficult to decide on which specific subjects we would focus our analysis after having processed the archives. Therefore, we had to determine more or less in advance, and from our historic perspective, which areas we would study and which researchers would participate in the project. Since we now know what information is contained in these archives, we are able to better orient researchers toward relevant information. At the beginning of this project, it was difficult to match potentially interesting material on a subject with each researcher's needs. This matching would have been more accurate and we could



*Lee McDonald and Jussi Hanhimäki presenting the research results at GIIS, 19 October 2007.*

have spent more time on analysis and policy-relevant studies if the project had been carried out over a two-year period. This was not possible however, due to cessation of the GIAN's activities. We hope and expect that studies based on these archives will continue.

*McDonald: The UNHCR is fully satisfied with the results of the project, both with the archival work and the policy research.* More time would certainly have allowed more research results, but, from our perspective, the project aim was completely achieved.

*How did the interdisciplinary nature of the project affect the implementation and the results of the project?*

*Hanhimäki:* The issue of refugees is of great interest for researchers in various fields of studies: historians are interested in this phenomenon over time, political science researchers analyse this matter in terms of international security and human security, lawyers from a human rights perspective and anthropologists within a more general framework. All four disciplines have been included in our project. The final conference gathered all these partners like the publication resulting from this conference: it was very interdisciplinary. We had hoped to gather all researchers on several occasions during the project implementation in order to confront these various enriching points of view. Unfortunately, this did not occur. If we had to do

this project again, we would plan in advance regular coordination meetings and ensure that all the partners could attend them.

*McDonald:* UNHCR archives contain documents that can be relevant for many disciplines. As an example, anthropologists have carried out research on the relationships between ethnic groups in the Great Lakes' region in order to identify movements of groups in this region over time. The UNHCR archives also present an important jurisprudential interest. Indeed, these documents provide much valuable information on past applications or interpretations of legal rules and treaties. Finally, it is also valuable in terms of legal memory concerning certain practices such as procedures followed and criteria applied in the determination of refugee status. Therefore, access to the archives resulting from this project has an important practical implication for international lawyers.

*Are the results of the archival work available for other researchers?*

*Elie:* As research was being conducted we received queries from researchers around the world asking for documents contained in the period processed. *Thanks to the archival processing and creation of a database, UNHCR archivists were able to provide these researchers with relevant material in a very short period of time. This would have been impossible if the project had not been carried out.*

*McDonald:* The UN archival access policy is unfortunately not widely known. Since the beginning of 2007, a new policy has been initiated to promote more transparency and access to UN documents by researchers. UNHCR's strategy is to make these lists of archival references available on the UNHCR website.

*What follow-up will you give to the project?*

*Hanhimäki:* We would like to continue this project and are looking for further financing in order to hire PhD students to carry out research. Concerning further research on HEI's part, we would welcome the creation of a research centre



dealing with refugee and migration issues within the new Institute. This would provide a long-term horizon for this subject.

*Elie:* Some archival sections at the UNHCR have not yet been processed. Since they are less voluminous than the ones processed in the framework of this project, a one-year project like the GIAN-supported one would allow a better balance between archival processing and policy analysis. The processing of new sections would provide researchers with a more complete picture of the UNHCR work during this period. In addition, other international organisations dealing with refugees, like the International Organization for Migration (IOM), the International Labour Organization (ILO) and the United Nations Development Programme (UNDP), contain relevant archives on this subject. It would be interesting to study inter-agency cooperation in refugee crises to get a more complete picture of international organisations' responses.

*McDonald:* UNHCR does not have specific collaboration programmes with other academic institutions, although processed archives are now available for researchers from other universities. Periods other than the one processed in the framework of this project have not been systematically processed and there is still work to be done.

*I certainly hope that there will be a follow-up with a mutually beneficial outcome, as was the case with this project.*

*How do you evaluate the GIAN's support and objectives?*

*Hanhimäki:* It is essential to create strong links between academic institutions and international organisations. Even if some links exist, they are never strong enough. In this regard, Geneva does not host think tanks to the same extent as Washington DC. *Therefore, the kind of partnership supported by the GIAN is essential, since it provides academics and practitioners with the opportunity to have closer contacts, share their expertise and work together.*



*Vietnamese «boat people» wading ashore in Malaysia, 1978. Photo: UNHCR.*

*McDonald:* This project had been devised by historians and archivists with the major aim of opening for study a large amount of new research material. However, despite its historical orientation, this research project was not limited to academic objectives. Indeed, it had also been devised with the aim of providing access to “institutional memory” on refugee issues and the work of the UNHCR. *This work provides diplomats, international organisations and NGO experts with information and knowledge enabling them to better face current crises and challenges. This project has shown the extreme importance of*

*archives and their use for policy analysis.* Nowadays, decision-making is being made through e-mails. This information is rarely recorded in formal letters or memoranda. We lose significant information every day, since e-mails are sent to specific individuals and seldom retained in the long term. Institutional memory disappears with these new means of communication unless preserved in electronic archives. We have to evolve from “individual memory” to long-lasting “institutional memory”, from which we can continue to draw lessons that can be relevant for policy-makers.

## Multi-Partner Project Management A Learning Experience

By Elisabeth Reusse-Decrey and Anki Sjöberg<sup>1</sup>



### Background

The use of anti-personnel (AP) landmines and similar victim-activated explosive devices is increasingly considered to be contrary to universally accepted principles of international humanitarian law, since they do not distinguish between civilians and soldiers and remain active long after the end of hostilities. *Because of their low cost, easy availability and production, landmines have become a weapon of choice for many armed non-State actors (NSAs)<sup>2</sup>. Hence, the number of NSAs*

*currently using landmines significantly exceeds that of States.*

In September 2005, the GIAN approved a project called “Involvement of Armed Non-State Actors in the Landmine Problem and Recommendations for their Positive Contribution to a Landmine Ban and Mine Action.” *This project aimed to provide a comprehensive picture of the complex role that NSAs play in the landmine problem and propose concrete recommendations for their role in banning landmines and*

<sup>1</sup>Elisabeth Reusse-Decrey is the President of Geneva Call; Anki Sjöberg is Research Coordinator for the Support Department and Programme Officer for Colombia at Geneva Call.

<sup>2</sup>NSAs are armed groups operating outside State control.



*NSA deminers in South Sudan. Photo: Peter Mozynski*

*cooperating in mine action.* It was led by the NGO Geneva Call in partnership with the Program for the Study of International Organization(s) (PSIO) of the Graduate Institute of International Studies (HEI). Other institutions contributing to the project were the United Nations Mine Action Service (UNMAS), the Geneva International Centre for Humanitarian Demining (GICHD), the University of Geneva and the International Law Section of HEI. In addition to the GIAN (principal donor), other donors contributing to the project were the Swedish Ministry of Foreign Affairs, the Government of Italy through UNMAS, and the Swiss Federal Department of Foreign Affairs through its continued (non-earmarked) support to Geneva Call.

This article discusses the challenges and advantages of multi-party research projects. In fact, it is the story

about the birth, implementation and outcomes of a GIAN project as relates to the partnership of the project.

### **How the project came about**

Geneva Call has been engaging NSAs in a mine ban since 2000. It has acquired in-depth experience not only in the engagement process, but also in working with NSAs to ensure that mine action benefits affected communities, and has gained the confidence of many NSAs<sup>3</sup>. In order to best use this confidence to alleviate the dangers of AP mines for the civilian population and to further build trust with other NSAs, Geneva Call saw a need to know more about NSA mine use and mine action. This realisation was shared by several humanitarian actors, including

*Involvement of Armed Non-State Actors in the Landmine Problem and Recommendations for their Positive Contribution to a Landmine Ban and Mine Action*

Coordinator: Elisabeth Reusse-Decrey

<sup>3</sup> Geneva Call's core mandate is to convince NSAs to renounce the use of AP mines and to collaborate in mine action through the signing of the *Deed of Commitment for Adherence to a Total Ban on Anti-Personnel Mines and for Cooperation in Mine Action*.



*Kandahar province, Afghanistan, Mirawais hospital intensive care. This six-year-old boy was hospitalized after handling an explosive device he found near his home. Photo: ©CICR/M. Kokic*

UNMAS and the GICHD. Geneva Call and these humanitarian actors were joined in their efforts by the aforementioned academic partners. *Hence, an alliance of practitioners and academics was constructed to undertake research on the topic and to work for its practical execution.*

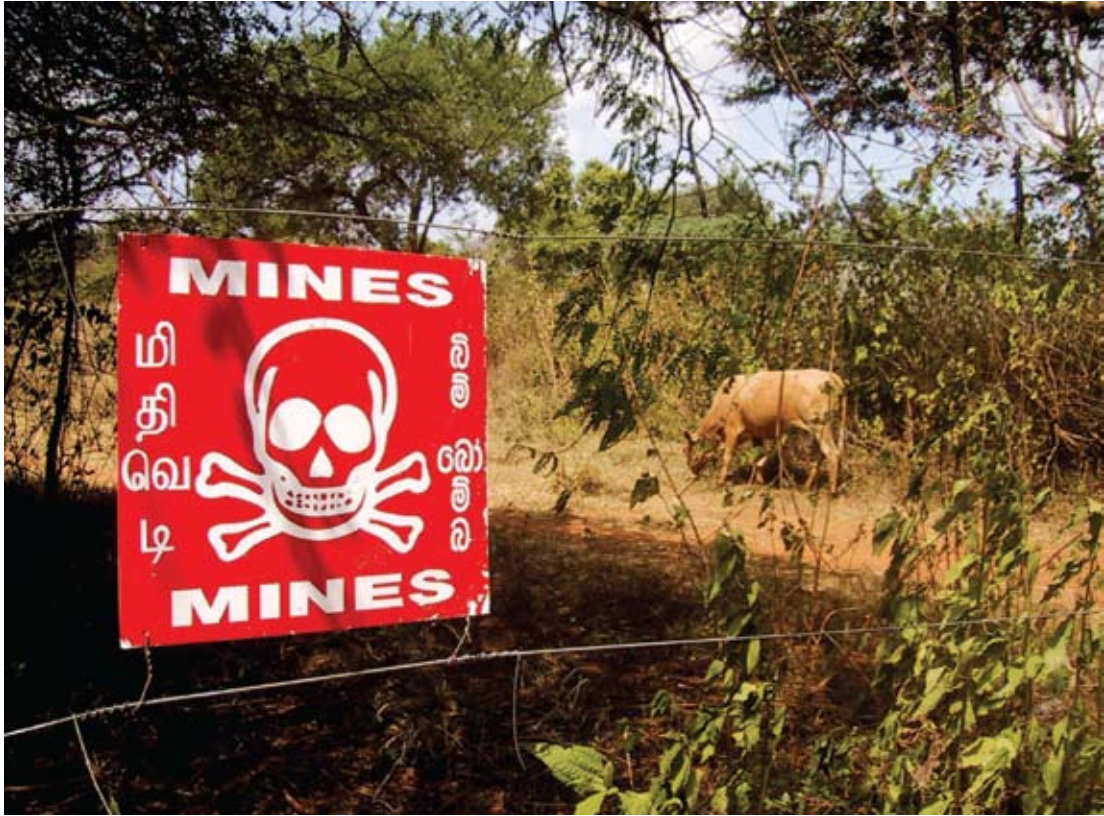
### **Organising the implementation of the project**

The project aim was accomplished mainly through investigating, analysing and mapping the characteristics of each NSA, the extent to which the groups use, produce, stockpile and transfer landmines and the groups' involvement in various forms of mine action (mine ban advocacy, stockpile destruction, mine clearance, mine risk education and victim assistance). Hence, the project consisted of two main activity areas: research/analysis and dissemination. The outputs of the project were three reports that together provided a comprehensive overview of the issue. Nevertheless, in order to get to these, plenty of coordination efforts were needed.

The NGO Geneva Call, as lead agency, coordinated the project and regularly consulted and informed the partner organisations about the different steps in the project. The partners contributed actively, mainly through outlining priorities and strategies, information-mobilisation, comments on early and final drafts, and dissemination of the finalised reports.

*Obviously any research project will benefit from including the most prominent experts in an area on the team. That said, trying to gather them all in the same town, at the same time and for the same meeting can be quite a challenge.* For this simple reason, the coordination and exchange of views on our project mainly took place through email and phone conversations. Nevertheless, such contacts cannot appropriately substitute for meetings in terms of the exchange of views, brainstorming, arguing, etc. We managed to gather most team members for a meeting at the beginning of each new phase of the project, in order to discuss the follow-up of the past phase and set out more specific guidelines for the phase that was to start.





*Sri Lanka, région de Vanni, 2007. Photo : © ICRC/Jon Björgvinsson.*



### Who is doing what: the division of labour

Our project benefited by including members from quite diverse organisations, with different experiences and points of views. *Each individual team member gave her or his personal flavour to the project.* While some team members were interested in participating in every step and commenting on all relevant documents, others preferred to limit their participation to their particular area of expertise. *It was quite interesting to see that there were no major differences in the opinions of practitioners and academics, but rather between different organisations that, due to their mandates and areas of operations, viewed issues quite differently.*

### The consultation process: playing a two-level game?

Obviously the main advantage with an inclusive partnership is the accumulated expertise and the experience that widens and deepens the perspectives of the project. An inclusive consultation and feedback process is the best guarantee that these perspectives will be reflected in the final products.

The political scientist Robert D. Putnam introduced the notion of “two-level games” for international negotiation, understanding that a government of a given country has to negotiate with internal opinion, as well as at the international negotiation table. In fact, being the lead agency of a multi-partner project is like constantly playing a two-level game. The consultation process has to be conducted both internally within the lead agency (in this case Geneva Call) and “externally” with the partner organisations. In addition, the ideal solution is also to have an “externally external” consultation process with outside experts, not only for parts of the project and publications, but for the overall picture. *Mending the different opinions and suggestions is in fact not easy. Nevertheless, this occasionally difficult process is what generates interesting and useful results.* And it is without any doubt better to receive crucial comments before publication rather than after it.

One lesson learned over the course of the project that ultimately produced three reports was that the consultation process should start early on and that it always takes much longer than initially thought. We found three consultation periods for each report to be a good number: first rough draft consultation, with a longer timeframe and more substantial brainstorming and comments for major revamping allowed; second draft consultation, slightly shorter and more conservative (no major structural changes encouraged); third and final draft consultation, where basically only changes regarding core issues for the concerned agencies, policy recommendations and correction of mistakes were allowed.

### Project follow-up

For Geneva Call this was the first time that the organisation was in charge of a multi-party research project. As such, it was an important experience in terms of coordination, making compromises and working in an academic setting. In addition to the observations discussed in this article, the project also opened up doors for further involvement in multi-party research projects. At the moment of writing, Geneva Call has been asked to contribute to a Harvard-HEI research project on NSAs.

In conclusion, *the fact of leading a multi-partner GIAN project has helped build Geneva Call's capacity for coordination and academic research, has strengthened the links between the partner organisations and has opened the door for further related activities.* Hopefully, it has also been a fruitful experience for the academic institutions to work with us and the other practitioners. Indeed, working on the implementation of a multi-partner project should be a learning experience for everyone involved. In fact, this is one of the main incentives behind the GIAN venture.

Nevertheless, these are only the complementary effects to the main project objectives in terms of research output and policy impact. In addition, in terms of partnership, throughout the project a



*The civilian population is the principal beneficiary of humanitarian engagement with NSAs, including on mine action, in Iraqi Kurdistan. Photo: Geneva Call, 2006.*

close collaboration was developed with the Swiss Federal Department of Foreign Affairs, who, sharing the humanitarian objective of the project, was also committed to contributing to making it policy-relevant. In fact, the Swiss government elaborated a set of recommendations – directed towards concerned and third party States, NSAs and humanitarian organisations – that were largely based on the findings produced by this project. *The partners will thus continue to work with the Swiss government to disseminate these recommendations, hence promoting the fight against landmines and an inclusive approach to NSAs.*

## Migration et réfugiés ; consolidation de la paix et reconstruction post-confliktuelle

Entretien avec Vincent Chetail<sup>1</sup>

Propos recueillis par Yannick Monet



*Au cours de ces dernières années, vous avez participé à quatre projets de recherche soutenus par le RUIG. Quel a été l'impact du RUIG sur l'ensemble de ces projets ?*

Je n'aurais jamais pensé à ces projets-là sans le RUIG. Il existe trois aspects du rôle du RUIG que j'aimerais signaler : l'aspect financier, l'aspect interdisciplinaire, et l'accompagnement des projets par l'équipe du RUIG. Les différents projets de recherche n'auraient en effet tout simplement pas été possibles sans le soutien du RUIG. Celui-ci a joué un rôle de catalyseur en permettant de faire démarrer la recherche.

*Comment le critère de l'interdisciplinarité exigé par le RUIG a-t-il affecté le déroulement et les résultats des*

*projets dans lesquels vous étiez impliqué ?*

La collaboration interdisciplinaire dans chacun des projets a enrichi à la fois le projet de recherche et les recherches personnelles de chaque membre de l'équipe. L'approche interdisciplinaire du RUIG, qui constitue une contrainte spécifique de celui-ci, oblige nécessairement les projets à être diversifiés scientifiquement. L'approche interdisciplinaire exige une grande ouverture d'esprit de la part des différents partenaires impliqués, qui pensent et travaillent selon des logiques spécifiques à leur propre discipline. Une telle méthode de travail peut s'avérer en pratique particulièrement difficile. Elle suppose d'adopter un langage commun, en s'efforçant d'oublier les règles de sa discipline pour tenter de comprendre celles des autres.

*Vous avez été coordinateur d'un projet approuvé en 2006 intitulé «La consolidation de la paix et la reconstruction post-confliktuelle: élaboration d'un langage commun pour une meilleure prise en compte des besoins». Qui a initié le projet et pourquoi ?*

L'initiation du projet a été une entreprise collective, celui-ci étant né d'une idée commune entre l'Institut européen de l'Université de Genève (IEUG) – représenté en la personne de Philippe Braillard, puis de Nicolas Levrat – et moi-même à travers l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) et l'Académie de droit international humanitaire (ADH). D'autres partenaires se sont joints à cette aventure : l'École de traduction et d'interprétation (ETI) de l'Université de Genève (UNIGE), l'IUED, la Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève et le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR), autour desquels ont gravité un grand nombre de chercheurs extérieurs.

<sup>1</sup> Vincent Chetail est membre du corps enseignant de l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID) et Directeur de la recherche à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains (ADH).



*Peace enforcement: UN Protection Force (UNPROFOR) soldiers of the British battalion in the Muslim enclave of Stari Vitez, Bosnia-Herzegovina, May 1994. Photo: UN 186717/J. Isaac.*

La consolidation de la paix est un défi majeur pour la communauté internationale et pour les sociétés ravagées par la guerre. Il s'agit d'un sujet d'une très grande actualité qui est au cœur des préoccupations de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et de la Genève internationale. Cette thématique reste cependant marquée par des ambiguïtés conceptuelles et terminologiques qui sont des obstacles à la compréhension des enjeux mais également à l'action des décideurs et des praticiens. C'est pourquoi nous avons décidé de réaliser un projet de lexique sur les concepts clé de la consolidation de la paix.

*Vous avez été membre de l'équipe de recherche de trois autres projets sur la thématique des déplacements de populations et de la migration. Pourriez-vous partager avec nous votre expérience à ce sujet?*

J'ai participé aux trois projets avec de nombreux

partenaires dans chacun d'eux. L'un d'entre eux, débuté en 2006, s'est intéressé au cas de la détention des migrants, le deuxième, approuvé en 2006 également, a concerné les réfugiés et l'action de l'UNHCR entre 1971 et 1984, et le troisième, approuvé en 2003, a traité des mouvements de population de manière générale.

Dans ce dernier projet, dont j'ai assumé la codirection avec les professeurs Pierre Dasen et Marie-Claire Caloz-Tschopp de l'UNIGE, j'ai constaté qu'un tel travail scientifique exigeait de gros efforts d'élaboration et de coordination avec l'ensemble des experts et des institutions de nature diverse (universités, institutions internationales, ONG) pour assurer la bonne cohérence du projet. S'agissant de ma partie, celle concernant la régulation normative du mouvement de populations, la tâche a consisté à rédiger

*Numerous families of Burmese migrant workers live in Phang Nang, Thailand. Often undocumented, marginalised and impoverished, many of these migrants work in fishing, construction and tourism illegally, 2006. Photo: ©IOM/ Thierry Falise*



*The project “Globalisation, Migration and Human Rights” examined inter alia the question of labour migration. Here, Masai immigrants are employed in security and wardenship at a construction site in the suburbs of Dar-es-Salaam, Tanzania, October 2003. Photo: ©ILO/M. Crozet.*

le rapport général de recherche et à procéder à un travail de réflexion avec chacun des experts du projet en vue de la réalisation de leur propre rapport. J'ai arrêté avec chacun d'eux le contenu de la problématique, les lignes directrices et orientations, ainsi que les documents de base sur lesquels reposent chacun des rapports d'expertise. Ce travail de réflexion m'a conduit à demeurer en contact constant avec les experts de manière à assurer le bon déroulement du programme de recherche. *Nous avons ainsi réalisé un travail en réseau et cela avec des moyens très modestes, tout en étant très exigeants sur la participation et le travail, ce qui nous a permis d'obtenir des résultats supérieurs à ceux qui étaient annoncés dans le projet.* Rien de tout cela n'aurait été possible sans le soutien financier du RUIG.

*Avez-vous rencontré des difficultés lors de la réalisation de ces projets ?*

Les principales difficultés découlent des exigences du RUIG tenant à la nature interdisciplinaire des projets et à la mise en place d'un partenariat entre diverses institutions. Cette double exigence peut se révéler particulièrement difficile au niveau de la coordination de la recherche. Je suis resté en contact régulier avec le RUIG, en particulier avec le Secrétaire exécutif, qui m'a aidé à trouver des solutions aux problèmes d'ordre pratique que j'ai pu rencontrer dans le déroulement de la recherche. *Le RUIG a montré beaucoup de rigueur dans la gestion des fonds octroyés. Il a accompagné les projets avec beaucoup plus d'attention qu'un bailleur de fonds normal, tout en préservant la liberté académique*



*De g. à dr. Marc Roissard de Bellet, Geneviève Bador, Corinne Leuenberger, Vincent Chetail, Meredith Peters, Yvan Droz et Louise Doswald-Beck, lors de la table-ronde des participants au projet «Consolidation de la paix» réunis au Château de Coppet en février 2007.*

*qui demeure le postulat nécessaire à toute recherche indépendante.*

Les principales difficultés rencontrées dans le cas du projet sur les mouvements de population étaient étroitement liées aux objectifs de celui-ci. Le travail fourni s'est révélé être bien plus important que ce qui avait été initialement prévu dans la proposition soumise au RUIG. Mais, au final, nous avons été satisfaits de notre investissement.

*Les résultats obtenus étaient-ils satisfaisants et novateurs? Sont-ils parvenus au public ciblé?*

Je suis très satisfait des résultats obtenus. Nous avons atteint nos objectifs dans tous les projets.

*Le projet sur la consolidation de la paix a abouti à la rédaction d'un lexique pratique, général et didactique, un outil de travail destiné aux chercheurs, aux responsables institutionnels et aux praticiens, tels que fonctionnaires internationaux, officiers de presse, diploma-*

*tes, militaires, agents humanitaires, médias, acteurs des sociétés civiles, membres des organisations non gouvernementales, etc.*

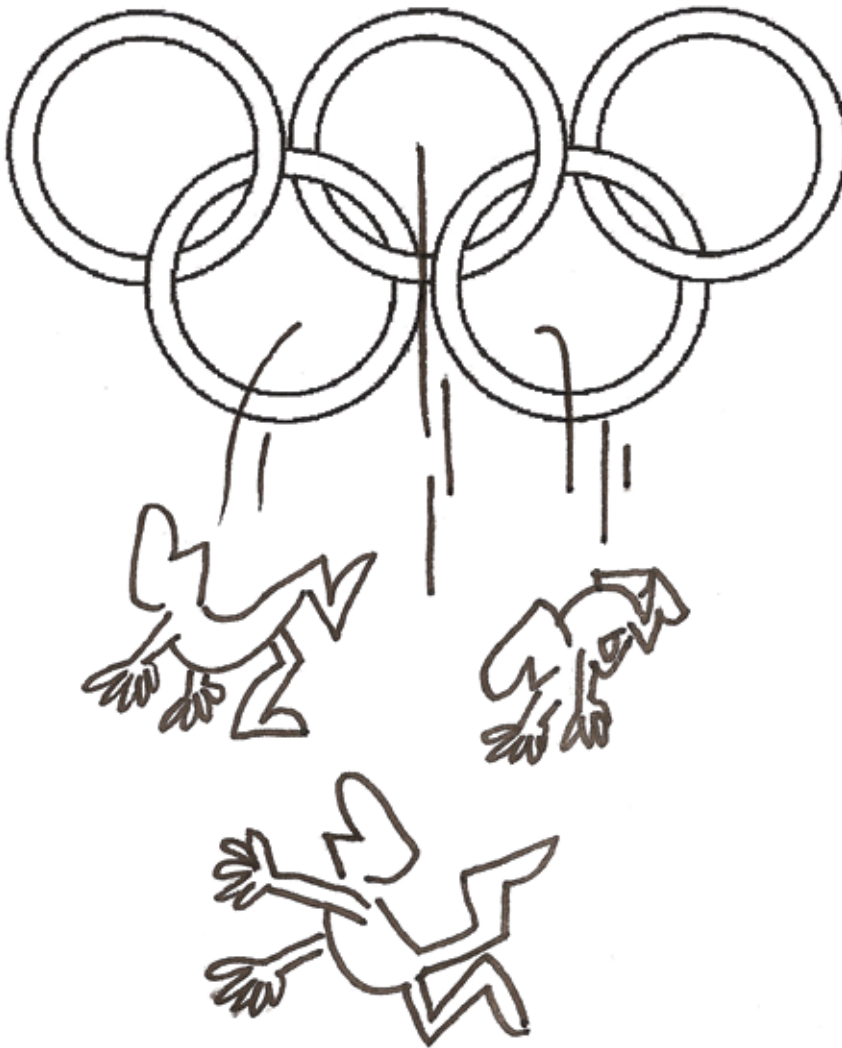
Pour le projet sur les mouvements de population, la diffusion des deux ouvrages résultant de la recherche a été une très bonne mise en valeur et un acquis important du projet grâce notamment à l'appui de l'ADH. Si le projet était à refaire, il nous faudrait des moyens correspondant mieux à l'objet d'étude, à ses enjeux et aussi aux exigences d'investissement du travail de codirection et de recherche. Il faudrait un appui structurel plus conséquent aux chercheurs, dont les activités devraient être considérées avec les exigences que pose une carrière de chercheur de haut niveau dans un contexte de concurrence internationale. Il a été parfois difficile d'expliquer aux partenaires extérieurs les conditions de travail qui demeurent particulièrement précaires, contrairement à l'image que nos collègues étrangers peuvent avoir de la Suisse.



*La conférence de clôture du projet «Globalisation, migration et droits de l'homme» a rassemblé des centaines de personnes au CICG, le 16 janvier 2006.*

## Examining Human Rights in the Context of “Mega-Event” Development

By Claude Cahn<sup>1</sup>



International Events and Forced Evictions: A Focus on the Olympic Games  
Coordinator: COHRE / Claude Cahn

<sup>1</sup> Claude Cahn is Head of the Advocacy Unit at the Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE).



During the period 2004-2007, with the support of the GIAN, the Centre on Housing Rights and Evictions (COHRE) embarked with partners on its largest and probably most important project since its founding in the early 1990s. *Working in partnership with a number of United Nations agencies, academic institutions and other partners, the project examined forced evictions and expropriations arising from so-called “Mega-events” - large scale actions such as the Olympic Games, World Expo, and other intensive development projects mobilising around a single event.* Active participants in the project included UN-HABITAT, the Office of the Special Adviser to the Secretary-General on Sport for Development and Peace, the Graduate Institute of International Studies (IUHEI), the Graduate Institute of Development Studies (GIDS), the Geneva School of Architecture, the Centre for Urban and Community Studies of the University of Toronto, the New York University Law School, the University of Wisconsin-Madison and a number of corporate social responsibility experts. Other institutions, such as the United Nations Environment Programme (UNEP) also contributed to the academic research.

### Olympic Games and human rights

For a number of reasons, the project took the Olympic Games as its primary focus of study. Concentrated on one city, the Olympics are particularly intense development events. The frequent reference to possibilities for human improvement means that the Olympics also aim at contributions beyond the strict confines of sport. Olympism has been defined by the Olympic Movement<sup>2</sup> as “a philosophy of life which seeks to create a way of life based on (...) respect for universal fundamental ethical principles.” According to the Olympic Charter, the goal of Olympism is to “place sport at the service of the harmonious development of man, with a view to promoting a peaceful society concerned with the preservation of human dignity”<sup>3</sup>.

These aspirations notwithstanding, the Olympics in the contemporary world are of course also big busi-

ness. The decade-long actions involved in the implementation of the Olympic Games may not always be as high-minded as the aspirations of the Olympic movement, to put it mildly. *The empirical record of recent Olympic Games indicates that in practice, the ideals of the Olympic movement have frequently fallen by the wayside during the planning and implementation of the Games.* While the Games set out justifications based on the public good, in practice, the poor, marginalized groups such as ethnic minorities, and extremely vulnerable persons such as the homeless often wound up worse off after a city hosted the Olympic Games than before it. The GIAN-supported project sought to analyse the social outcomes in the implementation of the Games, by examining in detail a number of Olympic Games, past as well as planned. In addition, the project sought to go beyond merely documenting the issues, by also formulating a legal basis to assist the Olympic Games’ implementing agencies, including the International Olympic Committee (IOC), the various host city Olympic Committees, as well as the many and various state, municipal, corporate and private entities involved in holding the Games.

The corpus of law clustered around the internationally established right to adequate housing was seen as a particularly fruitful starting point from which to view the fundamental rights at issue. *By adopting an approach oriented around fulfilling the right to adequate housing, stakeholders involved in the planning and hosting of the Olympic Games might considerably mitigate negative housing impacts.*

### Partnership and interdisciplinarity

The project was coordinated by COHRE and carried out in close collaboration with the aforementioned academic partners and international organisations.

The persons involved in the project represented a broad range of disciplines, including human rights, urban planning, corporate social responsibility, mega-event planning and oversight, and other,

<sup>2</sup>The Olympic Movement groups together all those who agree to be guided by the *Olympic Charter* and who recognise the authority of its supreme authority, the International Olympic Committee (IOC). It embraces the National Olympic Committees (NOCs), the Organising Committees of the Olympic Games (OCOGs), the IOC Advisory Commissions and Working Groups, the International Federations of Sports on the Programme of the Olympic Games (IFs), athletes, judges and referees, associations and clubs, as well as all the organisations and institutions recognised by the IOC.

<sup>3</sup>See the *IOC Olympic Charter* (Lausanne, Switzerland: IOC, Aug. 2004), Fundamental Principles.



*Dayuanfu hutong, Beijing, 21 May 2008. The graffiti in this photo reads: "Welcome the Olympics, Leave Early Receive Benefits, Wait Around and Lose Out" (last part of slogan cut out). Photo: COHRE/Deanna Fowler*

related fields. The inclusion of high-level offices devoted to human rights, development and international sports matters both heightened the profile of the project and provided key modes of engaging high-level players on these matters. The interdisciplinary nature of the project was indeed among its main strengths. This was evident in matters such as designing proposed indicators for use by mega-events organisers, where human rights concerns were enriched by perspectives derived from urban planning, development and beyond.

The primary mode for the involvement of these persons in the day-to-day workings of the project was via an advisory panel, consulted on key strate-

gic matters arising under the project, as well as on the design and implementation of research models deployed during the work. The advisory panel met in person on several occasions, but general consultation by e-mail was the norm. In addition, a number of expert consultants were engaged to carry out legal research, undertake first hand field research, prepare memoranda on various aspects of policy and law arising under the project, and to carry out matters such as editing, proofreading and publication design. At implementation level, the project experienced several mutations, with persons originally involved in the project moving on to other work, and new persons becoming involved mid-way through the process.



*Dongchang hutong, Beijing, May 2008. According to the research team, “the residents we interviewed believe they will be evicted after the Olympic Games are finished, but no one was aware of the exact date”. The writing reads: “Demolish”. Photo: COHRE/Deanna Fowler.*

It was perhaps inevitably the case that those persons involved in the work who were able to devote more significant time and energy to the project provided the project with its most positive impetus. These tended to be persons close at hand, or generally and previously involved in the human rights aspects of mega-events implementation, or who became excited by the project and its work as it went along. The physical distance from Geneva of some of the persons and entities involved in the project imposed particular challenges which needed regularly to be addressed, but in general the project benefited highly from both geographic and disciplinary diversity. This did not mean, however, that such diversity did not at times give rise to issues within the project.

The bringing together of experts from across different disciplines at times meant that, even when speaking a similar language, persons were not always successfully communicating. One aspect particularly evident to the author was the gap between persons aware of the complexities of human rights documentation work undertaken first-hand, and those with less direct field experience. These challenges needed to be managed well. At times they were successfully managed; at other times, the project proceeded with difficulty. In the main, as one might expect, the project functioned more smoothly when advisory panel members were able to convene together with the project implementation team at one table.



*Conférence des médias pour le lancement de l'étude «Fair Play for Housing Rights: Mega-Events, Olympic Games and Housing Rights», 5 juin 2007, Palais des Nations. Tegla Loroupe, athlète kenyane détentrice de plusieurs records du monde, parle de sa propre expérience dans son pays. A côté, Jean du Plessis, Directeur de COHRE.*

### **Project results**

The project ultimately developed practical, concrete and viable recommendations to the key stakeholders, including event organisers, international organising committees, corporate sponsors and other members of the private sector, affected communities, athletes and others. These have been presented to the public in a report, launched at the Palais des Nations in June 2007, called *Fair Play for Housing Rights: Mega-Events, Olympic Games and Housing Rights: Opportunities for the Olympic Movement and Others*.

The launch of the report attracted a high degree of media coverage worldwide. Much of this had to do

with the scope and intensity of issues arising around the 2008 Beijing Summer Olympic Games, where research indicated (and government officials said) that well over one million persons would be or had been displaced as a result of Olympic development and related development in Beijing. The timing of the report also made possible close scrutiny of - and indeed involvement in - a number of legal proceedings surrounding development in the run-up to the 2012 London Olympic Games.

*It has been the goal of the project to bring about improvements to the procedures governing the selection and oversight of Olympic Games. As a result, from early in the project, efforts have been made to engage entities such as the IOC.* Although these efforts were

initially halting and met with only limited success, by 2007 the IOC had joined in dialogue with the project partners, attending and actively participating in a two-day meeting in Geneva to discuss the projects' conclusions and follow-up.

In the period since publication of the research results and since the formal closing of the project, extensive efforts have been undertaken to ensure that the recommendations arising from the project are incorporated by relevant institutions, among them the IOC. It is too early to know what ultimate impact the project will have and we cannot claim that the IOC and similar mega-events oversight bodies have incorporated the project's conclusions and recommendations systematically into the procedures which govern mega-events. Nevertheless, positive signs can be seen in the involvement of the IOC in housing rights matters in Vancouver and elsewhere. The network of involved parties has been maintained informally through the establishment of an e-mail "listserv", through which all circa 40 participants at a June 2007 project meeting are able to regularly share information and post items of mutual interest. As the primary human rights organisation involved in this project, COHRE has thus far prioritised advocacy efforts on pressing for systematic change at the level of international mega-events organising entities, as well as focussing on particular upcoming bid cities and games implementing cities. As concerns mega-events locations, Beijing has occupied by far the most significant part of COHRE's efforts on the ground, with major internal machinery mobilised to focus on Beijing in the context of the COHRE housing rights awards, extensive efforts by COHRE concerning Beijing at the Human Rights Council, and internal strategy development to handle the run-up to the Games themselves.

In addition, COHRE has focussed on working closely with a number of partners to design follow-up to the project, as well as to focus on particular mega-events implementation scenarios. Key amongst these have been the UN Special Rapporteur on the Right to Adequate Housing, the UN Committee on Economic, Social and Cultural Rights and the

Swiss NGO Sport and Development. With the latter, COHRE has been in discussion as to a possible follow-up meeting involving key policy-makers, experts and grassroots activists from sport and development organisations. In addition, COHRE has continued to provide experts involved in the GIAN-supported project with materials to pursue individually promotion and advocacy on these matters. The period running up to, during and following the Beijing Games will be crucial for the articulation of precise methodologies to concretise and systematize follow-up work in this area.

## Conclusion

Throughout the duration of the project, GIAN support has been invaluable. *By drawing together a range of academic and institutional stakeholders, the project was able to marshal far more energy and influence than would otherwise have been the case. When the final results of the project were published, the impeccable credentials of the supporting institutions made the difference between success and failure.* In addition, practical guidance provided by the GIAN, particularly in the launch phase, was crucial for bringing together a number of parties external to the project, but within the wider Swiss sport and development community.

In addition, efforts are underway to extend the reach of the project's impact beyond the Olympics and into other spheres of mega-events. *It is hoped that, ten years from now, minimizing negative social consequences will be a normative part of the implementation of any mega-event.*

*Multi-stakeholder Guidelines,  
Chinese version. ►*

草案

# 大型活动中多利益相关者指南 和居住权利的保护与促进

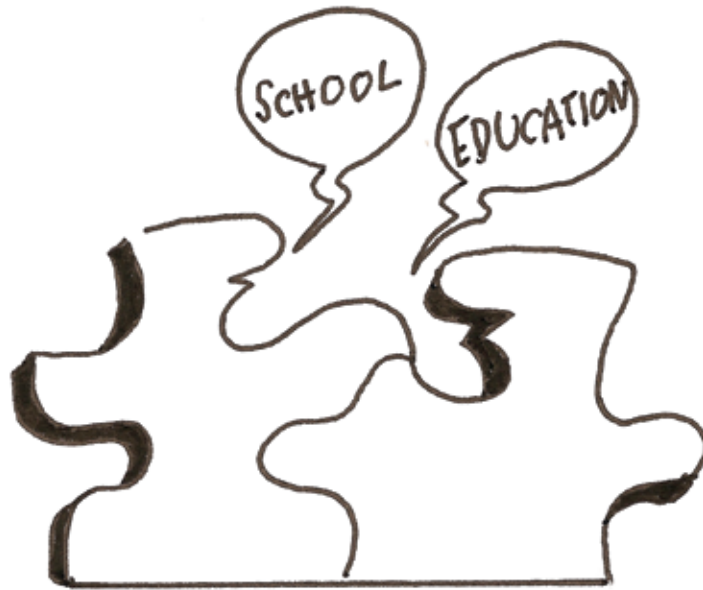


居住权与反迫迁中心提供该份英译中文本。报告的英文版是权威版本。官方使用，请引用英文版。

居住权与反迫迁中心  
由日内瓦国际学术网络支持

# The Search for a Renewed Vision of Secondary Education Worldwide: Our Experience with the GIAN

By Charles Magnin<sup>1</sup>



*In memory and with profound  
appreciation of Cecilia Braslavsky  
and Soledad Perez.*

This article is a summary of a GIAN-funded interdisciplinary research project which had the objective of setting up and implementing interdisciplinary training for policy dialogue in the field of education. Policy dialogue is essential since education can no longer be the exclusive matter of a small team at the ministry of education, but also concerns civil

society and requires common action to be taken by all sorts of actors. In this regard, the GIAN project consisted of the preparation and the introduction of interdisciplinary training for policy dialogue among education ministers, officials and civil society on the subject of secondary education in countries of the South. The objective was not to establish, and even

<sup>1</sup> Charles Magnin is Professor at the Faculty of Psychology and Education Sciences of the University of Geneva.





*Quelques membres de l'équipe de recherche au début du projet en 2002. De g. à dr. derrière: Pierre Luisoni, Charles Magnin, Alfred Fernandez, devant: Eléonore Zottos, Cécilia Braslavsky, Abdoulaye Anne.*



less to implement or direct, an actual reform of secondary education. This training focused on the past, present and future of secondary education in various African and Latin American countries, drawing on, among other sources, historical and comparative knowledge about secondary education available in the United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation International Bureau of Education (UNESCO/IBE) archives and its current works and data bases.

*The following pages provide an overview of the development of a research project that was proceeding along at a solid pace when immense sorrow struck the research team: two of its key players succumbed to illness within the space of six months.* Soledad Perez (13 December 2004), in her capacity as professor of comparative education at the Faculty of Psychology and Educational Sciences (FPSE) at the University of Geneva, had a major influence on this complex project. Cecilia Braslavsky (1 June 2005), in her role as Director of the International Bureau of Education was one of the most dynamic initiators and driving forces behind this research. The frank and creative exchange of ideas that bound us so strongly was enriched by their unique intellectual, methodological and human qualities. We wish to describe here, as Cecilia and Soledad would have wanted, what was achieved and to pay them homage by highlighting their specific contributions to this work.

*This research would not have been possible without the encouragement and financial support of the GIAN. Several members of what was to become our research team submitted a proposal to the GIAN in 2001. That proposal was refused, mainly due to the lack of “policy relevance,” but we decided to pursue our efforts and accepted the Executive Secretary’s offer to discuss how a future proposal might be modified to better correspond with the GIAN’s selection criteria. Randall Harbour, Cecilia Braslavsky and I had a useful meeting regarding this question in early 2002.*

We concluded that our motivation did indeed coincide with one of the GIAN’s objectives, to encourage initiatives undertaken jointly by international

organisations and academics focused on the South and to work as concretely as possible towards the resolution of challenges facing developing countries. Our efforts concerned the realm of secondary education. *Our research team adapted the proposal by limiting its scope and strengthening the engagement of international organisations while at the same time rendering it more interdisciplinary and policy-relevant. The revised proposal was accepted in June of 2002.*

The financing provided by the GIAN enabled us to develop a partnership among four different types of intellectual and field resources, those of UNESCO/IBE<sup>2</sup>; the FPSE, University of Geneva, in the areas of comparative education<sup>3</sup> and the history of education<sup>4</sup>; and, last but not least, the Summer University on Human Rights and the Right to Education (UEDH)<sup>5</sup>. The financial support provided by the GIAN was used mainly for engaging research assistants in this work and for organising extremely useful international exchanges of experts in the area concerned.

One of the project’s objectives was to address issues that would be treated at the upcoming 47<sup>th</sup> session of the International Conference on Education, to be held in September 2004. The session would focus on the theme of “quality education for all young people aged 12–18 years”. In developing countries, too frequently young graduates face unemployment, no longer benefiting from the now non-existent job opportunities in public administration. What has happened is that these services have undergone a drastic slimming process following structural adjustment policies imposed by international donor agencies.

According to the UNESCO/IBE, the extremely negative, not to say precarious, situation facing graduates calls for the drawing up of a new vision for secondary education, while reviewing its curriculum in order to make it more relevant. Furthermore, according to these same officials, this renewal must be closely associated with and encourage a concern for an increasingly necessary “policy dialogue” at the international level.

<sup>2</sup> Represented by its director, Cecilia Braslavsky, Pierre Luisoni, then Principal Programme Specialist, and Abdoulaye Anne, research assistant.

<sup>3</sup> Represented by Soledad Perez, professor and researcher in this field within of the FPSE at the University of Geneva, in collaboration with Abdoulaye Anne and David Sifuentes, both of whom were her research assistants.

<sup>4</sup> Represented by Charles Magnin, at the Educational Sciences Section (SSED) of the FPSE at the University of Geneva, in collaboration with Éléonore Zottos, research assistant.

<sup>5</sup> Represented by Alfred Fernandez, who was at that time joint chairman of the Summer University on Human Rights and the Right to Education (Université d’été des droits de l’homme et du droit à l’éducation, UEDH), which became in 2005 the Henry-Dunant University College/Summer University on Human Rights (H-DUC/SUHR).



*Activité d'un groupe de travail lors de la deuxième session de formation au dialogue politique organisée par le Bureau international d'éducation (BIE/UNESCO) à Dakar (Sénégal) à l'intention de membres d'équipes ministérielles du Cameroun, du Congo, du Gabon et de la République démocratique du Congo. Dakar, Hôtel Al Afifa, 13 novembre 2003.*

Each member of the research team focused on different aspects of the topic. We met very regularly to discuss findings, reorient the research as necessary and fit the pieces together in order to produce a coherent outcome. *In a collective research project of this type, the difficulty is not in advancing the work within each of the different components of the project, but rather bringing them together in a synergy around a central theme.*

An important difficulty was inherent in our research topic. Our research focused on policy dialogue with various actors ranging from officials and education ministers to civil society. This dialogue was put forward for discussion by UNESCO/IBE and did not seek instantaneous and concrete reform of secondary education, but verbal exchanges. The objective was, and resolutely so, to favour the preparation of a renewed vision of secondary education for today and tomorrow so as to foster policy dialogue among education actors. Nevertheless, this separation between “discussing” and “doing” could be just hair-splitting, for between the renewed vision that we were trying to bring forth and a reform plan that could actually be carried out there was in fact less difference than there seemed. *We closely examined the efficiency of the educational systems as well as aspects relating to the transfer of educational models in the past from the northern colonisers to the southern colonies, or today through international organisations and donors.*

In the summer of 2004, during a three-week session of the UEDH, we finally had the opportunity to conduct an almost full-scale exercise over three consecutive days in interdisciplinary training for policy dialogue in the field of education. We considered the entire training scheme that we had devised as a practical experiment. However, those involved in this experiment did not bear an exact resemblance to our target audience. Indeed, the participants at the UEDH were not decision-makers or partners in the educational system, but members of different types of international non-governmental organisations mainly from the South (particularly Latin America and Africa) but

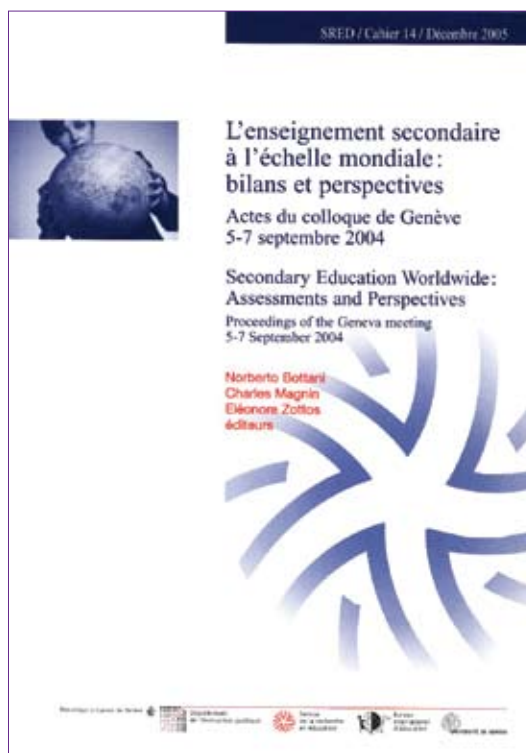
also from Eastern Europe. What came out clearly in the participants’ evaluation of the training was their great satisfaction with the training experience and the expertise acquired, whether it was training in policy dialogue itself, or an introduction to the history of the international debate on secondary education, or the comparative analysis of the development of secondary education in different countries and the problems encountered, particularly concerning the often haphazard way in which the transfer of contemporary educational models had taken place.

Another activity included in the initial research plan became a reality: a seminar for invited participants took place from 5 to 7 September 2004, immediately before the 47th session of the International Conference on Education held in Geneva. It allowed us to reach another of the declared objectives of our project, which was to produce knowledge liable to contribute to increasing the value of the discussions during this conference. This was accomplished particularly through the contributions of our seminar participants on workshop panels and in the plenary sessions of the conference, drawing the attention of some 1,100 participants, including more than 100 ministers or vice-ministers of education, to the main findings that came out of our preliminary meeting, which itself brought together some 40 researchers and field workers from five continents and from broad disciplinary, professional and institutional backgrounds.

Thanks to GIAN’s support the research team was able to develop a considerable quantity of training material, both in the historical and comparative aspects, as well as on the conduct of policy dialogue itself. The pedagogical efficiency of it could certainly be improved if we developed this training in the South on a fairly large scale: through the organisation, for example, of interdisciplinary regional inter-training sessions for policy dialogue in the field of education, each one followed by a critical appraisal leading to an adaptation of the teaching material used in these sessions, particularly so as to make it specifically relevant for different regions of the South.

As far as the comparative aspects of the research are concerned, a vast amount of work has commenced that deals with historical and contemporary analyses, in several countries, of the impact of the transfer of educational models. These analyses should be developed further and differentiated so as to shed light on the variable nature and the overall impact of the transfers of educational models.

*In conclusion, one could say that this project illustrated for each of its partners the wealth of multidisciplinary and multi-institutional exchanges transcending the oppositions imagined between the academic world and that of the international organisations, as well as between university research and field work.* It also brought to light that the crisis in secondary education affects both the North and the South and that in both cases, what appears to be cruelly missing is a renewed vision of secondary education which would seek to redefine in depth its goals, its public(s) and its concrete modes of functioning in and for the worlds of today and tomorrow. The notion of “vision” is crucial here. By calling for a projection into the future, this renewed vision must go beyond perspectives limited by the too-near future which exacerbate possible conflicts at a time when it’s more than ever a question of bringing together the strengths of the different actors on whom secondary education depends, and at a time when the latter is considered everywhere to be decisive for raising the average level of training of all populations beyond that of basic primary education. The acts of the colloquium entitled Secondary Education Worldwide: Assessments and Perspectives, to which the members of our project were closely associated, constitute a useful contribution in this sense and are a reflection of the GIAN’s goals. They also illustrate the fecundity of the GIAN’s approach through the ample place given not only to classic academic studies and applied research but also to the description of very innovative field experiences, the combination of which is imminently complimentary and enlightening for the future.



*Couverture de l'une des publications issues du projet de recherche, concernant l'une de ses entreprises clés: un colloque international et pluridisciplinaire sur l'enseignement secondaire à l'échelle mondiale.*

## Collaborer pour mieux réussir

Par Philippe Chastonay, Véronique Zesiger et Emmanuel Kabengele<sup>1</sup>



### Voies parallèles

Nous avons soumis pour financement au RUIG un projet de développement d'un module de formation «Santé - Droits de l'homme» avec le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR) et nous nous sommes retrouvés avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS). En effet, pour l'Appel d'offres annuel 2002, deux projets sur la santé mentale et les droits de l'homme avaient été soumis au RUIG, l'un par l'Université de Genève (UNIGE) «Formation en Santé publique internationale et Droits de

l'homme», l'autre par l'OMS «Mental Health and Human Rights : Training Forum and Country Support», qui incluait aussi des membres de l'UNIGE. *Le RUIG avait considéré les deux propositions comme complémentaires et avait donc suggéré de les fusionner en une proposition commune.* La version finale incluait l'Institut de médecine sociale et préventive (IMSP) de l'UNIGE, l'Institut de médecine légale de l'UNIGE et l'Unité de santé mentale de l'OMS.

Le projet de l'OMS était déjà entamé techniquement; le nôtre n'était qu'à l'état d'ébauche, mais pouvait s'appuyer sur du matériel pédagogique développé dans le cadre du Forum de l'Université «Santé - Droits de l'homme» de la Société académique de Genève. *C'était donc un mariage de raison, plutôt qu'un mariage d'amour. Chaque parti venait avec «son passé» à défendre. Et pourtant nous en avons bien profité.* Il est vrai que l'horizon n'était pas l'éternité, mais trois ans. Et le «cadeau» était d'importance: CHF 380'000 si le projet remanié était approuvé par le RUIG.

L'atmosphère de travail entre équipes fut d'emblée cordiale: c'était lié aux personnes mais aussi à cette autonomie de chaque équipe, puisqu'il y avait de facto deux sous-projets.

### Mais tout de même des synergies possibles

*Les deux équipes avaient comme toute un projet pédagogique autour d'une priorité commune, à savoir former les professionnels de la santé à l'importance d'intégrer les droits humains fondamentaux dans leur pratique des soins et dans leurs décisions de santé publique dans le domaine de la santé mentale.* Des échanges d'idées sur les approches pédagogiques possibles donc, mais aussi des échanges de matériel éducatif et de références pertinentes.

<sup>1</sup> Philippe Chastonay est Directeur du programme de santé publique et coordinateur de la formation «Droits humains» à l'Institut de médecine sociale et préventive (IMSP) de l'Université de Genève; Véronique Zesiger est Collaboratrice scientifique à l'IMSP; Emmanuel Kabengele est Collaborateur scientifique à l'IMSP.



*«C'était donc un mariage de raison, plutôt qu'un mariage d'amour». De g. à dr. Michelle Funk, Philippe Chastonay, Natalie Drew et José Bertelote, 30 octobre 2002.*

## Difficultés

Aucune difficulté au niveau scientifique: les deux équipes étaient sur la même longueur d'onde, les droits de l'homme devant être le cadre de référence pour l'élaboration de politiques de santé.

Plus d'une difficulté tout de même. Des rythmes différents: plus hiérarchiques et plus lents à l'OMS, moins formels et plus «touche à tout» à l'UNIGE. Des problèmes administratifs: l'UNIGE avait accepté d'administrer les fonds car l'OMS aurait pris 13% du montant total pour les «overheads», ce

que refusait le RUIG. Payer les factures de mandats réalisés pour le compte de l'OMS par des tiers du monde entier fut plus d'une fois un casse-tête. Seules les interventions répétées des responsables du RUIG auprès de la comptabilité universitaire permirent de débloquer la situation. Des «grincements» aussi liés à la différence d'échelle: une micro-équipe à l'UNIGE versus une équipe à l'OMS portée par un réseau d'experts internationaux. Enfin, des difficultés d'intégration concrète des deux sous-projets: s'il y a eu des zones de contacts, il n'y a pas réellement eu une interpénétration des projets, ni une appropriation de travail d'une équipe par l'autre et vice versa.



*Very often the only care available to mental health patients is in psychiatric institutions which are associated with wide ranging human rights violations including appalling living conditions and inhuman and degrading treatment - many people are shackled or tied to their beds. Photo: WHO/P.Virot.*

## Les défis

Maintenir les ponts, identifier de réelles zones de contact entre sous-projets, garder un intérêt pour ce que fait l'autre et trouver le bon niveau de critique constructive, autant de défis qu'il n'a pas toujours été facile de relever. Il y avait aussi une certaine méfiance à dépasser ainsi qu'à affronter encore et toujours une culture d'entreprise différente. *S'approcher sans envahir, faire passer ses points de vue en douceur et ne pas se sentir écrasé par la vénérable institution partenaire étaient d'autres défis parfois difficiles à surmonter.*

## Les points positifs

Un beau produit pour l'OMS : un manuel «Santé mentale, droits de l'homme et législation» traduit en une dizaine de langues et quelques ateliers de formation de professionnels de santé de six pays pilotes. Et au détour, un diplôme en «Santé mentale, droits de l'homme et législation» mis en place en collaboration avec l'Indian Law Society College en Inde.

Et quelques succès pour l'équipe universitaire : publications des résultats de plusieurs études, édition du livre *Lien social et santé mentale*, mise en place d'un certificat de formation continue «Discrimination, santé et droits humains» et obtention d'un fonds de la Direction du développement et de la coopération suisse pour un enseignement de la santé et des droits de l'homme dans des pays en Afrique francophone.

De nombreuses activités liées au projet continuent encore. Par exemple, les formations «Santé et droits de l'homme» à la Faculté de médecine de l'Université de Genève sont toujours dispensées (et seront même probablement encore développées). Actuellement, nous discutons autour de possibilités de développer un Master «Santé et droits de l'homme» en collaboration avec d'autres partenaires et un module à distance pour les universités africaines francophones. Cela dépendra des financements disponibles.

## Pour conclure

Le soutien du RUIG et la collaboration étroite développée avec l'OMS nous ont permis d'intégrer la problématique des droits de la santé et des droits de l'homme dans le curriculum universitaire de la Faculté de médecine de l'UNIGE. Cela nous a également donné le dynamisme nécessaire pour chercher (et obtenir) du soutien pour de plus amples développements au niveau fédéral suisse («Service de lutte contre le racisme») pour le développement du Certificat «Discrimination, Santé et Droits de l'homme». *Pour l'équipe de l'UNIGE, c'était une expérience enrichissante. Le projet de par son aspect «partenariat avec l'OMS» a ouvert des portes, c'est sûr. Il a aussi été une bonne stimulation. À reconduire!*





## Human Rights and Mental Health

Interview with Michelle Funk and Natalie Drew<sup>1</sup>

conducted by Laurence Mortier



<sup>1</sup>Michelle Funk is Coordinator and Natalie Drew is Technical Officer for Mental Health Policy and Service Development at the Department of Mental Health and Substance Dependence of the World Health Organization (WHO).



*Why is the link between legislation and mental health issues so important?*

People with mental disorders face an alarming range of human rights abuses in countries throughout the world, yet there are proven ways to improve the situation. The World Health Organization (WHO) has defined health as “a state of complete physical, mental, and social well-being, and not merely the absence of disease or infirmity”. We have ascertained that many countries do not have effective legislation in place to protect persons suffering from mental disorders. However, the right to health places upon governments and public health authorities positive obligations to put in place policies, programmes, legislation and other measures to ensure access to good quality health services for all. *The aim of our project was to analyse the link between the human rights of persons suffering from mental disorders and the legislation that countries have (or have not) put in place to protect those persons.* Legislation represents an important means of offering protection to people with mental health problems. We wanted to conduct in-depth research on that question and present policy-relevant recommendations to WHO member states in order to address this issue. We also hoped to develop materials and training courses in the area of human rights to support countries in a practical way to improve their mental health legislation.

*How did the partners collaborate in the project? Who coordinated the project?*

Project partners basically formed two groups. A core group of team members, namely Dr. Funk, Ms. Drew of WHO and Dr. Chastonay and Dr. Kabengele of the University of Geneva (UNIGE), met on a regular basis, which proved indispensable both in terms of the smooth running of the project, technically and administratively, and keeping abreast of the progress being made on the different components of the project. A second broader group included the other partners, not only experts of the two main organisations but also external experts of a number of other institutions both in Geneva and abroad. We had regular coordination meetings, regularly with the core group and on an *ad hoc* basis, as required, with the broader group. Meetings of the

core group were steering meetings, whose function was to ensure that project activities were heading in the right direction. However, no major change of direction resulted from these core meetings, since we had carefully designed our project in advance and partners’ interests converged. From the beginning, we considered each one’s expertise an added value to the project.

*How did the interdisciplinary nature of the project affect the results?*

Our project required from the beginning the knowledge of experts from various disciplines, ranging from psychiatrists and public health specialists to human rights experts and lawyers. Strong interaction between these disciplines was crucial during the whole project. As an example, *drafting the “WHO Resource Book on Mental Health, Human Rights and Legislation” that resulted from the project required a wide scope of expertise, ranging from public health professionals to human rights experts, lawyers and experts in forensic psychiatry.* The *Resource Book* brings together information on international human rights standards related to mental health and provides practical guidance on key issues that countries need to consider and incorporate into their national mental health laws, as well as useful strategies to facilitate the development, adoption and implementation of the laws. Achieving this required a very interdisciplinary approach.

*What were the major challenges that you faced? What do you view as the most enriching aspects of the project?*

One of the major challenges for WHO concerned the *Resource Book* and its translation into nine languages. The difficulty consisted in finding precise and accurate terms, in particular regarding legal terminology. For example, it was difficult to translate both the concept and vocabulary to express “community care” into Russian.

*Managing administrative issues was quite a challenge. The fact that the GIAN’s team was at hand to provide help and guidance was an important factor in the smooth running of the project.* They were available to help project partners overcome administrative hur-

dles on several occasions and advise us, for example, on strategies to disseminate information concerning the *Resource Book*. Our recommendation for a future project of this kind would be to meet on a regular basis both with other partners of the project and with the GIAN's team.

*The most enriching aspect has been the practical impact of the project results concretely in several countries. Indeed, in the framework of the GIAN-supported project, we trained experts in Ghana, Fiji, Samoa and Lesotho.* Ghana, for example, now has a human rights-oriented mental health law that is more progressive than that of many Western countries. However, the project's impact is not limited to helping countries review and reform their laws. The aim is also to make sure that the new legislation can be effectively applied. In this regard, workshops that we have been organising also deal with implementation mechanisms, such as review committees and monitoring bodies, as well as financing, and provide advice on specific problems, for example when new legislation is stuck in Parliament. In this case, we can give advice for advocacy campaigns.

*What has the GIAN allowed you to do, to conclude or to recommend that would not have been possible without its support?*

The GIAN was very helpful in bringing together academics with practitioners in international organisations. From WHO's point of view, it was extremely important to benefit from other partners' knowledge and contacts. For the Department of Mental Health and Substance Abuse at WHO, it has been the most important project that we have carried out in collaboration with academic institutions.

GIAN's support has enabled the development and widespread dissemination of the *Resource Book*. Prior to this publication, there was a serious paucity in guidance and advice to countries regarding mental health legislation despite a substantial demand for this kind of support. *The "Resource Book", in this sense, is a landmark publication that is already serving as a basis for the development and implementation of laws promoting and protecting the rights of people with*



*The long reach of international organisations allows for world-wide communication on serious issues. Here Dr. Benedetto Saraceno discusses the project "Health, Human Rights and Legislation: A Special Focus on Mental Health" during a WHO/GIAN-organised press conference at the Club suisse de la presse, International Human Rights Day, 10 December 2005.*

*mental disorders in many countries. It is now being used by countries all over the world to improve human rights for people with mental disorders. This is a very significant result.*

The outputs of the GIAN project have been instrumental in the creation of the "International Diploma in Mental Health Law and Human Rights" to be launched later this year by the Indian Law Society in Pune (India). The objective of the course is to provide students with the skills necessary to put in place human rights-oriented mental health laws and policies in their own countries. The Diploma includes both residential sessions and distance learning and is taught and supervised by renowned experts from around the globe. We are entering discussions about UNIGE's participation in the course as members of the faculty.

*What follow-up will you give to the project? Do you find it useful to maintain the network that was created?*

Technical support to countries in developing and implementing mental health legislation is an ongoing component of the project and countries such as Ghana and Lesotho will continue to receive assistance in the process of reforming their mental health laws.

Strong collaborative links have been established between the Institute of Social and Preventive Medicine of the UNIGE and the Department of Mental Health and Substance Abuse of the WHO. Dr. Chastonay and Dr. Kabengele are now members of WHO's network of experts and will continue to be involved in WHO's work. By keeping in regular contact and informing each other of ongoing and planned activities in the area of health and human rights, the partners of the project hope to find future opportunities for collaboration. The network put in place during this project will certainly remain active in the future.



*Cover of WHO Resource Book on Mental Health, Human Rights and Legislation, arabic version.*

## Un partenariat fécond : l'histoire du projet RUIG «Informations médicales en ligne»

Par Antoine Geissbuhler, Celia Boyer,  
Yvan Droz et Ian Roberts<sup>1</sup>



Cela faisait plusieurs années que des contacts existaient entre la Fondation Health-on-the-Net (HON) et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), les deux institutions étant conscientes de l'importance de maîtriser la qualité et la crédibilité des informations médicales en ligne, à l'heure où la société de la connaissance se mondialise. En particulier, la bibliothèque de l'OMS, sous la direction d'Yvonne Grandbois, s'était lancée dans un ambitieux programme de «Global Health Library», pour laquelle des compétences dans le domaine de l'appréciation de la qualité de l'information médicale

en ligne étaient cruciales. Sous l'impulsion de sa Directrice Celia Boyer, la Fondation HON, dont c'est précisément le métier depuis 10 ans, avait donc commencé à collaborer sur ce projet, principalement à un niveau conceptuel.

Cela faisait aussi plusieurs années que le projet RAFT, le Réseau en Afrique Francophone pour la Télémédecine, soutenu notamment dans le cadre de la Chaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) de Télémédecine et d'Enseignement Multidisciplinaire de l'Université de Genève, était confronté aux défis du partage de connaissances à distance, à travers les différentes fractures socio-économiques et numériques existantes entre le Nord et le Sud.

En marge de projets opérationnels, il était apparu que certaines questions importantes n'avaient pas encore de réponses claires, et que ces réponses pouvaient avoir un impact sur la suite des projets en cours. L'une d'entre elles concernait l'universalité des critères utilisés pour juger de la pertinence d'informations médicales en ligne. Ceux-ci semblent relativement bien établis dans le monde occidental, et formalisés en critères explicites, tels que ceux du «Code de conduite HONcode». Mais qu'en est-il dans d'autres environnements où les conditions socio-culturelles et économiques sont fort différentes?

En mars 2006, le Professeur Antoine Geissbuhler, Celia Boyer, Yvonne Grandbois et Ian Roberts ont alors décidé de formaliser un projet de recherche permettant de répondre à ces questions. *Objectif du projet était d'élaborer des recommandations pour la production et l'évaluation d'informations médicales en*

<sup>1</sup> Antoine Geissbuhler est Professeur ordinaire et Directeur du Département facultaire de radiologie et informatique médicale à la Faculté de médecine de l'Université de Genève (UNIGE), ainsi que médecin-chef du service d'informatique médicale aux Hôpitaux Universitaires de Genève (HUG). Celia Boyer est la Directrice de la Fondation Health-on-the-Net (HON). Yvan Droz est Directeur adjoint chargé de la recherche à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED). Ian Roberts est Chef du développement des collections pour la Bibliothèque et réseaux d'information à l'appui des connaissances à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Pour des informations  
médicales en ligne  
dignes de confiance

**Une étude des spécificités  
en Afrique francophone**



*ligne, en prenant en compte les déterminants socioculturels et économiques des pays d'Afrique francophone, et plus particulièrement du Mali.* Une première ébauche du projet a été soumise à Randall Harbour, Secrétaire exécutif du RUIG, qui a encouragé l'équipe à participer à une présentation publique sur le RUIG à la Villa Rigot, afin de mieux comprendre ses mécanismes de financement des projets et de faire connaissance avec ses collaborateurs. Cette rencontre et des discussions ultérieures avec M. Harbour ont suscité plusieurs modifications du projet, et notamment la reconnaissance que des compétences venant des sciences humaines étaient nécessaires pour le mener à bien. Orientée par le RUIG, l'équipe s'est donc tournée vers l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) et son directeur de la recherche, le Dr Yvan Droz, qui s'est rapidement intéressé au projet, proposant d'y faire intervenir, à Genève et sur le terrain en Afrique, des doctorantes et doctorants de son équipe, ainsi qu'un partenaire basé à Bamako, le Dr Younoussa Touré de l'Institut des Sciences Humaines du Mali (ISH). De son côté, la Fondation HON mobilisait les collaborateurs de son siège en Afrique francophone, basé lui aussi à Bamako.

Fin avril 2006, l'équipe de base était alors constituée et le projet pouvait être soumis. Il a été accepté par le RUIG en juin 2006, et les travaux ont débuté en septembre 2006. Il fallait faire vite, le projet devant se terminer avant la fin de 2007, en raison de la disparition du RUIG.

*Dans un projet de ce type, où l'on mélange nécessairement des intervenants multiples, provenant d'horizons professionnels divers, mais aussi de pays fort différents, la chimie qui lie l'équipe est essentielle. Au fil des réunions de travail, à laquelle nos partenaires africains participaient parfois par visioconférence, la vision commune du projet s'est renforcée et les collaborations entre les différentes équipes sont devenues effectives : la Dr Samia Reffas a fait la navette entre l'OMS et la Fondation HON afin de mobiliser les différents informateurs et sources d'informations nécessaires au projet. Elle a, avec l'aide du Dr Cheikh Oumar Bagayoko, formé et supervisé le travail de collecte*



*Accès des professionnels de la santé aux différentes informations médicales. Mise en évidence d'une fracture pour l'accès aux informations internationales.*

et d'analyse de l'équipe de la Fondation HON au Mali. En parallèle, l'équipe de l'IUED collaborait avec l'ISH, pour préparer, par des entretiens sur le terrain, les activités qui auraient lieu en janvier 2007 lors des Journées francophones d'informatique médicale à Bamako.

*Une grande partie de l'équipe se retrouve donc à Bamako pour présenter le projet à une audience internationale particulièrement intéressée, pour effectuer des entretiens semi-directifs et soumettre des questionnaires aux participants des Journées francophones d'informatique médicale. Ces travaux sur le terrain, souvent réalisés en commun, resserrent les liens et créent de nouvelles complicités.*

Les données obtenues sont analysées et synthétisées pour être présentées, en mai 2007, lors d'une séance en marge de la World Health Assembly, au Palais des Nations à Genève. Si l'équipe est maintenant bien soudée, les résultats obtenus au cours des différentes activités restent encore disparates, et



*Présentation des résultats du projet dans le cadre de l'Assemblée générale de l'OMS, 21 mai 2007, Palais des Nations. De g. à dr. Yvan Droz et Célia Boyer.*

il faudra un effort supplémentaire pour les articuler en vue d'une restitution complète des résultats. Des compléments d'information apparaissent alors nécessaires et sont obtenus par des enquêtes complémentaires, notamment à l'aide de questionnaires en ligne et d'une nouvelle série d'entretiens.

La synthèse finale, et notamment la réalisation d'une plaquette destinée à informer des publics ciblés, par exemple dans le cadre de différentes activités relatives à l'informatique médicale francophone, sera d'ailleurs acrobatique et bénéficiera de tous les outils que l'Internet peut fournir afin de faire collaborer les partenaires dispersés pendant l'été sur à peu près tous les fuseaux horaires possibles, en raison de vacances ou de congrès scientifiques.

*Cette recherche a permis de répondre aux questions posées initialement, et, comme c'est souvent le cas, a mis en évidence des éléments inattendus, dont les*

projets de la Fondation HON, de l'OMS et du RAFT devront tenir compte sur le terrain. Elle a validé dans la pratique l'utilité de collaborations nouvelles, et a permis de confronter différentes approches autour d'un problème commun, ce qui est enrichissant pour tous les partenaires, et ouvre des perspectives intéressantes pour continuer ces recherches multidisciplinaires, aussi bien en Afrique francophone qu'en Suisse, où des questions du même ordre se posent.

Il convient encore de saluer ici le risque pris par le RUIG pour financer un projet de prime abord audacieux, parce que basé sur des méthodes et des collaborations inhabituelles, à cheval sur les disciplines traditionnelles de la recherche scientifique. Une fois ces premiers résultats obtenus, il paraît plus facile de chercher d'autres financements auprès des financeurs habituels de la recherche scientifique.



# Africa@home and Citizen Cyberscience: Origins and Lessons Learned from a GIAN Project

By François Grey<sup>1</sup>



## Introduction

In this article I review the Africa@home project, which was funded by a Small Grant from GIAN in 2005, and which led to a second phase project in 2007 called Volunteer Computing for Africa, also supported by a GIAN grant.

Africa@home is based on a form of distributed computing where volunteers contribute spare processing capacity on their home or office PCs (“volunteer computing”) for large-scale scientific computations. In particular, Africa@home promotes the use of volunteer computing by African scientists, to help solve humanitarian challenges of importance to Africa. In its first phase, the core partners of Africa@home were the European Or-

ganization for Nuclear Research (CERN), the Swiss Tropical Institute, the University of Geneva and two NGOs, ICVolunteers and Informaticiens sans Frontières. In the second phase, the World Health Organization (WHO) became a core partner, too.

My goal in this article is to explain important aspects of such a project that technical articles in scientific journals tend to gloss over. In particular, I will highlight some of the social and organizational factors that proved crucial to the success of such a multi-institutional partnership. My hope is that some of the lessons learned from this experience are general enough that they can help to inform and inspire others seeking to establish similar collaborative projects.

<sup>1</sup> François Grey is Head of Information Technology Communications at the IT Department of the European Organization for Nuclear Research (CERN).





*Female Anopheles gambiae mosquito feeding. Malaria vector, parasite. Photo: Jim Gathany, Public Health Image Library (PHIL), <http://phil.cdc.gov/Phil/>*

### The rise of citizen cyberscience

The World Wide Web is changing the way science is done in many respects. One of these changes is the way the Web is enabling millions of ordinary citizens, with no professional scientific credentials, to contribute in a meaningful and valuable way to science. I call this citizen cyberscience. It is a trend that first became widely popular through the volunteer computing project SETI@home, launched in 1999. This project exploits idle time on volunteer PCs to analyze signals from a major radio telescope, in the hope of detecting faint radio signals from a distant extraterrestrial intelligence. Though experts consider the chances of detecting such a signal to be remote, still millions of people have volunteered their PCs for this project. They do simply by downloading a program that runs in the background on their computer. Optionally, a screensaver can show the status of the computation.

*Given the enormous latent computational power of all the computers connected to the Internet, the growth of citizen cyberscience projects may well herald the beginning of a technological paradigm shift in how scientists solve a wide range of challenging problems.* Equally significant, from a sociological perspective, is that citizen cyberscience represents a promising new way to engage the public in science, and to engage scientists with the public. I hope to make it clear in this

article how the Africa@home project has played a role in promoting these changes, thanks to the support of GIAN.

### Pre-history of Africa@home at CERN

Africa@home is an example of the unexpected spin-offs of fundamental research. The origin of the project can be traced to technologies developed for the Large Hadron Collider (LHC), the flagship particle accelerator project being developed at CERN, the European Particle Physics Laboratory on the outskirts of Geneva. The storage and analysis of the LHC data rely on Grid computing, a technology that links major data centres together worldwide, and which CERN and its institutional partners have done much to develop.

In 2003, as a result of my responsibilities for outreach activities in CERN's IT Department, I was approached with a request for some kind of demonstration of Grid computing suitable for the general public, as part of the 50th anniversary of CERN in 2004. As it was not trivial at that stage (or even today) to provide the general public with access to the Grid infrastructure, I decided to investigate possibilities for a project along the lines of SETI@home, but which would be relevant to the computing needs of the LHC. I teamed up with a CERN colleague Ben Segal to work on this. We discovered that the team behind SETI@home was in the process of developing an open source platform for volunteer computing called BOINC (Berkeley Open Infrastructure for Network Computing). BOINC was designed to enable scientists to adapt their programs to run in a volunteer computing environment. We also discovered that the accelerator physicists at CERN, who simulate the circulation of the proton beam in the LHC in order to study the beam stability, were using a program called Sixtrack that was well suited to volunteer computing.

Thanks to the work of several talented students, we managed to port the Sixtrack program to the



Page d'accueil du site Internet Africa@home.

BOINC platform in time for the anniversary festivities, so the public could participate in LHC@home. The public response was overwhelming, with nearly a thousand people signing up to download the LHC@home software within 48 hours of the project being made open to the public. Within a week, we had reached some 6000 participants, and were obliged to close the project to further volunteers, for fear of swamping our server. Over the last three years, LHC@home has provided the accelerator physicists with more than 3000 processor-years of computing power, in other words the equivalent of a cluster of more than 1000 computers running non-stop, which they could never have afforded otherwise.

### From particle accelerators to malaria epidemiology

The impetus for Africa@home came originally from CERN's involvement in the World Summit for the Information Society (WSIS). CERN was a major

driving force for putting science on the agenda in WSIS. In early 2005, A CERN colleague Silvano de Gennaro, who also heads an NGO called Informaticiens sans Frontières, approached me with the idea of an outreach project, which would involve a practical implementation of Grid computing for Africa, to be produced for the next phase of WSIS that autumn. Based on our positive experience with LHC@home, Ben and I proposed a similar project, which we dubbed Africa@home.

For this, we needed a suitably relevant application. Discussions with Tom Smith and his computing expert and Ph.D. student Nicolas Maire

at the Swiss Tropical Institute confirmed that they were keen to use volunteer computing in order to access much more computer power for their MalariaControl epidemiological simulation program. This program was designed to provide a detailed description of all parameters that affect the transmission of malaria in Africa, in order to accurately simulate the effects of new forms of treatment such as vaccines. Silvano approached CERN's Director General, who gave explicit support for us to work on the Africa@home project. But he did this with the proviso that CERN provide no direct funding. We estimated that with a team of four students, we could get the STI application running on BOINC in a few months. But even idealistic young students need to eat! So we needed to find some funding.

*Also, we felt strongly that we should involve African researchers directly in the project.* Silvano had worked with another NGO, ICVolunteers, also based in Geneva, and recommended them as a partner with an excellent network in Africa. Viola Krebs of ICVolun-

---

teers also joined the proto-project with enthusiasm and lots of contacts. But it was clear that we now urgently needed funding to pursue these goals.

At this point, the role of GIAN, and its ability to respond flexibly and rapidly, proved crucial. Silvano de Gennaro had approached Jean-Marie Dufour, the head of GIAN's Foundation Board, and found him to be receptive to the idea of a project in this area, provided it involved a Geneva-based academic institution – as stipulated in GIAN's mandate.

In particular, GIAN had a system of small grants with an open call, which was flexible enough to satisfy our tight deadline, provided we could put together a suitable multi-institutional proposal in time. We got in touch through a CERN colleague with Christian Pellegrini, the head of the Computer Science department at the University of Geneva, who had considerable experience of IT projects for Africa, and who was also very enthusiastic.

With the necessary partners assembled, we were able to put together a proposal for a GIAN Small Grant of approximately SFr 50,000. This was confirmed very shortly after we submitted the proposal, and the funding was made available with a minimum of administrative burden. This grant really catalyzed the project. *While funding agencies tend to shy away from small sums and open calls – both require relatively high administrative overhead – there is no doubt that such flexible seed money is beneficial far beyond its face value. This is an important lesson from our experience with GIAN.*

### Launching MalariaControl.net

In short order, we were able to recruit a team consisting of a student from the University of Geneva and two African researchers, recruited through ICV's CyberVolunteers Program, as well as one of the students who had worked on LHC@home. Having two African colleagues involved added a very important human dimension to the project, too. The opportunity to hear about their first-hand

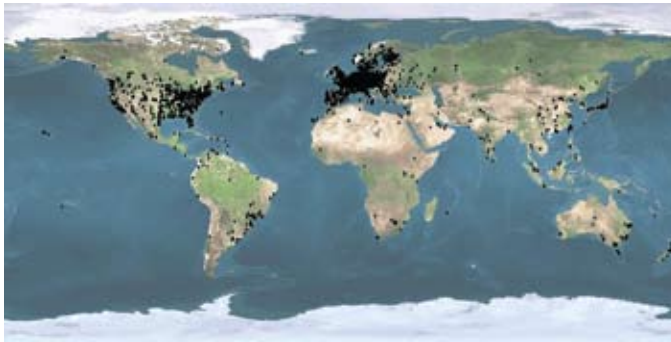
experience of malaria and its debilitating effects on the local populations in their countries was a real eye-opener for the rest of us “Northerners”, and a potent reminder that – however modestly – we were helping to solve a very real and urgent problem for millions of Africans.

By spring 2006, the BOINC version of MalariaControl, called MalariaControl.net, was running in beta-phase, with several hundred participants. By July 2006, we were ready to announce the project publicly. A press release produced a media storm, which also helped boost the number of volunteers. Today, there are nearly 9000 active volunteers helping with MalariaControl.net. The STI group is already in the process of finalizing scientific papers based on the results from the volunteers. *And perhaps most encouraging of all, the results of the MalariaControl epidemiological simulations are already being used for practical decision making in the field, for example helping stakeholders in Mozambique to plan for possible future use of a malaria vaccine.*

### The second phase of Africa@home

Buoyed by this early success, the partners decided to approach GIAN again, this time with a more ambitious project to spread know-how about volunteer computing in Africa through dedicated workshops, as well as continuing to develop new applications like MalariaControl.net with other research groups. We began work on a new application to GIAN, called Volunteer Computing for Africa, which was granted in early 2007.

For this new phase, WHO became an official partner of the project. This was possible because Geneva is a relatively small city, and the community of persons working in international organizations is even smaller, so the informal networks are very effective. In particular, Brian Williams, an epidemiology expert at WHO, championed the project within his organization, and provided us with excellent contacts in South Africa, which would result in an Affri-



*Map of some of the volunteers contributing to MalariaControl.net. The distribution shows that most of the computing power is coming from people in developed countries.*

ca@home workshop being held at the African Institute for Mathematical Sciences (AIMS) near Cape Town 16–22 July 2007. This was, both in budget terms and in the effort required of all partners, the major activity of the second phase of Africa@home. The call for participation attracted more than 200 applications; after the selection process, 35 scientists from 18 countries across the African continent attended the workshop.

The framework for volunteer computing taught on the course was BOINC, and Malaria Control.net was used as an example application. Another application presented at the workshop was STDSIM, a program for simulating the epidemiology of sexually transmitted diseases developed by researchers at the Erasmus Medical School in the Netherlands, who were one of the teams funded in the second phase of Africa@home to port their application to BOINC.

### **New applications and future perspectives**

The workshop helped to kick-start activity on the porting of several applications to BOINC. One is HIVMM, another epidemiological application aimed at HIV modelling, developed by the South African Centre for Epidemiological Modelling and Analysis. Another project is called AfricaMap, and involves researchers from two African Universities

in Ghana and the Central African Republic, in collaboration with the UN satellite image team UNOSAT. The aim here is to get volunteers to make useful maps of remote African regions, using recent satellite images. This project is part of a new trend of citizen cyberscience, which enlists the help of the volunteers to analyse real data over the web. The results of AfricaMap will help UN agencies deal with disasters such as floods or earthquakes, in regions where there are no maps, or they are hopelessly out of date.

### **Conclusions**

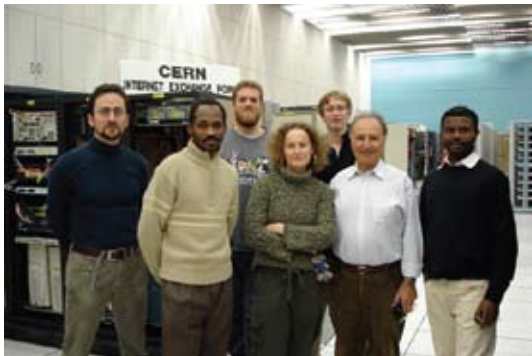
As stated at the outset, this article is a personal account of the origins and impact of Africa@home, where I have attempted to focus on the social and organizational issues that were important to the success of such a multi-institutional project. Much has been learned from this project, and here I will summarize just two key lessons, that strike me as important for future activities of this sort.

*Firstly, while collaboration between the international, academic and non-governmental organizations in Geneva is widely seen as desirable, including by the senior management of these organizations, formal cooperation agreements are difficult to establish, and may prove sterile. On the other hand, encouraging small-scale grass-roots collaboration, based on the informal social networks that exist in Geneva, seems a cost-effective way to leverage the opportunities available, in view of the close geographic location of many international, non-governmental and academic institutions.*

Secondly, such small-scale collaboration requires funding – not much, perhaps, but the funding should be flexible, available rapidly in order to seize short-term opportunities that may arise, and with a minimum of administrative burden for the collaborating partners. GIAN proved particularly well-gearred for this purpose.



*Volunteer Computing for Africa workshop in Muizenberg, South Africa, July 2007. Students discuss BOINC technology. Photo: V. Krebs, ICVolunteers.*



*Part of the initial Africa@Home team. From left to right: François Grey, Bakary Sagara, Christian Soettrup, Rosy Mondardini, Jacques Fontignie, Ben Segal and William Kamden, in the CERN Computer Centre.*



*Participants at the AIMS workshop on volunteer computing, co-organised by AIMS and the Africa@home partners. On the right is Peter Amoako-Yirenkyi, a Ghanaian researcher who has gone on to become one of the lead developers on the AfricaMap project, also initiated by Africa@home.*

## Research Networks and Intellectual Property Rights in Developing Countries

Interview with María Soledad Iglesias-Vega<sup>1</sup>

conducted by Laurence Mortier



### *What is the rationale behind this project?*

Research institutions and researchers in developing countries, working in the health field and natural sciences, for example, often conduct interesting and valuable research. However, they seldom benefit fully from the fruits of their labour because they rarely patent and own their research results, generally only publishing them in scholarly journals. They can therefore neither transfer them while retaining ownership to partners who can develop technologies needed to bring their innovations into production,

nor participate in the process of fixing the prices of new technologies and products that could be developed based on their research effort. The result is often no economic return on research and development (R&D) investment by the developing country and limited social benefit. The private sector may be discouraged from producing and commercializing new products without a legal entitlement (intellectual property rights), thus resulting in an absence of local technology-based businesses and employment creation. All these factors can discourage developing countries from investing in local research as they may perceive R&D to be a luxury. We called this the “Research Ownership/Exploitation (ROE) Challenge”.

### *How did this research project address these issues?*

Developing country research institutions and researchers fail to protect research results for several reasons. They lack awareness of the role that intellectual property (IP) can play regarding their R&D activities and lack financing for IP-related expenditures (e.g. fees for filing patents). There is also a scarcity of local professionals and innovation support infrastructures that can provide IP-related services to draft patent applications, negotiate licensing agreements and provide marketing services. *Based on an interdisciplinary and multinational effort, the “Research Networks and IP Project” has successfully designed, developed and tested a model that can be used by developing country research institutions to better identify, claim and appropriate their research results. Thanks to this project we have set up two R&D Networks with “IP Hubs” or shared technology management units – one in Colombia and one in Central Africa – that provide researchers with the support required to patent, manage and transfer results in the area of health research.*

<sup>1</sup> Ms. Iglesias-Vega is Program Officer at the Division of IP and New Technologies of the World Intellectual Property Organisation (WIPO) and has been the Project Coordinator since the departure of Ms. Cynthia Cannady in mid-2007. The views expressed in this interview are personal ones and do not necessarily reflect the position of WIPO.

*Why did you decide to submit this project proposal to the GIAN?*

At the beginning of 2002 WIPO initiated a pilot project, the “IP Asset Management Project”, undertaken by only two persons, Cynthia Cannady and myself. We first researched and analysed strategies, policies and programs used by various countries around the world to promote the development, protection, management and commercialization of research results. Based on this study, we designed a plan for a multi-year project that involved the development of training manuals and materials on key IP asset management areas. *For one single research institution or university, in particular in a developing country, establishing and maintaining a technology management office was, as a general rule, too costly. We therefore thought about applying networks to IP management issues and creating “IP Hubs.”* The objective of an IP Hub is for the research institutions belonging to an R&D network to have access to shared IP services. A group of professionals could be trained to specialize in the protection and commercialization of research results, thus contributing to the creation of local knowledge-based economies.

At that time, WIPO was unfortunately experiencing financial constraints and it was not the moment to initiate new projects such as ours, which was multi-year and interdisciplinary. We therefore decided to turn toward external financing. Ms. Cannady had heard about the GIAN from WIPO’s Deputy Director General, Mr. Philippe Petit, who was a member of the GIAN Foundation Board. The GIAN appeared to us as a very promising funding opportunity since it required the participation of academic institutions together with international organisations. We felt that it would enable us to build a strong and wide partnership to carry out the project. *In addition, it would encourage us to find experts in Geneva and Switzerland and thus discover interesting but unknown sources of expertise, thereby enlarging WIPO’s roster of experts. At that time the roster included almost no experts in our specific field located in Geneva.*



*Discussing the project. From left to right: Maria Soledad Iglesias-Vega, Cynthia Cannady and Randall Harbour.*

*This project includes a wide range of actors. How did you go about constructing such a diverse partnership?*

Having little idea of academic institutions in Geneva and in Switzerland working on the subject of IP asset management, I consulted the Internet and contacted departments and professors that could potentially fit into our project. The GIAN Secretariat was also helpful in identifying potential partners. From one contact to another we found partners interested in working in an innovative and interdisciplinary way with an international organisation. *Collaborating with academics in Geneva was also a great advantage for the practical training that would take place in French-speaking Africa.* Indeed, few experts in WIPO’s roster for IP asset management spoke French at that time, since most of them originate from countries at the forefront of the IP field, such as the USA, UK, Japan and Germany. We rapidly succeeded in gathering enough partners to cover the various areas of expertise needed for our project, but encountered some difficulties in receiving letters of engagement, on short-notice, from the ten other project partner institutions. It is interesting to note that at the time we asked GIAN for its financial support, in April 2004, the then so-called WIPO “IP Asset Management Project” evolved into the “Intellectual Property and New Technologies Division” (IPNTD). Today, the Division consists of ten

## Research and Intellectual Property Rights in Developing Countries

Research Networks and Intellectual Property: A Model for Supporting Developing Country Researchers in Creating, Owning and Exploiting Health Research Results  
Project Coordinator: Cynthia Cannady





*De g. à dr. Dr. Ndong Biyo'o du Gabon, membre du SECOVIPI (IP Hub crée en Afrique centrale), Lalao Rakotomalala (OMPI), Dr. Alphonse Emadak du Cameroun, membre du SECOVIPI, Marisol Iglesias-Vega (OMPI), Georges Ghandour (OMPI), Paulin Edou Edou, Directeur Général de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI).*

people and, *thanks to GIAN's support, the IPNTD has succeeded in putting in place a model for developing countries and training programs and materials that have been widely used to support more than 50 WIPO Member States.*

*How did the GIAN's criteria for selection of interdisciplinarity influence the project proposal and implementation?*

The project has been interdisciplinary, drawing on the expertise of 31 experts in the fields of health research management, marketing and strategy, technology transfer and licensing, international economics, IP law and policy. The disciplines are complementary and mutually-enriching. Interdisciplinarity is like a clock with interacting gears; disciplines are in contact with each other and all of them are necessary so that the whole mechanism can function to address the ROE Challenge. WIPO was the coordinating partner at the centre of this project. There were four expert teams, one for each project area (legal aspects and patent drafting; IP and health research management and marketing; technology transfer and licensing; and international economics). The project focused on two selected developing countries/areas, Colombia and the region of the CEMAC (Communauté économique et monétaire de l'Afrique Cent-

rale: Cameroon, Chad, Central African Republic, Equatorial Guinea, Gabon and Republic of Congo). Various experts were based at both sites. *We can be very proud of the impressive number of institutions involved in this project: 11 partner institutions, 22 health research centres and universities in Central Africa and 12 in Colombia.*

*How was coordination between project partners ensured?*

As regards coordination of the training modules, we first discussed the objectives and outline for the curriculum with the partners involved in each training module before starting to develop the content. Each module has been designed “made-to-measure”, by evaluating and taking into account specific needs of developing countries’ research institutions. Frankly speaking, coordination was a complex and time-consuming task, since we had almost daily contacts with many of our partners for over three years. However, it was an essential and extremely rewarding task, one of the keys to building the R&D Networks and the IP Hubs. For the Colombian and Central African research institutions, the status and structure of their R&D Networks had to be clarified as a condition for the success of the project. In order to build trust toward the IP Hubs, research centres participating in the project first signed an agreement including a declaration of principles, outlining the functions of the IP Hub and a confidentiality clause for its staff.

*How do you evaluate the collaboration among the partners?*

On the whole, the partnership worked very well. However, we had some difficulties with two of the 11 project partner institutions concerning their vision of the project. One of them had doubts about the quality of research in developing countries and therefore about the possibilities of patenting their research results. Developing training modules would be more or less useless if one adopted this point of view. Our experience with research centres in these countries was definitely not in accordance with this perspective. In the framework of this project it has been proven that as soon as research institutions had

access to the required expertise in patent drafting, some local research results were patented.

The second difficulty concerned the opinion of a project partner that research results coming from publicly financed research must remain public. This perspective would be sustainable in a perfect world. However, confronted with current IP legislation and the importance of knowledge-based economies, if a publicly funded research centre does not claim its own research results, the work and investment of many years could be exploited by others. Furthermore, IP rights in the field of health research do not necessarily imply making drugs unaffordable to developing countries. The question is who owns the IP rights. *Once developing country research institutions have patented their research results, they are in a better position to influence the prices of future drugs and technologies and help developing countries benefit from them.* Ownership may also give some leverage power as IP rights can be cross-licensed to obtain technology transfer on better terms. Finally, ownership may also lead to economic return on the public R&D investment made by developing countries in the form of royalties and local employment creation.

These two divergent positions created a negative dynamic within the project. If we had noticed this from the beginning, we would not have involved these partners in the project. As stated in Article 27 of the Universal Declaration of Human Rights, the right to enjoy the benefits of scientific advancement and the right to the protection of the interests resulting from one's own scientific production have to be balanced. This equilibrium is not easy to attain, but I strongly believe that it is essential in reconciling social stability and scientific progress. IP can be a tool for economic and social development when used strategically.

*What has the GIAN allowed you to do that would not have been possible without its support?*

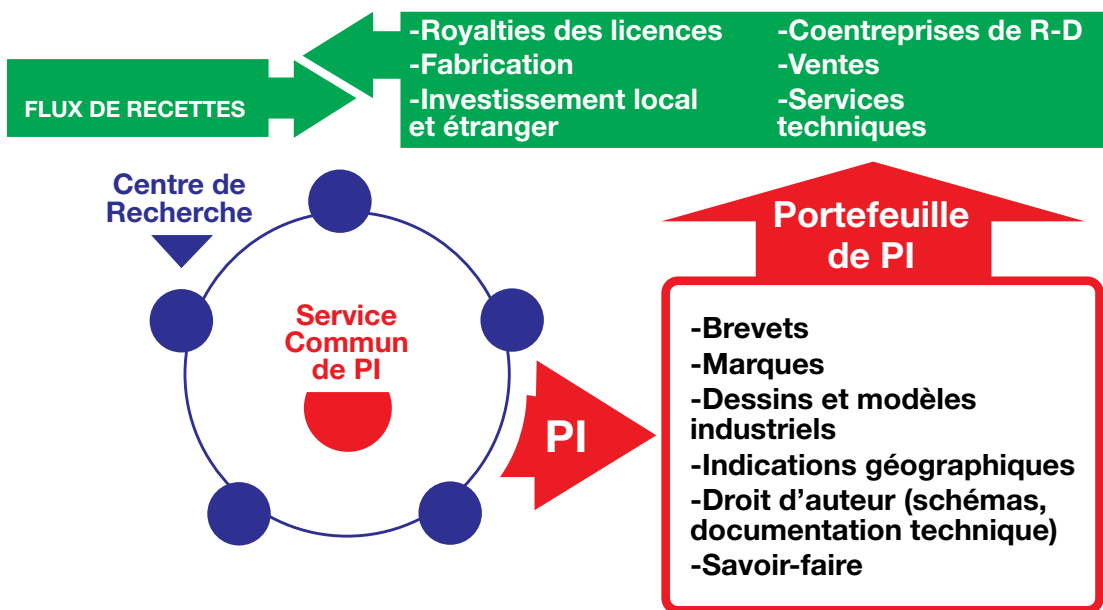
GIAN funds have allowed the project team to pay salaries for researchers and local agents supporting the IP Hubs in both regions. *Now that both R&D*

*Networks and IP Hubs have been created, the governments of these countries are taking them over. Furthermore, thanks to the "Swiss label", GIAN funding has contributed to reinforce the credibility and the image of the project abroad.* In this regard, the project has received wide media coverage in Africa and Latin America. Many developing countries have expressed to WIPO their interest in the R&D Networks and IP Hubs model developed by the project. The training modules and materials developed in the framework of the GIAN-WIPO project are essential tools for the training of technology managers and researchers. For example, the module on patent drafting, which includes a manual of 150 pages and a training course with practical drafting exercises, has become a "WIPO tool" widely used by WIPO to support developing countries' efforts to protect and patent their technologies. In the framework of the GIAN-supported project, we trained people in Colombia and Central Africa, but beyond the project scope and within a very short period of time, training on patent drafting has also taken place in Morocco, Tunisia, Mexico and Brazil at a national level, as well as in Singapore, Argentina and Zimbabwe at a regional level. GIAN funding has without a doubt allowed us to develop an extremely useful tool which did not exist before.

*Given the considerable investment of time, energy and resources in this project one would expect long-term outcomes. What is planned for the future?*

As a follow-up of this project, the Colombian government has decided to continue the "R&D Network and IP Hub model" developed for health research and to extend it to the field of agriculture and breeding, as well as to the energy sector. In the Central African region, the CEMAC Commission, OAPI (Organisation africaine de la propriété intellectuelle – African Intellectual Property Organisation) and the rectors of universities in these countries recently met. In view of the utility of the project, they decided to study how to maintain the model in the health sector and extend it to new ones. It is extremely encouraging that Colombia and the OAPI-CEMAC will continue this model without GIAN support, in a sustainable way. In the case of

## Service commun de PI à l'appui du réseau de R-D



*The Intellectual Property (IP) Hub provides common legal and marketing services to the R&D Platform (research institutions that agree to common policies and the sharing of common services). The IP Hub helps reduce costs by using economies of scale, thereby supporting and strengthening research in developing countries.*

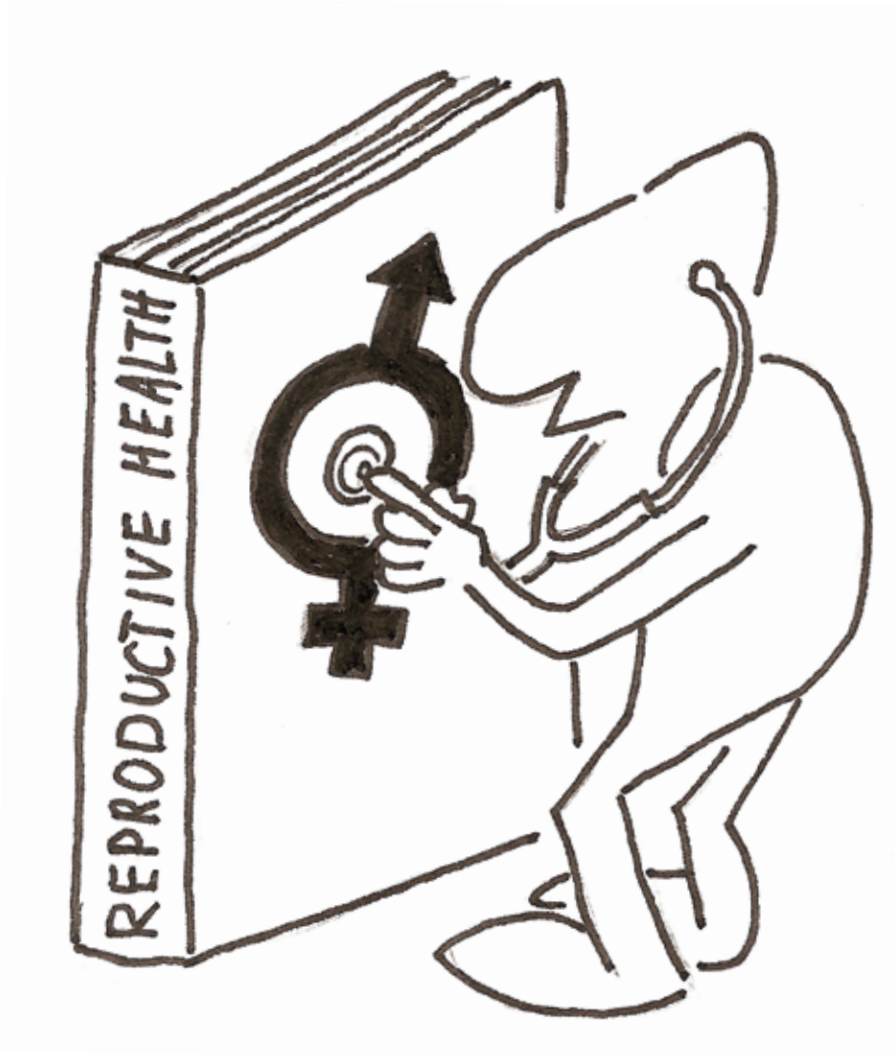
the CEMAC region, it will be necessary to consider how to apply the model on a national level, in each of the six CEMAC countries. National IP Hubs, similar to the one in Colombia, would be more accessible to research institutions than regional ones.

The Brazilian government, with WIPO support, has convened an international conference on research networks and IP, which will take place in October 2008.

Models of research networks and infrastructures that support IP management will be discussed. Our division will participate in this conference and present the model developed in the framework of the GIAN-supported project. *Our project has created a model and tools that we believe can and should be replicated on a wide-scale in developing countries.* That is the next challenge, and I'm quite confident that there is sufficient political will to meet it.

## Some Afterthoughts on a GIAN Experience

By Fenneke Reysoo and Françoise Grange<sup>1</sup>



Gender and Rights in Reproductive Health: A Research and Capacity Building Initiative for Francophone Countries  
Coordinator: Fenneke Reysoo

<sup>1</sup> Fenneke Reysoo is a Senior Lecturer at the Graduate Institute of Development Studies (IUED) and specialises in gender issues. Françoise Grange is Lecturer at IUED and specialises in health issues.

## Introduction

Between 2004 and 2006, researchers from the Graduate Institute of Development Studies (IUED) and the World Health Organization's (WHO) Reproductive Health Research (RHR) Programme conducted a joint research project on the theme of "Gender and Rights in Reproductive Health". The project coincided with current academic interests in the production of knowledge aimed at enabling the implementation of the Programme of Action of the International Conference on Population and Development (ICPD, Cairo 1994) among anthropologists at IUED and the policy-oriented training activities of the WHO/RHR contributing to the transformation of health systems in the spirit of the ICPD's paradigmatic change "from targets to choice".

## The birth of a partnership

*The GIAN provided a perfect platform to strengthen co-operation and network activities of researchers from both IUED and WHO/RHR in the realm of women's health issues, women's rights and gender mainstreaming.* Having been actively involved in the spin-off activities engendered by the new policy orientations in the field of reproductive and sexual health after the ICPD in 1994, all partners within this GIAN project were committed to the introduction of a gender and rights-based approach in existing health systems. According to us, this could be achieved by liaising academic knowledge production with strategic dissemination of research results among governmental and civil society organisations.

The project that emerged had a twofold objective from its start. On the one hand, the already existing training Manual of WHO/RHR had proven to be an excellent tool for sensitising decision-makers in the health sector to introduce a gender and rights approach in the field of reproductive health. It was elaborated with the support of international scholars (from the USA, South Africa, Kenya and elsewhere)

and was already being applied in the English-speaking world. The relevance of the Manual and the desire to achieve the objectives of the Programme of Action of the ICPD, had led to the translation of the Manual into Spanish, Russian and Arabic. *However, the French-speaking world had not been targeted for transforming its health systems from the Cairo perspective of gender and rights.*

Inspired by the global circulation and adaptation of the seminal book "Our Bodies, Ourselves"<sup>2</sup>, produced by the Boston Women's Health Collective in the 1970s and adapted to all kinds of cultural contexts, the idea was born to translate and adapt the aforementioned training Manual on Gender and Rights in Reproductive Health produced by the WHO/RHR to benefit public health services in francophone West Africa. *This objective led to the other substantial part of the project, namely to conduct (anthropological) research on relevant cultural, health and rights issues of women's reproduction in various countries of West Africa. In so doing, the project became a platform for junior and senior researchers, and a leverage for training West African trainers to integrate a gender sensitive rights-based perspective in health system reforms.*

## Interdisciplinarity

In the spirit of GIAN, research was set up for policy-oriented and training-support activities. The vast field of reproductive health as it was defined and integrated in the Programme of Action of the ICPD obliged us to tackle the theme of gender and rights from various disciplinary perspectives. WHO/RHR provided the specialists in public health issues (Jane Cottingham and Manuela Colombini) and IUED contributed with senior researchers in the field of anthropology and gender studies (Françoise Grange and Fenneke Reysoo) and junior researchers in the field of development studies and law (Laurence Althaus and Maïmouna Ndoeye). The integrating factor was the already elaborated training Manual to which we all had to position ourselves and to propose culturally relevant changes.

<sup>2</sup> K. Davis (2005) "The Global Localization of Feminist Knowledge: Translating Our Bodies, Ourselves", in: Tine Davids & Francien van Driel, *The Gender Question in Globalization: Changing Perspectives and Practices*, London: Ashgate, pp. 77-92

A desk review of the existing literature in French (carried out by Laurence Althaus) led us to provide an overview of knowledge production in the French-speaking world with regard to the central themes introduced at the ICPD. With regard to geographical comparisons, some issues were of particular importance in West Africa, as identified during an exploratory research conducted in 2004. Very soon it became clear that field research in specific settings would contribute to contextualise the issues of gender and rights raised in the various modules of the training Manual.

The project evolved toward this twofold objective and at various moments there have been discussions back and forth regarding the translation (Emmanuelle Chauvet), adaptation and application of the training Manual and the provisional results from the desk review (in Geneva) and the field researches in Mali (initially “Sexual and reproductive behaviour of adolescents in Bamako”; finally “Moving femininities and masculinities, bodily transactions and contemporary love strategies”) and Senegal (“The political and juridical process of the penalisation of female genital mutilation as an endeavour for implementing sexual rights”, Ph.D. project of M. Ndoye).

### Usefulness of this GIAN project

The project was finished according to plan and achieved all its pre-defined objectives. This was greatly due to the enthusiasm and professional competences of our coordinator Séverine Rey, who provided substantial academic input as well as editing and administrative support. *The utility of this project lies both in its policy and operational usefulness and its academic relevance.*

1) The WHO/RHR training Manual had already proven its relevance in other regions of the world and served the WHO’s commitment to implement the Programme of Action of the ICPD with regard to a gender sensitive rights-based approach to reproductive health. Within our project, the major

achievement was to disclose the new field of reproductive health to francophone West Africa. We have been able to identify regional representatives of international organisations (UNFPA, UNICEF, WHO, OECD), various Ministries and Directorates (Health, Human Rights, Women’s Promotion, Family Wellbeing), donors committed to a gender mainstreaming agenda (Swiss Cooperation Office, Deutsche Gesellschaft für technische Zusammenarbeit, Dutch Embassy, ...) and NGOs working in the field of family planning, harmful practices with regard to women’s health, and human rights who could identify relevant stakeholders to be targeted for future training programmes in which the Manual is going to be used. We also established a partnership with CIFRA (Centre International de Formation en Recherche-Action) in Ouagadougou and CRSN (Centre de recherche en santé de Nouna) à Nouna (Burkina Faso), which after having participated in a training for trainers workshop in Geneva (February 2006), were able to organise a regional workshop in Ouagadougou in September 2007. This training has enabled a dynamic of networking in the West African sub-region that constitutes a solid basis for disseminating a “gender and rights” perspective in reproductive health programmes.

2) The positive returns of this project for our academic activities were plenty. Our teaching (both at Master and Advanced Master levels) has been enriched by what we have found out in the field. Part of the data collection has coincided with a methodological course of our Advanced Master students in Bamako. *It was a thought provoking exercise to reflect on the life projects of young people and the (relative) importance they give to education, health, dating, sexuality and the prevention of risks.*

Due to an open research design and an inductive approach to the reproductive health issues raised in the training Manual, the particularities of the field situation in Bamako have led us to gradually revise our initial research objectives. Although health related risks (of sexually transmitted diseases, HIV/AIDS or unwanted pregnancies) can not be denied, while observing young people’s behaviour we discov-

ered their deliberate and dynamic love strategies and sexual transactions. Our emic (the so called “native’s point of view”) approach allowed us to interpret and understand young people’s - both girls’ and boys’ - motivations and practices, their representations and the meaning they gave to what they were doing. We found out that youth are experiencing their lives in a globalised world of consumerist life styles, transnational vestimentary fashion, music production and consumption, leisure activities, etc. Engaging in sexual relationships therefore meant many things to various social actors. We do not dismiss the fact that girls and women sometimes have sexual transactions out of necessity, but we were struck by the deliberate strategies of many young women to deal with multiple partners simultaneously in order to cope with their aspirations in terms of symbolic and material expression of their gender identities. We have chosen the metaphor “Chic, chèque, choc” as a leading thread of the International Gender Colloquium we organised (October 2007) in order to compare our findings with anthropological case studies elsewhere in the world. *We are convinced that our approach and our findings have the potential of shedding a new light on development and public health interventions in the field of reproductive health. This is undoubtedly a very valuable gain of the project in terms of knowledge production.*

We are now in the post-project process of disseminating the results in scientific arenas as well as to a larger public (through radio, internet and a photo exhibition “Toubifry,” by F. Grange and A. Peck.

*Féminités et masculinités en mouvement. “We were struck by the deliberate strategies of many young women to deal with multiple partners simultaneously in order to cope with their aspirations in terms of symbolic and material expression of their gender identities.” ▶*





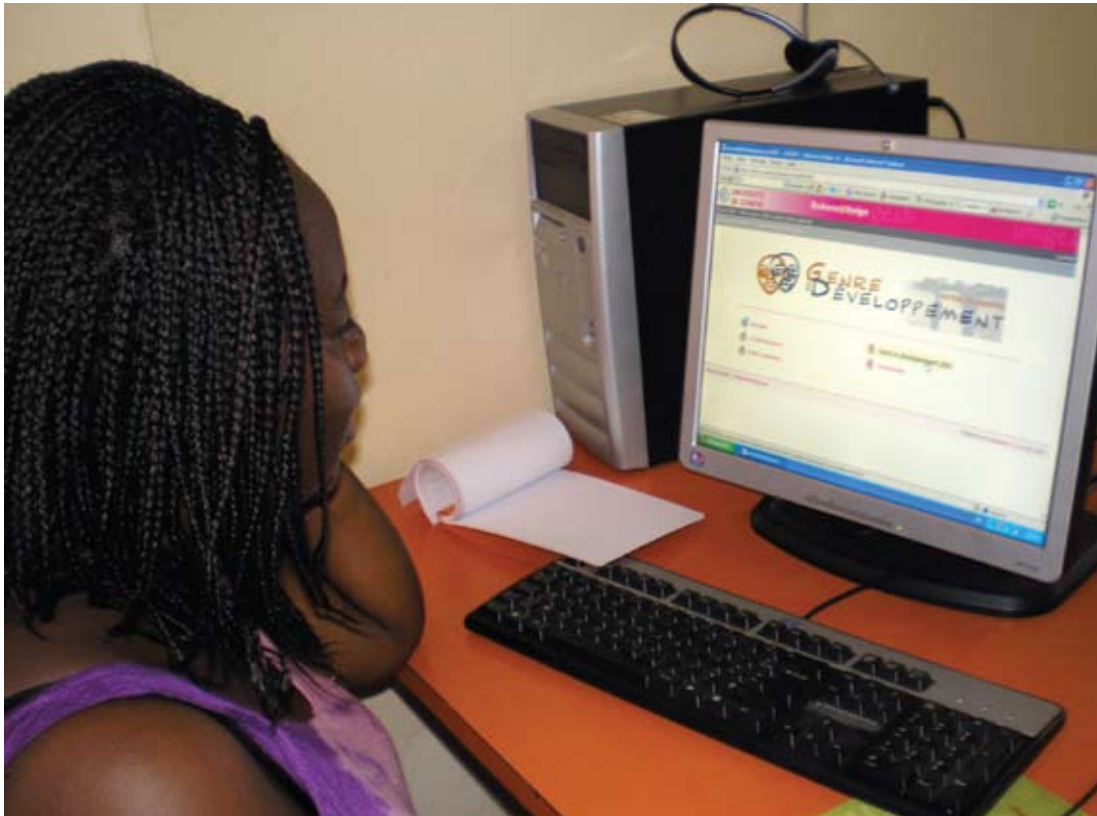
## Formation en genre et développement par enseignement en ligne

Par Emmanuelle Chauvet et Christine Verschuur<sup>1</sup>



<sup>1</sup>Emmanuelle Chauvet est Assistante pour le Pôle genre et communication de l'Institut d'études du développement (IUED). Christine Verschuur est Chargée de cours et Responsable du Pôle genre et développement à l'IUED.





*Travail en ligne des étudiant-e-s africain-e-s dans le centre informatique de l'IPD/AOS, partenaire du projet à Ouagadougou, septembre 2007. Photo: Claudy Voubé.*

Avec le soutien d'un «Small Grant» du RUIG, le Pôle genre et développement de l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) a élaboré et mis en œuvre un cours pilote en genre et développement par enseignement en ligne entre juin et novembre 2007, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ainsi que l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF).

### **1. Démarche**

Depuis 2003, le Pôle genre et développement de l'IUED (maintenant l'Institut de hautes études inter-

nationales et du développement, IHEID) a entrepris une réflexion sur les formations en genre et développement, sur les besoins et attentes, et sur les moyens de perfectionner les formations offertes. Le Pôle genre et développement a notamment réalisé une étude des besoins exprimés par des organisations internationales et non gouvernementales dans ce domaine et une évaluation des formations existantes. Ce travail de réflexion a été partagé dans différents colloques avec un réseau d'institutions travaillant dans ce domaine et a donné lieu à l'élaboration d'une stratégie de renforcement des compétences en genre et développement.

Dans le domaine des «formations tout au long de la vie», les études réalisées par le Pôle genre ont révélé

une demande de formations innovantes, courtes mais approfondies, avec de nouvelles méthodes pédagogiques, et les obstacles liés à certaines contraintes pratiques des formations classiques. Parmi ceux-ci ont été relevés sont : les problèmes d'accessibilité liés aux coûts de déplacement, aux formalités de visa et aux incompatibilités d'emploi du temps, désavantage particulièrement les femmes qui ont, en plus des autres difficultés, du mal à se libérer de leurs responsabilités familiales. *Les nouvelles technologies de l'information et de la communication apportent un certain nombre de solutions à ces contraintes.* Elles offrent par ailleurs la possibilité d'introduire des innovations pédagogiques.

Par ailleurs, la «formation tout au long de la vie» s'impose comme une nécessité face aux changements du monde contemporain. En réduisant les distances, en favorisant la création et la diffusion large de savoirs et de pratiques et en introduisant une nouvelle forme de flexibilité dans l'accès à la formation, les nouvelles technologies offrent des possibilités pour mettre en œuvre cette «formation tout au long de la vie». Au Sud, malgré la fracture numérique, les pays s'équipent progressivement pour recevoir et fournir ces formations. Au Nord, de plus en plus d'établissements universitaires exploitent ces possibilités technologiques. Un état des lieux des formations en ligne existantes a été réalisé, afin de relever les difficultés liées à cet outil de diffusion des connaissances.

Partant de ces éléments, le Pôle genre et développement de l'IUED a décidé de préparer et de réaliser un cours en ligne en genre et développement pour des professionnel-le-s du développement du Nord et du Sud, notamment d'ancien-ne-s étudiant-e-s de l'IUED, en français. Des formations de ce type existent déjà en anglais.

*Le soutien du RUIG a permis de mener à bien la phase pilote de ce projet avec la recherche sur les outils pédagogiques et techniques, le développement des contenus, la mise en ligne et la mise en œuvre du cours, ainsi qu'une évaluation de cette expérience.* Seize étudiant-es (au Burkina Faso, au Mali et en Suisse) ont pu suivre ce

premier cours. Il correspondait à une charge de travail de 50 heures, dont 25 heures de travail personnel, 17 heures de travail en ligne et 8 heures de cours en présence des enseignantes. Ce module relevant d'une expérience pilote, la participation n'était pas payante en dehors des frais de déplacement liés à la journée de cours qui a réuni les participant-e-s et les enseignantes à Ouagadougou (pour les participant-e-s africains) et à Genève (pour les participant-e-s suisses).

Le cours s'est penché sur des questions de genre, justice sociale et droits. L'équipe pédagogique a centré le cours sur le genre comme outil de compréhension des inégalités entre hommes et femmes. Face au constat d'une instrumentalisation du genre, cette formation voulait stimuler une prise de conscience et susciter une réflexion chez les étudiant-e-s pour expliquer les inégalités entre les hommes et les femmes et chercher les moyens de les réduire.

## 2. Partenariats

*Par l'intermédiaire de son bureau de liaison à Genève et de son département genre à Paris, l'UNESCO a exprimé son fort intérêt pour ce type de formation en ligne. La section genre de l'OIF a également souhaité soutenir le projet.*

Pour la préparation et la mise en œuvre du module, une équipe pédagogique a été formée. Elle a permis de regrouper les enseignantes en genre de l'IUED ; une enseignante en genre, experte en formation d'adultes ; une professeure en études de genre à l'Institut fondamental d'Afrique noire (IFAN) de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et directrice du laboratoire genre de l'IFAN ; une formatrice, spécialiste des questions de genre et développement à l'Institut panafricain pour le développement/Afrique de l'Ouest-Sahel (IPD/AOS), institut spécialisé dans le renforcement des compétences des professionnel-les du développement à Ouagadougou ; une doctorante de l'IUED dont la thèse porte sur les questions de genre et développement.

Un conseil scientifique formé de l'équipe pédagogique, des enseignantes en genre de l'IUED et d'expertes responsables des départements genre de l'UNESCO et de l'OIF a été constitué afin d'élaborer les contenus pédagogiques de ce module d'introduction aux concepts et théories de base du genre et développement. Les représentantes des différents partenaires du projet, les enseignantes et l'équipe du projet se sont ensuite réunies en novembre 2007 pour faire une évaluation finale du module et décider de la suite éventuelle à lui donner.

Pour la mise en œuvre du projet en Afrique, l'IUED a mis sur pied un partenariat avec deux institutions : l'IPD/AOS au Burkina Faso et l'Institut supérieur de technologies appliquées (ISTA) au Mali. Ces partenariats ont permis de faciliter un ancrage institutionnel du projet sur place et de garantir un soutien technique et logistique aux participant-e-s. Il a également permis de renforcer les capacités de formation chez ses différents partenaires.

Les échanges existants de longue date entre le Pôle genre et développement de l'IUED et la Direction pour le développement et la coopération suisse (DDC) se sont également poursuivis, autour de la mise en œuvre de ce projet, avec les sections «Afrique de l'Ouest» «Cours et bourses», et avec les BUCO (Bureau de coopération) d'Afrique de l'Ouest. Des partenariats ont ainsi été construits et renforcés, autour de la mise en œuvre de ce projet, entre l'IUED, l'UNESCO, l'OIF, la DDC, l'IPD/AOS (Ouagadougou), l'ISTA (Bamako), l'IFAN (Dakar).

### 3. Utilité et suite du projet

Suite à l'évaluation de cette expérience pilote, les institutions partenaires, l'équipe pédagogique et les personnes impliquées dans le projet ont exprimé leur souhait de poursuivre cette collaboration, pour réviser le premier cours, développer de nouveaux modules thématiques et former d'autres

étudiant-es. De leur côté, un certain nombre d'étudiant-es ont manifesté leur souhait de continuer à bénéficier de formations en ligne pour approfondir leurs connaissances en genre et développement.

*Compte tenu de l'intérêt suscité par cette formation, tant chez les étudiant-e-s que chez les partenaires, ce programme de formation à distance va être poursuivi et développé.* En 2008, ce premier module introductif va être révisé et un nouveau module thématique va être conçu. D'autres modules pourraient être développés à partir de 2009. Les partenaires de la première phase (UNESCO, IHEID et OIF) ont prévu de poursuivre leur collaboration et la DDC a prévu de s'impliquer également. En Afrique, l'IFAN et l'IPD/AOS souhaitent également s'engager structurellement dans le programme. Un nouveau partenaire pédagogique est en cours d'identification au Mali.

Le programme va également s'ouvrir à des participant-e-s venant de nouveaux pays grâce à d'autres partenariats et grâce au renforcement des compétences de formation dans les institutions partenaires. Grâce à la constitution d'une équipe pédagogique stable, des partenariats établis et du matériel produit, les modules pourraient être reproduits à partir de 2009, avec des adaptations, et répondre à la demande de formation dans le domaine du genre et développement. Le Pôle genre et développement compte développer des partenariats avec des institutions latino-américaines et adapter des modules en espagnol dans les prochaines années pour que la formation soit accessible à des étudiant-es d'Amérique latine.

Cette phase initiale, menée avec le soutien du RUIG, a ainsi permis de réfléchir et d'expérimenter des formations avec les TIC.

*Cette phase de «recherche et développement» a enclenché une dynamique pour continuer à réfléchir ensemble sur ces nouveaux outils et sur de nouvelles formations en genre et développement entre l'IHEID, des organisations internationales et des partenaires locaux.*



# VI

## Annexes

## Etude des politiques de commerce international d'espèces menacées

Accroître les capacités nationales pour l'élaboration de politiques commerciales en accord avec la Convention sur le commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES)

Appel d'offres 2005 – Subvention de CHF 300'000

Selon la CITES, des politiques nationales de commerce des espèces sauvages bien conçues et bien appliquées peuvent contribuer de manière significative à l'objectif de protection de la biodiversité. Ce projet eut pour but de promouvoir la capacité des pays en développement à évaluer, concevoir et mettre en œuvre des politiques nationales efficaces dans ce domaine, notamment en réalisant des études des politiques nationales incorporant des considérations environnementales, sociales et économiques. Un cadre général d'évaluation des politiques de commerce des espèces sauvages, comme guide et méthodologie pour les évaluations nationales, fut développé. Des études sur les dynamiques sociales liées au commerce des espèces menacées furent conduites dans les quatre pays participants - Madagascar, Nicaragua, Vietnam, Ouganda). Les impacts sociaux des politiques nationales du commerce furent évaluées, à toutes les étapes des filières de une à deux espèces par pays.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) Secrétariat de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) Institut universitaire d'études du développement (IUED)	<b>Hussein Abaza</b> , PNUE (coordinateur) <b>Benjamin Simmons</b> , PNUE <b>Asad Naqvi</b> , PNUE <b>Ulrich Hoffmann</b> , CNUCED <b>Marceil Yeater</b> , CITES <b>Juan Carlos Vasquez</b> , CITES <b>Marc Hufty</b> , IUED <b>Sandra Gagnon</b> , IUED <b>Peter Larsen</b> , IUED

### Résultats principaux:

- ▶ Guide et méthodologie pour les évaluations nationales: Framework for Reviewing National Wildlife Trade Policies, 2007
- ▶ Divers rapports du Groupe Consultatif International pour la révision des politiques nationales de commerce des espèces sauvages en soutien à la CITES
- ▶ Ateliers de formation à Madagascar, au Nicaragua, au Vietnam, en Ouganda, 2007
- ▶ Réunion dans le cadre de la 14ème session de la Conférence des Parties à la CITES, La Haye, juin 2007

Pour en savoir plus: [www.ruig-gian.org/abaza](http://www.ruig-gian.org/abaza)  
[www.unep-unctad.org/CBTF/projectcites.asp](http://www.unep-unctad.org/CBTF/projectcites.asp)

*Les hippocampes sont des espèces faisant l'objet d'un commerce intense. Ils sont listés dans l'Annexe II de la CITES, qui énumère les espèces qui ne sont pas nécessairement menacées d'extinction à l'heure actuelle, mais qui pourraient l'être, si le commerce de celles-ci n'est pas sévèrement contrôlé.*



## Droit international et administrations civiles transitoires

L'articulation des règles de droit international humanitaire, des droits de l'homme et du droit pénal international applicables aux forces de paix et aux administrations civiles transitoires

Appel d'offres 2001 – Subvention de CHF 200'000

Les opérations de maintien ou d'imposition de la paix des Nations Unies, et les éventuelles administrations civiles transitoires qui peuvent en constituer un prolongement temporaire, soulèvent de nombreuses questions de droit applicable et d'application effective du droit. Ce fut le cas au Kosovo ainsi qu'au Timor oriental. En effet, aucun régime normatif pré-codifié n'est applicable aux opérations internationales. L'objet de cette étude consista à déterminer si, et dans quelle mesure, les normes du droit international des droits de l'homme et du droit international humanitaire s'appliquent aux forces militaires et aux administrations civiles internationales transitoires, lorsqu'une ou plusieurs organisations internationales interviennent dans le territoire d'un Etat.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Université de Berne (UNIBE) Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	<b>Andreas Auer</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Yves Sandoz</b> , UNIGE <b>Gabriele Porretto</b> , UNIGE <b>Sylvain Vité</b> , UNIGE <b>Marc Henzelin</b> , UNIGE <b>Andrea Bianchi</b> , IUHEI <b>Andrew Clapham</b> , IUHEI <b>Robert Kolb</b> , UNIBE <b>Knut Doermann</b> , CICR <b>Alexandre Faite</b> , CICR <b>Jean-Philippe Lavoyer</b> , CICR

### Résultats principaux:

- ▶ Publication : *L'application du droit international humanitaire et des droits de l'homme aux organisations internationales – Forces de paix et administrations transitoires*, Robert Kolb, Gabriele Porretto, Sylvain Vité, Bruylant, 2005
- ▶ Rapport : *Expert Meeting on Multinational Peace Operations, Applicability of International Humanitarian Law and International Human Rights Law to UN Mandated Forces*, Geneva, 11-12 December 2003, ICRC, 2004
- ▶ Article : «The application of international humanitarian law and human rights law to international organisations», Gabriele Porretto, Sylvain Vité, 2006
- ▶ Article : «Re-establishing the Rule of Law under Transitional Administration», Sylvain Vité, 2005
- ▶ Article : «L'applicabilité du droit de l'occupation militaire aux organisations internationales», Sylvain Vité, 2004
- ▶ Réunion d'experts sur la supervision de la légalité de la détention durant les conflits armés, CUDIH, Genève, 24.07.2004



De g. à dr. Robert Kolb, Sylvain Vité, Gabriele Porretto et Andrew Clapham lors de la «cérémonie des lauréats» à la Villa Rigot, octobre 2002.

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/auer](http://www.ruig-gian.org/auer)



## Institutions de microfinance

Finances solidaires : vers une promotion plus transparente et rationnelle des institutions de microfinance

Appel d'offres 2002 – Subvention de CHF 300'000

Dans les discours sur la microfinance, il est habituel de supposer qu'une institution, une fois créée, grandit et, après quelques années, devient tellement importante et professionnelle qu'elle pourra se passer des subventions. Or, un examen de la performance sociale et financière de ces institutions révèle une grande diversité quant à leurs buts, services et surtout leurs capacités d'exploiter des économies d'échelle. Il est donc parfaitement possible qu'une institution de microfinance opère de manière efficiente - c'est-à-dire en comprimant au maximum ses coûts opérationnels par rapport à son portefeuille de prêts - sans pouvoir complètement atteindre un équilibre financier. Pourtant, l'accès à des petits crédits, des dépôts, des assurances et bien d'autres services financiers est vital pour les pauvres. Pour cette raison, la disparité entre efficacité et performance financière interpelle les pouvoirs publics : comment peut-on promouvoir les institutions de microfinance dans toute leur diversité sans créer des distorsions sur le marché et des dépendances aux subventions distribuées tout azimut ? Sur la base de résultats d'une enquête empirique de 45 institutions de microfinance, les auteurs recommandent d'axer le subventionnement sur l'efficacité, une catégorie de performance à part et additionnelle à la performance financière et sociale. L'enquête permet également de démontrer que l'efficacité se mesure toujours en termes relatifs, à savoir par rapport à d'autres institutions appartenant au même «cluster». Ces résultats auront des implications importantes sur les modalités du subventionnement de la microfinance dans les années à venir.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Bureau International du Travail (BIT) Université de Genève (UNIGE) Institut universitaire d'études du développement (IUED) Université de Cambridge	<b>Bernd Balkenhol</b> , BIT (coordinateur) <b>Yousra Hamed</b> , BIT <b>Yves Flückiger</b> , UNIGE <b>Daniel Fino</b> , IUED <b>Jean-Michel Servet</b> , IUED <b>Flavio Comim</b> , Université de Cambridge

### Résultats principaux :

- ▶ Article : «Smart subsidy», 2004, Jonathan Morduch
- ▶ Article : «Efficiency Evaluation of Microfinance Institutions in Peru: An Application of Data Envelopment Analysis», 2005, Yves Flückiger, Anatoli Vassiliev
- ▶ Conférence internationale sur les bonnes pratiques dans le soutien global aux institutions de micro-finance, CCV, Genève, octobre 2005
- ▶ Séminaire de présentation des résultats du projet auprès de la Commission européenne, novembre 2006
- ▶ Publication : *Microfinance and Public Policy – Outreach, Performance and Efficiency*, 2007, Bernd Balkenhol, Palgrave Macmillan

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/balkenhol](http://www.ruig-gian.org/balkenhol)



## Pays en développement et règlements des différends à l'OMC

Pays en développement et système de règlement des différends de l'OMC : analyse des stratégies visant à renforcer la capacité juridique des pays en développement

Appel d'offres 2004 – Subvention de CHF 300'000

L'Accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends, entré en vigueur en 1995, introduisit des réformes importantes dans l'ancien système de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) en établissant des règles clairement définies pour le mécanisme de règlement des différends. Ainsi, le système du GATT, fondé sur le pouvoir, fut remplacé par un système fondé sur des règles dans lequel, en théorie, chaque pays a autant de chances de réussir qu'un autre, quelle que soit sa situation économique. Ce projet eut pour but d'aider les pays en développement à mieux comprendre les choix et les stratégies qui s'offrent à eux dans ce système plus complexe pour faire avancer leurs objectifs commerciaux et défendre leurs droits commerciaux par le biais de l'Organe de règlement des différends.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Université de Genève (UNIGE) Centre consultatif sur la législation de l'OMC (ACWL) Université du Wisconsin (UWM)	<b>Johannes Bernabe</b> , ICTSD (coordinateur) <b>Yvonne Apea</b> , ICTSD <b>Andrea Bianchi</b> , IUHEI <b>John Cuddy</b> , IUHEI <b>Nicolas Schmitt</b> , UNIGE <b>Leo Palma</b> , ACWL <b>Gregory Shaffer</b> , UWM

### Résultats principaux:

- ▶ Dialogues régionaux : Asie : Jakarta, Indonésie ; Amérique du Sud : Sao Paulo, Brésil ; Afrique : Réserve Masai Mara, Kenya, 2006
- ▶ Publication : *Appeal Without Remand: A Design Flaw in WTO Dispute Settlement and How to Fix it*, Joost Pauwelyn, ICTSD, 2007
- ▶ Publication : *Access to Justice in the World Trade Organisation - The Case for a Small Claims Procedure, A Preliminary Analysis*, Hakan Nordström, Gregory Shaffer, ICTSD, 2007
- ▶ Publication : *Compliance and Remedies Against Non-Compliance Under the WTO System: Toward A More Balanced Regime for All Members*, Virachai Plasai, ICTSD, 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/apea](http://www.ruig-gian.org/apea)  
[www.ictsd.org/issarea/dsu/dsu\\_project/dsu\\_project.htm](http://www.ictsd.org/issarea/dsu/dsu_project/dsu_project.htm)



## Stratégies de protection et d'inclusion sociale

Atelier virtuel : Convergence des stratégies de protection sociale et d'inclusion sociale  
au niveau mondial

Small Grant 2006 – Subvention de CHF 49'874

Depuis plus de vingt ans, le monde connaît de profonds bouleversements économiques, politiques et sociaux. Si la mondialisation a un impact non négligeable sur l'expansion des marchés, des services et des capitaux, il est également reconnu que ces développements accroissent dans de nombreux cas les disparités sociales, à la fois entre pays et au sein des pays, et ainsi engendrent de nouvelles formes d'exclusion. L'Unité «Technologies de formation et d'apprentissage» (TECFA) de l'UNIGE et le Programme «Strategies and Tools against social Exclusion and Poverty» (STEP) du BIT souhaitent unir leur expérience et savoir-faire afin d'organiser un atelier virtuel international (janvier-février 2007). L'objectif de cet atelier était de favoriser la mise en réseau, la collaboration et le partage de connaissances entre experts et personnages clé du domaine de la conception et de la mise en œuvre de politiques et stratégies de lutte contre l'exclusion sociale, notamment autour des thèmes suivants :

1. Moderniser l'assistance sociale pour promouvoir l'inclusion sociale ;
2. Développer des approches économiques et sociales intégrées pour combattre l'exclusion sociale au niveau local ;
3. Promouvoir l'accès des groupes vulnérables aux services sociaux couvrant les besoins de base.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Bureau international du travail (BIT)	<b>Mireille Bétrancourt</b> , UNIGE (coordinatrice) <b>Catherine Frété</b> , UNIGE <b>Victoria Giroud</b> , BIT <b>Philippe Vanhuynegem</b> , BIT

### Résultats principaux :

- ▶ Atelier virtuel international sur la protection sociale du 5 au 31 mars 2007
- ▶ Site internet : <http://tecfaseed.unige.ch/ciarisworkshop/>

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/betrancourt](http://www.ruig-gian.org/betrancourt)  
<http://tecfaseed.unige.ch/ciarisworkshop/>



*Vulnerable and excluded.  
Five o'clock in the morning,  
homeless sleeping in the streets  
of Bombay, March 2002.  
Photo: ©ILO/M. Crozet*

# Afghanistan

Série de réunions d'information sur l'Afghanistan

Small Grant 2002 – Subvention de CHF 27'253

À la suite de l'invasion de l'Afghanistan par les États-Unis et ses alliés en 2002, l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et le Réseau universitaire international de Genève (RUIG) organisèrent des cycles de réunions sur l'Afghanistan. Ces séances étaient destinées aux futurs membres des missions d'aide humanitaire et de rétablissement de la paix, envoyés par des organisations internationales et des ONG situées à Genève, ainsi qu'à d'autres personnes amenées par leur travail à suivre les développements en Afghanistan. L'objectif principal des réunions était de fournir aux futurs membres des missions des informations pratiques sur les plans historique, culturel et politique en Afghanistan afin de leur permettre de mener leur mission en meilleure adéquation avec le contexte et la culture locaux. Ces réunions d'information eurent lieu en trois séries de trois sessions, durant les mois de mars et d'avril 2002.

## Institutions partenaires

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)  
Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)  
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)  
Institut universitaire d'études du développement (IUED)  
Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA)

## Résultats principaux:

- Cycle d'information destiné aux futurs membres de missions d'aide humanitaire et de rétablissement de la paix en Afghanistan (trois séries de trois sessions)

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/bohnsted](http://www.ruig-gian.org/bohnsted)



*L'Afghanistan est un pays  
complexe sur le plan culturel  
pour les humanitaires.  
Photo: CICR / F. Pagetti.*

## Diasporas scientifiques et migrants hautement qualifiés

Un réseau suisse de diasporas scientifiques pour renforcer le rôle des migrants hautement qualifiés comme partenaires au développement

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 224'400

Ce projet de recherche-action fut centré autour du débat international actuel sur la migration et le développement. Considérant la connaissance comme catalyseur important dans la lutte contre la pauvreté, l'objectif fut de parvenir à une meilleure compréhension du potentiel que représentent les migrants hautement qualifiés, issus de pays en voie de développement et vivant en Suisse, en tant qu'agents de développement dans leur pays d'origine. En étudiant le cas des migrants hautement qualifiés originaires de Colombie, d'Afrique du Sud et de l'Inde, vivant en Suisse, et en tenant compte des trois mécanismes de «brain gain» - les réseaux de diasporas scientifiques, les stratégies d'investissement en recherche et développement expérimental ainsi que les programmes de partenariat de recherche Nord-Sud -, le projet examina comment ces stratégies opèrent et analysa leur impact sur le développement.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Unité Cooperation@epfl, Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) Bureau international du travail (BIT) Université de Genève (UNIGE) Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) DePapaya.org	<b>Jean-Claude Bolay</b> , EPFL (coordinateur) <b>Gabriela Tejada</b> , EPFL <b>Piyasiri Wickramasekara</b> , BIT <b>Francelle Kwankam</b> , BIT <b>Philippe Wanner</b> , UNIGE <b>Ibrahim A. Dia</b> , UNIGE <b>Rosita Fibbi</b> , UNIGE, SFM <b>Marco Pecoraro</b> , SFM <b>Marie-Claire Caloz-Tschopp</b> , UNIGE

### Résultats principaux:

- ▶ Publication : *Scientific diasporas and highly skilled migrants from developing countries in Switzerland : empirical evidence and policy responses*, Jean-Claude Bolay, Gabriela Tejada (éds.), 2008
- ▶ «Tool kit» avec CD-rom sur les meilleures pratiques et politiques
- ▶ Atelier et conférence : EPFL et BIT, mai et octobre 2007
- ▶ Site internet «Global Network of Scientific Diasporas»
- ▶ Article : «Highly skilled migration from developing countries : Qualitative overview of South African and Colombian scientific diasporas in Switzerland», Gabriela Tejada, Francelle Kwankam, Marco Pecoraro
- ▶ Article : «Summary report of the main findings of Colombian, South African and Indian scientific diasporas in Switzerland», Gabriela Tejada, Francelle Kwankam, Ibrahim Dia
- ▶ Participation/Communications à sept conférences internationales durant 2007 et 2008
- ▶ Article : «Hochqualifizierte MigrantInnen aus Entwicklungsländern in der Schweiz und ihr Wirkungspotenzial für die Entwicklung ihrer Herkunftsländer», in : *Interdialogos*, N°2, 2006



Indian scientists at the EPFL (survey respondents), 2007.

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/bolay](http://www.ruig-gian.org/bolay)  
<http://cooperation.epfl.ch/ScientificDiasporasNetwork/>

# Emigration clandestine des jeunes d'Afrique subsaharienne

L'émigration clandestine des jeunes d'Afrique subsaharienne en Europe : approches dynamiques d'un phénomène complexe - Le Cameroun, la Mauritanie et le Sénégal

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 50'000

Le but principal de cette recherche fut de mieux comprendre, dans une approche interdisciplinaire, le phénomène de l'émigration clandestine afin de mettre à la disposition de tous les acteurs concernés par cette question (pouvoirs publics, organisations internationales et non gouvernementales, société civile) des informations qui leur permettront d'y faire face. Les situations de traumatisme, de violence physique et symbolique vécues par ces migrants, perçus comme indésirables, restent insuffisamment analysées et traitées. La recherche eut entre autres pour objectifs d'aider à comprendre les représentations et les motivations des jeunes candidats à l'émigration, de déterminer le profil socio-économique des migrants clandestins rentrés au pays après leur expulsion et d'analyser la question de l'émigration clandestine des jeunes dans une perspective du respect des droits de la personne humaine.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Association Ascode (association pour le co-développement) Haute école de travail social (HETS) Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) Centre de ressource du développement humain (HDRC) Université de Nouakchott, Mauritanie	<b>Claudio Bolzman</b> , UNIGE et HETS (coordinateur) <b>Pierre Dasen</b> , UNIGE <b>Théogène-Octave Gakuba</b> , UNIGE <b>Mamadou Cheikh Agne</b> , Association Ascode <b>Ibrahima Guissé</b> , HETS <b>Katja Hujo</b> , UNRISD <b>Janvier Désiré Nkurunziza</b> , CNUCED <b>A. Bame Nsamenang</b> , HDRC <b>Aboulaye Sow</b> , Université de Nouakchott, Mauritanie

## Résultats principaux :

- ▶ Colloque international de clôture de la recherche, Genève, septembre 2008
- ▶ Workshop dans le cadre de la Conférence international Metropolis de Bonn, octobre 2008

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/bolzman](http://www.ruig-gian.org/bolzman)  
[www.cedic.ch](http://www.cedic.ch)

## Evictions forcées et Jeux Olympiques

Événements internationaux et évictions forcées : lumière sur les Jeux Olympiques

Appel d'offres 2004 – Subvention de CHF 250'000

L'organisation de grands événements internationaux est de plus en plus commune et, en général, ceux-ci sont perçus de manière très positive. Néanmoins, des progrès doivent être faits afin d'orienter de manière plus judicieuse la planification liée à l'organisation de ces grands événements internationaux. Tandis que les Jeux Olympiques ont un rôle de catalyseur pour la paix, le dialogue et le développement, dans certains cas toutefois, la préparation des Jeux a contraint des habitants à quitter leur logement et a résulté en une aggravation de la pauvreté, de la vulnérabilité et de l'insécurité. Et pourtant, l'impact social de cet événement en tant que tel continue d'être négligé. Partant de cet exemple des Jeux Olympiques, ce projet étudia en détail le phénomène des évictions forcées liées à la préparation de cet événement. Par ailleurs, furent aussi identifiées les lois internationales en matière de droits de l'homme et de respect et protection du droit au logement, qui s'appliquent aux différents acteurs impliqués dans la préparation des Jeux, tels que la ville hôte, le Comité international olympique et les sponsors olympiques.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Centre sur le droit au logement et les expulsions (COHRE) Université de Genève (UNIGE) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) Institut universitaire d'études du développement (IUED) Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix	<b>Claude Cahn</b> , COHRE (coordinateur) <b>Nathalie Mivelaz</b> , COHRE <b>Scott Leckie</b> , COHRE <b>Claire Mahon</b> , COHRE <b>Jessica Marasovic</b> , COHRE <b>Rémi Baudoui</b> , UNIGE <b>Andrew Clapham</b> , IUHEI <b>Farouk Tebbal</b> , ONU-HABITAT <b>Philip Alston</b> , Université de New York <b>David Hulchanski</b> , Université de Toronto <b>Kris Olds</b> , Université du Wisconsin – Milwaukee <b>Michael Kleiner</b> , Assistant du Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix <b>David Winniger</b> , Assistant du Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix

### Résultats principaux:

- ▶ Publication : *Les Jeux Olympiques et les évictions forcées – Une étude de sept villes hôtes dans le passé et dans le futur*, COHRE, 2007
- ▶ Publication : *Les Jeux Olympiques et les évictions forcées : Recommandations pratiques*, COHRE, 2007
- ▶ Rapports de recherche sur plusieurs villes (Athènes, Atlanta, Barcelone, Londres, Seoul, Sydney et Pékin), disponibles sur : [www.cohre.org/view\\_page.php?page\\_id=263](http://www.cohre.org/view_page.php?page_id=263)
- ▶ Conférence média : «The Olympic Games and Forced Evictions», Palais des Nations, Genève, 5 juin 2007
- ▶ Conférence publique : «Fair Play for Housing Rights», Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, Genève, 14 juin 2007
- ▶ Atelier d'experts sur la protection et la promotion du droit au logement dans le contexte de grands événements, Genève 14 juin 2007



Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/mivelaz](http://www.ruig-gian.org/mivelaz)  
[www.cohre.org](http://www.cohre.org)

## Projets israélo-palestiniens sur l'eau

Etudes, travaux et projets israélo-palestiniens sur l'eau :  
une évaluation de douze années de coopération

Appel d'offres 2005 – Subvention de CHF 46'000

L'eau est un enjeu et un instrument majeur du conflit israélo-palestinien. Son contrôle est déterminant pour assurer le développement économique et démographique ainsi que la pérennité d'une population sur un territoire. Loin de se résoudre, ce conflit se radicalise à mesure que s'édifie le mur de séparation qui ne respecte pas les frontières définies par les résolutions 242 et 338 des Nations Unies. L'intrication des ressources et des populations oblige pourtant les protagonistes à une coopération minimale, permanente, même lors des pires heures de ce conflit. C'est ce paradoxe que voulaient analyser et comprendre les auteurs de cette recherche, par le truchement d'une analyse historique et juridique. La coopération non gouvernementale depuis les accords d'Oslo fut analysée pour la première fois, assortie de nombreuses propositions pour l'améliorer.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut international de recherches pour la paix à Genève (GIPRI) Université de Genève (UNIGE) Réseau Environnement de Genève (GEN) Centre pour la recherche et l'information israélo-palestinien (IPCRI)	<b>Laurent Calligé</b> , GIPRI (coordinateur) <b>Valentina de Socio</b> , GIPRI <b>Jérôme Meyer</b> , UNIGE <b>William Ossipow</b> , UNIGE <b>Aniket Ghai</b> , GEN <b>Jennifer Gar</b> , IPCRI <b>Nancy Ruman</b> , IPCRI

### Résultats principaux :

- Publication : *De l'eau et de la paix : conflit et coopération israélo-palestiniens*, sous la direction de Laurent Calligé, 2008

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/callige](http://www.ruig-gian.org/callige)





## Propriété intellectuelle et chercheurs des pays en développement

Réseaux de recherche et propriété intellectuelle : schéma visant à soutenir les chercheurs des pays en développement dans la promotion, la protection et l'exploitation des résultats de leurs recherches dans le domaine de la santé

Appel d'offres 2004 – Subvention de CHF 350'000

Dans les pays en développement, les institutions de recherche et les universités sont engagées dans d'importants travaux de recherche concernant la santé publique et d'autres domaines scientifiques. Pourtant, elles se trouvent souvent en difficulté lorsqu'il s'agit de s'approprier les résultats de leurs recherches et de les valoriser en utilisant le système de propriété intellectuelle (P.I.), faute de ressources et d'infrastructures de soutien à l'innovation que fournissent des services professionnels de P.I. L'objectif de ce projet fut d'entreprendre des démarches concrètes pour aider les institutions de recherche de ces pays à renforcer leurs capacités de protection, d'appropriation, de gestion et de commercialisation de leurs résultats afin qu'elles puissent être mieux placées à l'heure de faire des choix quant aux projets de recherche et développement (R-D) sponsorisés et des résultats de recherche. Le projet visa à élaborer, développer et tester un modèle de réseau de centres de R-D avec un centre partagé qui fournit des services en matière de P.I. Le projet eut deux volets, l'un exécuté dans les six pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC), l'autre en Colombie, et comporta quatre phases principales : 1) analyse de la situation dans les centres de recherche du projet par rapport aux aspects de la P.I.; 2) élaboration et test de trois modules de formation dans des domaines pratiques essentiels pour la gestion des actifs de la P.I. et organisation d'ateliers de formation dans les deux zones géographiques; 3) mise en place et test du modèle de deux réseaux avec leur service commun de P.I. respectif pour commencer à développer une dynamique locale dans le domaine de la valorisation des résultats de recherche; 4) étude d'évaluation du modèle mis au point.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Université de Genève (UNIGE) International Institute for Management Development (IMD) Institut Tropical Suisse (ITS) Conseil de la Recherche en Santé pour le Développement (COHRED) Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI), Cameroun Secrétariat exécutif de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale, (CEMAC), République centrafricaine Superintendencia de Industria y Comercio, (Bureau national de la propriété industrielle), Colombie Institut national pour l'avancement des sciences et de la technologie (COLCIENCIAS), Colombie Fondation Institut d'immunologie de la Colombie (FIDIC)	<b>Cynthia Cannady</b> , OMPI (ancienne coordinatrice) <b>Maria Soledad Iglesias-Vega</b> , OMPI (coordinatrice) <b>Slodoban Djajic</b> , IUHEI <b>José Carlos Jarillo</b> , UNIGE <b>Thomas Straub</b> , UNIGE <b>Georges Haour</b> , IMD <b>Kaspar Wyss</b> , ITS <b>Sylvia De Haan</b> , COHRED

### Résultats principaux :

- ▶ Trois modules/programmes de formation : «P.I., gestion et marketing de la recherche dans le domaine de la santé; rédaction de brevets; transfert de technologies et contrats de licence»
- ▶ Six séminaires de formation (un par module dans chaque volet géographique)
- ▶ Établissement d'un Réseau de R-D avec Service commun de P.I. dans chaque volet géographique
- ▶ Conférence dans le cadre de l'Assemblée générale des États membres de l'OMPI, septembre 2007
- ▶ «WIPO Patent Drafting Manual», publication de l'OMPI N° 867E
- ▶ «R&D Networks and Intellectual Property Hubs : A Strategy for Developing Countries to Participate in Knowledge led Growth», in *Journal of Intellectual Property Rights*, Inde, janvier 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/cannady](http://www.ruig-gian.org/cannady)

# Méthodologie pour estimer les coûts d'amélioration de l'accès à l'eau potable

Élaboration d'une méthodologie d'estimation des coûts d'amélioration de l'accès à des installations sûres d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable à un niveau national

Small Grant 2004 – Subvention de CHF 47'600

L'objectif de ce projet fut de développer une méthodologie destinée à des pays en voie de développement pour calculer et estimer les coûts d'amélioration de l'accès aux services d'assainissement et d'approvisionnement en eau potable dans les communautés rurales ou périurbaines à faibles revenus. Cette méthodologie fut appliquée aux niveaux national et local. Des manuels furent produits par l'OMS comme outils de formation, utilisés lors d'ateliers réalisés au Cambodge, au Laos, aux Philippines, en Thaïlande et au Vietnam.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Organisation mondiale de la santé (OMS)	<b>Fabrizio Carlevaro</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Cristian González</b> , UNIGE <b>Jamie Bartram</b> , OMS <b>Robert Bos</b> , OMS <b>Laurence Haller</b> , OMS <b>Jose Hueb</b> , OMS

## Résultats principaux :

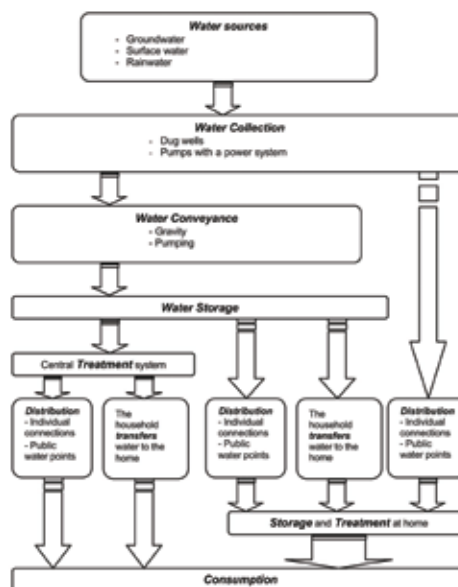
- ▶ Manuel pratique pour l'évaluation des coûts de systèmes améliorés d'accès à l'eau potable dans les communautés à faibles revenus, avril 2008

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/carlevaro](http://www.ruig-gian.org/carlevaro)



*Exemple d'une technologie améliorée d'approvisionnement en eau potable: récolte d'eau de pluie.*

*Chart flow of Water Storage process*



## Mémoires audiovisuelles de la migration sénégalaise

Mémoires audiovisuelles de la migration sénégalaise

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 50'000

Ce projet vise à accompagner les initiatives du Département de sociologie de l'Université de Genève, de l'OIM et de l'UNESCO en matière d'éducation, de sensibilisation à la multiculturalité et de négociations internationales par la réalisation d'une recherche audiovisuelle sur la mémoire «vivante» de migrants sénégalais, de leurs familles et communautés. L'étude, réalisée selon l'approche méthodologique des récits de vie et de l'observation participante, fut conduite au Sénégal. L'analyse, qui investigua les représentations autour de la migration auprès d'une communauté de départ de la région de Louga, permit d'approfondir les dynamiques psycho-socio-culturelles de la migration dans le pays d'origine. Un film documentaire de recherche, diffusé dans les milieux académiques et associatifs et auprès d'un public plus large, ainsi qu'une publication écrite furent produits par cette étude. Le film fut diffusé pour la première fois dans le cadre de la manifestation «L'autre.ch» organisée par l'Université de Lausanne et Anthropos.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Organisation internationale pour les migrations (OIM) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	<b>Sandro Cattacin</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Jenny Maggi</b> , UNIGE <b>Dame Sarr</b> , OIM <b>Novita Amadei</b> , OIM <b>Natale Losi</b> , OIM <b>Paul de Guchteneire</b> , UNESCO <b>Antoine Pécoud</b> , UNESCO

### Résultats principaux :

- ▶ «Tukki bi (Le voyage)», documentaire de 75 min. réalisé à partir du matériel vidéo, enregistré pendant la recherche (récits de vie, observations, entretiens individuels et groupes de parole).

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/cattacin](http://www.ruig-gian.org/cattacin)



*La plage est souvent le point de départ.*

# Santé mentale et droits de l'homme

Santé, droits de l'homme et législation : une attention spéciale à la santé mentale

Appel d'offres 2002 – Subvention de CHF 378'000

Les personnes atteintes de troubles mentaux sont particulièrement vulnérables aux violations des droits de l'homme. Dans le contexte des soins, ces personnes peuvent être exposées, par exemple, à des soins ou des pratiques thérapeutiques inadéquats, contraires à l'éthique, dégradants ou dangereux. Dans le contexte communautaire élargi, l'exercice de leur droit de vote, de leur droit à l'éducation, à l'emploi et au logement peut être restreint. Pour tenter de résoudre ce problème, l'équipe de ce projet entreprit la rédaction d'un manuel sur la législation relative à la santé mentale, destiné à fournir un soutien technique aux pays désirant entamer des réformes législatives afin de les aider à formuler et à mieux appliquer des lois visant à promouvoir et protéger les droits des personnes atteintes de troubles mentaux.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut de médecine sociale et préventive (IMSP), Faculté de médecine, Université de Genève (UNIGE) Programme Santé mentale, Organisation mondiale de la santé (OMS) Institut de médecine légale, Faculté de médecine, Université de Genève (UNIGE)	<b>Philippe Chastonay</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Timothy Harding</b> , UNIGE <b>Emmanuel Kabengele Mpinga</b> , UNIGE <b>Natalie Drew</b> , OMS <b>Michelle Funk</b> , OMS <b>Helena Nygren-Krug</b> , OMS <b>Geneviève Pinet</b> , OMS <b>Benedetto Saraceno</b> , OMS <b>José Bertolote</b> , OMS

## Résultats principaux :

- ▶ Article : «Problèmes des droits humains affectant la santé, Perceptions des professionnels de santé et des défenseurs des droits humains» in *Santé Publique*, 2005 ; 17 : 371-383
- ▶ Article : «Are psychiatric patients victims of discrimination with regard to health and social rights?», 2005
- ▶ Article : «Faut-il former les étudiants en médecine aux droits de l'homme? L'opinion d'étudiants en médecine de 46 pays» in *Revue Médicale Suisse*, 2006 ; 2 : 1544-46
- ▶ Article : «Santé Mentale et violations des droits de l'homme» in *Bulletin Medicus Mondii*, 2005 ; 96 : 33-37
- ▶ Livre : *Lien social et santé mentale, Un plaidoyer pour la sécurité humaine et les droits de l'homme*, Médecine et Hygiène, Genève, 2006
- ▶ CD-rom : «Santé mentale et droits de l'homme : un CD-rom pédagogique», IMSP, 2005
- ▶ Certificat de formation continue «Discrimination, santé et droits humains», Université de Genève, dès 2005
- ▶ Diplôme international sur les droits relatifs à la santé mentale et les droits de l'homme, ILS Law College, Pune, 2008
- ▶ Publication : *Ouvrage de référence sur la santé mentale, les droits de l'homme et la législation*, 2005 (versions en français, anglais, allemand, espagnol, portugais, arabe, russe, chinois, hindi)
- ▶ Programme d'enseignement «Santé-droits de l'homme», dans le cadre du Certificat de Santé Communautaire, du Diplôme de santé publique et du Programme d'enseignement «Santé-droits de l'homme» de l'Université de Genève, 2003-2006
- ▶ Forum international de formation à l'OMS, novembre 2003
- ▶ Forums régionaux pour les pays des îles du Pacifique (Apia, Samoa), de l'ex-Yougoslavie et du sud-est de l'Europe (Sarajevo, Bosnie-Herzégovine), de l'Asie du sud-est, 2003-2004
- ▶ Ateliers nationaux au Ghana et au Malawi, 2004

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/chastonay](http://www.ruig-gian.org/chastonay)  
<http://www.dhsantementale.net/>  
[http://www.who.int/mental\\_health/policy/en/index.html](http://www.who.int/mental_health/policy/en/index.html)

## Financement innovant des PME en Afrique

Atelier international sur le financement innovant pour les petites et moyennes entreprises (PME) en Afrique

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 40'000

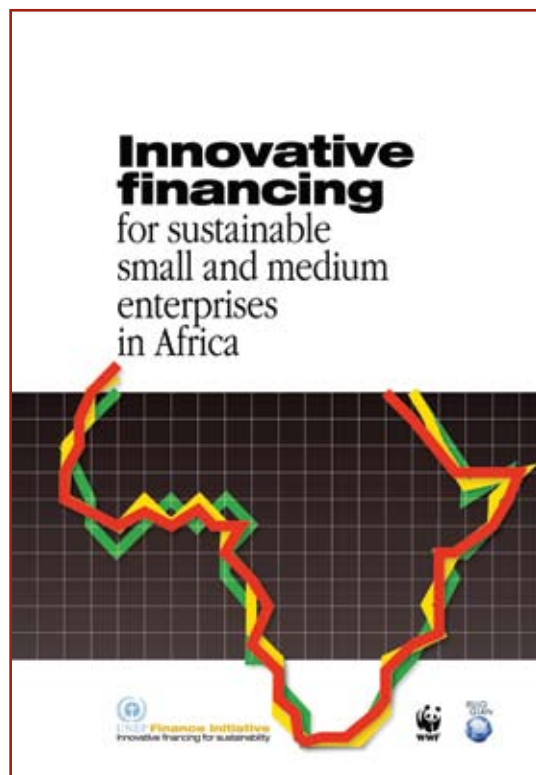
Ce projet aborda les problèmes auxquels les petites et moyennes entreprises (PME) doivent faire face en Afrique, notamment en matière de financement. Par une approche interdisciplinaire et orientée vers l'action, l'équipe de recherche chercha à identifier les bonnes pratiques en matière de financement innovant destiné au secteur des PME, tout en évaluant leur rôle potentiel dans le développement durable en Afrique. Un atelier international fut organisé à Genève en septembre 2007 pour partager les résultats de la recherche entre les partenaires du projet.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) Université de Genève (UNIGE) WWF international (WWF)	<b>Inderpreet Chawla</b> , PNUE (coordinateur) <b>Paul Clements Hunt</b> , PNUE <b>Daniele Alesani</b> , UNIGE <b>Iddo Dror</b> , UNIGE <b>Jen Morgan</b> , WWF

### Résultats principaux :

- ▶ «Atelier international sur le financement innovant pour les petites et moyennes entreprises en Afrique», PNUE, Genève, 26 septembre 2007
- ▶ Rapport : «Innovative Financing for Sustainable Small & Medium Enterprises in Africa», UNEP Finance Initiative, 2008
- ▶ Rapport : «Risk mitigation mechanisms and investment in sustainable SMEs», Andrew Gaines, DeRisk Advisory Services Ltd., 2008

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/chawla](http://www.ruig-gian.org/chawla)



# Un langage commun pour la consolidation de la paix

La consolidation de la paix et la reconstruction post-conflictuelle: élaboration d'un langage commun pour une meilleure prise en compte des besoins

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 114'160

La consolidation de la paix post-conflictuelle (*post-conflict peacebuilding*) représente un défi majeur pour la communauté internationale et pour les sociétés ravagées par la guerre. Cette thématique reste cependant marquée par des ambiguïtés conceptuelles et terminologiques qui sont des obstacles non seulement à la compréhension des enjeux, mais également à l'action des décideurs et des praticiens. L'objectif de ce projet fut d'étudier le sens et la pertinence des différentes acceptions de la consolidation de la paix, afin de mieux prendre en compte les besoins des praticiens et des populations directement concernées. L'objectif était de réaliser un lexique pratique bilingue, directement exploitable et orienté vers l'action et s'adressant à un large public. Il permet la définition et la diffusion d'un langage commun et une meilleure compréhension des dynamiques propres au *peacebuilding* tout en répondant aux besoins des praticiens confrontés aux réalités du terrain.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Centre universitaire de droit international humanitaire (CUDIHI), Université de Genève (UNIGE) Institut européen de l'Université de Genève (IEUG), Université de Genève (UNIGE) Ecole de traduction et d'interprétation (ETI), Université de Genève (UNIGE) Institut universitaire d'études du développement (IUED) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG)	<b>Vincent Chetail</b> , CUDIHI (coordinateur) <b>Louise Doswald-Beck</b> , CUDIHI <b>Philippe Braillard</b> , IEUG <b>Marc Roissard de Bellet</b> , IEUG <b>Bruno de Bessé</b> , ETI <b>Lance Hewson</b> , ETI <b>Yvan Droz</b> , IUED <b>Lee McDonald</b> , UNHCR <b>Geneviève Bador</b> , UNHCR <b>Pierre Le Loarer</b> , ONUG

## Résultats principaux:

- Publication: *Lexique pratique bilingue sur la consolidation de la paix et la reconstruction post-conflictuelle / Peacebuilding and Post-conflict Reconstruction: A Practical and Bilingual Lexicon*

Pour en savoir plus: [www.ruig-gian.org/chetail](http://www.ruig-gian.org/chetail)

*Peacekeeping: United Nations Assistance in the Congo. Here, a member of the Ethiopian contingent's communication unit, August 1960. Photo: UN*



## Le défi social du développement

Le défi social du développement : globalisation, inégalités et protection sociale

Appel d'offres 2001 – Subvention de CHF 498'500

Dans le cadre de ce projet, six institutions coopèrent afin d'analyser les effets de la globalisation sur les inégalités. L'équipe de projet examina l'une des questions prioritaires de notre époque, à l'intersection de la politique et de l'économie : l'importance des questions sociales pour le développement. Le «défi social du développement» est, pour l'équipe de recherche, celui des conséquences négatives du développement économique, tel qu'il est aujourd'hui conçu et mis en œuvre dans le cadre de la globalisation néolibérale, sur l'équilibre et l'épanouissement des sociétés, et plus particulièrement sur l'aggravation des inégalités et de la pauvreté. L'approche choisie rejette la dissociation traditionnellement opérée entre l'économique et le social : elle considère le développement comme un phénomène global de société dans lequel la composante économique n'est, et ne doit être, qu'un instrument au service des objectifs de progrès choisis par la société. L'ouvrage qui résulta du projet décrit successivement au niveau macro-économique, puis dans le domaine de l'éducation, de la santé et de la protection sociale, le rapport entre le processus de globalisation et l'aggravation des inégalités. Les études globales sont illustrées par des études qui portent sur le Mali, l'Afrique du Sud, le Vietnam, la Bulgarie et la ville de Genève.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire d'études du développement (IUED) Université de Genève (UNIGE) Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) Association internationale de la sécurité sociale (AISS) Association Réalise Université de Lausanne (UNIL)	<b>Christian Comélieu</b> , IUED (coordinateur) <b>Michel Carton</b> , IUED <b>Jacques Martin</b> , IUED <b>Alexandre Freire</b> , IUED <b>Fabienne Lagier</b> , IUED <b>Pauline Plagnat</b> , IUED <b>Frédérique Weyer</b> , IUED <b>Yves Flückiger</b> , UNIGE <b>Maureen Mackintosh</b> , UNRISD <b>Cynthia Hewitt</b> , UNRISD <b>Dalmer Hoskins</b> , AISS <b>Roland Sigg</b> , AISS <b>Christophe Dunand</b> , Association Réalise / IUED <b>François-Xavier Merrien</b> , UNIL

### Résultats principaux :

- ▶ Colloque d'échange et de restitution, 25 février 2003
- ▶ Publication : *Le défi social du développement. Globalisation et inégalités*, sous la direction de Ch. Comélieu, Editions Karthala, 233 p., 2006

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/comelieu](http://www.ruig-gian.org/comelieu)  
[www.unige.ch/iued/new/recherche/ruig-dsd/re\\_pays.php](http://www.unige.ch/iued/new/recherche/ruig-dsd/re_pays.php)



*Il subsiste beaucoup d'inégalités en matière d'accès aux médicaments. Pharmacie-Centre de santé à Nyamugali, Rwanda, en 2005.*

# Outils à référentiels géographiques et gestion des urgences

Création et mise en application d'outils à référentiels géographiques dans le cas de la gestion des urgences complexes

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 35'400

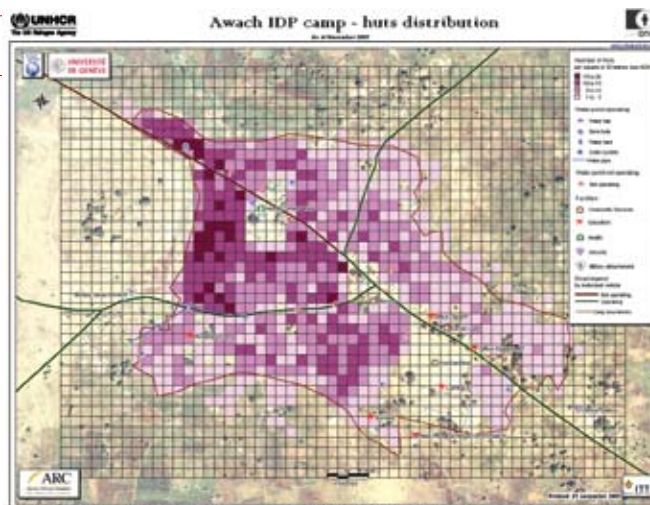
Ce projet de recherche appliquée eut pour ambition principale l'amélioration de la gestion des situations d'«urgence complexe». L' «urgence complexe» correspond à des situations de crise humanitaire où des populations ont fui leur lieu de vie (village, région ou pays) en raison d'événements politiques, sociaux, ou encore naturels comme un tremblement de terre ou un tsunami. L'équipe du projet se concentra sur la prise en compte des facteurs spatiaux dans la gestion des actions humanitaires et sociales menées au sein des camps et des infrastructures accueillant ces populations, en réalisant des modèles de gestion et en créant des outils facilitant la prise de décision. L'objectif fut de structurer des solutions standardisées afin d'aider les gestionnaires de camps à mieux répondre aux besoins et aux attentes des populations déplacées. Cette méthodologie permet d'apporter des réponses plus adaptées aux problèmes de sécurité, d'aide médicale, de distribution de l'eau et des denrées alimentaires, de scolarité des enfants, de développement de projets d'agriculture ou encore de protection de l'environnement. L'ensemble des domaines d'action concernés par cette amélioration rendit ce projet pleinement multidisciplinaire.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)	<b>Ruggero Crivelli</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Gabriel Mathieu</b> , UNHCR <b>Yvon Orand</b> , UNHCR <b>Luc St-Pierre</b> , UNHCR <b>Karl Steinacker</b> , UNHCR <b>Yann Rebois</b> , CartONG

## Résultats principaux :

- ▶ Enquête auprès de gestionnaires de camps de réfugiés, après sélection d'indicateurs pouvant contribuer à l'amélioration de la gestion de camps de réfugiés, été 2007
- ▶ Mission de test et d'évaluation dans un camp à Gulu, Ouganda, novembre 2007
- ▶ Présentation du projet à l'Université de Genève dans le cadre du Certificat de géomatique, février 2008
- ▶ Manuel de création d'outils et de bases de données à références spatiales pour la gestion des camps de réfugiés (à paraître 2008)

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/crivelli](http://www.ruig-gian.org/crivelli)





## Accès aux informations sur l'environnement et le développement durable

Renforcer l'accès aux informations sur l'environnement et le développement durable pour les utilisateurs clés et le public en développant des méthodes et des outils innovateurs – présentation dans le cadre du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI), PrepCom-2, 17-25 février 2005, Genève

Small Grant 2004 – Subvention de CHF 41'900

Accès, utilisation et partage de l'information et de la connaissance sont les mots-clés de la Déclaration de principes et du Plan d'action, adoptés au Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) en décembre 2003 à Genève (Phase I). La Phase II du SMSI, qui eut lieu en novembre 2005 à Tunis, fut reconnue être la plateforme pour le développement de mesures concrètes pour la mise en application du Plan d'action SMSI de 2003 de Genève. Suite à l'appel du SMSI pour le développement de projets pilotes en éducation et en capacité de construction, le projet proposé visa à développer un exemple concret d'application des technologies de l'information et de la communication pour la prochaine commission préparatoire de la Phase II du SMSI à Genève (PrepCom-2, 17-25 février 2005). L'objectif du projet fut de démontrer comment les TIC pouvaient améliorer l'accessibilité à des données et de l'information sur l'environnement et le développement durable pour le public en général en utilisant des méthodes et des outils d'apprentissage électronique (e-learning) innovateurs. La capacité de construction matérielle fut développée autour de l'«UNEP GEO Data Portal» existant. Il fut distribué, testé et discuté à la rencontre PrepCom-2, puis réutilisé dans les activités du PNUE et de l'Université de Genève.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	<b>Hy Dao</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Nicole Efrancey</b> , UNIGE <b>Alain Haurie</b> , UNIGE <b>Stefan Schwarzer</b> , PNUE <b>Jaap van Woerden</b> , PNUE

### Résultats principaux :

- ▶ Développement de matériel de formation interactif et multimédia autour de portail GEO du PNUE
- ▶ Création d'un CD-ROM et d'un site internet (<http://www.grid.unep.ch/wsis/>) contenant le matériel de formation

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/dao](http://www.ruig-gian.org/dao)  
[www.grid.unep.ch/wsis/](http://www.grid.unep.ch/wsis/)



# Mondialisation, migration et droits de l'homme

Mondialisation, migration et droits de l'homme

Appel d'offres 2003 – Subvention de CHF 276'000

La mondialisation s'est traduite par une accélération des mouvements de populations que personne ne peut désormais ignorer. Ce projet de recherche établit un état des lieux de la question migratoire dans une double perspective à la fois interdisciplinaire et empirique. Cette double approche de la migration face à la mondialisation permet de décrire et d'évaluer le phénomène migratoire dans ses deux formes dominantes : la migration économique (travail) et la migration politique (asile). Une double démarche critique et créatrice fut proposée aux 49 chercheurs impliqués dans le projet : 1) engager une analyse critique des politiques migratoires et du droit d'asile dominées par des approches utilitaristes et sécuritaires ; 2) poser des bases politiques, philosophiques, épistémologiques pour un nouveau paradigme permettant de mieux comprendre le mouvement migratoire et sauvegarder les droits des migrants, le droit d'asile dans le cadre du renforcement et de la création des droits de l'homme. L'étude réalisée dans le cadre du programme de recherche se proposa de participer à une meilleure compréhension du mouvement des populations en intégrant une donnée essentielle - et souvent méconnue - de la question migratoire : la prise en compte des besoins fondamentaux et le respect des droits de l'homme du migrant. L'objectif ultime de la recherche fut la formulation d'un cadre de référence et des propositions novatrices pour des actions utiles aux différents acteurs de la migration : migrants, Etats, organisations internationales, décideurs politiques, ONG, sociétés d'origine, de transit et d'accueil.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne (UNIL-IEPI) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Bureau international du travail (BIT) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR)	<b>Pierre Dasen</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Marie-Claire Caloz-Tschopp</b> , UNIL-IEPI, UNIGE (co-coordinatrice) <b>Vincent Chetail</b> , IUHEI (co-coordonateur) <b>Manolo Abella</b> , BIT <b>Geneviève Bador</b> , UNHCR

## Résultats principaux :

- ▶ Livre : *Mondialisation, migration et droits de l'homme : un nouveau paradigme pour la recherche et la citoyenneté*, M.C. Caloz-Tschopp, P. Dasen (dir.), vol. I, 2007, 777 p.
- ▶ Livre : *Mondialisation, migration et droits de l'homme : le droit international en question*, V. Chetail (dir.), vol. II, 2007, 725 p.
- ▶ Conférence : «Les Migrations entre l'Afrique du Nord et l'Union européenne: rapport de force économique, politique et juridique», HEI, 16 février 2005
- ▶ Colloque international «Mondialisation, Migration et Droits de l'Homme», CICG, Genève, 16-17 janvier 2006
- ▶ Film/débat : «Mondialisation, migration et droits de l'homme», Uni-Mail, 17 janvier 2006
- ▶ Emission de radio, Radio Suisse Romande (RSR), Espace 2, «Les Temps qui courent», 10 avril 2008 : «Une citoyenneté mondialisée ?» Présentation de la recherche par Marie-Claire Caloz-Tschopp et Vincent Chetail
- ▶ Conférence publique : «Le droit d'être là», présentation de la recherche à l'Université de Lausanne (UNIL-IEPI), le 30 avril 2008
- ▶ Diffusion internationale prévue au semestre d'hiver 2008 en Amérique latine



*Labour migration. An informal meeting place for day workers in the building sector (mainly coming from Tajikistan) and recruiters, in a suburb of Moscow, September 2006.  
Photo : ©ILO/IM. Crozet.*

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/dasen](http://www.ruig-gian.org/dasen)

## Education en contextes pluriculturels

L'éducation en contextes pluriculturels : la recherche entre bilan et prospectives

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 14'000

Quels sont les défis posés à nos systèmes d'éducation et de formation par la diversité des cultures et des langues ? Quelles sont les recherches réalisées en Suisse sur des questions liées à l'éducation et à l'interculturalité ? Quels résultats et quelles propositions concrètes amènent-elles ? Quels sont les impacts de ces propositions sur le terrain ? Quel regard des chercheurs venant d'autres pays, ainsi que des praticiens, portent-ils sur la recherche réalisée en Suisse ? Telles furent les principales questions auxquelles ce colloque organisé en juin 2007 répondit, à un moment où se reconfigurait le profil scientifique suisse concernant les approches interculturelles en éducation. Le temps de ce colloque, les participants d'ici et d'ailleurs purent croiser leurs regards et engager des échanges sur les thématiques de recherche qui les réunissaient. Quatre axes furent plus particulièrement au cœur des discussions : psychologie interculturelle ; contacts entre langues ; relations Nord-Sud ; scolarisation et changements familiaux.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Bureau international de l'éducation/Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (BIE/UNESCO)	<b>Pierre Dasen</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Pierre Luisoni</b> , BIE/UNESCO <b>Clementina Assedo</b> , BIE/UNESCO

### Résultats principaux :

- Colloque «L'éducation en contextes pluriculturels : la recherche entre bilan et prospectives», 28-30.06.07

Pour en savoir plus : <http://www.unige.ch/fapse/SSE/groups/interc/colloque07/accueil.htm>  
[www.ruig-gian.org/research/projects/project\\_f.php?ID=154](http://www.ruig-gian.org/research/projects/project_f.php?ID=154)

# Calcul bénévole pour l'Afrique

Africa@home : calcul bénévole pour l'Afrique

Small Grant 2005 – Subvention de CHF 46'000

Le projet Africa@home développa une plateforme permettant d'utiliser les capacités de calcul inutilisées par les ordinateurs individuels à travers le monde pour un programme de modélisation épidémiologique de la malaria. Les modèles de simulation des dynamiques de transmission de la malaria et de ses effets sur la santé sont en effet un outil important de contrôle de cette maladie, mais ils nécessitent également de très importantes capacités de calcul. Ces modèles ont notamment pour but de déterminer la priorité entre différents vaccins possibles, de choisir des stratégies optimales, par exemple pour distribuer des moustiquaires ou de nouveaux vaccins.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) Université de Genève (UNIGE) Université de Bâle (Uni Basel) Université Cheikh Anta Diop de Dakar ICVolontaires (ICV) Institut Tropical Suisse (ITS)	<b>Silvano de Gennaro</b> , CERN (coordinateur) <b>François Fluckiger</b> , CERN <b>Jacques Fontignie</b> , CERN <b>François Grey</b> , CERN <b>Christian Soettrup</b> , CERN <b>Chrull Soettrup</b> , CERN <b>Ben Segal</b> , CERN <b>Bastien Chopard</b> , UNIGE <b>Christian Pellegrini</b> , UNIGE <b>Michael Keller</b> , Uni Basel <b>Jasenko Zivanov</b> , Uni Basel <b>William Kamdem</b> , Université Cheikh Anta Diop de Dakar <b>Bakary Sagara</b> , Université Cheikh Anta Diop de Dakar <b>Viola Krebs</b> , ICV <b>Nicolas Maire</b> , ITS <b>Tom Smith</b> , ITS

## Résultats principaux :

- ▶ Site internet Africa@home (<http://africa-at-home.web.cern.ch/>)
- ▶ Programme informatique MalariaControl.net

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/degennaro](http://www.ruig-gian.org/degennaro)  
<http://africa-at-home.web.cern.ch/>

*François Grey du CERN avec l'un des  
chercheurs africains, Bakary Sagara du Mali,  
devant le parc informatique de la Grille  
(Grid) au CERN, octobre 2006.  
Photo : Viola Krebs, ICVolontaires.*



## Gestion de la biodiversité et tortues marines

Réseau interdisciplinaire pour une gestion durable de la biodiversité marine :  
diagnostic environnemental et social autour des tortues marines  
dans le sud-ouest de l'Océan Indien

Appel d'offres 2005 – Subvention de CHF 250'231

La plupart des espèces de tortues marines, héritage commun de l'humanité, sont gravement menacées. Les îles du sud-ouest de l'Océan Indien et en particulier Madagascar constituent des lieux de fréquentation et de migration importants pour cinq espèces en danger. Plusieurs programmes de recherche et de conservation existent dans ce secteur, mais aucune étude n'avait été entreprise dans la région de Maintirano visée par le projet, alors qu'il s'agit d'un site essentiel dans la dynamique de ces reptiles. Le projet vise à combler cette lacune en établissant un diagnostic non seulement biogéographique sur les tortues marines et leur écosystème mais aussi sociologique sur les populations en interaction avec ces tortues, pour proposer une stratégie de conservation durable tant au niveau social qu'écologique.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Muséum d'histoire naturelle de la ville de Genève (MHNG) Université de Genève (UNIGE) Institut universitaire d'études du développement (IUED) Groupe de recherche sur l'environnement et la gouvernance (GRÉG), IUED WWF International WWF Madagascar & West Indian Ocean Programme Office Union mondiale pour la nature (UICN) Institut halieutique et des sciences marines de Toliara (IHSM) Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) Centre d'étude et de découverte des tortues marines à la Réunion (CEDTM)	<b>Danielle Decrouez</b> , MHNG (coordinatrice) <b>Volker Mahnert</b> , MHNG et UNIGE <b>Géraud Leroux</b> , MHNG <b>Marc Hufty</b> , GREG, IUED <b>Frank Muttener</b> , IUED <b>Sarah Humphrey</b> , WWF International <b>Jean-Paul Paddack</b> , WWF <b>Jean-Christophe Vié</b> , UICN <b>Man Wai Rabenevanana</b> , IHSM <b>Bertin Rakotonirina</b> , IHSM <b>Henri Grizel</b> , IFREMER <b>Stéphane Ciccione</b> , CEDTM

### Résultats principaux:

- ▶ Site internet, contenant notamment les rapports d'expédition ([www.tortuesilesbarren.org](http://www.tortuesilesbarren.org))
- ▶ Base de données sur les caractéristiques biogéographiques des populations de tortues marines dans la région
- ▶ Caractérisation génétique (ADNmitochondrial) pour *Chelonia mydas* et *Eretmochelys imbricata*
- ▶ Rapports scientifiques universitaires de l'étude sociale «Pêche, migration et économie de consommation à Ampassimandro, district de Maintirano, Région du Melaky» et «Ecologie, mobilité et ethnicité chez les Vezo de Madagascar. Etude de gouvernance locale des tortues marines aux îles Barren, Maintirano»
- ▶ Documentaire de 52 minutes réalisé par Jacques Mathou, diffusé sur les chaînes du groupe France Télévision, 2007
- ▶ Mise en place d'activités de sensibilisation, de formation et d'éducation
- ▶ Projet de création d'un comité qui sera l'organe d'exécution et d'élaboration des activités relatives à la conservation des écosystèmes marins et de la biodiversité marine de la région
- ▶ Articles dans *Univers Mahoré*, une revue de naturalistes à Mayotte (N° 8, 2007) et dans *Marin Turtle Update*, N° 3, 2007



*Pour chaque tortue capturée une fiche est établie concernant sa date de capture, sa taille, son numéro de bague, ainsi que les observations générales (maladies, anomalies, etc.).*

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/mahnert](http://www.ruig-gian.org/mahnert)  
[www.tortuesilesbarren.org](http://www.tortuesilesbarren.org)

## Gestion des chaînes de valeur des multinationales

Nouvelle configuration et nouvelles techniques de gestion des chaînes de valeur des multinationales : conséquences sur les petites et moyennes entreprises du Nord et du Sud

Appel d'offres 2004 – Subvention de CHF 300'015

Une «chaîne de valeur» peut être définie comme la contribution de chaque composante du modèle d'entreprise à la valeur des produits et services finis. Ce projet de recherche visa à examiner les nouvelles configurations et les nouvelles techniques de gestion utilisées par les multinationales pour organiser et gérer leurs chaînes internationales de valeur. La recherche permit de mieux comprendre les différents types de coopération entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les très grandes entreprises à travers le monde, notamment en ce qui concerne leurs chaînes d'approvisionnement et de distribution. Des études de cas furent réalisées dans plusieurs pays et pour divers secteurs économiques (tourisme, musique et cinéma, logiciels, secteur automobile et industrie de précision).

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Fribourg (UNIFR) Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) Université de Genève (UNIGE)	<b>Paul H. Dembinski</b> , UNIFR (coordinateur) <b>Marie-Florence Estimé</b> , OCDE <b>Lunati Mariarosa</b> , OCDE <b>Fulvia Farinelli</b> , CNUCED <b>Yves Flückiger</b> , UNIGE

### Résultats principaux:

- ▶ Conférence de l'OCDE : «Accroître le rôle des petites et moyennes entreprises dans les chaînes de valeur globales», Tokyo, 31 mai – 1 juin 2007
- ▶ Rapport final de l'OCDE sur la conférence de Tokyo
- ▶ Déclaration de Tokyo pour renforcer le rôle des PME dans les chaînes de valeur globales, 01.05.2007
- ▶ Réunion d'experts sur le projet «Nouvelle configuration et nouvelles techniques de gestion des chaînes de valeur des multinationales : conséquences sur les petites et moyennes entreprises du Nord et du Sud», Palais des Nations, Genève, les 18-19 octobre 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/dembinski](http://www.ruig-gian.org/dembinski)



## Négociation des accords commerciaux

De la théorie à la pratique

Small Grant 2002 – Subvention de CHF 45'080

L'OMC et l'IUHEI mirent sur pied ce projet en collaboration avec trois universités nord-américaines. Ils organisèrent un cours destiné à des fonctionnaires des gouvernements des pays en voie de développement sur la négociation commerciale, comprenant une simulation de négociation commerciale. Des experts du monde universitaire ainsi que de l'Institut de formation de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) agirent comme formateurs et animateurs. Des experts universitaires se virent aussi offrir la possibilité d'observer la simulation de négociation en vue de l'utiliser comme expérience pour des activités de recherche complémentaires liées aux techniques de négociation.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Organisation mondiale du commerce (OMC) Université de Californie – Berkeley (UCB) Université de Californie du Sud (USC) Université de Dalhousie, Canada	<b>Cédric Dupont</b> , IUHEI (coordinateur) <b>Claude Mercier</b> , OMC <b>Jean-Daniel Rey</b> , OMC <b>Vinod K. Aggarwal</b> , UCB <b>John Odell</b> , USC <b>Gilbert Winham</b> , Université de Dalhousie, Canada

### Résultats principaux:

- ▶ Cours d'introduction à la théorie et à la pratique de la négociation commerciale le 02.12.02
- ▶ Cours d'exercice de simulation de négociation commerciale le 09.12.02

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/dupont02](http://www.ruig-gian.org/dupont02)



*Cours de simulation en négociation commerciale, 9 décembre 2002.*

# Pays en voie de développement et négociation commerciale

Small Grant 2003 – Subvention de CHF 35'205

La conférence réunit praticiens et universitaires autour de la question du processus de négociation commerciale au niveau multilatéral, du point de vue des pays en voie de développement. Elle eut lieu les 6 et 7 novembre 2003 à la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), au Palais des Nations.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Université de Genève (UNIGE) Ecole polytechnique fédérale de Zürich (ETHZ) Université de Pompeu Fabra, Espagne (UPF) Université de Princeton Université George Washington Université de Yonsei, Corée Université d'Oxford Université de Californie du Sud (USC) Centro de Investigación y Docencia Económicas, Mexique (CIDE) Université de Georgetown Université de Dalhousie, Canada Département fédérale des affaires étrangères (DFAE), Confédération suisse (CH) Organisation mondiale du commerce (OMC) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)	<b>Cédric Dupont</b> , IUHEI (coordinateur) <b>Stéphanie Pézard</b> , IUHEI <b>Pierre Allan</b> , UNIGE <b>Thomas Bernauer</b> , ETHZ <b>Cosimo Beverelli</b> , UPF <b>Christina L. Davis</b> , Université de Princeton <b>James McCall Smith</b> , Université George Washington <b>Susan K. Sell</b> , Université George Washington <b>Jongryn Mo</b> , Université de Yonsei, Corée <b>Amrita Narlikar</b> , Université d'Oxford <b>John Odell</b> , USC <b>Antonio Ortiz Mena L.N.</b> , CIDE <b>Jaswinder Pal Singh</b> , Université de Georgetown <b>Gilbert Winham</b> , Université de Dalhousie, Canada <b>Didier Chambovey</b> , DFAE, CH <b>Pierre-Louis Girard</b> , DFAE, CH <b>Patrick Low</b> , OMC <b>Manuela Tortora</b> , CNUCED

## Résultats principaux:

- ▶ Conférence: «Pays en voie de développement et le processus de négociation commerciale» 6-7 novembre 2003
- ▶ Série d'articles rédigés par les participants à la conférence (voir la page internet ci-dessous)

Pour en savoir plus: [www.ruig-gian.org/dupont03](http://www.ruig-gian.org/dupont03)

*De g. à dr. Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'OMC; John Odell, Professeur à l'École de relations internationales, Université de Californie du Sud; Rubens Ricupero, Secrétaire général de la CNUCED; Pierre Allan, Professeur à la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève.*





## Initiative commerce et gouvernance économique mondiale

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 150'000

La mondialisation, dans des conditions adaptées, promet la croissance et la prospérité. Toutefois, dans le monde en développement, et pour ceux qui se sentent concernés par le développement durable, les résultats sont décevants. L'absence d'un consensus international sur la meilleure manière de gérer l'économie globale dans un objectif de développement est reflétée dans un récent article dont le titre est : «Goodbye Washington Consensus, Hello Washington Confusion?», qui ne pose pas la question de savoir «si le Consensus de Washington est mort ou vif», mais bien ce qui va le remplacer. L'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI), le South Centre et le programme de Gouvernance économique mondiale de l'Université d'Oxford mirent en place ce projet dont le but fut d'avancer le dialogue politique et de recherche sur le commerce, la gouvernance économique mondiale et les pays en développement.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Université d'Oxford, Global Economic Governance Programme (GEG) Centre Sud / South Centre	<b>Cédric Dupont</b> , IUHEI (coordinateur) <b>Matthew Stilwell</b> , IUHEI <b>Daniel Warner</b> , IUHEI <b>Carolyn Deere</b> , Université d'Oxford, GEG <b>Ngair Woods</b> , Université d'Oxford, GEG <b>Tiyanjana Mphepo</b> , Centre Sud <b>Vicente Paolo Yu</b> , Centre Sud

### Résultats principaux :

- ▶ Premier dialogue politique à Genève : «La responsabilité de l'OMC», avril 2007
- ▶ Deuxième dialogue politique à Genève : «Evaluer la contribution de l'OMC au développement durable. Le rôle et les fonctions des institutions et des coalitions du sud dans l'OMC», juin 2007
- ▶ Troisième dialogue politique à Genève : «Evaluer les priorités pour les recherches sur la gouvernance globale du commerce», septembre 2007
- ▶ Quatrième dialogue politique à Genève : «La responsabilité de l'OMC et sa relation avec d'autres institutions de la gouvernance économique mondiale. L'OMC, développement durable et l'effet de serre. Les coalitions du Sud dans la gouvernance économique mondiale», septembre 2007
- ▶ Premier séminaire à Oxford : «La responsabilité de l'OMC», mai 2007
- ▶ Deuxième séminaire à Oxford : «Evaluer la contribution de l'OMC au développement durable», juin 2007
- ▶ Troisième séminaire à Oxford : «L'OMC et sa relation avec d'autres institutions de la gouvernance économique mondiale», novembre 2007
- ▶ Quatrième séminaire à Oxford : «Le rôle et les fonctions des institutions et des coalitions du Sud dans l'OMC», février 2007
- ▶ Série de séminaires-dialogues politiques au forum public de l'OMC : «Gouvernance du commerce pour le développement», octobre 2007
- ▶ Article : Stilwell, M., «L'OMC, le développement durable et l'effet de serre», IUHEI
- ▶ Article : Patel, M., «New Faces in the Green Room: Developing Country Coalitions and Decision-making in the WTO»
- ▶ Article : Deere, C., «Governing the WTO System: The Capacity-Building Function»
- ▶ Article : Ghosh, A., «Information Gaps, Information Systems, and the WTO's Trade Policy Review Mechanism», GEG
- ▶ Article : Yu, V., «Le rôle et les fonctions des institutions et des coalitions du Sud dans la gouvernance économique mondiale», Centre Sud

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/research/projects/project\\_f.php?ID=135](http://www.ruig-gian.org/research/projects/project_f.php?ID=135)  
[www.globaleconomicgovernance.org/trade](http://www.globaleconomicgovernance.org/trade)

# Evaluation des effets de la consommation sur l'environnement

Evaluer les effets de la consommation sur l'environnement : établir des liens entre pays de l'OCDE et pays en développement pour une diminution globale des impacts

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 204'400

La croissance du commerce international et la rapide intégration des pays en voie de développement dans le circuit économique mondial conduisent à une plus large répartition spatiale des impacts environnementaux liés aux modes de consommation des pays développés. Les liens entre consommateurs, producteurs et tierces parties subissant les dégradations environnementales sont cependant rarement évoqués. Ce projet fut conçu pour aller plus loin que les évaluations existantes telles que celle du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Basé sur une approche d'écologie industrielle, il relie explicitement ces trois acteurs. En partant de la dégradation actuelle de l'environnement (pollution de l'air et ses impacts sur la santé humaine), il remonte à ses causes principales (systèmes de production et de consommation) grâce à l'étude des différentes chaînes de production-consommation à l'échelle du globe. La quantification et la localisation de leurs impacts permet d'identifier les régions, les secteurs et les produits susceptibles de faire l'objet de politiques publiques ou de pratiques commerciales dans un but de réduction concertée des dommages.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Lausanne (UNIL) Université de Genève (UNIGE) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) Université du Michigan Switcher SA	<b>Suren Erkman</b> , UNIL (coordinateur) <b>Julia Steinberger</b> , UNIL <b>Gabrielle Antille Gaillard</b> , UNIGE <b>Damien Friot</b> , UNIGE <b>Hy Dao</b> , PNUE <b>Stefan Schwarzer</b> , PNUE <b>Olivier Jolliet</b> , Université du Michigan <b>Shanna Shaked</b> , Université du Michigan <b>Daniel Rüfenacht</b> , Switcher SA

## Résultats principaux :

- ▶ Site internet de vulgarisation des résultats : [www.trei-c.org](http://www.trei-c.org)
- ▶ Intégration des résultats au sein de la politique environnementale de Switcher SA
- ▶ Article : «Cleaner production or cleaner consumption? A spatial Life-Cycle Inventory of emissions from the globalized textile chain»
- ▶ Article : «Tracking environmental impacts of consumption. A spatially explicit analytical framework of global production chains»
- ▶ Livre : *Evaluer les effets de la consommation sur l'environnement: modèles*, 2007 (uniquement disponible en anglais)
- ▶ Quatre cours d'une demi-journée, Master en géosciences environnementale (UNIL et EPFL)
- ▶ Conférences : Rencontre annuelle de la société de toxicologie et de chimie environnementale (SE-TAC), Porto, 20mai 2007; 16<sup>e</sup> conférence internationale Input-Output, Istanbul Technical University, 02-06 juillet 2007; Conférence de la société internationale pour l'écologie industrielle (ISIE), Université de Toronto, 17-20 juin 2007; 3<sup>e</sup> conférence internationale sur la gestion du cycle de vie, Université de Zurich, 27-29 août 2007; «Frontiers of Research in Industrial Technology», IPTEH, Lausanne, 27 novembre 2007



*De gauche à droite :  
Suren Erkman et  
Damien Friot après une  
réunion de travail  
devant la Villa Rigot.*

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/erkman](http://www.ruig-gian.org/erkman)  
[www.trei-c.org](http://www.trei-c.org)

## Le Conseil des droits de l'homme

Le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies : compétences et juridiction

Small Grant 2006 – Subvention de CHF 43'400

En mars 2006, la Commission des Nations Unies pour les droits de l'homme fut remplacée par un Conseil des droits de l'homme permanent, indiquant une étape majeure dans l'avancement et la protection des droits de l'homme dans le monde. L'objectif principal du projet fut de présenter le Conseil des droits de l'homme en mettant en évidence les changements apportés par la création de ce nouvel organe, et en soulignant la continuité de son travail avec celui de la Commission des droits de l'homme. Le séminaire se déroula sur trois jours.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies (WFUNA) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (OHCHR)	<b>Bruna Molina Faidutti</b> , WFUNA (coordinatrice) <b>Béatrice Lueber</b> , WFUNA <b>Andrew Clapham</b> , IUHEI <b>Ann Syauta</b> , OHCHR

### Résultats principaux :

- ▶ Séminaire sur le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, 26-28 juillet 2006
- ▶ Rapport : «*Séminaire sur le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies*», 2006

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/faidutti](http://www.ruig-gian.org/faidutti)

# Communication multilingue et multiculturelle sur Internet

Faciliter la communication multilingue et multiculturelle sur Internet :  
base de connaissances et interfaces informatiques

Appel d'offres 2003 – Subvention de CHF 240'000

L'UNL (acronyme pour «Universal Networking Language» : langage universel de communication sur Internet) est un langage artificiel, formel et non-ambigu ; il est indépendant des langues dites naturelles et sert d'intermédiaire. A la différence des systèmes de traduction automatique, le système UNL ne traduit pas directement un texte d'une langue source vers une langue cible. Avec le système UNL, le rédacteur d'un texte écrit directement en UNL, avec l'aide de logiciels appropriés. Le texte en UNL peut ensuite être transformé automatiquement dans une langue cible. Le noyau du système UNL est une grande base de connaissances qui définit des «mots universels» ; cette dernière fut développée par des personnes de langues et de cultures diverses, dispersées autour du monde. Ce projet vise à développer des outils pour faciliter la construction de cette base. Il comporta trois étapes distinctes, mais interdépendantes : 1) conception et prototypage d'une infrastructure de stockage de la base de connaissances ; 2) conception et réalisation d'interfaces variées pour supporter les utilisateurs dans leurs nombreuses tâches ; 3) établissement d'une méthodologie pour la construction collaborative de la base de connaissance.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Groupe Interfaces des systèmes d'information, Université de Genève (UNIGE) Fondation Universal Networking Digital Language (UNDL) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) Université des Nations Unies (UNU)	<b>Gilles Falquet</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Claire-Lise Mottaz Jiang</b> , UNIGE <b>Gabriela Tissiani</b> , UNIGE <b>Rodolpho Pinto Da Luz</b> , UNDL <b>Tarcisio Della Senta</b> , UNDL <b>Pascal Renaud</b> , UNITAR <b>Hiroshi Uchida</b> , UNU <b>Meiyang Zhu</b> , UNU

## Résultats principaux:

- ▶ Publication : *Faciliter la communication multilingue et multiculturelle sur Internet : base de connaissances et interfaces informatiques*
- ▶ Article : «Facilitating Communication Between Languages and Cultures: A Computerized Interface and Knowledge Base», 2003
- ▶ Article : «A Framework for the Development of Universal Networking Language e-learning User Interfaces», 2003
- ▶ Rapport : «Notions de base sur la base de connaissances UNL. Rapport technique», 2004
- ▶ Rapport : «Analyzing, Converting and Publishing the UNL Knowledge Base. Technical report», 2004
- ▶ Article : «Conceptual Indexing for Multilingual Information Retrieval», 2005
- ▶ Article : «Combining Textual and Visual Ontologies to Solve Medical Multimodal Queries», 2006
- ▶ Congrès international «Convergence'03», Alexandrie, Egypte, le 02.12.03
- ▶ Atelier CLEF 2005 (Cross Language Evaluation Forum), Vienne, Autriche, le 21.09.05
- ▶ Sommet mondial de la société de l'information (SMSI), Tunis, Tunisie, le 16.11.05
- ▶ Symposium mondial ITU et UNESCO sur la promotion de l'internet multilingue, ITU, Genève, le 09.05.06
- ▶ Annuaire UNL Universe
- ▶ Master of Advanced Studies «Gestion des langues et technologies des connaissances», dès 2008

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/falquet](http://www.ruig-gian.org/falquet)  
<http://cui.unige.ch/isi/>

## Katyn et la Suisse

Katyn et la Suisse : experts et expertises médicales dans les crises humanitaires

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 26'000

Les Facultés de droit, des lettres et de médecine de l'Université de Genève et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'associent pour organiser un colloque consacré à «Katyn et la Suisse : experts et expertises médicales dans les crises humanitaires». Durant quatre jours, du 18 au 20 avril 2007, la Fondation Louis-Jeantet, active dans le domaine de la médecine, accueille à Genève historiens, chercheurs et experts du monde entier pour s'interroger sur la question du devoir des humanitaires de dénoncer les crimes de guerre, en partant du cas du Professeur François Naville et des conséquences de sa participation à la Commission d'enquête internationale de 1943 sur Katyn.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	<b>Bernardino Fantini</b> , UNIGE (coordonateur) <b>Delphine Debons</b> , UNIGE <b>Joëlle Droux</b> , UNIGE <b>Jean-François Fayet</b> , UNIGE <b>Antoine Fleury</b> , UNIGE <b>Timothy Harding</b> , UNIGE <b>Claude Le Coultre</b> , UNIGE <b>Christian-Nils Robert</b> , UNIGE <b>Robert Roth</b> , UNIGE <b>Jean-François Pitteloud</b> , CICR

### Résultats principaux :

- Conférence «Katyn et la Suisse : experts et expertises médicales dans les crises humanitaires»  
18- 20 avril 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/fantini](http://www.ruig-gian.org/fantini)



*Expertises médicales, Katyn, 1943 (ACICR, P FN, Archives privées de F. Naville).  
Photo : CICR.*

## Protection sociale en Afrique

Vers une couverture sociale généralisée et équitable en Afrique.  
Mettre en place des mécanismes efficaces d'articulation entre les efforts publics  
et les communautés de base en matière de protection sociale

Small Grant 2004 – Subvention de CHF 46'675

Le Bureau international du travail (BIT), au travers du programme Stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté (STEP), l'Observatoire universitaire de l'emploi de la Faculté des sciences économiques et sociales de l'Université de Genève, l'Institut des sciences sociales et pédagogiques de l'Université de Lausanne décidèrent de collaborer afin de proposer un projet visant à trouver des solutions pratiques à l'extension de la couverture sociale en Afrique. Outre les organisations précitées furent associées à la recherche le réseau de la «Concertation des acteurs des mutuelles de santé en Afrique de l'Ouest et du Centre», réseau comptant plus de 150 membres en 2002.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Université de Lausanne (UNIL) Bureau international du travail (BIT)	<b>Yves Flückiger</b> , UNIGE (coordinateur) <b>François-Xavier Merrien</b> , UNIL <b>Christine Bockstal</b> , BIT <b>Pascal Ndiaye</b> , BIT <b>Emmanuel Reynaud</b> , BIT <b>Wouter Van Ginneken</b> , BIT <b>Philippe Vanhuynegem</b> , BIT

### Résultats principaux:

- ▶ Etudes de cas des mécanismes d'articulation entre efforts publics et systèmes de protection sociale à base communautaire (SPSC) en Afrique
- ▶ Synthèse sur le potentiel d'extension de la couverture sociale à partir de mécanismes articulés de protection sociale
- ▶ Article sur le potentiel d'extension de la protection sociale à partir de la combinaison des efforts publics et des SPSC

Pour en savoir plus: [www.ruig-gian.org/fluckiger](http://www.ruig-gian.org/fluckiger)



*Rampant poverty and inadequate social protection is the norm for many West Africans. Children in a slum in the outskirts of Abidjan, Côte D'Ivoire. Photo: ©ILO/J. Maillard.*

## Informations médicales en ligne

Pour des informations médicales en ligne dignes de confiance :  
étude des spécificités en Afrique francophone

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 234'000

L'accès aux informations médicales de qualité est un élément important d'un système de santé. Avec le développement des technologies de l'information et de la communication, de nouveaux outils sont disponibles pour faciliter la production, la publication et l'accès à de telles informations. Cependant, ces nouveaux outils posent de nouveaux défis. Il devient en effet de plus en plus difficile de juger de la crédibilité de l'information médicale sur le Web. Parallèlement, il est nécessaire de reconnaître et d'encourager la pluralité de ces mêmes informations. Il n'est actuellement pas clair si les techniques utilisées pour produire de l'information médicale en ligne sont de qualité et si les critères utilisés pour juger de la confiance que l'on peut accorder à ces informations sont utilisables de manière globale. En fait, il est probable que des adaptations locales soient nécessaires afin de prendre en compte la diversité des contextes sociaux, économiques et culturels dans lesquels s'inscrit l'utilisation de ces informations. Dans ce projet, des initiatives complémentaires se rejoignent dans le but d'élaborer des recommandations pour la production et l'évaluation d'informations médicales en ligne, recommandations qui prennent en compte les déterminants socioculturels et économiques. Les informations répondant à ces recommandations pourraient être incorporées dans le projet de Global Health Library (GHL) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et être accréditées par la Fondation Health on the Net (HON).

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Fondation santé sur le net (HON) Institut universitaire d'études du développement (IUED) Organisation mondiale de la santé (OMS) Université de Bamako	<b>Antoine Geissbuhler</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Cheick Oumar Bagayoko</b> , UNIGE <b>Anne Mayor</b> , UNIGE <b>Celia Boyer</b> , HON <b>Ousmane Ly</b> , HON <b>Yvan Droz</b> , IUED <b>Yvonne Grandbois</b> , OMS <b>Ian Roberts</b> , OMS <b>Younoussa Touré</b> , Université de Bamako

### Résultats principaux:

- ▶ Rapport complet, 2007
- ▶ Brochure : «Pour des informations médicales en ligne dignes de confiance», 2007
- ▶ Journée scientifique à l'occasion du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'Hôpital de Genève, 10 octobre 2006
- ▶ Réunion d'information «Pour des informations médicales en ligne dignes de confiance : étude des spécificités en Afrique francophone», Palais des Nations, Genève, 21 mai 2007
- ▶ Atelier de restitution, Institut des Sciences Humaines, Bamako, Mali, 3 septembre 2007
- ▶ Table ronde «Pour des informations médicales en ligne dignes de confiance : étude des spécificités en Afrique francophone, IUED, 18 septembre 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/geissbuhler](http://www.ruig-gian.org/geissbuhler)  
[www.hon.ch/Project/regio\\_ruig.html](http://www.hon.ch/Project/regio_ruig.html)

---

## Développement économique du Vietnam

Internationalisation de l'économie, développement humain et relations  
Etat-société en Asie : le cas du Vietnam

---

Small Grant 2006 – Subvention de CHF 33'000

---

Cette conférence porta sur les questions d'internationalisation économique, de développement humain et de gouvernance en Asie ; le cas du Vietnam servit de référence au débat. Cet événement eut lieu au mois de décembre 2006, date anniversaire de la proclamation par le gouvernement vietnamien, il y a vingt ans, d'une orientation économique nouvelle, le Doi Moi, ou Renouveau. Depuis, ce pays est devenu un modèle, de transition progressive réussie vers l'économie de marché, de croissance économique forte et durable, et d'insertion internationale, qui vient de connaître sa consécration avec l'adhésion à l'Organisation Mondiale du Commerce à l'issue de douze années de négociations. Le Vietnam est également l'un des rares pays en passe de réaliser la plupart des Objectifs du Millénaire du Développement. Ces réalisations sont source de réflexion pour bon nombre d'autres pays en développement et en transition.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire d'études du développement (IUED) Université de Genève (UNIGE) Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement (CNUCED) Centre du Commerce International (CCI CNUCED/OMC)	<b>Christophe Gironde</b> , IUED (coordinateur) <b>Jean-Luc Maurer</b> , IUED <b>Nicolas Zufferey</b> , UNIGE <b>Tran-Nguyen Anh-Nga</b> , CNUCED <b>Sok Siphana</b> , CCI

### Résultats principaux:

- ▶ Conférence sur le développement économique du Vietnam et les relations Etat-société en Asie, 14-16 décembre 2006, IUED
- ▶ Publication d'un ouvrage collectif réalisé à partir des communications à la conférence

---

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/gironde](http://www.ruig-gian.org/gironde)

---



## UNHCR et la Guerre froide

L'UNHCR et la Guerre froide mondiale, 1971-1984

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 220'000

Dès les années 1970, le HCR dut remplir son mandat humanitaire dans le cadre d'un climat politique tendu, souvent modelé par les tensions Est-Ouest. Basé sur une approche multidisciplinaire, ce projet se focalisa sur un fond documentaire (222 mètres de documents papiers) jusque là indisponibles, couvrant les opérations du siège et des délégations dans le monde au cours de la période cruciale des années 1971-1984. Le but était de promouvoir la coopération entre la communauté académique et le HCR pour mettre en lumière les tendances majeures qui virent le jour durant cette période et contribuer à la compréhension des succès et des échecs de la communauté internationale face aux crises humanitaires de la fin du XX<sup>e</sup> siècle. Il s'agissait aussi de renforcer l'histoire institutionnelle et politique de cette agence de l'ONU. Ce travail s'effectua en combinant trois composantes fortement liées – un travail de traitement d'archives pour l'ouverture de documents jusqu'alors fermés, de la recherche-analyse originale et un travail de dissémination. Il en résulte un catalogue relatif à ce fonds d'archives disponible en ligne et la publication de résultats originaux et utiles pour la conduite des politiques actuelles. Ce projet fut poursuivi dans le cadre d'une opération visant à effectuer un travail similaire sur les archives des deux Hauts Commissaires en activité durant la période prise en compte : Sadruddin Aga Khan (1965-1977) et Poul Hartling (1978-1985).

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) Centre de politique de sécurité (GCSP)	<b>Jussi Hanhimaki</b> , IUHEI (coordinateur) <b>Vincent Chetail</b> , IUHEI <b>Jérôme Elie</b> , IUHEI <b>Vera Gowlland-Debbas</b> , IUHEI <b>Katrin Milzow</b> , IUHEI <b>Rüdiger Schöch</b> , IUHEI <b>David Myars</b> , IUHEI <b>Lee McDonald</b> , UNHCR <b>Fred Tanner</b> , GCSP

### Résultats principaux :

- ▶ Organisation et catégorisation des archives du HCR, Fonds 11 Série 2, Fonds 13 Sous-Fonds 1-2, 01.11.07
- ▶ Deux bases de données/catalogue des archives sur le site web du HCR, juin et décembre 2007
- ▶ Article : «The UNHCR and the Global Cold War», in *Transatlantic Studies Association Newsletter*, 2006
- ▶ Article : «The UNHCR and the Cold War : a Documented Reflection on the UN Refugee Agency's Activities in the Bipolar Context», 2007
- ▶ Article : «Afghan Refugees in Pakistan during the 1980s : Cold War Politics and Registration Practice», *New Issues in Refugee Research*, 2008
- ▶ Article : «Le HCR face à la naissance du Bangladesh : les enjeux d'un rôle éminemment politique», 2008
- ▶ Actes du colloque de fin de projet publié dans «Refugee Survey Quarterly» (Vol. 27, N° 1), 2008
- ▶ Présentation lors du groupe de travail : «Decolonisation : Process and Entanglements 1945-1990», Bonn, 21 mars 2007
- ▶ Conférence de fin de projet, HEI, 19 octobre 2007



*Une première publication issue du projet de recherche.*

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/hanhimaki](http://www.ruig-gian.org/hanhimaki)

[www.unhcr.org/research/43e32a7a2.html](http://www.unhcr.org/research/43e32a7a2.html)

[http://graduateinstitute.ch/globalmigration/Home/page1933\\_en.html](http://graduateinstitute.ch/globalmigration/Home/page1933_en.html)

## Echanges internationaux de biens intellectuels

Promotion des échanges internationaux de biens intellectuels entre la Chine, le Japon et la Suisse - le cas de la musique et des secrets d'affaires

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 35'000

Le projet visait à identifier, dans une perspective interdisciplinaire (plus particulièrement sur les plans juridique et économique), les éléments qui sont susceptibles d'empêcher ou de freiner l'échange transfrontalier de biens intellectuels entre la Chine, le Japon et la Suisse. En raison de la variété et du grand nombre de biens intellectuels qui existent et qui peuvent ainsi être potentiellement analysés, le projet se concentra sur deux types particuliers de biens intellectuels, soit la musique et les secrets d'affaires. Ceux-ci furent choisis afin de couvrir des aspects diversifiés et représentatifs de la créativité humaine, l'aspect culturel pour la musique et l'aspect commercial pour les secrets d'affaires. Le but du projet fut de déterminer et de résoudre les problèmes juridiques et économiques qui peuvent ralentir ou bloquer l'échange transfrontalier de biens intellectuels (particulièrement les difficultés découlant du droit international privé) résultant des réglementations applicables dans ces trois Etats, la finalité ultime du projet ayant été d'encourager la communication et le transfert transfrontalier des biens intellectuels culturels et commerciaux.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) Université de Genève (UNIGE) Université de Rikkyo, Japon Université d'Hokkaido, Japon Université de Nagoya, Japon Université de Tokyo, Japon Organisation pour l'évaluation et l'estimation de la politique du Japon Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)	<b>Takeshi Hishinuma</b> , OMPI (coordinateur) <b>Jacques de Werra</b> , UNIGE <b>Li He</b> , Université de Tokyo <b>Tatsuhiko Ueno</b> , Université de Rikkyo <b>Dai Yokomizo</b> , Université de Nagoya (Université d'Hokkaido jusqu'au 31 mars 2008) <b>Kazuhiko Odaki</b> , Organisation pour l'évaluation et l'estimation de la politique du Japon

### Résultats principaux:

- ▶ Conférence: «Promotion des échanges internationaux de biens intellectuels» 8 décembre 2007 à Tokyo [<http://www.rikkyo.ne.jp/grp/ribs/symposium/2007sym/index.htm>]
- ▶ Conférence: «Promotion des échanges internationaux de biens intellectuels: le cas de la musique et des secrets d'affaires» 17 janvier 2008, OMPI
- ▶ Rapport final (à paraître)

Pour en savoir plus: [www.ruig-gian.org/hishinuma](http://www.ruig-gian.org/hishinuma)

## Approches participatives dans les aires protégées

Participation, conservation et moyens de subsistance : une évaluation de l'efficacité des approches participatives dans les aires protégées

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 135'000

Le nombre des aires protégées dans le monde s'est rapidement accru au cours des dernières décennies et dépasse actuellement les 102'000. La question de leur durabilité écologique et sociale constitue aujourd'hui un des défis majeurs de la gouvernance environnementale globale. On estime aujourd'hui que la meilleure manière de préserver la nature est de garantir une participation locale à la gouvernance des aires protégées. Mais le «paradigme participatif» suscite à son tour des critiques. Aucune étude systématique probante ne démontrait que des approches participatives parvenaient à une meilleure conservation tout en améliorant les moyens d'existence de la population, comme on le prétendait. Etant donné ce débat dans les milieux de la protection de l'environnement, il était urgent d'analyser les avantages et les inconvénients des modèles participatifs. Le projet avait pour objectifs : 1) de créer un réseau d'institutions spécialisées dans la recherche et le développement en matière des aires protégées ; 2) de développer une méthodologie pour évaluer l'efficacité de la participation dans la gouvernance des aires protégées ; 3) de tester la méthodologie développée dans des aires protégées pilotes ; 4) d'élaborer un projet à grande échelle pour approfondir les résultats obtenus.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire d'études du développement (IUED) Institut de recherche pour le développement, Orléans (IRD) Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) Union mondiale pour la nature (UICN)	<b>Marc Hufty</b> , IUED (coordinateur) <b>Patrick Bottazzi</b> , IUED <b>Sandra Gagnon</b> , IUED <b>Marc Galvin</b> , IUED (ancien coordinateur) <b>Catherine Aubertin</b> , IRD <b>Geoffroy Filoche</b> , IRD <b>Meriem Bouamrane</b> , UNESCO-MAB <b>Matthieu Deldicque</b> , UNESCO-MAB <b>Joerg Elbers</b> , UICN <b>Marc Hockings</b> , UICN <b>Gonzalo Oviedo</b> , UICN

### Résultats principaux :

- ▶ Article : «Protected areas governance : Testing the effectiveness of participation, social and ecological sustainability» présenté dans le cadre de la Conférence organisée par UNITAR-Yale «Environmental Governance and Democracy, Institutions, Public Participation and Environmental Sustainability : Bridging Research and Capacity Development», 10-11 mai 2008, Yale University, New Haven
- ▶ Atelier dans le cadre de la 12<sup>e</sup> Conférence de l'EADI : «Gouvernance et conservation de la nature : de la politique internationale au développement» (Association européenne des institutions de développement), 24 juin 2008
- ▶ Colloque Gouvernance et démocratie dans les Amériques : expériences et recherches de terrain : «La gouvernance des aires protégées en Amérique du Sud : un révélateur d'enjeux de société contradictoires», L'Observatoire des Amériques, 76<sup>e</sup> Congrès de l'ACFAS, Québec, 5-9 mai 2008.
- ▶ Livre collectif sur la base des études de terrain et des discussions à la conférence de juin (sortie en 2009)



*La déforestation à des fins de production agricole est une des principales menaces pesant sur les forêts tropicales. Nord de l'Argentine, 2007. Photo : Marc Hufty.*

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/galvin](http://www.ruig-gian.org/galvin)

# Populations humiliées dans les zones de conflit

Populations humiliées dans les zones de conflit : les dangers pour l'action humanitaire

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 20'000

On a assisté dernièrement à l'émergence d'un intérêt croissant pour le rôle du sentiment d'humiliation en matière de violence et de dé-moralisation au sein des populations des zones de conflit, ces enjeux devenant décisifs pour les acteurs humanitaires. Ceux-ci se heurtent en effet désormais à des formes de résistance ou de rejet, à des malentendus ou à de l'hostilité, en une période où de plus en plus se réveillent des rancœurs endémiques contre «l'Occident». Un manque de communication peut entraîner des comportements agressifs contre les organisations humanitaires, perçues en tant qu'acteurs de la crise sociale, renforçant l'humiliation des populations locales. Les questions et les enjeux débattus dans ce projet furent donc les suivants :

- ▶ Quelles sont les conditions qui favorisent l'apparition d'un sentiment d'humiliation dans les zones de conflit ?
- ▶ Comment les acteurs humanitaires peuvent-ils gérer ces émotions collectives sans les exacerber, et sans devenir eux-mêmes les cibles de l'hostilité ambiante ?
- ▶ Quelles sont les différentes formes que prend ce sentiment d'humiliation, et quand conduit-il à des violences collectives ?

Une conférence publique, organisée à l'Institut universitaire de hautes études internationales, à Genève, réunit les partenaires du projet. Les débats permirent de clarifier les conditions de l'émergence du sentiment d'humiliation dans les zones de conflit. Une conférence de presse, puis un livre, *La vengeance des humiliés. Les révoltes du 21<sup>e</sup> siècle*, rédigé par Philippe Cotter et Gilbert Holleufer (préface de Philip D. Jaffé) synthétisèrent ensuite les débats, relayés par les médias.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, Université de Genève (FPSE, UNIGE) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Comité international de la Croix-Rouge (CICR) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) Centre pour le dialogue humanitaire (CDH) Harvard Humanitarian Initiative (HHI)	<b>Philip D. Jaffé</b> , FPSE, UNIGE (coordinateur) <b>Daniel Warner</b> , IUHEI <b>Philippe Cotter</b> , chercheur <b>Gilbert Holleufer</b> , Gymnase de Burier (CICR au début du projet) <b>Michele Poretti</b> , CICR <b>Jeff Crisp</b> , UNHCR <b>Hugo Slim</b> , CDH <b>Jennifer Leaning</b> , HHI <b>Estelle Gitta</b> , éditions Eclectica

## Résultats principaux :

- ▶ Conférence publique : «Le sentiment d'humiliation dans les conflits armés. Du combattant à la victime», 8 novembre 2007, HEI
- ▶ Livre : *La vengeance des humiliés. Les révoltes du 21<sup>e</sup> siècle*, Philippe Cotter et Gilbert Holleufer, éditions Eclectica (Conférence de presse le 6 mars 2008)

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/jaffe](http://www.ruig-gian.org/jaffe)

*Pristina, Kosovo, 2008. Des photographies fleuries de personnes disparues sont suspendues à la clôture d'un bâtiment public.*  
Photo : ©CR Norvège/O. Saltbones



## Négocier les conflits d'intérêts liés à l'eau

Eau : Négocier les conflits d'intérêts liés à l'exploitation de l'eau

Appel d'offres 2001 – Subvention de CHF 500'000

Le projet eut pour but de contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de processus de négociation des conflits d'intérêts suscités par l'exploitation de l'eau et les aménagements hydrauliques liés à l'exploitation de l'eau. Les objectifs de la recherche furent les suivants : analyser les conflits d'intérêts et les effets secondaires induits par les aménagements hydrauliques et les modes de gestion de l'eau ; élaborer des outils et des processus de négociation permettant d'identifier les potentialités, de pondérer les conflits d'objectifs et d'intérêts et de réduire les effets secondaires négatifs ; développer du matériel pédagogique permettant d'intégrer l'analyse des conflits d'intérêts et les processus de négociation dans des programmes d'enseignement post-grades et de formation continue ; et créer les bases d'un réseau d'échanges et de coopération entre des institutions universitaires, des organisations publiques, internationales et non-gouvernementales travaillant dans le domaine du développement durable.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire d'études du développement (IUED) Université de Genève (UNIGE) Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) Organisation mondiale de la santé (OMS) Réseau de développement Aga Khan Université de Lausanne (UNIL) Université de Neuchâtel (UNINE)	<b>Ronald Jaubert</b> , IUED (coordinateur) <b>Marie Thorndahl</b> , IUED <b>Marika Bakonyi</b> , UNIGE <b>Ewa Mariéthoz</b> , UNIGE <b>Robert Bos</b> , OMS <b>Regis Caloz</b> , EPFL <b>David Nygaard</b> , Réseau de développement Aga Khan <b>Jörg Winistorfer</b> , UNIL <b>François Zwahlen</b> , UNINE

### Résultats principaux :

- ▶ Publication : *L'eau - quelles crises dans les régions à fortes contraintes ?*, 2005
- ▶ Publication : *Les marges arides du Croissant Fertile : peuplements, exploitation et contrôle des ressources en Syrie du Nord*, 2006
- ▶ Article : «L'exploitation des eaux de subsurface des marges arides de Syrie : dégradation ou transformation?», 2002
- ▶ Article : «Régulation de l'eau de sol et rhétorique de la crise de l'eau : la Syrie comme cas d'étude», in : *Eau fraîche et droit international économique*, 2005
- ▶ Article : «Transformation des zones cultivées, différenciation des exploitations et extension de l'irrigation», in : *Les marges arides du Croissant Fertile*, 2006
- ▶ Article : «Sur et sous exploitation des eaux souterraines, quelle régulation?», in : *Les marges arides du Croissant Fertile*, 2006
- ▶ Atelier de discussion «Changes in Water Use in Salamieh District», Salamieh, Syrie, juin 2002
- ▶ Atelier de coordination, Gaya, Niger, septembre 2002
- ▶ Séminaire sur la gestion et les conflits liés à l'usage de l'eau, IUED, octobre 2002
- ▶ Atelier international «Improving Water Use Efficiency in Agriculture», Université de Genève, mars 2003
- ▶ Conférence sur l'accès à l'eau «Crise mondiale, crises locales?», Université de Genève, janvier 2007
- ▶ Programme de formation en gestion et traitement de l'information (cartographie informatique et systèmes d'information géographiques), avril 2003
- ▶ Programme de formation continue (avec CD-ROM), Université de Niamey, Niger

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/jaubert](http://www.ruig-gian.org/jaubert)  
[www.ruig-gian.org/~eau/](http://www.ruig-gian.org/~eau/)  
[www.unil.ch/igul/page17183.html](http://www.unil.ch/igul/page17183.html)



## Maltraitance des personnes âgées

Pour une réponse globale à la maltraitance des personnes âgées, y compris la négligence :  
procurer aux agents de soins de santé primaires les moyens de traiter ce problème  
à l'échelle mondiale

Appel d'offres 2003 – Subvention de CHF 299'600

L'Organisation mondiale de la santé (Unité Vieillesse et qualité de vie) et le Centre interfacultaire de gérontologie de l'Université de Genève, en association avec des établissements de huit pays, collaborèrent dans le cadre de ce projet de recherche visant à répondre à un problème sociétal important mais qui reste caché, celui de la maltraitance des personnes âgées. Les objectifs du projet furent les suivants : 1) développer et valider un outil de dépistage universel et fiable pour faciliter les agents de soins de santé primaires en la détection de cas de maltraitance des personnes âgées ; 2) analyser les approches utilisées pour s'attaquer à ce problème et procurer aux agents de soins de santé primaires les moyens de le traiter grâce à l'éducation et à la mise au point de stratégies de détection et de prévention. L'approche de ce projet refléta le cadre politique de l'OMS sur le thème du «vieillesse actif», qui a reconnu la maltraitance des personnes âgées comme l'un des défis que les sociétés doivent relever d'urgence dans le monde entier. Il fut décidé de privilégier les cadres de soins de santé primaires, car c'était dans ce contexte que le phénomène pouvait tout d'abord être mis en lumière ou réglé.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Organisation mondiale de la santé (OMS) Université de Genève (UNIGE)	<b>Alexandre Kalache</b> , OMS (coordonateur) <b>Karina Kaindl</b> , UNIGE <b>Charles-Henri Rapin</b> , UNIGE

### Résultats principaux :

- ▶ Rapport final «Pour une réponse globale à la maltraitance des personnes âgées, y compris la négligence : procurer aux agents de soins primaires les moyens de traiter ce problème à l'échelle mondiale», 2006
- ▶ Manuel de l'Organisation de santé panaméricaine (PAHO) : «Guide de diagnostic et de gestion», 2006
- ▶ Questionnaire EASI (Elder Abuse Suspicion Index), 2006
- ▶ Rapports de l'Australie, du Brésil, du Chili, du Costa Rica, du Kenya, de Singapour, de l'Espagne et de la Suisse, 2006
- ▶ 1<sup>er</sup> atelier «Pour une réponse globale à la maltraitance des personnes âgées, y compris la négligence», OMS, Genève, 15 mars 2004
- ▶ 2<sup>e</sup> atelier «Développement et validation d'un index de suspicion de maltraitance des personnes âgées à l'usage des médecins : conclusions et implications», OMS, 13 décembre 2004
- ▶ 3<sup>e</sup> atelier «Pour une réponse globale à la maltraitance des personnes âgées, y compris la négligence : procurer aux agents de soins de santé primaires les moyens de traiter ce problème à l'échelle mondiale», OMS, Genève, 28 novembre 2005
- ▶ Conférence de presse sur la maltraitance des personnes âgées, 30 novembre 2005
- ▶ Présentation dans le cadre de la Journée mondiale de lutte contre la maltraitance des personnes âgées, 15 juin 2006

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/kalache](http://www.ruig-gian.org/kalache)

*De g. à dr. Alexandre Kalache, Charles-Henri Rapin et Angéline Fankhauser lors d'une conférence de presse, le 30 novembre 2005 au Club suisse de la presse*



## Impact des armes légères sur la santé publique

Etude sur l'impact mondial des armes légères sur la santé publique

Appel d'offres 2001 – Subvention de CHF 250'000

Ce projet vise à documenter et à mieux comprendre les effets de la généralisation de l'accès aux armes légères sur la santé publique. Malgré les efforts internationaux déployés récemment dans ce domaine, par exemple la Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, qui s'est tenue à New York en juillet 2001, les informations de base concernant l'impact sanitaire des armes légères sur les personnes et les sociétés étaient toujours insuffisantes dans de nombreuses régions du monde. Il était par conséquent indispensable d'effectuer une étude méthodologique rigoureuse et complète du phénomène et des effets de la violence armée pour comprendre l'ensemble des effets liés à l'usage de ces armes et leur utilisation abusive, et pour mettre au point des interventions préventives factuelles. Dans le cadre du projet, le *Armed Violence Prevention programme* (AVPP) vit également le jour. Ce Programme est le fruit d'une collaboration entre l'OMS et le PNUD. Il a une portée plus large que la simple description des décès et blessures dus aux armes et se concentre de manière plus large sur la prévention de la violence armée dans des situations où le taux de violence armée est élevé. L'objectif général du programme est de promouvoir non seulement des bonnes pratiques qui découlent des initiatives de réduction et de prévention de la violence, mais aussi des réponses effectives à la violence armée par un soutien en faveur du développement d'un cadre politique international basé sur une compréhension claire des causes, de la nature et des impacts de la violence armée.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Organisation mondiale de la santé (OMS) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Université de Genève (UNIGE) Université de São Paulo	<b>Etienne Krug</b> , OMS (coordinateur) <b>David Meddings</b> , OMS <b>Andrés Villaveces</b> , OMS <b>Eric Berman</b> , IUHEI <b>Keith Krause</b> , IUHEI <b>Robert Muggah</b> , IUHEI <b>Peter Batchelor</b> , IUHEI <b>Timothy Harding</b> , UNIGE <b>Maria Fernanda Tourinho Peres</b> , Université de São Paulo

### Résultats principaux :

- ▶ Publication (en portugais et en anglais) : «Violence et impact des armes légères au Brésil», 2004
- ▶ Publication (en portugais et en anglais) : «Violence et impact des armes légères au Mozambique», 2006
- ▶ Rapport sommaire «Violence liée aux armes à feu au Brésil», 2004
- ▶ Rapport complet «Violence liée aux armes à feu au Brésil», 2004
- ▶ Rapport sommaire «Violence liée aux armes à feu au Mozambique», 2004
- ▶ Rapport complet «Violence liée aux armes à feu au Mozambique», 2004
- ▶ Réunion d'experts à l'OMS, Genève, 27 mars 2002
- ▶ Conférence dans le cadre de la Pan American Health Organisation (PAHO), 15 août 2003

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/krug](http://www.ruig-gian.org/krug)

*Chauffeur d'un taxi privé utilisé par la Croix-Rouge haïtienne pour évacuer des blessés. Un impact de balle est visible sur le pare-brise, 2006.*

*Photo : ©CICR/D. Revol*



# Adaptation locale des lignes de conduites médicales

Adaptation locale des lignes de conduites médicales et mise en route  
d'un processus collaboratif en Afrique

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 31'000

Les connaissances médicales sont produites en grande majorité dans les pays développés et leur application dans d'autres contextes peut poser des difficultés, tant en terme de pertinence que de possibilités économique, logistique ou d'acceptation socioculturelle. Or, c'est par la formation continue et l'accès à des informations utilisables que l'on peut renforcer les capacités des professionnels de la santé, en particulier ceux qui se trouvent en dehors des circuits habituels de formation que sont les universités et les hôpitaux de référence. Cependant, les fondements de l'analyse décisionnelle et des démarches diagnostiques et thérapeutiques restent valables, les connaissances basées sur les preuves sont généralement solides, et l'expérience accumulée de par le monde peut être réutilisée. Il est donc possible d'envisager une adaptation locale des bonnes pratiques médicales et soignantes en y intégrant les contraintes locales, tenant compte de l'épidémiologie régionale, des possibilités diagnostiques et thérapeutiques et des habitudes et traditions du lieu. Le but de ce projet fut de mettre en place les bases organisationnelles et techniques d'annotation de lignes de conduites (guidelines) médicales afin de les rendre plus opérationnelles sur le terrain africain, en particulier pour les professionnels de santé qui pratiquent hors des milieux universitaires.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Organisation mondiale de la santé (OMS) Université de Genève (UNIGE) Editions Médecine & Hygiène Groupe médical d'Onex (GMO)	<b>Yunkap Kwankam</b> , OMS (coordinateur) <b>Cheick Oumar Bagayoko</b> , UNIGE <b>Antoine Geissbuhler</b> , UNIGE <b>Louis Loutan</b> , UNIGE <b>Nicolas Perone</b> , UNIGE <b>Bertrand Kiefer</b> , Editions Médecine & Hygiène <b>Marc-André Raetzo</b> , Groupe Médical d'Onex

## Résultats principaux:

- ▶ Identification de lignes directrices concernant la prise en charge de diverses maladies, sur une plateforme de gestion collaborative de contenus
- ▶ Atelier réunissant des experts de la e-santé, de la pédagogie et de la production en ligne de contenus médicaux, durant lequel les concepts ont été validés, des critères de qualité définis et des propositions de mode de diffusion de l'information faites, Hôpital Central de Yaoundé, Cameroun, 19-20 novembre 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/kwankam](http://www.ruig-gian.org/kwankam)



## Migrants transnationaux dans le secteur de la santé

Le potentiel de développement des migrants transnationaux  
dans le secteur de la santé en Suisse

Appel d'offres 2005 – Subvention de CHF 125'000

Ce projet s'inscrit dans le débat actuel commun aux mondes de la migration et du développement : comment les pays d'origine peuvent-ils bénéficier au mieux du capital humain, social et financier que représentent leurs populations établies à l'étranger ? La contribution des migrants au développement de leur pays d'origine ne peut être dissociée de leur statut, niveau de vie et intégration dans le pays d'accueil. C'est pourquoi ce projet proposa d'examiner la question des migrants transnationaux à travers le prisme commun du pays d'accueil et d'origine. Le projet proposa d'adopter une approche sectorielle, en se concentrant sur les professionnels et les étudiants du secteur de la santé, où nous assistons à de très importantes migrations de la main d'œuvre. Le but de ce projet fut non seulement d'offrir des connaissances nouvelles sur les stratégies des migrants transnationaux dans le secteur de la santé, mais aussi d'informer les décideurs politiques sur les outils et programmes qui maximisent les opportunités pour les migrants transnationaux de contribuer au développement de leur pays d'origine et de leur pays d'accueil. La recherche détermina quelles sont les stratégies (transferts de compétences et financiers, investissements, éventuels retours) des migrants transnationaux par rapport à leur pays d'origine et comment les conditions professionnelles et l'éventuelle acquisition de compétences en Suisse influencent le potentiel et la volonté de contribution au développement du pays d'origine.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Organisation internationale pour les migrations (OIM) Université de Genève (UNIGE)	<b>Frank Laczko</b> , OIM (coordinateur) <b>Dina Ionesco</b> , OIM <b>Claudio Bolzman</b> , UNIGE <b>Claudine Burton-Jeangros</b> , UNIGE <b>Sandro Cattacin</b> , UNIGE <b>Ibrahima Dia</b> , UNIGE <b>Ibrahima Guisse</b> , UNIGE

### Résultats principaux :

- ▶ Article : «Le potentiel de développement des migrants trans-nationaux» in *InterDIALOGOS*, 2006, I. Dia, I. Guisse, D. Ionesco
- ▶ Article : «Le potentiel de développement des migrants trans-nationaux dans le secteur de la santé à Genève : Recherche sur l'Afrique subsaharienne», 2007, Frank Laczko
- ▶ Focus groups avec des professionnels et étudiants en santé d'Afrique subsaharienne, UNIGE le 28.06.2008 et OIM le 18.07.2008
- ▶ Atelier «Politique de développement : potentiel inhérent aux flux migratoires» ; Conférence de la Croix-Rouge Suisse «La migration, une contribution au développement», Berne, 30 novembre 2006
- ▶ Focus group institutionnel, OIM, Genève, 10 février 2007 ; Table ronde : discussions des résultats préliminaires, Genève, 5 mars 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/laczko](http://www.ruig-gian.org/laczko)  
[www.iom.int](http://www.iom.int)

*Filipino health professionals are some of the most sought after migrant workers in the world. Nurses and a doctor go about their work at a nurses' station, 2007. Photo : ©IOM/Angelo Jacinto.*



---

## Colloque : désastres annoncés

Colloque IUED : Désastres annoncés - Prévention, urgence et développement de capacités locales, 1<sup>er</sup> et 2 février 2002

---

Small Grant 2001 – Subvention de CHF 18'500

---

Quels mécanismes peuvent renforcer à long terme la capacité de résistance des populations lorsqu'elles sont confrontées à des catastrophes naturelles? Dans les pays qui ont subi les ravages de l'ouragan Mitch, de récents tremblements de terre ou d'El Niño, la catastrophe est prévisible et la vulnérabilité permanente. Les objectifs de cette rencontre furent d'établir un pont entre les actions de reconstruction et les mesures à moyen et long termes de prévention et d'atténuation des catastrophes ; d'établir un dialogue constructif entre responsables, chercheurs, ONG et bailleurs de fonds en Amérique latine et en Suisse ; de formuler des recommandations. Le programme comporta des interventions de représentants des pays touchés (Honduras, Nicaragua, Pérou, Salvador) apportant leur expérience et leur réflexion, de représentants du monde scientifique, des ONG et des bailleurs de fonds.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire d'études du développement (IUED) United Nations International Strategy for Disaster Reduction (UNISDR)	<b>Emilio Luisoni</b> , IUED (coordinateur) <b>Isabelle Milbert</b> , IUED

### Résultats principaux :

- ▶ Conférence «De la vulnérabilité à la prévention», 1<sup>er</sup> février 2002
- ▶ Conférence «Développement des capacités locales», 2 février 2002

---

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/luisoni](http://www.ruig-gian.org/luisoni)

---

## Changements climatiques et hydrologie des montagnes

Changements climatiques, hydrologie des montagnes et contraintes institutionnelles à l'échelle internationale et locale

Appel d'offres 2003 – Subvention de CHF 423'000

La communauté internationale sera confrontée, au cours des prochaines années, à un problème capital : celui de l'accès à l'eau de bonne qualité et en quantité suffisante afin de satisfaire les besoins sans cesse plus importants et plus diversifiés de la population mondiale en augmentation. Les montagnes, source des plus grands fleuves du monde, abritent les grandes réserves d'eau contenues dans les glaciers. Pourtant, des changements majeurs à l'échelle mondiale menacent ces réserves. Selon les estimations scientifiques, le phénomène des changements climatiques modifiera non seulement les quantités d'eau disponibles mais aussi leur saisonnalité. Cependant, les plus grands défis viendront vraisemblablement de l'activité humaine. En effet, l'accroissement de la population, le changement des normes et l'évolution des activités devraient intensifier la concurrence en ce qui concerne l'utilisation de l'eau pour l'agriculture, l'industrie, les loisirs et la vie quotidienne des ménages. Une mauvaise gestion pourrait aggraver les pénuries, provoquer davantage de catastrophes naturelles, creuser les disparités sociales et économiques et enfin, représenter une cause potentielle de graves conflits internationaux. Ce projet proposa de combiner des méthodes hydrologiques et des analyses socio-économiques pour anticiper l'évolution future des climats, et notamment les conséquences qu'elle aura sur nos sociétés. Des régions montagneuses du monde, au Chili et au Népal, furent examinées. A cet égard, le projet permit de créer des outils flexibles capables de prévoir les problèmes majeurs et d'élaborer des stratégies de nature à les atténuer.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Ecole polytechnique fédérale de Zürich (ETHZ) Organisation météorologique mondiale (OMM) Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC/ONU) Université de Genève (UNIGE)	<b>Urs Luterbacher</b> , IUHEI (coordinateur) <b>Paolo Burlando</b> , ETHZ <b>Francesca Pellicciotti</b> , ETHZ <b>Wolfgang Grabs</b> , OMM <b>John Harding</b> , SIP/ONU <b>Walter Wildi</b> , UNIGE

### Résultats principaux :

- ▶ Publication : *Changements climatiques, hydrologie des montagnes et contraintes institutionnelles : le cas du Chili central*, 2007
- ▶ Article : «Tendances récentes de la précipitation et des flux dans le bassin fluvial de l'Aconcagua au Chili» in *International Association of Hydrological Sciences (IAHS) Publication*, Francesca Pellicciotti, Paolo Burlando, Karin Van Vliet, 2006
- ▶ Article : «A Study of the Energy Balance and Melt Regime on Juncal Norte Glacier, Central Chile, Using Models of Different Complexity», 2007
- ▶ Présentation du rapport, Assemblée IAHS, Foz de Iguazu, Brésil, avril 2005
- ▶ Présentation du rapport, Conférence de l'Union européenne de géosciences (EGU), Vienne, Autriche, avril 2007
- ▶ Présentation du rapport, Conférence de l'Union internationale de géodésie et de géophysique (IUGG), Perugia, Italie, juillet 2007
- ▶ Présentation dans la cadre d'un atelier sur «Les glaciers dans la ligne de partage des eaux et l'hydrologie mondiale», septembre 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/luterbacher](http://www.ruig-gian.org/luterbacher)  
[www.mountain-waters.ethz.ch/](http://www.mountain-waters.ethz.ch/)

*Field research carried out at Juncal Norte Glacier, Aconcagua basin in the dry Andes of central Chile, December 2005.*



# Formation au dialogue politique sur l'éducation

Formation interdisciplinaire au dialogue politique dans le champ de l'éducation

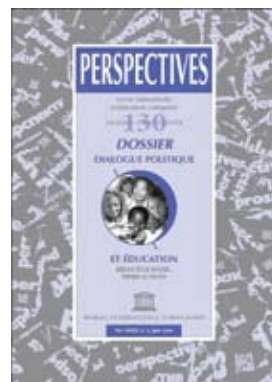
Appel d'offres 2002 – Subvention de CHF 187'040

L'objectif du projet était de produire de nouvelles approches et synergies concernant la formation au dialogue politique des acteurs de l'enseignement dans les pays du Sud. Mené par l'UNIGE, le Bureau international d'éducation de l'UNESCO et l'Université d'été des droits de l'homme, il s'adressait à des équipes impliquées dans le dialogue politique en éducation et, de fait, dans les «transferts des modèles éducatifs» entre le Nord et le Sud. Les publics visés par cette formation «pratique» au dialogue plutôt qu'à la confrontation politique concernant l'éducation étaient les autorités gouvernementales compétentes, les organisations internationales, les ONG ainsi que les étudiants et chercheurs travaillant sur les politiques de l'éducation. Le projet a porté sur quelques pays d'Afrique et d'Amérique latine. Il a donné lieu à des sessions de formation pratique et interdisciplinaire (histoire de l'éducation et éducation comparée) au dialogue politique sur l'avenir de l'enseignement secondaire dans les pays du Sud, il a débouché en 2004 sur un colloque international et pluridisciplinaire sur l'enseignement secondaire, suivi d'interventions dans le cadre de la 47<sup>e</sup> session de la Conférence internationale de l'éducation du BIE/UNESCO sur «Une éducation de qualité pour tous les jeunes de 12 à 18 ans : défis, tendances et priorités».

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Université d'été des droits de l'homme (UEDH) Bureau international d'éducation, Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (BIE/UNESCO)	<b>Charles Magnin</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Eléonore Zottos</b> , UNIGE <b>Soledad Perez</b> , UNIGE <b>Abdoulaye Anne</b> , UNIGE et BIE/UNESCO <b>David Sifuentes</b> , UNIGE <b>Cecilia Braslavsky</b> , BIE/UNESCO <b>Pierre Luisoni</b> , BIE/UNESCO <b>Alfred Fernandez</b> , UEDH

## Résultats principaux:

- ▶ Sessions d'inter-formation au dialogue politique en éducation (Module 1), Sénégal, juin 2003
- ▶ Session de formation complète en français et en espagnol à travers trois modules (formation au dialogue politique, analyses comparatives et histoire du débat international sur l'enseignement secondaire), UEDH, Genève, juillet 2004
- ▶ Séminaire international sur «L'enseignement secondaire à l'échelle mondiale : bilan et perspectives», Château de Bogis-Bossey, Genève, 5-7 septembre 2004
- ▶ Interventions dans la 47<sup>e</sup> session de la Conférence internationale de l'éducation du BIE/UNESCO sur «Une éducation de qualité pour tous les jeunes de 12 à 18 ans», Genève, 8-11 septembre 2004
- ▶ Présentation du projet au XII<sup>e</sup> Congrès mondial des associations d'éducation comparée, La Havanne, Cuba, 25 octobre 2004
- ▶ *L'enseignement secondaire à l'échelle mondiale : bilan et perspectives. Actes du colloque de Genève, 5-7 septembre 2004*, Norberto Bottani, Charles Magnin, Eléonore Zottos (éds), Genève : Service de la recherche en éducation, 2006
- ▶ Article: «The History of education and the contemporary challenge of quality education for all», in *Perspectives*, IBE, n° 135, 2005, Cecilia Braslavsky
- ▶ Article: «Dialogue politique et éducation» in *Perspectives*, BIE, n° 130, 2004, Pierre Luisoni
- ▶ Article: «Dialogue politique et éducation : expériences africaines et portugaise», vol. I, in *Perspectives*, BIE, n° 137, 2006
- ▶ Article: «Dialogue politique et éducation : expériences africaines», vol. II, in *Perspectives*, BIE, n° 138, 2006



Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/magnin](http://www.ruig-gian.org/magnin)

## Bases de données génétiques humaines

Bases de données génétiques humaines : vers un cadre éthique global

Appel d'offres 2003 – Subvention de CHF 285'000

Les bases de données génétiques humaines sont un outil de recherche biomédical et épidémiologique en plein essor. Cette évolution va de pair avec une réflexion éthique, un processus politique et la mise en place de dispositions légales qui suscitent des controverses et soulignent le besoin urgent d'un cadre régulateur global éthiquement justifié. La protection des informations disponibles à partir des bases de données s'est en effet imposée comme un enjeu d'éthique fort complexe sur le terrain de la politique de santé. L'objectif de ce projet fut l'étude des conditions pour la mise en place de telles bases de données, de leur conservation et de leur exploitation, qui soit conforme à l'éthique. Pour que la recherche en génomique progresse dans le respect des droits de l'homme et avec le souci d'une distribution équitable des risques et des bénéfices, il est en effet indispensable de partager et d'adhérer à des principes communs.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Organisation mondiale de la santé (OMS) Université de Zürich (UNIZH)	<b>Alexandre Mauron</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Andrea Boggio</b> , UNIGE <b>Bernice Elger</b> , UNIGE <b>Alexander M. Capron</b> , OMS (ancien coordinateur) <b>Nikola Biller-Andorno</b> , OMS/ UNIZH <b>Agomoni Ganguli</b> , UNIZH

### Résultats principaux :

- ▶ B. Elger, N. Biller-Andorno, A. Mauron, and A. Capron, *Ethical Issues in Governing Biobanks : Global Perspectives*. Aldershot, UK : Ashgate, 2008 (sous presse)
- ▶ A. Boggio, B. Elger, A. Ganguli-Mitra, N. Biller-Andorno, A. Mauron, A. Capron : *Biobanks and Genomics Research : Empirical Evidence and Challenges Ahead*. International Conference «Translating 'ELSI' : Ethical, Legal and Social Implications of Genomics». Cleveland, 2 May 2008
- ▶ Réunion d'experts : «High-level expert consultation on the ethics of genetic databases». OMS Genève, 8-9 mai 2006
- ▶ Article : «Consent and anonymization in research involving biobanks : Differing terms and norms present serious barriers to an international framework» in *EMBO Reports* 7 : 661-666, 2006, B. Elger, A. Caplan
- ▶ Rapport : «Human Genetic Databases : Towards a Global Ethical Framework», 2006, A. Boggio
- ▶ Présentation «Human Genetic Biobanking : How can regional concerns be considered in the development of a global ethical framework?» dans le cadre de la conférence «Human Genetic Biobanking in Asia : Issues of Trust and Privacy», Shanghai, 20-24 août 2005
- ▶ Présentation : «Human Genetic Databases : Between Global Principles and Local Concerns» dans le cadre de la deuxième conférence internationale CESAGen, Londres, 12-14 avril 2005
- ▶ Article : «Charitable Trusts and Human Research Genetic Databases : The Way Forward?» in *Genomics, Society and Policy* 1(2) : 41-49, 2005, A. Boggio
- ▶ Publication : *Comparing guidelines on biobanks : emerging consensus and unresolved controversies*, N. Biller-Andorno, A. Boggio, A. Capron, B. Elger, A. Mauron, (soumis pour publication)
- ▶ «Recherche en génomique : droits, intérêts et perspectives futures», A. Mauron in B. Knoppers (sous la direction de) Symposium : «La Recherche en génétique et en génomique o droits et responsabilités» Montréal, 2-3 décembre 2004, Editions Thémis, Montréal, pp 291-301, 2005
- ▶ Présentation : «Human Genetic Databases : Between Global Principles and Local Concerns» dans le cadre du VII<sup>e</sup> Congrès mondial de bioéthique, Sydney, Australie, 9-12 novembre 2004
- ▶ Présentation : «Human Genetic Databases : Towards a Global Ethical Framework» XVIII<sup>e</sup> Conférence européenne Philosophy of Medicine and Health Care, Reykjavik, Islande, 25-28 août 2004

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/capron](http://www.ruig-gian.org/capron)

---

## Renforcement de la surveillance sanitaire

Recherche opérationnelle pour le renforcement de la surveillance sanitaire en vue d'une amélioration des conditions de vie des populations des pays défavorisés de la région EURO de l'Organisation mondiale de la santé

---

Small Grant 2003 – Subvention de CHF 35'165

---

Le Bureau régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Europe (EURO) et l'Université de Genève (UNIGE) mirent sur pied ce projet afin de fournir aux Ministères de la santé des pays les plus défavorisés de la région EURO de l'OMS (les Balkans, le Caucase, l'Asie Centrale, l'Europe de l'Est) un modèle d'utilisation du HealthMapper, outil d'aide à la décision en matière de santé publique. Le HealthMapper est un Système d'information géographique (SIG) simple d'utilisation qui fut développé par l'OMS.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Organisation mondiale de la santé (OMS) Université de Genève (UNIGE)	<b>Jean-Pierre Meert</b> , OMS (coordinateur) <b>Bernardus Ganter</b> , OMS <b>Johan Lemarchand</b> , OMS <b>Claire Preaud</b> , OMS <b>Emanuele Alexakis</b> , UNIGE <b>Charles Hussy</b> , UNIGE <b>Guillaume Le Sourd</b> , UNIGE <b>Antonio Martin Diaz</b> , UNIGE <b>Raphael Spadazzi</b> , UNIGE

### Résultats principaux :

- ▶ Manuel pratique d'aide à la constitution de cartes et de bases de données, 2004
- ▶ Manuel d'utilisation de la base de données

---

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/meert](http://www.ruig-gian.org/meert)

---

## Négociation des régimes de commerce alternatifs en Amérique latine

Négociation des régimes de commerce alternatifs en Amérique latine :  
les cas de la Bolivie, du Brésil, du Chili et du Nicaragua

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 50'000

Ce projet visa à examiner comment, dans le contexte du récent tournant vers la gauche et le médiocre bilan du Consensus de Washington dans la région, les pays d'Amérique latine essayent de négocier des régimes de commerce alternatifs, qui représentent en même temps différentes stratégies d'intégration régionale. On compte parmi ces régimes : les zones de libre-échange (par exemple, l'Accord de libre-échange d'Amérique Centrale – CAFTA), les projets d'intégration subrégionaux (par exemple, le Marché commun du Sud (MERCOSUD) et l'Alternative Bolivarienne pour les Amériques (ALBA). Menées par les Etats-Unis et soutenues par la majorité des élites économiques de la région, les zones de libre-échange sont fondées sur le processus de libéralisation qui s'est créé à travers les institutions de Bretton Woods - le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD). En combinant les principes de libre-échange avec la coopération Sud-Sud, MERCOSUD est mené par plusieurs pays du Cône Sud, tels que le Brésil et l'Argentine. Dirigée par le Venezuela et soutenue par un nombre croissant de groupes de la société civile «progressiste», l'ALBA représente le programme «altermondialiste» tel que manifesté par le Forum social mondial. La recherche prévue dans le cadre de ce projet fut menée dans quatre pays confrontés à différentes dynamiques internes et représentant des modèles de politiques de commerce et d'intégration régionale distincts : la Bolivie, le Brésil, le Chili et le Nicaragua.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (UNRISD) Institut universitaire d'études du développement (IUED) Centre international pour le commerce et le développement durable (ICTSD)	<b>Manuel Mejido</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Santiago Daroca</b> , UNRISD <b>Peter Utting</b> , UNRISD <b>Claude Auroi</b> , IUED <b>André Souza dos Santos</b> , IUED <b>Gloria Carrion</b> , ICTSD <b>Ricardo Meléndez</b> , ICTSD

### Résultats principaux :

- ▶ Publication : *The Changing Coordinates of Trade and Development in Latin America : Implications for Policy Space and Policy Coherence*, Manuel Mejido, Peter Utting, Gloria Carrión, UNRISD, Geneva (à paraître)
- ▶ Publication : *The Limits of Negotiating Space and Policy Influence : The case of Nicaragua in DR-CAFTA negotiations and the emergence of ALBA*, Gloria Carrión, UNRISD, Geneva (à paraître)
- ▶ Conférence : «Acteurs non étatiques et politiques de commerce en Amérique latine : les cas de la Bolivie, du Brésil, du Chili et du Nicaragua», Manuel Mejido, Peter Utting, Gloria Carrión, dans le cadre de la 12<sup>e</sup> conférence générale de la European Association of Development Research and Training Institutes (EADI), Genève, 24-28 juin 2008

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/mejido](http://www.ruig-gian.org/mejido)

# Deuils individuels et collectifs

Paix et création sociale : étude de la dynamique paradoxale  
entre deuils individuels et collectifs

Appel d'offres 2001 – Subvention de CHF 65'000

L'habilité de la psyché humaine à un processus de deuil semble constituer une force majeure de création chez les êtres humains. Cependant, les deuils collectifs apparaissent plus lents que les deuils individuels : la paralysie ou le gel de leur processus - en particulier dans les situations de survie - tend à inhiber le déroulement des deuils individuels et leur potentiel créateur, et par là à paralyser la création sociale. Ce dernier phénomène a d'importantes conséquences sur le rapport entre mémoires individuelle et collective d'une part, entre histoire et culture d'autre part : soit sur la cohérence des identités narratives individuelle et collective, ainsi que sur la transmission intergénérationnelle qui fonde ces identités. Il signale aussi la problématique majeure des transitions entre guerre et paix ainsi que le risque subséquent d'émergence de nouveaux conflits majeurs lorsque les deuils collectifs restent non élaborés. Emerge dès lors une question essentielle : comment permettre aux processus individuels de deuil d'ensemencer les deuils collectifs plutôt que ceux-ci n'inhibent les premiers ? Le présent projet visa à répondre à cette question pour permettre de concevoir des projets de coopération et de développement dans les périodes d'après-guerre qui renforcent à long terme les assises de la paix et permettent la réinsertion des exilés rentrant dans leur lieu d'origine.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Association Appartenances Université de Genève (UNIGE) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) Département de la formation et de la jeunesse (DFJ), Canton de Vaud Fondation suisse du service social international (FSSSI) Association Osmijeh (Bosnie)	<b>Jean-Claude Métraux</b> , Association Appartenances (coordinateur) <b>Juan Manzano</b> , UNIGE <b>Pablo Mateu</b> , UNHCR <b>Spomenka Alvir</b> , Département de la formation et de la jeunesse (DFJ), Canton de Vaud <b>Rolf Widmer</b> , Fondation suisse du service social international (FSSSI) <b>Hamdija Kujundzic</b> , Association Osmijeh (Bosnie)

## Résultats principaux :

- ▶ Livre : *Deuils collectifs et création sociale*, Jean-Claude Métraux, 2004
- ▶ Article : «Théories et techniques d'élaboration des deuils collectifs», Jean-Claude Métraux, 2004
- ▶ Article : «Psychotherapist for Refugees or Refugee from Psychotherapy?», 2004
- ▶ Présentation du livre, Centro Cultural Tierra Incógnita, Genève, 28 octobre 2004
- ▶ Séminaire de formation, Sarajevo, octobre 2002
- ▶ Conférence «Deuils collectifs et création sociale» dans le cadre d'un colloque organisé par Appartenances, 6 mars 2003

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/metraux](http://www.ruig-gian.org/metraux)

*Cimetière principal à Tbilissi. Géorgie,  
section à la mémoire des personnes disparues  
pendant des conflits, 2005.  
Photo: ©ICRC/B. Heger*





## Conférence internationale EnviroInfo '04

Conférence internationale EnviroInfo 2004

Small Grant 2003 – Subvention de CHF 40'000

La Société internationale de la protection de l'environnement (ISEP, [www.isep.at](http://www.isep.at)) organise chaque année des conférences internationales pour l'informatique appliquée à la protection de l'environnement, dénommées «EnviroInfo», avec l'appui de l'Union européenne et des Ministères concernés des pays hôtes. En 2004, la conférence fut organisée par le Département de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement (DIAE) de la République et Canton de Genève. La contribution du RUG permet de financer le développement d'un outil sur internet permettant de gérer le «call for papers» sous forme collaborative et à distance («Magiconf»). Elle permet également la diffusion audio-visuelle de l'ensemble des actes du colloque en ligne, ainsi que la participation aux frais de déplacement de conférenciers des pays en voie de développement.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Département de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement (DIAE), Canton de Genève Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) Université de Genève (UNIGE) Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	<b>Philippe Minier</b> , DIAE (coordinateur) <b>Maurizio Bona</b> , CERN <b>Hy Dao</b> , UNIGE <b>Michel Léonard</b> , UNIGE <b>Jocelyn Fenard</b> , UNITAR <b>Ron Witt</b> , PNUE

### Résultats principaux:

- Programme informatique Magiconf
- Diffusion audio-visuelle de l'ensemble des actes du colloque

Pour en savoir plus: [www.ruig-gian.org/minier](http://www.ruig-gian.org/minier)  
[www.enviroinfo2004.org/](http://www.enviroinfo2004.org/)



---

# Interprétation dans les zones de conflits et de guerre

Interprétation dans les zones de conflits et de guerre

---

Small Grant 2006 – Subvention de CHF 33'963

---

Ce projet eut pour but d'aborder les multiples problèmes auxquels l'interprétation fait face dans les zones de conflits. Il proposa de développer des outils pour l'analyse des besoins de communication multilingue dans les zones de crises et de conflits et de dispenser un apprentissage à distance dans au moins deux zones de crise. Un manuel sur la gestion de la langue et des différences culturelles sur le terrain est également paru.

<b>Institutions partenaires</b>	<b>Equipe de recherche : membres principaux</b>
Université de Genève (UNIGE) Institut universitaire d'études du développement (IUED) Comité international de la Croix-Rouge (CICR) Bureau international du travail (BIT)	<b>Barbara Moser-Mercer</b> , UNIGE (coordinatrice) <b>Kilian Seeber</b> , UNIGE <b>Jean-Pierre Gontard</b> , IUED <b>Ruth Griffiths</b> , CICR <b>Donato Kiniger-Passigli</b> , BIT <b>Alredo Lazarte-Hoyle</b> , BIT <b>Federico Negro</b> , BIT

## Résultats principaux:

- ▶ Développement d'une formation à distance dans des zones de crise, qui fut ensuite testée et évaluée
- ▶ Manuel sur la gestion de la langue et des différences culturelles sur le terrain
- ▶ Présentation des résultats du projet dans le cadre de la Conférence Learning International Networks Consortium (LINC), Amman, Jordanie, du 28 au 30 octobre 2007

---

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/moser-mercier](http://www.ruig-gian.org/moser-mercier)  
<http://virtualinstitute.eti.unige.ch/virtualinstitute/>

---

## Information sanitaire : prévention des risques et des crises

La prévention des situations de risques et de crises :  
diffuser, mobiliser et saisir l'information sanitaire

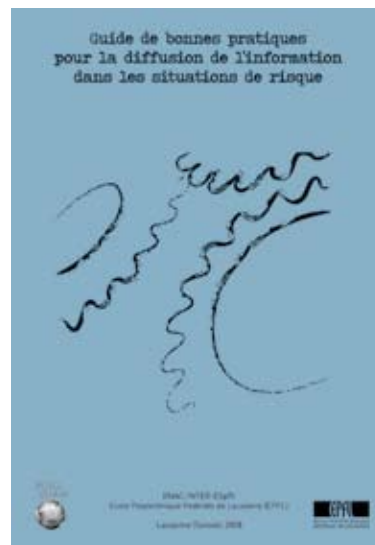
Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 195'000

Le but de cette recherche fut d'étudier l'information dans le domaine des risques et des crises sanitaires, sa collecte, sa diffusion et son utilisation. En effet, comme l'actualité le démontre (canicule en France, Tsunami en Asie du Sud-Est, épidémie de Chikungunya dans l'Océan Indien), il ne suffit pas que l'information soit à disposition ou qu'elle circule pour que ceux à qui elle s'adresse soient informés ou la saisissent pour en retirer un bénéfice. Les questions directrices de ce projet furent les suivantes : Quel type d'information devient pertinent en cas de situation de crise ? Comment est-elle diffusée, saisie et utilisée par les acteurs ? L'objectif de la recherche fut d'observer les trajectoires de circulation de l'information dans trois situations : 1) diffusion à Madagascar d'une bibliothèque de terrain préparée par la SIPC/ONU ; 2) centralisation de l'information à la centrale de surveillance des pandémies de l'OMS ; 3) utilisation et transmission de l'information, en collaboration avec deux ONG au Cameroun (WESDE et PROSEMAT).

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) Stratégie internationale de prévention des catastrophes (SIPC/ONU) Université de Genève (UNIGE)	<b>Valérie November</b> , EPFL (coordinatrice) <b>Yvan Leanza</b> , Université Laval, Québec (co-coordonateur) <b>Basile Barbey</b> , EPFL <b>Charlotte Cabasse</b> , EPFL <b>Katia De Conto</b> , EPFL <b>Marie-Lou Darricau</b> , SIPC/ONU <b>John Horekens</b> , SIPC/ONU <b>André Wamba</b> , UNIGE <b>Ekaterina Smali</b> , Université McMaster, Canada

### Résultats principaux :

- ▶ «Malle-type» ou «bibliothèque de terrain» accompagnée d'une publication décrivant son élaboration et l'expérience de son utilisation, sous la forme de recommandations pour développer cet outil, mars 2007
- ▶ Guide pratique (format de poche) issu des situations de circulation de l'information (Madagascar, Cameroun et OMS) élaboré en collaboration avec les organisations partenaires et orienté par les besoins des praticiens
- ▶ Site internet : Risk In Situ ([www.riskinsitu.info](http://www.riskinsitu.info))
- ▶ Symposium de valorisation des résultats et production de la recherche réunissant les acteurs de terrain, les chercheurs et les membres de la communauté internationale
- ▶ Colloque de clôture, Genève, 5 novembre 2007
- ▶ Publication (prévue chez Springer)



Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/research/projects/project\\_f.php?ID=133](http://www.ruig-gian.org/research/projects/project_f.php?ID=133)  
[www.riskinsitu.info](http://www.riskinsitu.info)

# Enjeux de la biosécurité

Environnement et développement durable : enjeux de la «biosécurité»

Appel d'offres 2001 – Subvention de CHF 438'000

Quinze ans après la Conférence de Rio (1992), la notion de développement durable est devenue une référence dans les processus de décision des gouvernements et des organisations internationales. Ce projet de recherche s'articula autour des questions soulevées par le Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques, signé en janvier 2000 à Montréal. Le Protocole de Cartagena constitue un chaînon important dans la mise en place des instruments visant à protéger la diversité biologique des risques potentiels que représentent les organismes vivants modifiés (OVM) issus des biotechnologies. Il prévoit l'application du principe de précaution dans le commerce international, de même que l'élaboration des normes de sécurité lors du transport, de l'utilisation et de l'élimination des organismes vivants modifiés destinés à l'alimentation humaine ou animale. Trois études de cas furent prévues pour illustrer et approfondir les notions qui sont évoquées par le Protocole de Cartagena et examiner sur le terrain les problèmes liés à leur application : 1) dialogue avec les scientifiques ; 2) sécurité alimentaire et droit de propriété intellectuelle (en partenariat avec le Geneva Environment Network) ; 3) étude sur les besoins du renforcement des capacités.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire d'études du développement (IUED) Université de Lausanne (UNIL) Université de Genève (UNIGE)	<b>Andràs November</b> , IUED (coordinateur) <b>Barbara Bordogna-Petriccione</b> , IUED (co-coordinatrice) <b>Philippe Cullet</b> , IUED <b>Mark Hunyadi</b> , IUED <b>Mirko Saam</b> , IUED <b>Alain Kaufmann</b> , UNIL <b>Pia Malnoe</b> , Station de recherche agroscope Changins-Wädenswil (ACW)

## Résultats principaux:

- ▶ Publications : *Cahiers RIBios* (7 volumes), RIBios, 2004-2005
  1. «Introduction to GMO : technique and safety»
  2. «Approaches of risk : an introduction»,
  3. «Biosafety regulation : the Cartagena protocol»
  4. «Le principe de précaution : quelques éléments de base»
  5. «Les impacts des plantes transgéniques dans les pays en voie de développement et les pays en transition»
  6. «Food security and intellectual property rights in developing countries»
  7. «The future of plant biotechnology in Switzerland»
- ▶ Publication : *OGM : Les usages de la précaution*, Revue européenne des sciences sociales, Cahiers Vilfredo Pareto, Tome XLII, N° 130, Librairie Droz, Genève-Paris, 2004
- ▶ Site internet RIBios ([www.ribios.ch](http://www.ribios.ch))
- ▶ Certificat de formation continue en biosécurité, Université de Genève, 2004
- ▶ Modules d'enseignement à distance, SUPREM, 2003
- ▶ Séminaire «La biosécurité : Un enjeu à l'interface du global et du local» le 28.04.2003, Divonne-les-Bains, France
- ▶ Forum (EcoDialogue) «The future of plant biotechnology in Switzerland» le 03.11.2003, Lausanne
- ▶ Atelier : «Liability and Redress under the Cartagena Protocol» le 22.09.2003, Mombasa, Kenya
- ▶ Cinquième rencontre nationale du projet cadre Biosécurité : «Genetically Modified Plants Applied to Agriculture» le 21.10.2003, Vientiane, Laos



Photo : UN 34165, FAO.

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/november](http://www.ruig-gian.org/november)  
[www.ribios.ch](http://www.ribios.ch)

## Conservation, pauvreté et inégalités

Conservation, pauvreté et inégalités

Small Grant 2004 – Subvention de CHF 43'500

Ce projet fournit une base de discussion dans le cadre du 3<sup>e</sup> congrès de l'Union mondiale pour la nature (IUCN) qui eut lieu à Bangkok, Thaïlande, entre le 17 et le 25 novembre 2004. Ce projet explora comment les activités de conservation peuvent contribuer à la réduction de pauvreté, en examinant les liens entre les inégalités sociales, la pauvreté, les différents types de ressources naturelles (biotiques et minérales) et les conditions institutionnelles. La recherche considéra les opportunités et les limites de l'utilisation d'une approche intégrée à la conservation et à la réduction de pauvreté, ou conservation socialement responsable, dans le contexte des économies de marché d'aujourd'hui.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Union mondiale pour la nature (UICN) Institut universitaire d'études du développement (IUED)	<b>Gonzalo Oviedo</b> , UICN (coordinateur) <b>Pascal van Griethuysen</b> , IUED (co-coordinateur) <b>Peter Bille Larsen</b> , UICN <b>Rati Mehrotra</b> , UICN <b>Florence Nuoffer</b> , IUED <b>Rolf Steppacher</b> , IUED

### Résultats principaux :

- ▶ Article : «Pour une analyse institutionnelle de la conservation socialement responsable», 2005
- ▶ Article : «Vers une conservation bénéficiaire aux pauvres au Cameroun ? La gestion participative et le développement intégré des aires protégées de Lobeke, Boumba-bek et Nki au Sud-Est du Cameroun», 2005
- ▶ Article : «Sustainable Livelihoods, Environmental Security and Conflict Mitigation : Four Cases in South Asia», 2005
- ▶ Article : «Addressing Tenure and Rights in Pro-poor Conservation : The CAMPFIRE experience in Masoka», 2005
- ▶ Article : «Une perspective économique évolutive de la conservation socialement responsable», 2005
- ▶ Publication : «Pauvreté, égalité et droits dans la conservation», 2006
- ▶ Présentation lors du Troisième congrès IUCN World Conservation, Bangkok, 17 novembre 2004

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/oviedo](http://www.ruig-gian.org/oviedo)  
<http://www.iucn.org/>

## Violence urbaine et politiques de sécurité

Violences urbaines et politiques de sécurité. Pratiques locales publiques et privées dans la sécurisation de l'espace urbain. Recherche-action à Barcelone et Bogota

Appel d'offres 2004 – Subvention de CHF 260'000

La recherche porta sur l'impact social des politiques d'aménagement de l'espace urbain dans des contextes de violence et d'insécurité. La violence et l'insécurité, qui semblent prévaloir dans les sociétés contemporaines, sont des phénomènes qui de plus en plus affectent la qualité de vie et le développement dans les grandes villes. A partir d'études de cas réalisées dans des quartiers populaires à Barcelone et Bogota, la recherche analysa les moyens publics et privés mis en œuvre pour répondre à la demande de sécurité des citoyens. En se concentrant sur les pratiques d'aménagement urbain qui cherchent à trouver des solutions aux problèmes d'insécurité dans les villes, cette recherche-action permet de comprendre comment la violence, l'insécurité et surtout la sécurité sont à l'origine d'une transformation radicale des villes et des usages de leurs habitants, ainsi que d'un renforcement des fragmentations spatiales et sociales. Entre ultra-sécurisation et insécurité, l'absence de politiques publiques durables permettant au citoyen de se déplacer sans peur à l'intérieur des frontières de la ville fait que la violence fabrique elle-même du territoire et qu'elle induit une transformation sécuritaire de l'espace public. Cette conclusion de la recherche est donc une interrogation sur l'avenir de nos sociétés urbaines.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) Small Arms Survey (SAS), Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI)	<b>Yves Pedrazzini</b> (coordinateur), LASUR-EPFL <b>Charlotte Boisteau</b> (co-coordinatrice), LASUR-EPFL <b>Laura Petrella</b> , Programme pour des villes plus sûres, ONU-HABITAT <b>Christianya Stevenson</b> , SAS, IUHEI <b>Mikel Aramburu</b> , Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne <b>Fernando Guzmán R.</b> , Universidad Nacional de Colombia, Bogota

### Résultats principaux :

- ▶ Publication : C. Boisteau et Y. Pedrazzini (éds.), *Violences urbaines et politiques de sécurité : pratiques locales publiques et privées dans la sécurisation de l'espace urbain – recherche-action à Barcelone et Bogota* in *Cahier du LaSUR* n° 12, 251p., Lausanne : EPFL, 2008
- ▶ Publication : *Sécurité Humaine, Pratiques Urbaines de Sécurité et de Sûreté, Recueil d'expérience à l'usage des autorités locales*, EPFL
- ▶ Atelier : «Gérer l'insécurité de façon démocratique et inclusive : le défi de l'espace public», S-DEV, 12 octobre 2005, Genève
- ▶ Atelier : «Violencias Urbanas y Políticas de Seguridad en Barcelona y Bogotá: hacia una cooperación ciudad a ciudad», 10 mars 2006, Barcelone
- ▶ Atelier : «Violencias Urbanas y Políticas de Seguridad, Prácticas locales públicas, privadas y comunitarias en la seguridad del espacio público», 8 septembre 2005, Secretario Gobierno, Bogotá
- ▶ Participation aux Forums mondiaux urbains WUF II, à Barcelone en 2004, et WUF III à Vancouver en 2006

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/pedrazzini](http://www.ruig-gian.org/pedrazzini)  
[lasur.epfl.ch](http://lasur.epfl.ch)  
[www.unhabitat.org](http://www.unhabitat.org)

## Africa@home : calcul bénévole pour l'Afrique

Africa@home : puissance de calcul bénévole pour l'Afrique

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 194'000

L'équipe de recherche de ce projet se proposa d'adapter plusieurs programmes de simulation épidémiologique qui modélisent des situations humanitaires urgentes auxquelles est confrontée l'Afrique, programmes qui tournent en mode partagé au moyen d'une technologie de «calcul bénévole». Cette technologie, rendue célèbre par des projets tels que «Search for Extra-Terrestrial Intelligence» (Recherche d'une intelligence extraterrestre – SETI@home), permet de canaliser la puissance de dizaines de milliers d'ordinateurs individuels pour la bonne cause dans des domaines scientifiques. Les particuliers qui «portent volontaire» leur ordinateur de cette manière n'ont qu'à télécharger un logiciel gratuit, libre de droits, qui gère le projet scientifique de leur choix, tirant profit de la capacité de calcul non utilisée de leur ordinateur.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Informaticiens sans frontières (ISF) Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) ICVolontaires (ICV) Organisation mondiale de la santé (OMS)	<b>Christian Pellegrini</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Bastien Chopard</b> , UNIGE <b>Silvano de Gennaro</b> , ISF <b>Manjit Dosanjh</b> , CERN <b>François Grey</b> , CERN <b>Ben Segal</b> , CERN <b>Viola Krebs</b> , ICV <b>Brian Williams</b> , OMS <b>Yunkap Kwankam</b> , OMS

### Résultats principaux :

- ▶ Développement de trois projets de calcul volontaire pour des buts humanitaires (STDSIM avec Erasmus Medical Centre, Rotterdam ; HIVMM avec South African Centre for Epidemiological Modelling and Analysis et AfricaMap avec UNOSAT)
- ▶ Installation de serveurs dans quatre institutions académiques africaines
- ▶ Site internet Africa@home ouvert le 1<sup>er</sup> avril 2006
- ▶ Atelier «Africa@home : Internet et les nouveaux outils de calcul scientifique», Bamako, Mali, 13 avril 2006
- ▶ Conférence «Internet and New Tools for Medical Calculations : Towards Shared Digital Resources», Geneva Forum «Towards Global Access to Health», CICG, Genève, 1<sup>er</sup> septembre 2006
- ▶ Conférence «Plateforme de calcul bénévole pour des applications biomédicales», 12<sup>e</sup> Journées Francophones d'Informatique Médicale, Bamako, Mali, 11 janvier 2007
- ▶ Atelier «Volunteer Computing for Africa», Cape Town, Afrique du Sud, 16 juillet 2007
- ▶ Atelier «Calcul bénévole -Troisième atelier BOINC mondial», Genève, 5 septembre 2007
- ▶ Présentation «Africa@home : Volunteer computing for health», Health Grid 2007, Genève, 24 juillet 2007
- ▶ Conférence «Africa@home : un projet de calcul bénévole pour l'Afrique», Colloque «La SuisseAfrique : partenariats scientifique et académique», IUED ; Genève, 13-15 septembre 2007
- ▶ Séminaire «Health Grid : the Africa@home project», OMS, Genève, 17 novembre 2006,
- ▶ Conférence «Volunteer Computing for Africa», BioinfoGRID Symposium «Grid-enabled Drug Discovery», Milan, 10 décembre 2007
- ▶ Table ronde «Research and ICTs for Africa : exemples from Agriculture and Health», CCV, Genève, 21 septembre 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/pellegrini](http://www.ruig-gian.org/pellegrini)  
[africa-at-home.web.cern.ch](http://africa-at-home.web.cern.ch)  
[boinc.berkeley.edu](http://boinc.berkeley.edu)

# Transfert de technologie, commerce et environnement

Transfert de technologie, commerce et environnement : promotion des synergies pour le développement durable entre l'Organisation mondiale du commerce et les accords environnementaux multilatéraux

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 200'000

Un meilleur accès aux biens et services environnementaux (BSE) à travers l'ouverture des marchés représente le potentiel d'une relation mutuellement bénéfique entre le commerce et l'environnement. L'objectif est la diminution des coûts résultant de la baisse ou la suppression des tarifs douaniers et des barrières non-tarifaires. Le projet eut pour but d'analyser ces synergies entre le commerce et l'environnement en relation avec la technologie et la promotion, le soutien et l'assistance au dialogue, souvent difficile, entre les communautés environnementales et commerciales sur ces questions. Afin de rendre plus concrets ces aspects, le projet choisit de se concentrer sur la négociation des BSE, sur la protection du climat et sur la réglementation des transports internationaux des déchets et des substances chimiques toxiques.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) International Network for Environmental Compliance and Enforcement (INECE)	<b>Anne Petitpierre</b> , UNIGE (coordinatrice) <b>Urs P. Thomas</b> , UNIGE (co-coordonateur) <b>Maria Julia Oliva</b> , UNIGE <b>John Cuddy</b> , IUHEI <b>Matthew Stilwell</b> , IUHEI <b>Ulrich Hoffmann</b> , CNUCED <b>Alexey Vikhlyayev</b> , CNUCED <b>Hussein Abaza</b> , PNUE <b>Benjamin Simmons</b> , PNUE <b>Erwin Rose</b> , INECE/CNUCED <b>Durwood Zaelke</b> , INECE

## Résultats principaux :

- ▶ *WTO Negotiations on Environmental Goods : Promoting Transfer of Technology for Sustainable Development?* Maria Julia Oliva, Anne Petitpierre, Matthew Stilwell, Urs P. Thomas, 2007
- ▶ *The International Conventions on the Transports of Wastes, Pesticides and Other Chemicals*, Urs P. Thomas, 2008
- ▶ Rapport «The Geneva-based Wastes and Chemicals Conventions : the Questions of Technical Cooperation and of Trade Measures», Urs P. Thomas, 2008
- ▶ Article : «Transports of Wastes, Pesticides and Other Chemicals : the International Management of Risk» in *Journal of Trade & Environment Studies*, Volume 5 (1), 2008
- ▶ Article : «Advancing The WTO Environmental Goods Negotiations : Options and Opportunities»
- ▶ Table ronde : «WTO negotiations on environmental goods : Promoting transfer of technology for sustainable development?» le 14/03/2007, HEI
- ▶ Table ronde : «The WTO environmental goods negotiations», HEI, 12 juillet 2007
- ▶ Conférence de clôture avec présentations UNEP-UNCTAD sur le changement du climat et une table ronde sur la réglementation des transports internationaux des déchets et des substances chimiques toxiques, 24 janvier 2008

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/petitpierre](http://www.ruig-gian.org/petitpierre)

[http://www.ecolomics-international.org/affil\\_ruig\\_gian\\_project.htm](http://www.ecolomics-international.org/affil_ruig_gian_project.htm)



## Acteurs armés non étatiques et mines antipersonnel

L'implication des acteurs armés non étatiques dans le problème des mines antipersonnel : recommandations pour une contribution positive de ces acteurs à l'interdiction de ces mines

Appel d'offres 2005 – Subvention de CHF 120'315

L'objectif de ce projet fut double : brosser un portrait exhaustif du rôle complexe que jouent les acteurs armés non étatiques (AANE) dans la problématique des mines antipersonnel et formuler des recommandations concrètes visant à faire participer ces acteurs aux initiatives d'interdiction de ces armes et à les associer aux actions anti-mines. Ce projet se déroula en trois phases : 1) cartographie globale de l'utilisation des mines par les AANE ; 2) étude détaillée des actions anti-mines des AANE (notamment l'interdiction des mines, le déminage humanitaire, la sensibilisation, l'assistance aux victimes et la destruction des stocks) ; 3) résumé analytique des conclusions des rapports des deux phases précédentes et étude sur la possibilité de les appliquer à d'autres domaines.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Appel de Genève Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Program for the Study of International Organization(s), IUHEI Centre international de déminage humanitaire de Genève (GICHD) Service de l'action anti-mines des Nations Unies (UNMAS) Université de Genève (UNIGE)	<b>Elisabeth Reusse-Decrey</b> , Appel de Genève (coordinatrice) <b>Anki Sjöberg</b> , Appel de Genève <b>Pascal Bongard</b> , Appel de Genève <b>Katherine Kramer</b> , Appel de Genève <b>Daniel Warner</b> , IUHEI <b>Andrew Clapham</b> , IUHEI <b>Davide Orifici</b> , GICHD <b>Gustavo Laurie</b> , UNMAS <b>Marco Sassoli</b> , UNIGE

### Résultats principaux :

- ▶ *Armed Non-State Actors and Landmines. Volume I: A Global Report Profiling NSAs and Their Use, Acquisition, Production, Transfer and Stockpiling of Landmines*, Appel de Genève et Program for the Study of International Organization(s), Genève, 2005
- ▶ *Armed Non-State Actors and Landmines Volume II: A Global Report of NSA Mine Action*, Appel de Genève et Program for the Study of International Organization(s), Genève, 2006
- ▶ *Armed Non-State Actors and Landmines. Volume III: Towards a Holistic Approach to Armed Non-State Actors?*, Appel de Genève et Program for the Study of International Organization(s), Genève, 2007
- ▶ «Armed Non-State Actors: Their Contribution to Solving the Landmine Problem» in *Journal of Mine Action*, 11.1, été 2007
- ▶ «The Main Users of the Poor Man's Weapon» in *Journal of Mine Action*, 10.1, août 2006
- ▶ Lancement de la première publication à la sixième rencontre des Etats parties à la Convention d'Ottawa, Zagreb, Croatie, novembre 2005
- ▶ Séminaire : «Mine Action and Armed Non-State Actors», organisé conjointement avec le Département fédéral des affaires étrangères, durant la septième rencontre des Etats parties à la Convention d'Ottawa, Genève, septembre 2006
- ▶ Lancement de la deuxième publication à la troisième conférence de révision de la Convention sur certaines armes conventionnelles, Palais des Nations, Genève, novembre 2006
- ▶ Lancement de la troisième publication, HEID, Genève, novembre 2007



*Members of an NSA (the Polisario Front) mine action team preparing for a stockpile destruction.  
Photo: Geneva Call 2006.*

Pour en savoir plus : <http://www.ruig-gian.org/reusse-decrey/>  
<http://www.genevacall.org/>

## Genre et droits en matière de santé reproductive

Genre et droits en matière de santé reproductive : une initiative de recherche et de renforcement des compétences pour des pays francophones

Appel d'offres 2004 – Subvention de CHF 255'000

A un niveau global, l'analyse de l'impact de la globalisation a démontré que les inégalités entre femmes et hommes (inégalité de genre) sont souvent renforcées dans ce processus. Par ailleurs, la Conférence internationale sur la population et le développement (Le Caire, 1994) et la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes (Beijing, 1995) ont particulièrement identifié ces inégalités dans le domaine de la santé, plus spécifiquement dans la santé en matière de reproduction : elles ont relevé que ce sont les femmes qui portent le poids de la maladie/santé en matière de reproduction et ont souligné le besoin de promouvoir l'équité et l'égalité de genre et la protection des droits de l'être humain dans les politiques de santé en matière de reproduction. Traduire ces principes dans la pratique est un véritable défi : un des facteurs-clé empêchant leur mise en œuvre est un manque général de compétences à identifier les moyens effectifs d'intégrer une perspective de genre et de droits dans les activités de planification et de définition des priorités ainsi que dans les services. Le but du projet fut de mener des recherches portant sur le genre et le comportement sexuel des jeunes hommes et jeunes femmes et d'en utiliser les résultats pour développer un manuel de formation sur le genre et les droits en matière de santé reproductive.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire d'études du développement (IUED) Organisation mondiale de la santé (OMS)	<b>Fenneke Reysoo</b> , IUED (coordinatrice) <b>Laurence Althaus</b> , IUED <b>Françoise Grange</b> , IUED <b>Maïmouna Ndoye</b> , IUED <b>Séverine Rey</b> , IUED <b>Manuela Colombini</b> , OMS <b>Jane Cottingham</b> , OMS <b>Sundari Ravindran</b> , Centre Achutha Menon pour les études en santé (Kerala, Inde)

### Résultats principaux :

- ▶ Manuel de formation pour des gestionnaires de programmes de santé : *Transformer les systèmes de santé : genre et droits dans la santé de la reproduction*, 2007
- ▶ Livre : *Chic, chèque, choc. Transactions autour des corps et stratégies amoureuses contemporaines*, Françoise Grange et Fenneke Reysoo, à paraître 2008
- ▶ Article : «Dynamique de genre en Afrique francophone : quel impact sur les comportements sexuels» in *Horizons* 45, 2005
- ▶ Article : «Genre et droits en matière de santé de la reproduction. Une initiative de recherche et de renforcement des compétences pour les pays francophones» in *Horizons* 46, 2005
- ▶ Présentation des résultats préliminaires de la recherche, OMS, 15 décembre 2005
- ▶ Interview à «Radio Cité», 17 décembre 2004
- ▶ Colloque, IUED, 11 octobre 2007
- ▶ Exposition de photos dans le cadre du colloque, IUED, 11 octobre 2007
- ▶ Cours régional, Ouagadougou, Burkina Faso, 25 septembre 2006
- ▶ Atelier de formation des formateurs et d'adaptation du manuel, IUED, 20 février 2006

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/reysoo](http://www.ruig-gian.org/reysoo)[www.unige.ch/iued](http://www.unige.ch/iued)  
[www.who.int/reproductive-health](http://www.who.int/reproductive-health)

## Régimes de dialogue social

Régimes de dialogue social : droits des travailleurs, négociation collective et définition négociée des politiques

Appel d'offres 2003 – Subvention de CHF 248'800

Le projet vise à comprendre les déterminants structurels (économique, social, culturel, institutionnel) ainsi que les effets socioéconomiques des «régimes de dialogue social» - des régimes sociopolitiques dans lesquels les travailleurs jouissent de la liberté de constituer des organisations de leur choix, de négocier collectivement leurs conditions de travail et de participer à travers leurs associations à la conception et à la mise en œuvre des politiques qui affectent leur existence. Au moyen de la fouille automatique de textes, l'analyse des rapports de la Commission d'experts sur l'application des conventions et des recommandations internationales du travail du BIT permet de mettre en évidence des liens entre types de violations de ces Conventions. L'objectif fut de générer des informations importantes pour les décideurs au niveau national et international sur l'intérêt de disposer de certaines institutions du marché de travail et sur les conditions de viabilité de ces configurations institutionnelles.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Bureau international du Travail (BIT) Université Lumière Lyon 2 (France) Université Cornell (Ithaca, Etats-Unis) Université de Berne Institut Max Planck pour l'étude des sociétés (Cologne, Allemagne)	<b>Gilbert Ritschard</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Jean-Michel Bonvin</b> , UNIGE <b>Lucio Baccaro</b> , BIT <b>Jean-Pierre Laviec</b> , BIT <b>Patricia O'Donovan</b> , BIT <b>Djamel A. Zighed</b> , Université Lumière Lyon 2

### Résultats principaux :

- ▶ Article : "Coding CEACR Reports on ILO Conventions Nos. 87 and 98 : A Proposed Methodology", 2006, Irini Georgiou, Lucio Baccaro
- ▶ Article : "Multi-catégorisation de textes juridiques et retour de pertinence", in : *Extraction et gestion des Connaissances, Numéro spécial de la Revue des Nouvelles Technologies de l'Information (RNTI)*, 2006, Vincent Pisetta, Hakim Hacid, Djamel A. Zighed
- ▶ Article : "Mining Expert Comments on the Application of ILO Conventions on Freedom of Association and Collective Bargaining", in : *Cahiers du département d'économétrie, Faculté des sciences économiques et sociales, Université de Genève*, 2007, Gilbert Ritschard, Djamel A. Zighed, Lucio Baccaro, Irini Georgiou, Vincent Pisetta, Matthias Studer
- ▶ Article : "Social Dialogue Regimes : An Investigation in the Structural Determinants and Socioeconomic Outcomes of Negotiated Regulation", 2007, Gilbert Ritschard, Lucio Baccaro, Jean-Michel Bonvin, Djamel A. Zighed

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/baccaro](http://www.ruig-gian.org/baccaro)

## Formation à l'éthique dans la recherche médicale

Projet de développement, implémentation et évaluation d'un module de formation sur l'éthique dans la recherche en santé publique

Small Grant 2006 – Subvention de CHF 50'000

La recherche en santé publique est conduite dans des environnements de plus en plus complexes avec des partenariats multidisciplinaires et multiculturels posant ainsi de nouveaux défis. Bien que les buts premiers de telles enquêtes soient avant tout l'amélioration de la santé et de l'accès à la santé, de potentiels effets nuisibles pour l'individu et sa communauté ne sont pas à exclure, en particulier pour les populations vulnérables. C'est dans cette perspective que des directives et déclarations éthiques ont été développées et idéalement soutenues par des comités d'éthique (au niveau local, communautaire, national et international) qui œuvrent à en garantir au mieux une application adaptée au contexte local et à la protection des droits humains. Le besoin de renforcer la capacité des équipes de recherche dans tous les coins du monde à systématiquement inclure les questions éthiques adaptées aux réalités locales ont engendré de nombreuses initiatives de formation en éthique, tant dans la planification que dans l'opérationnalisation des études en santé publique. L'objectif général du projet fut d'identifier, développer et évaluer le matériel de formation existant en éthique de recherche. Ce matériel fut ensuite adapté à la formation à distance par internet. Concrètement, le matériel pédagogique pour des cours de formation à l'éthique de recherche en santé internationale fut produit sous deux formes : 1) un livre incluant une compilation de différents types de problèmes éthiques sous forme de «case vignettes» basées sur la réalité. Ces vignettes, publiées sous forme de livre, furent évaluées à travers des ateliers dans le cadre des organisations internationales et sur le terrain dans différents pays ; 2) un cours de formation à distance utilisant ce matériel : après évaluation d'un outil de formation à distance internet par une «Communauté de Pratiques» (CoP) dans divers pays, le cours e-module a été mis en ligne publiquement et est hébergé à l'OMS.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Organisation mondiale de la santé (OMS) Université de Genève (UNIGE) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Université d'Harvard Université de Californie du Sud (USC)	<b>Abha Saxena</b> , OMS (coordinatrice) <b>Astrid Stuckelberger</b> , UNIGE (co-coordinatrice) <b>Ghassan Karam</b> , OMS <b>Chris Jones</b> , OMS <b>Sarah Pouzevara</b> , OMS <b>Philippe Chastonay</b> , UNIGE <b>Daniel Warner</b> , IUHEI <b>Richard Cash</b> , Université d'Harvard <b>Daniel Wikler</b> , Université d'Harvard <b>Alexander M. Capron</b> , USC <b>Reva Gutnick</b> , consultante

### Résultats principaux :

- ▶ Recueil de cas sur l'éthique de la recherche
- ▶ Plusieurs ateliers sur l'éthique de recherche de 2006 à 2008
- ▶ Outil de formation interactif sur internet disponible pour le public
- ▶ Site internet du module de formation à distance
- ▶ Réseau de chercheurs qui fonctionne comme une «Communauté de Pratiques»
- ▶ Site web [www.who.int/rpc/research\\_ethics/course/en/index.html](http://www.who.int/rpc/research_ethics/course/en/index.html)

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/saxena](http://www.ruig-gian.org/saxena)  
[http://www.who.int/rpc/research\\_ethics/course/en/index.html](http://www.who.int/rpc/research_ethics/course/en/index.html)



## Équité des services de santé reproductive

Appel d'offres 2005 – Subvention de CHF 160'000

Small Grant 2006 – Subvention de CHF 50'000

La communauté internationale s'est engagée en 1994, lors de la Conférence internationale sur les populations et le développement (CIPD) et dans le contexte des Objectifs de développement du Millénaire (ODM), à assurer «l'accès universel à la santé reproductive pour tous à l'horizon 2015». Pourtant, des inégalités dans l'usage des services de santé reproductive ont été mises en évidence tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés. En somme, il semble de plus en plus avéré que si les objectifs internationaux sont considérés comme des moyennes nationales, les disparités entre groupes sociaux avantagés et désavantagés peuvent persister. C'est pourquoi les inégalités dans la santé reproductive requièrent une attention particulière. Le but du projet fut de développer et de tester un profil d'instruments qui peuvent être appliqués internationalement pour évaluer l'importance de chaque service de santé ou facteur lié à l'usager qui explique les inégalités dans l'usage de soins de santé reproductive entre les sous-groupes de population.

Institutions partenaires	Équipe de recherche : membres principaux
Organisation mondiale de la santé (OMS) Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales (GFMER) Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (FPSE) de l'Université de Genève (UNIGE)	<b>Lale Say, OMS</b> (coordinatrice) <b>Metin Gülmezoglu, OMS</b> <b>Shawn Koppenhoefer, GFMER</b> <b>Philippe Jaffé, FPSE, UNIGE</b> <b>Lindeka Magnesi, FPSE, UNIGE</b> <b>Debra Jackson, Ecole de santé publique, Université de Western Cape (Afrique du Sud)</b> <b>Rosalind Raine, Département d'épidémiologie et de santé publique, University College London (Royaume-Uni)</b> <b>Dina Balabanova, Département de santé publique et de politique, Ecole d'hygiène et de médecine tropicale de Londres (Royaume-Uni)</b>

### Résultats principaux :

- ▶ Huit discussions de groupes ciblés pour préparer un questionnaire d'évaluation, Afrique du Sud, 2006-2007
- ▶ Développement d'un questionnaire pour évaluer l'équité d'accès au soin de santé reproductive (anglais, xhosa), composé de quatre modules : information générale, utilisation de services de planning familial, utilisation de services de santé pour les mères, comportements relatifs au HIV et au SIDA, 2007
- ▶ Sondages et interviews appliquant le questionnaire, Afrique du Sud, 2007-2008
- ▶ Rapport final rendant compte des résultats de l'enquête, 2008

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/say](http://www.ruig-gian.org/say)



*Pregnant women await their turn to see a doctor in the maternity hospital in Tegucigalpa, Honduras. Photo: World Bank / Alfredo Srur.*

# Formation à la diplomatie de l'environnement

Programme de formation à la diplomatie de l'environnement

Small Grant 2006 – Subvention de CHF 50'000

Au cours des vingt dernières années, la croissance d'une conscience environnementale dans le monde entier eut pour conséquence le développement d'un certain nombre d'accords environnementaux multilatéraux. Bien que ce corps impressionnant de lois environnementales ait été signé et ratifié par un nombre important de pays, son application demeure incomplète, en raison du manque de provisions législatives et opérationnelles adaptées aux niveaux nationaux. Un obstacle important à cet égard est le manque de formation au niveau des techniques de négociation et des prises de décisions. Dans de nombreux cas, l'incapacité des gouvernements à arriver à un accord et procéder à la mise en oeuvre de politiques environnementales communes est le résultat de lacunes scientifiques et de capacité diplomatique à saisir tous les aspects des impératifs environnementaux qui seront négociés dans les forums internationaux. Les enjeux environnementaux complexes et politiquement sensibles représentent donc un défi pour les gouvernements des pays industrialisés et en développement consistant à adapter ou développer de nouvelles techniques de négociation. Pour répondre à ce besoin, le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et l'Université de Genève développèrent un programme de formation en diplomatie de l'environnement, qui tira parti de la concentration unique à Genève de ressources institutionnelles liées à l'environnement et au développement durable, ainsi que de l'expertise scientifique et de l'expérience multilatérale. Ce programme est orienté vers l'enseignement de techniques pratiques nécessaires pour combler les différends, bâtir des positions de consensus et négocier des accords sur l'environnement et le développement durable. Dans le cadre de ce projet, quatre modules supplémentaires à ce programme de formation furent développés, centrés sur l'eau, l'énergie, la participation publique et les techniques de négociation.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) Université de Genève (UNIGE)	<b>Frits Schlingemann</b> , PNUE (coordinateur) <b>Virginie Combaz</b> , PNUE <b>Beat Burgenmeier</b> , UNIGE <b>Arthur Dahl</b> , UNIGE <b>Alain Dubois</b> , UNIGE <b>Céline Germond-Duret</b> , UNIGE

## Résultats principaux:

- ▶ Certificat de formation continue en diplomatie de l'environnement, mis en place dès 2007

Pour en savoir plus: [www.ruig-gian.org/schlingemann](http://www.ruig-gian.org/schlingemann)  
[www.unige.ch/formcont/environmentaldiplomacy](http://www.unige.ch/formcont/environmentaldiplomacy)



## Economie et finance globales

Economie et finance globales, la portée des chiffres

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 46'000

Le but de ce projet fut de se pencher sur une quinzaine de concepts statistiques qui couvrent, notamment, l'aide au développement, le marché du travail ou l'agriculture. Lors d'un colloque, l'équipe de recherche chercha à sensibiliser les producteurs de statistiques des organisations internationales à la qualité de la présentation et de la diffusion de leurs statistiques. Le projet visa également le développement d'une base de données existante en matière de statistiques internationales avec l'aide de trois organisations internationales directement concernées (CNUCED, FAO, BIT).

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Eco'Diagnostic Observatoire de la finance (ObsFin) Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) Bureau international du travail (BIT)	<b>Alain Schoenenberger</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Gabrielle Antille Gaillard</b> , UNIGE <b>Claudio Bologna</b> , Eco'Diagnostic <b>Paul H. Dembinski</b> , ObsFin <b>Sibilla Guidotti</b> , ObsFin <b>Haluk Kasnakoglu</b> , FAO <b>Henri Laurencin</b> , CNUCED <b>Peter Peek</b> , BIT <b>Rolph Van der Hoeven</b> , BIT

### Résultats principaux :

- ▶ Colloque scientifique «Connaissances et diffusion des statistiques internationales»
- ▶ Publication : *Economie et finances globales, la portée des chiffres* (révision de l'édition de 2003)
- ▶ Développement d'une base de données en matière de statistiques internationales

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/schoenenberger](http://www.ruig-gian.org/schoenenberger)

# Partenariat interethnique dans les entreprises en Macédoine

Une proposition de méthode pour promouvoir le partenariat interethnique dans les entreprises en Macédoine

Appel d'offres 2001 – Subvention de CHF 35'000

Les principaux défis auxquels se trouvait confrontée la Macédoine au tournant des années 2000 furent d'une part le retour à des relations stables entre les différentes ethnies, ces relations s'étant beaucoup dégradées pendant la période de gestation de ce projet, et d'autre part le lancement d'un programme de développement économique durable sur le long terme et qui encourage les minorités ethniques à y jouer un rôle actif et équitable pour tous. L'objectif premier de ce projet de recherche fut de définir quels programmes, et quels moyens, tant aux niveaux national qu'international, pouvaient être mis en place en Macédoine pour promouvoir le développement durable d'entreprises économiques composées de différentes ethnies travaillant en partenariat. Les membres de l'équipe étaient convaincus que la création de petites et moyennes entreprises composées de groupes ethniques différents (essentiellement des Slaves et des Albanais, mais aussi des Turcs et d'autres ethnies) contribuerait fortement au développement économique et à l'harmonie sociale du pays en démontrant que les partenaires d'une entreprise florissante deviennent *ipso facto* les partenaires d'une société en paix avec elle-même.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Université pour la paix Centre Sud Centre européen pour la paix et le développement, Serbie et Monténégro	<b>Norman Scott, IUHEI</b> (coordinateur) <b>Lucas Assunciao</b> , Université pour la paix <b>Branislav Gosovic</b> , Centre Sud <b>Negoslav Ostojic</b> , Centre européen pour la paix et le développement, Serbie et Monténégro <b>Dimitar Vlahov</b> , Institut régional pour études sur le développement

## Résultats principaux:

Note: Suite au décès du coordinateur de ce projet, la recherche et ses résultats furent intégrés au projet «Renforcer l'emploi et autres dimensions socio-économiques relatives en réponse aux situations de conflit et de catastrophe naturelle» (Warner, 2003).

Pour en savoir plus: [www.ruig-gian.org/scott](http://www.ruig-gian.org/scott)



## Paiements internationaux pour les services des écosystèmes

Comprendre la demande pour les paiements internationaux  
pour les services des écosystèmes (PISE)

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 50'000

Le projet de recherche s'inscrit dans le contexte d'une initiative internationale, développée conjointement par l'UICN et le PNUE, en collaboration étroite avec le Secrétariat de la Convention internationale sur la biodiversité (CBD). Son objectif principal consistait à enquêter sur les mécanismes de financement des forêts tropicales. Tenant compte notamment du rôle joué par les forêts dans la régulation du système climatique mondial, la recherche chercha à évaluer la disposition à payer des consommateurs pour leur préservation. Après avoir passé en revue la littérature sur la problématique de la déforestation et sur les méthodes d'évaluation économique des ressources naturelles, un sondage fut élaboré et conduit sur un échantillon de plus de 650 personnes afin de percevoir les diverses attitudes et préférences que les Genevois(es) pouvaient avoir envers la préservation des forêts tropicales.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) Haute école de gestion de Genève (HEG) Union mondiale pour la nature (UICN)	<b>Fulai Sheng</b> , PNUE (coordinateur) <b>Louise Gallagher</b> , PNUE <b>Andrea Baranzini</b> , HEG <b>Anne-Kathrin Faust</b> , HEG <b>Jean Tuberosa</b> , HEG <b>Emmanuel Fragnière</b> , HEG <b>Joshua Bishop</b> , UICN <b>David Huberman</b> , UICN

### Résultats principaux :

- ▶ Rapport, intégré dans l'ouvrage «*Developing International Payments for Ecosystem Services (IPES)*», IUCN-UNEP (à paraître 2008)
- ▶ Présentation des résultats préliminaires de l'enquête lors d'une réunion d'experts au PNUE, 28 janvier 2008
- ▶ Une étude économétrique plus approfondie est actuellement en cours de préparation, avec une publication et diverses présentations dans des forums internationaux prévus pour l'automne 2008.

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/sheng](http://www.ruig-gian.org/sheng)  
<http://cms.iucn.org/about/work/programmes/economics/index.cfm?uNewsID=468>



# Négociations humanitaires

Etude de terrain sur les négociations humanitaires

Small Grant 2004 – Subvention de CHF 31'800

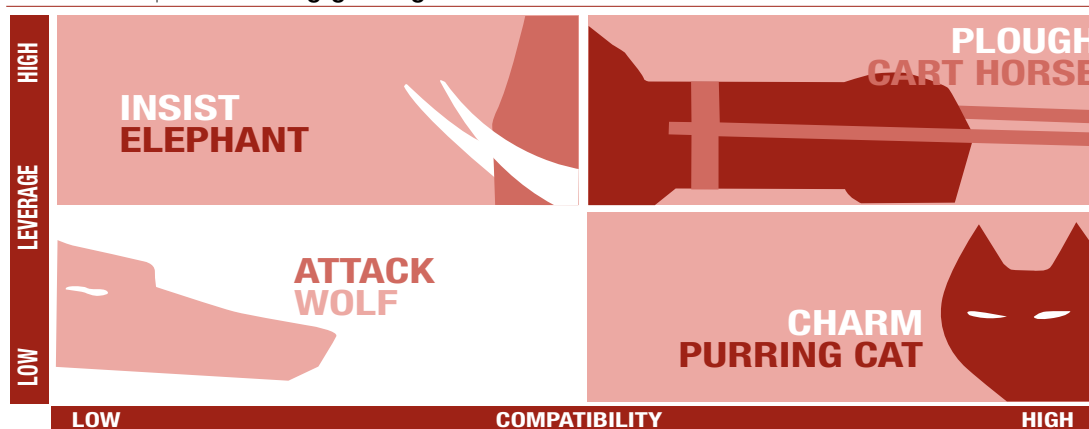
Cette étude de la pratique sur le terrain des négociations humanitaires analysa les facteurs qui empêchent et permettent des négociations humanitaires réussies dans quatre pays, tous en situation d'urgence humanitaire. Les résultats de l'étude constituèrent pour les organisations humanitaires et de droits de l'homme un livre de recommandations qui facilita leur réflexion et pratiques dans la conduite des négociations.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Centre pour le dialogue humanitaire (CDH) Comité international de la Croix-Rouge (CICR) Institut universitaire d'études du développement (IUED) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) Université de Genève (UNIGE)	<b>Hugo Slim</b> , CDH (coordinateur) <b>Deborah Mancini</b> , CDH <b>Claire Bellmann</b> , CICR <b>André Picot</b> , CICR <b>Jean-Pierre Gontard</b> , IUED <b>Roy Herrmann</b> , UNHCR <b>Jean Rossiaud</b> , UNIGE <b>Michel Veuthey</b> , UNIGE

## Résultats principaux:

- ▶ Manuel : *Humanitarian Negotiation – A Handbook for Securing Access, Assistance and Protection for Civilians in Armed Conflicts*, Deborah Mancini-Griffoli, André Picot, Centre for Humanitarian Dialogue, October 2004
- ▶ Article : «Négociation humanitaire» in *UN Special*, 20 octobre 2005
- ▶ Article : «Négocier l'accès humanitaire» in *Le Temps*, 26 janvier 2006
- ▶ Conférence : «L'engagement des acteurs armés non étatiques : Peuvent-ils contribuer à l'action humanitaire?», table ronde, IUHEI, 3 avril 2007
- ▶ Entretien sur Espace 2 (TSR) «Les temps qui courent», mars 2006

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/slim](http://www.ruig-gian.org/slim)



*The compatibility and leverage matrix helps identify compatibility and how much leverage you have when you start your actual negotiation. Your relative position on this matrix suggests a corresponding approach to adopt when you start discussions with your counterpart. As an aid, we have assigned an animal type to each position that best symbolises that position and the corresponding approach. Humanitarian Negotiation Handbook, p. 91.*

## Les causes structurelles de la violence

Les causes structurelles de la violence : une analyse à travers le filtre des droits de l'homme

Appel d'offres 2002 – Subvention de CHF 325'000

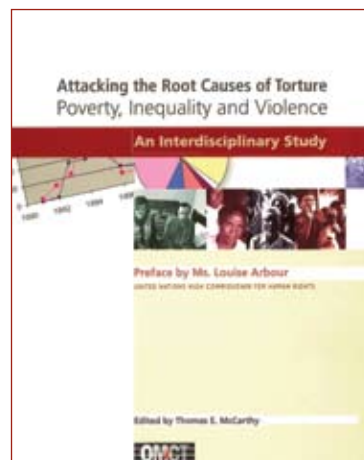
Dans le cadre des mécanismes internationaux de défense des droits de l'homme, la lutte contre la torture, les mauvais traitements, les disparitions forcées, les exécutions sommaires et autres atteintes à l'intégrité physique et psychologique de la personne s'est développée essentiellement par la dénonciation de cas, par l'établissement d'un système normatif ainsi que par la recherche de mécanismes juridiques ou autres permettant d'en garantir le respect. Alors que l'impact des facteurs socio-économiques sur l'émergence de la violence avait déjà fait l'objet d'études, le champ de recherche demeurait largement ouvert quant à l'approche de cette question à travers le prisme des droits de l'homme. En d'autres termes, le lien entre d'une part la jouissance des droits économiques, sociaux et culturels et, d'autre part, les violations des droits civils et politiques, tels que le droit à la vie et la protection contre la torture, devait être encore examiné. Ainsi, ce projet de recherche examina l'impact exercé par la non-jouissance des droits économiques, sociaux et culturels dans la survenance de la torture, de mauvais traitements, de disparitions forcées, d'exécutions sommaires et d'autres atteintes à l'intégrité physique et psychologique.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Organisation mondiale contre la torture (OMCT) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Bureau international du travail (BIT) Université de Lausanne (UNIL) Université de Genève (UNIGE)	<b>Eric Sottas</b> , OMCT (coordinateur) <b>Thomas McCarthy</b> , OMCT <b>Andrew Clapham</b> , IUHEI <b>José B. De Figueiredo</b> , BIT <b>Pierre De Senarclens</b> , UNIL <b>Giorgio Malinverni</b> , UNIGE <b>Yves Berthelot</b> , CEE-ONU <b>Miloon Khotari</b> , Rapporteur spécial sur le logement convenable <b>Rodolfo Stavenhagen</b> , Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones <b>Théo Van Boven</b> , Rapporteur spécial sur la torture François Beaujolin, Université Paris XII, Val de Marne

### Résultats principaux :

- ▶ Publication : *Attacking the Root Causes of Torture : Poverty, Inequality and Violence*, Thomas McCarthy, 2006
- ▶ Article : *Agrarian Policy, Human Rights and Violence in Egypt, Information and Recommendations for the European Union*, 2005
- ▶ Conférence internationale : «Poverty, Inequality and Violence : Is There a Human Rights Response ?» OMCT, Genève, 4 octobre 2005
- ▶ Présentation : Conférence de la sous-commission du Parlement européen aux droits de l'homme, novembre 2005
- ▶ Séminaire : «2007 Special Procedures Seminar», Genève, 18-22 juin 2007

Pour en savoir plus : <http://www.ruig-gian.org/sottas>  
<http://www.omct.org>



## Guide des coûts et rejets de polluants

Guide des coûts pour l'implémentation du protocole CEE-ONU sur les registres des rejets et des transferts de polluants (PRTR)

Small Grant 2005 – Subvention de CHF 48'064

L'objectif de ce projet fut de développer un guide des coûts afin d'assister les signataires du Protocole sur les registres des rejets et des transferts de polluants (PRTR) de la CEE-ONU pour l'implémentation du Protocole en leur offrant une analyse des options d'économies. Le guide doit également aider les pays hésitants à signer le Protocole à évaluer rapidement les coûts qu'engendrerait leur engagement, le but étant de chercher à accélérer la diffusion du système du PRTP dans le monde.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU) Université de Milan (UNIMI) Université de Genève (UNIGE)	<b>Michael Stanley-Jones</b> , CEE-ONU (coordinateur) <b>Laura Altinger</b> , CEE-ONU <b>Pietro Rabassi</b> , UNIMI <b>Kevin Wilkinson</b> , UNIGE

### Résultats principaux :

- ▶ Guide de coûts afin d'assister les signataires du Protocole sur les registres des rejets et des transferts de polluants (PRTR) de la CEE-ONU pour l'implémentation du Protocole

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/altinger](http://www.ruig-gian.org/altinger)



## Réduction des risques : Pakistan du nord

Renforcer les outils de la prise de décision en matière de réduction des risques  
Une étude de cas au Pakistan du nord

Small Grant 2006 – Subvention de CHF 48'900

Les dangers dus aux risques naturels et les populations exposées sont en augmentation, spécialement dans les zones côtières, et les régions montagneuses, où plus de gens continuent de vivre. Les désastres naturels créent des crises humanitaires et ont un sérieux impact sur le but de réduction de la pauvreté. Les tremblements de terre et les tsunamis continuent de causer un nombre croissant de morts mais plus de risques communs, spécialement les inondations, les glissements de terrain et les chutes de débris – affectent un grand nombre de gens et leurs moyens d'existence.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Union mondiale pour la nature (UICN) Université de Lausanne (UNIL) Institut universitaire d'études du développement (IUED) Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)	<b>Karen Sudmeier-Rieux</b> , UICN (coordinatrice) <b>Simon Rietbergen</b> , UICN <b>Michel Jaboyedoff</b> , UNIL <b>Ronald Jaubert</b> , IUED <b>Pascal Peduzzi</b> , PNUE-GRID-EUROPE

### Résultats principaux:

- ▶ Etude d'une image satellite profilant les glissements de terrain dans les zones affectées par l'EQ le 01.03.07
- ▶ Entraînement basique en GIS pour l'équipe planifiée dans le gouvernement AJK le 01.04.07
- ▶ Publication mettant en évidence une approche multidisciplinaire pour comprendre la réduction des risques de désastre

Pour en savoir plus: [www.ruig-gian.org/sudmeier-rieux](http://www.ruig-gian.org/sudmeier-rieux)

*Scrap iron collector amid landslides due to heavy rains following 2005 Kashmir earthquake near Pattika, Neelum valley.  
Photo: Abdur Rauf Qureshi, IUCN-Pakistan, 2007.*



# Commission de consolidation de la paix des Nations Unies

La Genève internationale et la Commission de consolidation de la paix des Nations Unies

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 20'000

Le Centre de politique de sécurité (GCSP) lança au début de l'année 2006 un projet intitulé «La Commission de consolidation de la paix des Nations Unies et la Genève internationale». L'objectif principal de ce projet était d'évaluer les implications pour la Genève internationale de la nouvelle Commission de consolidation de la paix (CCP) des Nations Unies. Le but de ce «Small Grant» fut d'aider le GCSP et ses partenaires à publier les résultats du projet ainsi qu'à mettre sur pied une série d'événements publics autour de ces questions pour réunir les partenaires clés présents à Genève.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Centre de politique de sécurité (GCSP) Bureau Quaker auprès des Nations Unies (QUNO) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI)	<b>Fred Tanner</b> , GCSP (coordinateur) <b>Raj Rana</b> , GCSP <b>Andreas Schütz</b> , GCSP <b>David Atwood</b> , QUNO <b>Peter Bachelor</b> , PNUD <b>Keith Krause</b> , IUHEI

## Résultats principaux:

- ▶ Une plate-forme pour la paix : synthèse du projet «La Commission de consolidation de la paix des Nations Unies et la Genève internationale», 2007
- ▶ Conférence «La construction de la paix et la Genève internationale», GCSP, 12 septembre 2007
- ▶ Conférence «Le défi de la construction de la paix – Contribution de la «Genève internationale», Palais des Nations, 6 novembre 2007

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/tanner](http://www.ruig-gian.org/tanner)

*At the opening of the conference “Our Common Peacebuilding Challenge - The Contribution of International Geneva”, 6 November 2007 at the Palais des Nations. From left to right Yukio Takasu (Chairperson, Peacebuilding Commission), Sergei Ordzhonikidze (Director-General, UNOG), Fred Tanner (Director, GCSP), Carolyn McAskie (Assistant Secretary-General). Photo: Patrick Bertschmann*



## Détention de migrants

Projet global sur la détention : cartographie de l'évolution de la détention de migrants à l'ère de la mondialisation

Appel d'offres 2006 – Subvention de CHF 200'000

Les déplacements transnationaux de populations sont l'un des phénomènes caractéristiques du XXI<sup>e</sup> siècle. Un fort pourcentage de migrants internationaux sont des «migrants en situation irrégulière», qui traversent les frontières sans papiers ni visas valables. Il semble que l'augmentation de la coopération internationale en matière de migrations ait coïncidé avec une réduction des garanties légales accordées aux migrants dans les pays hôtes. On constate que la coopération a conduit de plus en plus d'Etats, notamment ceux qui bordent la partie «nord» du globe, à adopter des contrôles plus stricts pour endiguer le mouvement migratoire. Une forme de ces contrôles est l'utilisation accrue de centres de détention et de camps d'internement pour gérer les migrations. Le but de ce projet fut d'analyser les conditions et les facteurs qui contribuent à la détention de migrants internationaux «irréguliers». Il eut deux objectifs principaux : 1) examiner si, et dans quelle mesure, des Etats ont renforcé leurs activités de détention ces dernières années, et quels revirements cela a pu provoquer dans leurs engagements pour des normes internationales ; 2) chercher à comprendre les différents facteurs qui poussent des pays à choisir la détention pour réagir aux migrations, et analyser le pourquoi de certaines politiques de détention particulières.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Bureau international du travail (BIT) Centre universitaire de droit international humanitaire (CUDIH) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) Organisation internationale pour les migrations (OIM)	<b>David Sylvan</b> , IUHEI (coordinateur) <b>Michael Flynn</b> , IUHEI <b>Cecilia Cannon</b> , IUHEI <b>Andrew Clapham</b> , IUHEI <b>Navitri Putri</b> , IUHEI <b>Beate Andrees</b> , BIT <b>Vincent Chetail</b> , CUDIH <b>Jeffery Crisp</b> , UNHCR <b>Charles Harns</b> , OIM <b>Anna Gallagher</b> , International Detention Coalition <b>Mariette Grange</b> , Conseil international pour l'étude des droits humains

### Résultats principaux :

- Base de données contenant des informations sur les emplacements d'établissements de détention de migrants, sur les types d'établissements utilisés (centre d'admission ou d'expulsion, prisons ordinaires, camps inofficiels ou temporaires), sur la démographie des détenus et les motifs de détention dont il est fait état, sur le nombre de personnes que peut contenir chaque centre, les conditions de vie qui y règnent, les dirigeants de ces établissements et le statut administratif des détenus, 2007-2008

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/sylvan](http://www.ruig-gian.org/sylvan)



Page d'accueil du site Internet «Global Detention Project».

## Partenariats publics-privés

Créer une nouvelle dynamique de partenariats publics-privés (PPP) pour un développement harmonieux et durable : sécurité humaine et accès équitable aux ressources dans les pays au stade «pré-PPP»

Appel d'offres 2005 – Subvention de CHF 309'000

Cette recherche se proposa de répondre aux questions suivantes : les partenariats entre pouvoirs publics, entreprises privées et organisations non-gouvernementales peuvent-ils être un moyen pour promouvoir le développement économique dans les pays en transition, grâce à la mise à disposition d'infrastructures de qualité, accessibles de façon équitable à l'ensemble de la population, tout en préservant l'environnement et notamment les ressources non renouvelables et en contribuant à la sécurité des pays concernées ? La recherche approfondit non seulement ces questions, mais développa aussi des critères de référence permettant aux partenaires d'évaluer leur propre degré de contribution au développement économique durable, à l'accès équitable aux infrastructures et à la sécurité.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR) Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CEE-ONU)	<b>Paolo Urio</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Marco Giugni</b> , UNIGE (co-coordinateur) <b>Olivier Brenninkmeijer</b> , UNIDIR <b>Patricia Lewis</b> , UNIDIR <b>Thomas Zacharewicz</b> , UNIDIR <b>Tatiana Chernyavskaya</b> , CEE-ONU <b>Geoffrey Hamilton</b> , CEE-ONU <b>Angang Hu</b> , Université Tsinghua, Beijing, Chine <b>Yongheng Yang</b> , Université Tsinghua, Beijing, Chine <b>Oleg Nikolaevich Gurynenko</b> , Institut polytechnique de Kiev, Ukraine <b>Agata Koslowska</b> , Investment Support, Varsovie <b>Vladimir Varnavsky</b> , Institut de l'économie mondiale et des relations internationales, Académie russe des sciences

### Résultats principaux :

- ▶ Article : «Sous quelles conditions les partenariats public-privé (PPP) peuvent-ils améliorer l'efficacité, l'équité, la sécurité et le développement durable dans les pays se trouvant au niveau pré-PPP ?», Paolo Urio, 2007
- ▶ Présentation de l'étude comparative et des lignes principales à une conférence internationale, Israël, 5 juin 2007
- ▶ Présentation de la recherche à la Faculté d'économie de l'Université de Rome, Tor Vergata, 24 juin 2007
- ▶ Présentation du projet à la rencontre annuelle de la CEE-ONU, Genève, 30 septembre 2006
- ▶ Présentation des résultats de la recherche à China Executive Leadership Academy Pudong (CELAP), Shanghai, 25 octobre 2007
- ▶ Présentation des résultats de la recherche à l'Université Tsinghua, Beijing, 31 octobre 2007
- ▶ Rencontre d'experts, Palais des Nations, 13 novembre 2007

Pour en savoir plus : <http://www.ruig-gian.org/urio>



## Enseignement en ligne - Genre et développement

Projet d'enseignement en ligne en genre et développement

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 49'299

Malgré les efforts déployés depuis plus de trois décennies et à différents niveaux – international, national, dans les organisations de base, les ONG, les mouvements de femmes – force est de constater que les inégalités entre hommes et femmes persistent. Ces inégalités sont éthiquement inacceptables et entravent par ailleurs un développement équitable et durable. Un nouveau champ de savoir interdisciplinaire «femmes/genre et développement» s'est construit à partir des années 1970. Reconnaisant sa pertinence, l'IUED a construit un «Pôle genre et développement» comme espace et perspective traversant l'ensemble de ses activités d'études et de recherche en développement. L'offre de formation dans le champ genre et développement reste encore insuffisante dans le monde francophone. Afin de répondre à la demande croissante de formations novatrices et de qualité, le Pôle genre et développement de l'IUED créa le premier cours d'enseignement en ligne en français en genre et développement.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire d'études du développement (IUED) Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) Organisation internationale de la francophonie (OIF) Direction du développement et de la coopération suisse (DDC)	<b>Christine Verschuur</b> , IUED (coordinatrice) <b>Ingeborg Breines</b> , UNESCO <b>Emmanuelle Chauvet</b> , IUED <b>Claudy Vouhé</b> , enseignante indépendante

### Résultats principaux :

- ▶ Elaboration et mise en œuvre d'un module de formation en ligne aux concepts et théories de base du genre et développement
- ▶ Formation de 16 étudiant-e-s
- ▶ Constitution d'une équipe d'enseignantes en genre formées à la formation en ligne et basées dans différentes institutions d'Afrique de l'Ouest et à Genève
- ▶ Mise en réseau d'institutions partenaires basées en Afrique de l'Ouest et à Genève

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/verschuur](http://www.ruig-gian.org/verschuur)  
[www.genre-dev.org](http://www.genre-dev.org)



*Travail en ligne d'une étudiante africaine dans le centre informatique de l'IPD/AOS, partenaire du projet à Ouagadougou (septembre 2007).  
 Photo : © Claudy Vouhé.*

## Emploi dans les situations de conflit

Renforcer l'emploi et autres dimensions socio-économiques relatives en réponse aux situations de conflit et de catastrophe naturelle

Appel d'offres 2003 – Subvention de CHF 190'000

Ce projet conduisit une étude de l'emploi et des dimensions socio-économiques qui s'y rattachent dans le contexte des conflits armés, des crises socio-économiques ainsi que des catastrophes naturelles. Cette recherche fut conçue comme une contribution originale à la compréhension des enjeux du développement durable et des relations sociales équitables, en termes de potentiels de dégradation des conditions d'existence et d'emploi, et de désintégration sociale dont s'accompagnent les différentes typologies de crises considérées.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) Bureau international du travail (BIT) Université de Genève (UNIGE) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Institut universitaire d'études du développement (IUED)	<b>Daniel Warner</b> , IUHEI (coordinateur) <b>Mohammad-Reza Djalili</b> , IUHEI <b>Luca Fedi</b> , IUHEI <b>Victor-Yves Ghebali</b> , IUHEI <b>Pape Ndiaye Diouf</b> , IUED <b>Jeffery Crisp</b> , UNHCR <b>Eugenia Date-Bah</b> , BIT <b>Donato Kiniger-Passigli</b> , BIT <b>Alessandra Fioravanti-Levy</b> , UNIGE <b>Paul Hulshoff</b> , PNUD

### Résultats principaux :

- ▶ Publications : *Synthesis Report and Case Studies : Strengthening Employment in Response to Crises*, BIT, octobre 2005 :  
*Supporting the Private Sector and Social Partners in Response to Conflicts and Natural Disasters (Vol. I)*  
*Promoting Livelihood and Coping Strategies of Groups Affected by Conflicts and Natural Disasters (Vol. II)*  
*Strengthening Crisis Prevention Through Early Warning Systems (Vol. III)*  
Publication : *Employment in Response to Crises, An Analytical Report of the Research Project "Strengthening Employment in Response to Crises"*, IUHEI
- ▶ Publication : *Guidelines for Employment in Crises*, IUHEI
- ▶ Conférence internationale sur le travail décent en réponse à la crise, BIT, Genève, 17 novembre 2005

Pour en savoir plus : <http://www.ruig-gian.org/warner>  
<http://www.ilo.org/public/english/employment/crisis/>



*Rebuilding boats and livelihoods after the tsunami in Meunasah Tuha village, Indonesia, 2005. Photo : ©ILO/T. Falise.*

## Respect du droit humanitaire et des droits de l'homme

Analyse des critères et des conditions pour engager les acteurs armés non étatiques au respect du droit humanitaire et des droits de l'homme

Small Grant 2007 – Subvention de CHF 45'008

Ce projet eut pour objectif l'organisation d'une conférence destinée à soutenir une approche visant à engager les acteurs non étatiques à respecter le droit humanitaire et les droits de l'homme. Cette initiative visa aussi bien les agences onusiennes que des ONG ou encore des institutions académiques. L'objectif central de la rencontre fut de lancer une réflexion sur les politiques à mener par les organisations humanitaires et les preneurs de décisions.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) Appel de Genève Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)	<b>Daniel Warner</b> , IUHEI (coordinateur) <b>Jean-Damascène Gasanabo</b> , Appel de Genève <b>Elisabeth Reusse-Decrey</b> , Appel de Genève <b>Patricia Lewis</b> , UNIDIR

### Résultats principaux :

- Conférence «Critères et conditions à l'engagement d'acteurs armés non étatiques au respect du droit international humanitaire et des droits de l'homme» les 4 et 5 juin 2007 à l'OMM

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/warner07](http://www.ruig-gian.org/warner07)



*Les prisonniers de guerre doivent être traités et protégés humainement contre la violence et l'intimidation par tous les acteurs d'un conflit, Cambodge, 1995. Photo: CICR / Thomas PIZER.*

# Analyse linguistique et collocations

Analyse linguistique et extraction de collocations

Appel d'offres 2001 – Subvention de CHF 234'000

La communication interculturelle, notamment dans les organisations internationales, pose fréquemment le problème de la bonne compréhension des expressions idiomatiques, c'est-à-dire des expressions à mots multiples, dont le sens collectif diffère du sens individuel de chaque mot. Ce problème prend une importance critique lorsqu'une telle expression se rencontre dans un texte de négociation ou dans un accord de nature juridique. Il est alors indispensable, tant pour les participants aux négociations que pour les traducteurs, d'être en mesure de reconnaître que le groupe de mots considéré est en fait une expression à mots multiples, d'en comprendre le sens dans la langue source et d'en retrouver rapidement la traduction exacte dans les différentes langues cibles. L'objectif principal de ce projet fut la conception et le développement d'un système informatique d'extraction terminologique capable de traiter les expressions à mots multiples basé sur une analyse linguistique détaillée

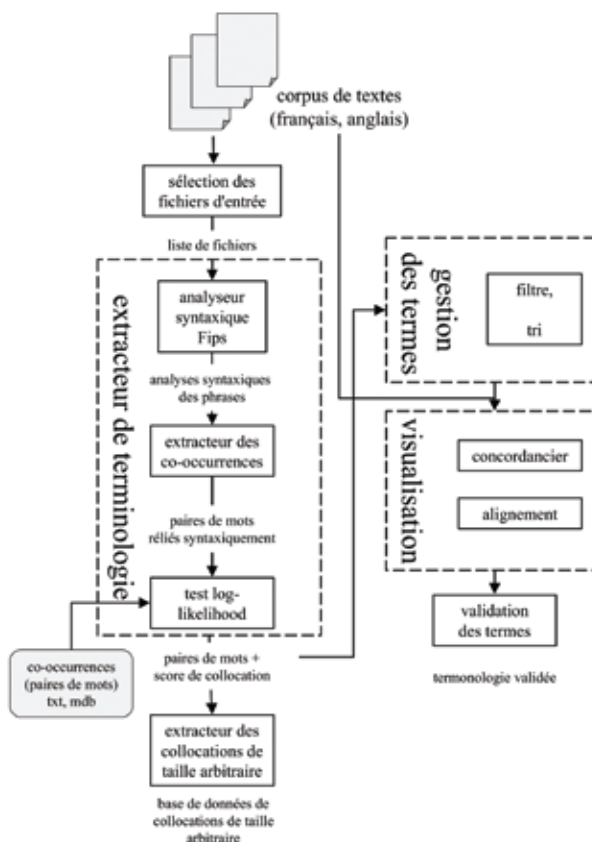
Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
Université de Genève (UNIGE) Organisation mondiale du commerce (OMC)	<b>Eric Wehrli</b> , UNIGE (coordinateur) <b>Luka Nerima</b> , UNIGE <b>Maria-Violeta Seretan</b> , UNIGE

## Résultats principaux :

- ▶ Base de données pour l'extraction de collocations et la traduction
- ▶ Article : «Analyse linguistique et extraction de collocations», Luka Nerima, Violeta Seretan, Eric Wehrli, 2004
- ▶ Article : «Le problème des collocations en TAL», 2006
- ▶ Séminaire de recherche LATL, Département Linguistique de l'Université de Genève, décembre 2002
- ▶ Présentation à la Conférence EACL'03, Budapest, avril 2003
- ▶ Présentation à l'Ecole Doctorale Lémanique, Université de Genève, mai 2003
- ▶ Présentation à la Conférence RANLP'03, Borovetz, Bulgarie, septembre 2003
- ▶ Présentation à la journée Portes ouvertes de l'informatique, CUI, Université de Genève, novembre 2004

Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/wehrli](http://www.ruig-gian.org/wehrli)

## Architecture détaillé du système développé



## Media21 : formation en journalisme global

Media21 : un programme de formation en journalisme global à Genève

Small Grant 2006 – Subvention de CHF 48'300

Genève est un centre de gouvernance mondiale où sont discutés une grande partie des enjeux cruciaux de la planète : santé, commerce, climat, eau, efforts de paix, migrations, humanitaire, droits de l'homme, développement durable, internet, etc. Peu de gens, dans le monde comme en Suisse, perçoivent l'ampleur de ce rôle. De nombreux chercheurs universitaires, des dizaines d'institutions internationales et des milliers d'acteurs travaillant activement sur ces enjeux font de Genève un gisement d'information et d'expertise formidable, mais peu exploité. Dans la région lémanique, des dizaines d'entités sont impliquées d'une façon ou d'une autre dans l'interaction entre médias et enjeux globaux. Le Sommet mondial sur la société de l'information a confirmé le rôle important de Genève dans la régulation des nouvelles technologies de l'information. Ce programme novateur de formation internationale est apparu comme un moyen efficace d'accroître l'attrait médiatique et la notoriété de Genève, tout en permettant de communiquer largement les défis majeurs de l'humanité. Le projet mit en place des ateliers de formation continue à Genève pour des journalistes expérimentés du monde entier. Le projet Media21 pourrait à terme proposer un Master en journalisme global en collaboration avec une institution universitaire.

Institutions partenaires	Equipe de recherche : membres principaux
InfoSud, Agence de presse et réseau médias Institut universitaire d'études du développement (IUED) Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Organisation météorologique mondiale (OMM) Organisation internationale pour les migrations (OIM) Service de l'information de l'Office des Nations Unies à Genève (ONUG)	<b>Daniel Wermus</b> , InfoSud (coordonateur) <b>Edward Girardet</b> , InfoSud <b>Michel Carton</b> , IUED <b>Elena De la Rosa</b> , IUED <b>Marie Heuzé</b> , ONUG <b>Carine Richard Van Maele</b> , OMM <b>Jean-Philippe Chauzy</b> , OIM <b>Jean Fabre</b> , PNUD <b>Alain Modoux</b> , Orbicom

### Résultats principaux :

- ▶ Enseignement : formation «Traquer le changement climatique» 4-18 juin 2007 et 19-23 novembre 2007 ; cinq ateliers (paix, climat, santé, finances, migrations) sont prévus en 2008 ainsi que trois ateliers sur les mécanismes internationaux des droits de l'homme. Au total 200 journalistes formés au contact de 200 experts et acteurs de la Genève internationale de juin 2007 à décembre 2008
- ▶ Site internet du Réseau de journalisme global – Genève ([www.media21geneva.org](http://www.media21geneva.org))
- ▶ Programme Média21 – Etude de faisabilité, avril 2007
- ▶ Liste de 150 institutions et personnalités de la région genevoise actives dans l'information sur les enjeux globaux
- ▶ Réseau de 70 institutions (OI, ONG, entreprises, équipes universitaires, institutions médiatiques, administrations suisses et étrangères) ayant fourni des appuis opérationnels au programme Media21. Réseau mondial (200 membres en mai 2008) de journalistes, réalisateurs et éditeurs partageant le concept Media21 de journalisme global



Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/wermus](http://www.ruig-gian.org/wermus)  
[www.media21geneva.org](http://www.media21geneva.org)

*Une rencontre à la Villa Rigot pour discuter du projet «Media21», mars 2007.*

## Travail décent dans le secteur de la construction

Promouvoir le travail décent dans la construction et les services apparentés :  
le rôle-clé des autorités locales

Appel d'offres 2005 – Subvention de CHF 209'000

Qu'est-ce que le travail décent ? Est-il différent d'un emploi bien rémunéré, ou d'un environnement de travail sûr ? Comment les autorités locales peuvent-elles le promouvoir ? Telles sont les questions auxquelles répondit le projet. Les autorités locales jouent un rôle important dans le développement économique local et national, notamment à travers une série de politiques et de programmes dans le secteur de la construction et les services relatifs. La recherche formula et testa une méthodologie qui combine des informations et des données qualitatives et quantitatives. L'objectif principal fut de définir et valider un groupe de critères pour évaluer la capacité des autorités locales de promouvoir le travail décent dans le secteur de la construction.

Institutions partenaires	Equipe de recherche: membres principaux
Bureau international du travail (BIT) Université de Genève (UNIGE)	Edmundo Werna, BIT (coordinateur) Roderick J. Lawrence, UNIGE Mariana Paredes Gil, UNIGE Yves Flüeckiger, UNIGE Cédric Lambert, UNIGE

### Résultats principaux:

- ▶ Article: "Promoting Decent Work in the Construction Sector: The Role of Local Authorities", Roderick J. Lawrence et al., in *Habitat International*, Vol. 32, N° 2, 2008: pp.160-171
- ▶ Article: "Decent Work in Santo André: Results of a Multi-method Case Study", Mariana Paredes Gil et al., in *Habitat International*, Vol. 32 N° 2, 2008: pp. 172-179
- ▶ Publication: *Promouvoir le travail décent dans la construction et les services relatifs: le rôle clé des autorités locales*, Mariana Paredes Gil, Roderick J. Lawrence, Yves Flüeckiger, Cédric Lambert, Beacon Mbiba, Jill Wells, Edmundo Werna, 2007
- ▶ Atelier sur la promotion du travail décent, World Urban Forum III, Vancouver, 19 juin 2006
- ▶ Atelier international «La promotion du travail décent dans la construction et les services apparentés: le rôle-clé des autorités locales», BIT, Genève, 12 décembre 2006



Pour en savoir plus : [www.ruig-gian.org/werna](http://www.ruig-gian.org/werna)  
[www.ilo.org/public](http://www.ilo.org/public)

## Statuts du RUIG : Acte constitutif et règlement interne

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DIX NEUF et le TRENTE SEPTEMBRE

Par-devant Me Pierre NATURAL, notaire à Genève, soussigné, ONT COMPARU

1.-M. Maurice BOURQUIN, recteur, agissant au nom et pour le compte de : L'UNIVERSITE DE GENEVE, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes en vertu de l'article 11 de la loi sur l'Université.

2. Monsieur Peter TSCHOPP, agissant au nom et pour le compte de : L'INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ETUDES INTERNATIONALES, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes en vertu de la décision du Conseil de fondation de l'Institut universitaire de hautes études internationales, ci-annexée.

3. Monsieur Jean Luc MAURER, directeur, agissant au nom et pour le compte de : L'INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ETUDES DU DEVELOPPEMENT, ayant tous pouvoirs aux fins des présentes en vertu de la décision du Conseil de la fondation de l'Institut universitaire d'études du développement, ci-annexée.

Lesquels ont, par les présentes, requis le notaire soussigné de dresser acte authentique de la Fondation qu'ils déclarent constituer aux termes du présent acte et dont les statuts sont ainsi adoptés :

### Préambule

Les signataires de l'acte de fondation entendent, par la création de cette Fondation, promouvoir le rôle de Genève au service de la paix, des droits de l'homme, des relations sociales équitables et du développement durable.

### Article 1 - Constitution

Il est constituée une fondation de droit privé au sens des articles 80ss du code civil sous le nom RESEAU UNIVERSITAIRE INTERNATIONAL DE GENEVE RUIG.

### Article 2 - Siège, durée et surveillance

- A) La Fondation a son siège à Genève.
- B) Sa durée est indéterminée.
- C) Elle est placée sous la surveillance du Département fédéral de l'intérieur.

### Article 3 - But

- A) La Fondation a pour but de mettre en réseau des institutions universitaires de Genève, de Suisse et de l'étranger et des organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales par la création de programmes d'activités conjoints dans le domaine des relations internationales.
- B) Les programmes conjoints porteront sur les domaines de l'enseignement, de la formation continue, de la recherche et des services.
- C) A cette fin, la Fondation peut conclure des conventions de coopération avec toutes fondations, institutions ou organisations poursuivant des activités compatibles avec son propre but.

### Article 4 - Ressources

- 1. Les ressources de la Fondation sont
  - a) le capital de dotation et les intérêts qu'il produit ;
  - b) tout don, legs ou contribution qui pourraient lui être faits par des tiers ;
  - c) toute subvention ou contribution de la Confédération ou d'autres institutions publiques ou privées.
- 2. Le capital de dotation, entièrement versé, s'élève à Fr. 100'000. Il est fourni par les trois institutions universitaires fondatrices, à savoir l'Université de Genève, l'Institut universitaire de hautes études internationales et l'Institut universitaire d'études du développement, à raison d'un tiers chacune.

### Article 5 - Organes

Les organes de la Fondation sont le Conseil, le Bureau du Conseil, le Comité scientifique et l'organe de contrôle.

### Article 6 - Composition du Conseil

A.- Le Conseil, organe suprême de la Fondation, est composé de quinze membres au plus, soit :

1) Les six membres ex officio :

- Un membre désigné par le Département fédéral de l'intérieur ;
- Un membre désigné par le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève ;
- Un membre désigné par le Conseil académique de l'Université de Genève ;
- Un membre désigné par le Conseil de fondation de l'Institut universitaire de hautes études internationales ;
- Un membre désigné par le Conseil de fondation de l'Institut universitaire d'études du développement ;
- Le Directeur de l'Office des Nations Unies à Genève ou son représentant.

B.- Les autres membres :

- - trois membres d'organisations internationales, gouvernementales ou non gouvernementales, établies à Genève, et désignés ad personam avec l'accord du Conseil, en raison de leurs compétences relatives au but de la Fondation.
- - six personnes au maximum cooptées par le Conseil en raison de leurs activités dans des domaines relevant du but de la Fondation.

B. La durée des mandats des membres du Conseil est de quatre ans, renouvelable une fois.

C.- Le Conseil élit en son sein son Président.

D.- Le Conseil élit, pour une période de deux ans renouvelable, en son sein, un Bureau composé de trois à cinq membres. Le Président du Conseil est membre ex officio du Bureau qu'il préside.

E.- Le Recteur de l'Université de Genève, le Directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales et le Directeur de l'Institut universitaire d'études du développement assistent aux séances du Conseil et du Bureau, avec voix consultative.

#### Article 7 - Bureau du Conseil

A.- Le Bureau a les pouvoirs que le Conseil lui délègue dans le Règlement interne de la Fondation.

B.- Le Bureau propose au Conseil la nomination d'un Secrétaire exécutif qui participe aux séances du Conseil, du Bureau et du Comité scientifique avec voix consultative.

#### Article 8 - Comité scientifique

A.- Le Comité scientifique, composé de personnalités de haut niveau issues du monde académique ou de la pratique et représentatives des domaines d'activités constituant la mission du RUIG, est un organe subsidiaire du Conseil de Fondation, à qui il adresse ses recommandations. Ses membres sont nommés par le Conseil, sur proposition du Bureau, pour une période d'au plus quatre ans renouvelable. Le nombre de membres est décidé par le Conseil, sur proposition du Comité scientifique et du Bureau. Le Comité scientifique établit ses propres règles de fonctionnement, en conformité avec les Statuts et Règlement du RUIG.

B.- Avec l'accord du Secrétaire exécutif, le Comité scientifique peut faire appel à des experts extérieurs lorsque des circonstances particulières l'exigent.

C.- Le Comité scientifique élit en son sein son Président.

D.- Le Président du Comité scientifique participe aux séances du Bureau et du Conseil, ex officio, en qualité d'observateur permanent.

#### Article 9 - Organe de contrôle

L'Organe de contrôle, désigné par le Conseil, établit un rapport annuel sur les comptes à l'intention du Conseil.

#### Article 10 - Règlement interne

Le Règlement interne de la Fondation détermine les compétences et l'organisation du Conseil, du Bureau, du Secrétaire exécutif et du Comité scientifique.

#### Article 11 - Dissolution

En cas de dissolution de la Fondation, ses actifs sont remis à des institutions poursuivant des buts identiques ou analogues, mais ne pourront revenir aux fondateurs.

### PREMIER CONSEIL DE FONDATION

Le premier Conseil de fondation est composé des membres désignés

ex officio :

- 1) Désigné par le Département Fédéral de l'Intérieur : Monsieur Charles KLEIBER, Secrétaire d'Etat au Département Fédéral de l'Intérieur, originaire de Moutier (Berne).
  - 2) Désigné par le Conseil d'Etat de la République et canton de Genève : Monsieur Jérôme KOEHLIN, chef du Protocole de la République et Canton de Genève, originaire de Genève.
  - 3) Désigné par le Conseil académique de l'Université de Genève : Monsieur Jean-Marie DUFOUR, conseiller juridique du CERN, de nationalité française.
  - 4) Désigné par le Conseil de fondation de l'Institut universitaire de hautes études internationales : Monsieur Jean-Pierre ROTH, vice-président de la Banque Nationale Suisse, originaire de Saxon.
  - 5) Désigné par le Conseil de fondation de l'Institut universitaire d'études du développement : Monsieur Emilio LUISONI, architecte, originaire de Stabio (TI).
  - 6) Le Directeur de l'Office des Nations Unies à Genève, Monsieur Vladimir PETROVSKY, de nationalité russe.
- Ulérieurement les membres du Conseil de fondation, compléteront le Conseil, conformément à l'article VI lettre B. des statuts.

### DONT ACTE

Fait et passé à Genève, en les bureaux du Rectorat de l'Université de Genève,

Et lecture faite, les comparants, en leurs dites qualités ont signé avec le notaire la présente minute.

Suivent les signature de :

Maurice BOURQUIN

Peter TSCHOPP

Jean-Luc MAURER

Pierre NATURAL, notaire

Enregistré à Genève, le 6 octobre 1999.

Vol. 1999 N°13689 – Taxation Fr 21.-

Selon notification du 16 novembre 1999

Sans renvoi – sans mots nuls. (signé : illisible)

Réseau universitaire international de Genève - RUIG

### REGLEMENT INTERNE

Conformément à l'article 10 des statuts, le présent Règlement interne définit les compétences et l'organisation du Conseil, du Bureau, du Secrétaire exécutif et du Comité scientifique.

#### A. Conseil

##### 1) Compétences

Le Conseil est l'organe suprême de la Fondation. Il a tous les pouvoirs nécessaires pour prendre toute décision qu'il estime être appropriée à la promotion ou à la réalisation du but de la Fondation.

En particulier, le Conseil exerce les tâches suivantes :

- Fixer la politique générale de la Fondation.
- Sélectionner les programmes d'activités et valider leur contenu.
- Décider de l'attribution des fonds aux programmes d'activités sélectionnés.
- Evaluer les résultats des programmes d'activités et renouveler leur accréditation.
- Assurer la cohérence et la visibilité du Réseau.



- Surveiller la gestion et l'administration de la Fondation.
- Approuver les règles relatives à l'orientation et à la gestion académique, financière et administrative des programmes d'activités qui lui sont soumises par le Bureau.
- Approuver les conventions visées à l'article 3, paragraphe 3 des Statuts.
- Approuver annuellement le budget et les comptes annuels sur proposition du Bureau.
- Nommer le Secrétaire exécutif sur proposition du Bureau.
- Nommer l'organe de contrôle.
- Décider du mode de signature.
- Modifier les statuts et le règlement interne.

#### 2) Organisation

Le Conseil se réunit au moins une fois par semestre sur convocation du Président ou sur demande de quatre membres du Conseil.

Les convocations doivent être adressées aux membres du Conseil au minimum quinze jours avant la date prévue pour la réunion.

Un membre ex officio empêché d'assister à une réunion peut exceptionnellement se faire remplacer.

Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Conseil est prépondérante.

Il est dressé un procès verbal des séances du Conseil.

Toute décision peut être valablement prise par correspondance, à moins qu'une discussion ne soit demandée par l'un des membres du Conseil.

Si tous les membres présents l'acceptent, des membres du Conseil peuvent verbalement participer à une réunion du Conseil au moyen d'une conférence par vidéo ou téléphone.

### B. Bureau

#### 1) Compétences

Le Bureau exerce les tâches suivantes, déléguées par le Conseil :

- Susciter l'élaboration de programmes d'activités du Réseau.
- Proposer au Conseil des programmes d'activités.
- Organiser la mise en oeuvre des programmes d'activités.
- Fixer les principes de gestion et les procédures de contrôle du fonctionnement de la Fondation.
- Proposer au Conseil les règles relatives à la sélection et à la gestion académique, financière et administrative des programmes d'activités.
- Chercher les financements permettant le développement des programmes d'activités.
- Soumettre à l'approbation du Conseil le budget et les comptes annuels.
- Veiller à la bonne exécution des décisions du Conseil.

#### 2) Organisation

Le Bureau se réunit au moins une fois par semestre sur convocation du Président du Conseil ou sur demande de deux membres du Bureau.

Un membre empêché ne peut pas se faire représenter.

Les décisions du Bureau sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas d'égalité des voix, celle du Président du Conseil est prépondérante.

Il est dressé un procès verbal des séances du Bureau.

Toute décision peut être valablement prise par correspondance, à moins qu'une discussion ne soit demandée par l'un des membres du Bureau.

Si tous les membres présents l'acceptent, des membres du Bureau peuvent verbalement participer à une réunion du Bureau au moyen d'une conférence par vidéo ou téléphone.

### C. Secrétaire exécutif

Le Secrétaire exécutif est chargé de la gestion courante de la Fondation. En outre, le Secrétaire exécutif a les tâches suivantes :

- Assurer le suivi des programmes d'activités.
- Veiller à la bonne coordination entre les institutions universitaires et les organisations internationales gouvernementales ou non gouvernementales qui participent au Réseau.
- Exécuter les tâches qui lui sont confiées par le Conseil et le Bureau dans le cadre de leurs compétences.
- Remettre chaque année un rapport d'activités au Conseil.
- Tenir les procès verbaux des séances du Conseil, du Bureau et du Comité scientifique.

### D. Comité scientifique

#### 1) Compétence

Le Comité scientifique est chargé d'assister le Conseil dans les questions de nature scientifiques.

#### 2) Organisation

Le Comité scientifique se réunit sur convocation du Conseil ou du Bureau lorsque les circonstances l'exigent.

Si tous les membres présents l'acceptent, des membres du Comité scientifique peuvent verbalement participer à une réunion de ce Comité au moyen d'une conférence par vidéo ou téléphone.

Le Conseil et le Bureau peuvent consulter le Comité scientifique par correspondance. Ils s'adressent au Président du Comité scientifique qui est chargé de réunir les avis des autres membres du Comité.

Genève, le 30 septembre 1999

Suivent les signatures de :

Maurice BOURQUIN

Peter TSCHOPP

Jean-Luc MAURER

Pierre NATURAL, notaire

Enregistré à Genève, le 6 octobre 1999

### Les principes directeurs du RUIG en matière de recherche

1. Le RUIG est un réseau international de recherche, créé sous la forme d'une Fondation de droit suisse, au mois d'octobre 1999 par l'Université de Genève, l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) et l'Institut universitaire d'études du développement (IUED). Sa mission est définie par ses statuts (en annexe) : elle consiste à faire interagir institutions académiques et organisations internationales -- gouvernementales et non-gouvernementales. Les principes directeurs définis ici ont pour objet la mise en oeuvre de ses statuts.

2. En vue de promouvoir le rôle de la Genève internationale et de la Suisse au service de la paix et de la justice, les activités du RUIG sont orientées vers l'action («action-oriented») et visent une application concrète des programmes dont il est l'initiateur. La décision du 3 mars 2002 de la Suisse d'entrer à l'ONU confère aux activités du RUIG une valeur accrue et le met dans une position privilégiée pour remplir sa mission.

3. Son programme est constitué par les grandes orientations prioritaires fixées par le Conseil de Fondation, qui sont :

- le développement durable ;
- les relations sociales équitables ;
- la mondialisation et le commerce international ;
- le dialogue et les rapports interculturels ;
- le droit humanitaire et les droits de la personne humaine.

Ses travaux, de caractère interdisciplinaire, associent les sciences humaines et sociales aux sciences de la nature et de l'ingénieur, ainsi qu'aux sciences exactes et aux technologies de l'information et de la communication.

4. Le RUIG finance des projets de recherche entrepris sous son autorité. Ces recherches sont exécutées par des équipes constituées sur la base de collaborations entre institutions universitaires et organisations internationales ainsi mises en réseau. Une mise au concours (appel d'offres) a lieu chaque année.

5. Le RUIG entretient des relations suivies avec les organisations internationales dans le but d'identifier des thématiques prioritaires à l'intérieur des cinq grandes orientations retenues. Avant chaque mise au concours, en principe, une concertation a lieu entre le RUIG et les organisations internationales dans le but de préciser ces thématiques prioritaires. Les propositions issues de la mise au concours sont évaluées par le Comité scientifique du RUIG qui établit un classement et soumet ses recommandations de financement au Conseil de Fondation.

6. De plus, le RUIG met également en oeuvre un programme de soutien (initiation de recherches, formations, services) et peut lancer dans ce but des projets de recherche spécifique sur des thèmes qui lui semblent d'intérêt prioritaire en suscitant des offres ciblées ou en prenant l'initiative de mettre en partenariat les institutions universitaires et les organisations internationales qui lui semblent le mieux aptes à les réaliser.

7. Le partenariat entre institutions universitaires et organisations internationales qui exécutent les projets approuvés par le RUIG est basé sur le principe de co-financement en espèces ou en nature. Le financement des projets ainsi approuvés est réalisé par les requérants, et en règle générale, le RUIG ajoute sa propre contribution. La part en nature et en espèces doit être dûment chiffrée dans les propositions de recherche soumises au RUIG.

8. Le RUIG s'efforce :

- en amont des projets de recherche, de trouver des financements extérieurs permettant d'accroître les ressources de base du RUIG mises à sa disposition par la Confédération suisse et la République et Canton de Genève ;
- pendant leur réalisation, d'assurer le suivi de leur exécution ;
- et en aval, de veiller à la valorisation ainsi qu'à la diffusion des résultats de recherche auprès des acteurs susceptibles d'être intéressés par leur application concrète.

Approuvés par le Conseil de Fondation du RUIG, le 28 mars 2002

Mise à jour : le 24 juin 2002

## Procédure relative au programme d'Appel d'offres (document de l'Appel d'offres 2005)

### Introduction : Un jeune réseau académique international

Le Réseau universitaire international de Genève (RUIG) soutient financièrement des activités de recherche qui mettent en relation des organisations internationales et des institutions académiques. Le RUIG est une fondation créée par les institutions publiques d'études supérieures de Genève: l'Université de Genève (Unige), l'Institut universitaire de hautes études internationales (IUHEI) et l'Institut universitaire d'études du développement (IUED), avec la collaboration de plusieurs organisations internationales, notamment l'Office des Nations Unies à Genève et le Comité international de la Croix-Rouge. Les signataires de l'acte de fondation entendent, par la création de cette structure, promouvoir le rôle de Genève et de la Suisse au service de la paix et de la justice. Le RUIG bénéficie du soutien de la Confédération suisse et de la République et canton de Genève.

L'un des premiers objectifs du RUIG est d'encourager la recherche et les activités académiques qui combinent les talents que l'on trouve au sein des organisations internationales et du milieu académique à Genève. Le RUIG souhaite également la participation d'autres universités en Suisse ou ailleurs, ainsi que celle d'autres organisations internationales, des ONG et du secteur privé. Soutenir financièrement des activités orientées vers la pratique et l'action dans le domaine des relations internationales, particulièrement celles qui contiennent une forte composante en recherche, est la caractéristique spécifique de ce nouveau réseau.

Le RUIG s'inscrit dans le cadre des institutions d'études supérieures suisses et de leur coopération avec le monde des organisations internationales. S'inspirant de «l'Esprit de Genève», il se met au service du rayonnement de la Suisse internationale et répond à l'idée de réseau, mis en exergue par le Parlement et le Conseil fédéral dans le cadre du «Message concernant la promotion de l'enseignement, de la recherche et de la technologie pour la période 2000-2003».

Le RUIG dispose de deux principaux instruments pour le financement des activités académiques : 1) l'Appel d'offres annuel concerne, essentiellement, les projets de recherche ; 2) le programme de «Small Grants» soutient diverses activités de recherche ou de formation jusqu'à concurrence de CHF 50'000.

Pour être retenus, les projets soumis au RUIG doivent répondre à des critères de qualité académique, d'utilité pratique et de viabilité financière. Chacun des projets est parrainé par l'une des trois institutions universitaires fondatrices ou une autre institution. L'institution concernée en garantit la qualité scientifique vis-à-vis du RUIG. Pour chaque projet, un partenariat avec une organisation internationale est requis.

### L'organisation du RUIG

Le RUIG est une fondation, placée sous la surveillance du Département fédéral de l'intérieur (Groupement de la science et de la recherche). Il est dirigé par un Conseil de fondation, assisté d'un Bureau et d'un Comité scientifique. Le Comité scientifique, composé de sept membres, évalue la qualité académique des projets qui sont soumis au RUIG et adresse ses recommandations au Conseil. Le Secrétaire exécutif assure la gestion du Réseau.

### Appel d'offres annuel

Le RUIG invite les intéressés à soumettre des projets qui comportent une forte composante en recherche dans le cadre de son appel d'offres annuel. Une enveloppe d'au moins CHF 1,8 million est disponible chaque année pour les projets approuvés dans le cadre de ce programme, à raison de CHF 500'000 maximum par projet (la plupart des subsides s'échelonnent entre CHF 100'000 et CHF 300'000). Ce financement est accordé à condition que l'équipe proposant le projet s'engage à garantir de son côté une participation substantielle.

La date limite pour soumettre des projets dans le cadre de ce programme annuel est fixée au premier mercredi du mois d'avril. Les requérants sont informés de la décision du Conseil de fondation au mois de juin suivant. Une partie du financement pourrait être débloquée avant le 1er septembre.

### Critères de sélection

Le soutien du RUIG peut être demandé pour des projets de recherche (ou des programmes d'études supérieures ou de formation ayant une forte composante en recherche) qui répondent aux critères suivants :

1) Etre de nature internationale et s'inscrire dans une thématique correspondant à au moins l'un des cinq domaines suivants :

- le développement durable ;
- les relations sociales équitables ;
- la mondialisation/le commerce international ;
- le dialogue et les rapports interculturels ;
- le droit humanitaire/les droits de la personne.

2) Impliquer un vrai partenariat entre le monde académique et au moins une organisation internationale, formalisé par une lettre d'engagement de chaque partie. Une participation en espèces ou en nature est attendue des partenaires.

3) Etre orientés vers l'action et menés selon une méthode interdisciplinaire ; les projets soumis au RUIG intéressent autant les sciences humaines et sociales que les sciences de la nature et celles de l'ingénieur.

4) Etre réalisables dans l'espace d'un ou deux ans, voire trois ans exceptionnellement.

Le Conseil de Fondation du RUIG met l'accent sur l'action et l'application pratique des connaissances. Les projets ne devraient pas avoir seulement une composante fondamentale de nature académique, mais aussi une composante pratique orientée vers des problèmes réels à propos desquels la société attend des solutions significatives à court ou à moyen terme. Le Conseil de Fondation privilégie les projets novateurs et ceux qui sont susceptibles de créer de nouvelles synergies.

Chaque équipe devrait comprendre un (ou des) représentant(s) d'au moins une des institutions fondatrices du RUIG (Unige, IUHEI ou IUED) et d'au moins une organisation internationale ayant une représentation à Genève et qui a donné son agrément. Pour les institutions académiques, ces «représentants» seront des membres du corps enseignant, ou d'autres collaborateurs rattachés aux institutions universitaires. La participation d'autres partenaires, par exemple, d'autres universités, du secteur privé ou des ONG, est souhaitable. Le RUIG encourage les requérants à rechercher des partenariats avec d'autres institutions, suisses ou étrangères.

Le principe retenu par le RUIG est celui du cofinancement. Chaque équipe doit établir qu'elle peut assurer un cofinancement substantiel du projet



qu'elle propose, qu'il provienne d'un autre bailleur de fonds ou qu'il soit en nature. Les équipes devront garantir également qu'elles disposent des infrastructures et moyens matériels nécessaires à l'exécution du projet proposé.

En principe, le RUIG n'entend pas financer les infrastructures, les équipements (ordinateurs ou autres), les frais de fonctionnement d'une entité déjà existante ou les salaires autres que ceux des assistants. Le RUIG ne souhaite pas non plus subventionner des centres ou institutions ayant besoin d'un soutien à long terme. Il est attendu des partenaires issus des institutions universitaires ou des organisations internationales qu'ils mettent à disposition leur infrastructure et du personnel dans le cadre du cofinancement.

Pour ne pas alourdir inutilement les structures administratives du RUIG, chaque projet est placé sous la responsabilité académique d'un «coordinateur de projet» et la gestion du personnel se fait selon les règles de l'une ou l'autre des trois institutions fondatrices. Ce système pragmatique permet d'éviter la dilution des responsabilités et de simplifier l'administration. Le soutien du RUIG doit être signalé sur les documents relatifs au projet et le logo du RUIG doit y figurer également si les circonstances s'y prêtent. Pour plus d'informations quant aux règles liées à l'octroi de subside du RUIG, les requérants peuvent se reporter au Règlement concernant les droits et devoirs des bénéficiaires de subsides du RUIG.

En cours de recherches ou à la fin de celles-ci, des conférences et des publications peuvent être réalisées. Les résultats des recherches seront valorisés au plan international grâce au réseau de correspondants que le RUIG constitue à partir de ses membres fondateurs et des organisations internationales sises à Genève.

#### **Procédure à suivre pour participer à l'Appel d'offres 2005**

Le coordinateur de projet doit soumettre au RUIG, sous forme électronique et également sous pli, avant le mercredi 6 avril 2005 (le cachet de la poste faisant foi), un projet de 5 à 15 pages plus annexes (en anglais ou en français) qui comprend les éléments suivants :

- Le formulaire de couverture du RUIG (ou les informations équivalentes) ;
- Un résumé du projet (une page maximum) ;
- Un état de la question et un exposé de la problématique, en mettant en évidence l'originalité et l'urgence des problèmes à traiter ;
- Les méthodes de travail qui seront utilisées ;
- Les collaborations et les partenariats envisagés avec le monde académique et les organisations internationales avec une description de l'équipe participante et quelques informations sur chaque membre de l'équipe ;
- Une liste des ouvrages fondamentaux auxquels l'équipe se référera dans sa recherche ;
- Les étapes de la recherche et les délais prévus pour sa réalisation ;
- Une estimation des résultats escomptés et leur utilisation ultérieure ;
- Un plan de financement accompagné d'informations détaillées quant à la distribution des fonds du RUIG et à l'apport en espèces ou en nature provenant de sources extérieures au RUIG (voir Exemple de présentation de budget en annexe) ;
- Une information concernant les infrastructures et moyens matériels nécessaires à l'exécution du projet (considérés comme contribution en nature des partenaires) ;
- Les lettres d'engagement formelles des membres de l'équipe et des différentes institutions participantes dans lesquelles il est indiqué leur contribution en espèces et/ou en nature (temps de travail, etc.). La version électronique de ces lettres n'est pas obligatoire, mais souhaitable.

#### **Calendrier 2005**

Mercredi 6 avril : Date limite de remise des projets.

Avant fin juin : Notification de la décision du Conseil de Fondation.

Début septembre : Allocation d'une partie des fonds (en principe 40% du total).

#### **Annexes**

Formulaire de couverture.

Liste des membres des organes du RUIG.

Règlement concernant les droits et devoirs des bénéficiaires de subsides du RUIG.

Exemple de présentation de budget.

#### **Contact**

Pour toute information complémentaire, veuillez vous adresser au Secrétariat du RUIG :

Tél : +41 (0)22 733 26 92 - Fax : +41 (0)22 734 87 66

Courriel : [info@ruig-gian.org](mailto:info@ruig-gian.org) - Site Internet : <http://www.ruig-gian.org>

Mise à jour : 15 octobre 2004

### Procédure relative au programme de «Small Grants»

Le programme de «Small Grants» permet au RUIG de répondre rapidement à des besoins immédiats et de saisir des opportunités qui se présentent. La contribution du RUIG à des projets dans le cadre des «Small Grants» s'élève au maximum à CHF 50'000 par projet.

La présence à Genève, au sein des institutions universitaires, des organisations internationales, des organisations non gouvernementales (ONG) et du secteur privé, d'un nombre important de personnes compétentes et de haut niveau permet au RUIG d'agir rapidement dans les domaines suivants:

- enquêtes rapides;
- activités scientifiques ou de formation pour soutenir une négociation internationale dans le cadre d'un calendrier de négociations déjà fixées;
- activités scientifiques ou de formation dans des cas d'urgence ou pour profiter de la présence de compétences ou de circonstances exceptionnelles;
- organisation de colloques ou de conférences;
- mise sur pied de programmes d'enseignement et de formation.

De tels projets, réalisables rapidement et à bas coût, peuvent rendre des services inestimables dans des délais très courts. Comme la réussite peut dépendre de leur exécution rapide, un mécanisme de prise de décision accélérée a été mis en place. En général, une décision concernant un «Small Grant» sera communiquée aux demandeurs dans un délai de trois à six semaines après réception par le RUIG de la proposition et autres documents nécessaires.

Les demandes de «Small Grants» peuvent être déposées durant toute l'année, à l'exception de la période entre le 22 juin et le 1<sup>er</sup> septembre. Compte tenu des changements en cours actuellement dans le système d'éducation supérieure à Genève, tous les projets «Small Grants» doivent également être achevés avant le 31 décembre 2007.

#### Critères de sélection

Les projets financés dans le cadre des «Small Grants» doivent répondre globalement aux critères présentés dans le cahier des charges de l'Appel d'offres du RUIG (voir [www.ruig-gian.org](http://www.ruig-gian.org)), à savoir:

1) Etre de nature internationale et s'inscrire dans une thématique correspondant à au moins un des cinq domaines suivants:

- le développement durable;
- les relations sociales équitables;
- la mondialisation/le commerce international;
- le dialogue et les rapports interculturels;
- le droit humanitaire/les droits de la personne.

Au sein de ces domaines, le RUIG encourage des projets concernant les conflits et la sécurité, l'environnement et l'action humanitaire.

2) Impliquer un vrai partenariat entre le monde académique et au moins une organisation internationale, formalisé par une lettre d'engagement écrite de chaque partie. Une participation en espèces ou en nature est attendue des partenaires.

3) Etre orientés vers l'action et menés selon une méthode interdisciplinaire; les projets soumis au RUIG intéressent autant les sciences humaines et sociales que les sciences de la nature et celles de l'ingénieur.

Chaque projet doit être réalisable dans l'espace de quelques jours, voire quelques mois. Il ne devrait pas avoir seulement une composante fondamentale de nature académique, mais aussi une composante pratique orientée vers des problèmes réels à propos desquels la société attend des solutions significatives à court ou moyen terme. Le RUIG privilégie les projets novateurs et ceux qui sont susceptibles de créer de nouvelles synergies plutôt que les projets s'intégrant dans des réseaux déjà existants.

Un projet peut être proposé par toute équipe ayant en son sein un représentant d'une des trois institutions académiques fondatrices du RUIG, à savoir l'Université de Genève, l'Institut universitaire de hautes études internationales et l'Institut universitaire d'études du développement, et un représentant d'une organisation internationale. Il est attendu que la participation de ces deux piliers soit solide. La participation d'autres partenaires – du milieu académique, des organisations internationales, du secteur privé ou des organisations non gouvernementales – est encouragée. Il est prévu que chaque projet sera placé sous la responsabilité d'un «coordinateur de projet». L'initiateur du projet devrait être en mesure d'assurer lui-même tous les aspects opérationnels du projet.

Un «Small Grant» ne peut pas:

- subventionner une activité destinée à élaborer une demande à soumettre au RUIG dans le cadre de l'appel d'offres annuel;
- servir de rallonge à un projet déjà soutenu par le RUIG.

#### Questions budgétaires et reconnaissance du RUIG

En général, le RUIG transfère les fonds à la tierce partie qui est responsable de la gestion du projet. Dans la plupart des cas, il est préférable que les fonds versés par le RUIG transitent par l'institution académique fondatrice du RUIG qui cautionne le projet. Le RUIG peut avancer, avant même le début du projet, jusqu'à 75% de la somme approuvée. Le solde du coût réel du projet, à concurrence du montant approuvé par le RUIG, sera versé après réception d'un rapport de recherche ainsi qu'un rapport budgétaire muni de justificatifs, qui seront obligatoirement soumis au RUIG dans un délai de quatre mois après la fin du projet.

En principe, le RUIG n'entend pas financer les infrastructures, équipements (ordinateurs ou autres), les frais de fonctionnement pour une entité déjà existante ou les salaires autres que ceux des assistants. Le RUIG ne souhaite pas non plus subventionner les centres ou institutions qui ont besoin d'un soutien à long terme. Il est attendu des partenaires issus des institutions universitaires ou des organisations internationales qu'ils mettent à disposition des infrastructures et du personnel dans le cadre du cofinancement.

Les indemnités pour frais de déplacement et autres allocations seront traitées selon les règles en usage auprès de l'institution universitaire où les fonds sont gérés (Unige, IUHEI ou IUED). Dans le cas où ces règles ne seraient pas applicables, le règlement du RUIG sera suivi.

---

Le Secrétaire exécutif peut apporter des exceptions motivées à cette règle. Le RUIG se réserve le droit de fixer, dans des directives ad hoc, délais et autres exigences détaillées régissant les «Small Grants».

Le soutien financier du RUIG devra être clairement signalé sur toutes les publications relatives au projet, par la présence du logo du RUIG en plus de la phrase : *Ce [projet] [colloque] [cours de formation] [etc.] s'inscrit dans le programme d'activités du Réseau universitaire international de Genève (RUIG)*. Pour plus d'informations relatives aux octrois de subsides, voir le document *Règlement concernant les droits et devoirs des bénéficiaires de subsides du RUIG* ([www.ruig-gian.org](http://www.ruig-gian.org)).

#### Procédure à suivre pour proposer un «Small Grant»

Le coordinateur de projet doit soumettre au Secrétariat du RUIG, sous forme électronique et également sous pli, un projet de 3 à 10 pages plus annexes (en anglais ou en français). La soumission doit comprendre les éléments suivants :

- Le formulaire de couverture du RUIG (ou les informations équivalentes) ;
- Un résumé du projet (une page maximum) ;
- Un état de la question et un exposé de la problématique, en mettant en évidence l'originalité et l'urgence des problèmes à traiter ;
- Les méthodes de travail qui seront utilisées ;
- Les collaborations et les partenariats envisagés avec le monde académique et les organisations internationales, une description de l'équipe participante et quelques informations sur chaque membre de l'équipe ;
- Une liste des ouvrages fondamentaux auxquels l'équipe se référera dans sa recherche ;
- Les étapes de la recherche et les délais prévus pour sa réalisation ;
- Une estimation des résultats escomptés et leur utilisation ultérieure ;
- Un plan de financement accompagné d'informations détaillées quant à la distribution des fonds du RUIG et à l'apport en espèces ou en nature provenant de sources extérieures au RUIG (voir exemple de budget sur le site Internet du RUIG) ;
- Une information concernant les infrastructures et moyens matériels nécessaires à l'exécution du projet (considérés comme contribution en nature des partenaires) ;
- Les lettres d'engagement formelles des membres de l'équipe et des différentes institutions participantes dans lesquelles il est indiqué leur contribution en espèces et/ou en nature (temps de travail, etc.). La version électronique des lettres n'est pas obligatoire.

Toute demande de «Small Grants» doit être adressée au RUIG :

Programme de «Small Grants»  
Réseau universitaire international de Genève (RUIG)  
Villa Rigot, avenue de la Paix 9  
1202 Genève, Suisse  
Tél : +41 (0)22 733 26 92 - Fax : +41 (0)22 734 87 66  
Courriel : [info@ruig-gian.org](mailto:info@ruig-gian.org), Site Internet : <http://www.ruig-gian.org>

Mise à jour : 3 mars 2006  
Entrée en vigueur : 20 mars 2006

## Liste des institutions impliquées dans les projets RUIG

### Organisations internationales

- Banque mondiale
- Bureau des Nations Unies des Services d'Appui aux Projets
- Bureau international du travail
  - Département de l'intégration des politiques - INTEGRATION
    - Groupe d'analyse et de développement statistique
    - Groupe des politiques internationales
- Dialogue social
  - Activités sectorielles
    - Construction
      - Construction Action Programme
  - Département du dialogue social, la législation du travail et l'administration du travail
- Institut international d'études sociales
- Protection sociale
  - Département de la protection des travailleurs
- Département de la sécurité sociale
  - Programme stratégies et techniques contre l'exclusion sociale et la pauvreté
  - Service politique et développement
- Migrations internationales
- Secteur de l'emploi
  - Département de la création d'emplois et du développement de l'entreprise
    - Programme focal sur la réponse aux crises et la reconstruction
  - Département des politiques de l'emploi
    - Programme finance et solidarité
- Secteur des normes et des principes et droits fondamentaux au travail
  - Programme focal pour la promotion de la Déclaration
    - Programme d'action spécial pour combattre le travail forcé
- Centre consultatif sur la législation de l'OMC
- Centre du Commerce International (CNUCED/OMC)
- Centre européen pour la paix et le développement, Serbie et Monténégro
- Centre international de déminage humanitaire de Genève
- Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève
- Centre Sud
  - Programme sur la gouvernance mondiale pour le développement
- Comité international de la Croix-Rouge
  - Musée international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
- Commission économique des Nations Unies pour l'Europe
  - Division d'analyse économique
  - Division de commerce
    - Division de coopération et d'intégration économique
      - Alliance des partenariats publics-privés
    - Division de Pratique légale et commerciale
- Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale, République centrafricaine
- Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
  - Division Afrique, les pays en développement les moins avancés et les programmes spéciaux
    - Section commerce et développement durable
    - Statistiques
- Conseiller spécial du Secrétaire général des Nations Unies pour le sport au service du développement et de la paix
- Convention sur la biodiversité biologique
- Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction
  - Unité Législation et conformité
- Universal Networking Digital Language
- Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
  - Département de la protection internationale
    - Section de la politique de protection et des conseils juridiques
- Département des opérations
  - Division de l'appui opérationnel
    - Section de l'appui aux opérations et de la coordination des programmes
- Division des relations extérieures
  - Service du secteur privé et des affaires publiques
- Recherche et évaluation
  - Archives
    - Bibliothèque et centre des visiteurs
    - Évaluation et analyse des politiques
- Représentation en Malaisie
- Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
  - Rapporteur spécial chargé d'examiner les questions se rapportant à la torture
  - Rapporteur spécial des Nations Unies sur le logement convenable
  - Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des populations autochtones
- Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social
- Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
  - Centre international de formation des acteurs locaux
- Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement
- Office des Nations Unies à Genève
  - Bibliothèque de l'Office des Nations Unies à Genève
  - Service de l'information ONUG
- Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle, Cameroun
- Organisation de coopération et de développement économiques
  - Centre pour l'entrepreneuriat, les PME et le développement local
- Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale, Cameroun
- Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
  - Bureau de liaison de Genève
  - Bureau international de l'éducation
  - Programme sur l'Homme et la Biosphère
  - Réseau des Chaires UNESCO en communication
  - Section migrations internationales et politiques multiculturelles
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
  - Division de la statistique
- Organisation européenne pour la recherche nucléaire
- Organisation internationale pour les migrations
  - Division recherche et publications
- OIM Rome
  - Unité Psychosociale et d'Intégration Culturelle
  - Politiques de migrations et recherche
- Organisation météorologique mondiale
- Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
  - Académie mondiale de l'OMPI
    - Développement de la politique
  - Division de propriété intellectuelle et des nouvelles technologies
- Organisation mondiale de la santé
  - Bibliothèque et réseaux d'information à l'appui des connaissances
  - Bureau régional pour l'Europe
  - Département de la gestion et du partage des connaissances
  - Département de prévention des blessures et de la violence
  - Département des maladies transmissibles, surveillance et action
  - Département de politique de recherche et de coopération
    - Evidence and information for policy
  - Eau, assainissement et santé
  - Ethique et santé
  - Législation sanitaire
  - Programme vieillissement et cours de vie
  - Santé et droits de l'homme
  - Santé mentale
  - Santé reproductrice et recherche
  - Sexospécificité
  - Vieillesse et santé
- Organisation mondiale du commerce
  - Assistance technique et cours de formation
  - Division des services linguistiques et de la documentation
- Programme des Nations Unies pour le développement
  - Prévention des crises et relèvement
- Programme des Nations Unies pour l'environnement
  - Capacity Building Task Force PNUE-CNUCED
  - Division d'application de la politique environnementale, branche post-conflits
  - Division de coopération régionale
    - Bureau régional pour l'Europe
  - Division de l'alerte rapide et de l'évaluation
    - Réseau Mondial des Centres d'Information sur l'Environnement - Europe
  - Division de pré-alerte et d'évaluation environnementale
  - Division technologie, industrie et économie
    - Service économie et commerce
  - Initiative financière
    - Africa Task Force
- Programme des Nations Unies pour les établissements humains
  - Programme pour des villes plus sûres
    - Shelter and Sustainable Human Settlements Development Division
- Service de l'action antitrimmes des Nations Unies
- Stratégie internationale de prévention des catastrophes
  - Décennie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles
    - Information Management Unit
- Union mondiale pour la nature



Commission sur la politique environnementale, économique et sociale  
Programme pour les espèces  
Union mondiale de conservation  
Union mondiale pour la nature, Pakistan

### Organisations académiques

Aarhus Universitet, School of Law, Danemark  
Académie russe des sciences  
Institut de l'économie mondiale et des relations internationales  
Académie suisse des sciences humaines et sociales  
La Société suisse pour la recherche en éducation  
Centre d'étude et de découverte des tortues marines (La Réunion)  
Centre d'investigation nationale et d'éducation populaire (Centro de Investigación Nacional y Educación Popular - CINEP)  
Centro de Investigación y Docencia Económicas, Mexique  
Ecole de Hautes Etudes en Sciences Sociales, France  
Ecole de la paix de Grenoble, France  
Ecole d'économie et de science politique de Londres, Royaume-Uni  
Département de géographie et de l'environnement  
Ecole d'hygiène et de médecine tropicale de Londres, Royaume-Uni  
Département de santé publique et de politique  
Unité de politique de santé  
Ecole polytechnique fédérale de Lausanne  
Département de génie rural  
Faculté environnement naturel, architectural et construit  
Institut du développement territorial  
Groupe d'étude de la spatialité des risques  
Laboratoire de sociologie urbaine  
Relations Internationales  
Cooperation@epfl  
Ecole polytechnique fédérale de Zurich  
Center for Security Studies  
Institute for Environmental Engineering  
Ecole supérieure d'art de Lorient, France  
Faculté latino-américaine de sciences sociales (Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales), Costa Rica  
Fondation institut d'immunologie de la Colombie (Fundación Instituto de Immunología de Colombia)  
Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population  
Haute école de gestion de Genève  
Haute école de travail social  
Institut d'études du développement, Calcutta, Inde  
Institut colombien pour le développement de la science et de la technologie (Instituto Colombiano para el Desarrollo de la Ciencia y la Tecnología), Colombie  
Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social, Genève  
Institut de recherche pour le développement, Orléans  
Département Sociétés et Santé  
Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (La Réunion)  
Institut international de recherches pour la paix à Genève  
Institut National de Statistique et d'Economie Appliquée, Rabat, Maroc  
Institut polytechnique de Kiev, Ukraine  
Institut Tropical Suisse  
Institut universitaire de hautes études internationales  
Programme d'études stratégiques et de sécurité internationale  
Programme pour l'étude des organisations internationales  
Section droit international  
Section économie internationale  
Section histoire et politique internationale  
Section sciences politiques  
Small Arms Survey  
Institut universitaire d'études du développement  
Groupe de recherche sur l'environnement et la gouvernance  
Pôle genre et développement  
Réseau Interdisciplinaire Biosécurité  
International Institute for Management Development  
Lund Universitet, Suède  
Science et technologie d'Israël  
Institut de Jerusalem pour l'étude d'Israël  
Sree Chitra Tirunal Institut pour les sciences médicales et technologie, Inde  
Centre Achutha Menon pour les études en santé (Inde)  
Universidad Nacional de Colombia  
Università Cattolica del Sacro Cuore, Milan, Italie  
Universitat Autònoma de Barcelona, Espagne

Université Al-Quds, Jérusalem  
Université Bryant, USA  
Université Cadi Ayyad de Marrakech, Maroc  
Faculté de médecine et de pharmacie de Marrakech  
Université catholique de Louvain, France  
Département de droit international  
Université catholique pontificale du Chili, Santiago  
Faculté de médecine (Facultad de Medicina)  
Ecole de médecine  
Centre de gériatrie et gérontologie  
Université Cheikh Anta Diop de Dakar, Sénégal  
Université Cornell, New York, USA  
Collège médical Weill  
Université de Bâle  
Université de Bamako, Mali  
Université de Bamenda, Cameroun  
Université de Berne  
Centre de coordination interfacultaire pour l'écologie générale (Interfakultäre Koordinationsstelle für Allgemeine Ökologie - IKAÖ)  
Institut de droit public  
Université de Buenos Aires, Argentine  
Université de Californie – Berkeley, USA  
Département des sciences politiques  
Université de Californie du Sud, USA  
Ecole des relations internationales  
Faculté de droit  
Centre du Pacifique pour la politique et l'éthique de santé  
Faculté de médecine Keck  
Université de Cambridge, Royaume-Uni  
Université de Caroline du Nord à Chapel Hill, USA  
Université de Cergy-Pontoise, Paris, France  
Université de Dalhousie, Canada  
Centre pour l'étude des politiques étrangères  
Université de Fribourg  
Faculté des sciences économiques et sociales  
Département de gestion  
Université de Genève  
Centre interfacultaire de gérontologie  
Centre interfacultaire en sciences affectives  
Centre universitaire de droit international humanitaire  
Centre universitaire d'écologie humaine et des sciences de l'environnement  
Centre universitaire d'informatique  
Département de systèmes d'informations  
Département d'informatique  
Ecole de traduction et d'interprétation  
Département multilingue de traductologie et de traduction  
Faculté de droit  
Département de droit commercial  
Département de droit constitutionnel  
Département de droit international public  
Département de droit pénal  
Faculté de médecine  
Institut de médecine légale  
Institut de médecine sociale et préventive  
Institut d'éthique biomédicale  
Institut d'histoire de la médecine et de la santé  
Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation  
Unité de psychopathologie et neuropsychologie cognitive  
Unité technologies de formation et d'apprentissage  
Faculté des lettres  
Département de linguistique  
Laboratoire d'analyse et de technologie du langage  
Département des langues et des littératures méditerranéennes, slaves et orientales  
Unité des études chinoises  
Section de philosophie et d'histoire  
Département de philosophie  
Département d'histoire générale  
Faculté des sciences  
Département de chimie inorganique, analytique et appliquée  
Section de biologie  
Département d'Anthropologie et d'Écologie  
Département de zoologie et de biologie animale  
Section des sciences de la terre



- Institut Forel
  - Faculté des sciences économiques et sociales
  - Département de géographie
  - Département de sciences politiques
  - Département de sociologie
  - Département d'économétrie
  - Département d'économie politique
  - Hautes études commerciales
    - MBA en organisations internationales
  - Laboratoire de démographie et d'études familiales
  - Laboratoire de recherches sociales et politiques appliquées
  - Laboratoire d'économie appliquée
  - Programme interdisciplinaire en action humanitaire
  - Fond général de l'université
  - Hautes études commerciales
  - Hôpitaux universitaires de Genève
    - Département de médecine communautaire et de premier recours
    - Unité de médecine des voyages et des migrations
    - Département de radiologie et d'informatique médicale
    - Réseau de télé-enseignement et de télé-médecine en Afrique francophone
  - Institut d'architecture
  - Institut des Sciences de l'environnement
  - Institut d'études sociales
  - Institut européen de l'Université de Genève
  - Programme durabilité et gestion environnementale publique ou privée (campus virtuel)
  - Université de Georgetown, USA
    - Département de science informatique
  - Université de Lausanne
    - Faculté des géosciences et de l'environnement
      - Institut de géographie
      - Institut de géomatique et d'analyse du risque
      - Institut de politiques territoriales et d'environnement humain
    - Faculté des sciences sociales et politiques
      - Institut des sciences sociales et pédagogiques
      - Institut d'études politiques et internationales
      - Institut d'histoire économique et sociale
      - Observatoire science, politique et société
    - Fondation du 450<sup>e</sup> anniversaire (UNIL)
    - Interface science-société
    - Programme sciences, vie, société
      - Pôle des sciences humaines et sociales
      - Programme d'intégration, régulation et innovation sociale
  - Université de Lisbonne, Portugal
  - Université de Mexico (El Colegio de México, A.C.), Mexique
    - Centro de Estudios Demográficos, Urbanos y Ambientales
  - Université de Michigan, USA
    - Center for Risk Science and Communication
  - Université de Milan, Italie
  - Université de Montevideo, Uruguay
  - Université de Neuchâtel
  - Université de New York, USA
    - Faculté de droit
  - Université de Niamey, Niger
    - Département de géographie
    - Laboratoire d'études et de recherches sur les dynamiques sociales et le développement local
  - Université de Nouakchott, Mauritanie
  - Université de Pompeu Fabra, Espagne
    - Département d'économie et de business
  - Université de Princeton, USA
    - École des affaires publiques et internationales Woodrow Wilson
  - Université de Rilkyo, Japon
    - Faculté de droit
  - Université de São Paulo, Brésil
  - Université de Sheffield, Royaume-Uni
    - Faculté de droit
  - Université de Tokyo, Japon
    - Faculté de droit
  - Université de Toilara, Madagascar
  - Université de Toronto, Canada
  - Université de Tuzla (Univerzitet u Tuzli), Bosnie
    - Faculté de philosophie (Filozofski fakultet)
  - Université de Venise, Autriche
  - Université de Western Cape, Afrique du Sud
    - École de santé publique
  - Université de Yaoundé I, Cameroun
    - Faculté de médecine et de sciences biomédicales
  - Université de Zürich
  - Université des Antilles à Mona, Jamaïque
    - Département de géographie et de géologie
  - Université d'Hambourg, Allemagne
    - Institut pour la recherche de la paix et une politique de sécurité (Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik)
  - Université d'Harvard, USA
    - Faculté de santé publique
      - Département de santé internationale et de la population
    - Initiative humanitaire d'Harvard
  - Université d'Hokkaido, Japon
    - Faculté de droit
  - Université d'Oxford, Royaume-Uni
    - Département des sciences politiques et des relations internationales
    - Centre des études internationales
    - Programme de gouvernance économique mondiale
  - Université du Wisconsin – Milwaukee, USA
    - Centre d'études juridiques et de la globalisation
  - Université George Washington, USA
    - École des affaires internationales Elliott
  - Université Laval, Québec, Canada
  - Université Libre de Bruxelles, Belgique
  - Université Lumière Lyon 2, France
    - Faculté de sciences économiques et de gestion
    - Maison de l'Orient méditerranéen Jean Pouilloux
  - Université McGill, Canada
    - Département de génie civil et de mécanique appliquée
    - Faculté de médecine
      - Département de médecine familiale
  - Université McMaster, Canada
  - Université Mohammed premier, Oujda, Maroc
  - Université Paris 1, Panthéon Sorbonne, France
    - Institut de Démographie
  - Université Paris Diderot - Paris 7, France
  - Université Paris X – Nanterre, France
  - Université Paris XII Val de Marne, France
    - Centre d'études des discours, images, textes, écrits et communications
    - UFR de sciences économiques et de gestion
  - Université Paris-Sud 11, France
    - Faculté Jean Monnet
  - Université Saint-Joseph, Beyrouth
    - Faculté de médecine
  - Université Tamagawa, Tokyo, Japon
  - Université Tsinghua, Beijing, Chine
  - Université Yonsei, Corée
  - University College London, Royaume-Uni
    - Département d'épidémiologie et de santé publique
- ONG et autres**
- Académie suisse des sciences médicales
  - Appel de Genève
  - Association Appartenances
  - Association Ascode (association pour le co-développement)
  - Association internationale de la sécurité sociale
  - Association Osmijeh (Bosnie)
  - Association Réalise
  - Bureau quaker auprès des Nations Unies
  - CartONG
  - Centre de politique de sécurité
  - Centre de ressource du développement humain
  - Centre international du développement intégré de la montagne
  - Centre international pour le commerce et le développement durable
  - Centre pour la recherche et l'information israélo-palestinien
  - Centre pour le contrôle démocratique des forces armées de Genève
  - Centre pour le dialogue humanitaire
  - Centre sur le droit au logement et les expulsions
  - Chaîne du bonheur
  - Conseil de la Recherche en Santé pour le Développement
  - Conseil international pour l'étude des droits humains



DePapaya.org  
 EcoDiagnostic  
 Équiterre  
 Fédération Mondiale des Associations pour les Nations Unies  
 Fondation des Droits de l'Homme au Travail  
 Fondation Ford  
 Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales  
 Fondation population, migration et environnement  
 Fondation santé sur le net  
 Fondation Schmidheiny  
 Fondation Together (Ustanova «Skupaj»), Slovénie  
 Fondation Tsao, Singapour  
 Forum international de l'environnement  
 Forum mondial pour la recherche sur la santé  
 Greek Helsinki Monitor  
 HelpAge International  
 Centre de développement régional d'Afrique, Kenya  
 HUMD (Bosnie)  
 ICVolontaires  
 Informaticiens sans frontières  
 InfoSud  
 Ingénieurs contre la pauvreté  
 Initiative optimisation des ressources  
 Interchurch Organisation for Development Cooperation  
 International Detention Coalition  
 Interpeace - Alliance internationale pour la consolidation de la paix  
 Le conseil national pour le partenariat public-privé  
 Le forum humanitaire des affaires  
 Les Verts des Nouvelles Galles du Sud  
 Medica Zenica (Bosnie)  
 Muséum d'histoire naturelle de la ville de Genève  
 Observatoire de la finance  
 Observatoire des droits économiques, sociaux et culturels  
 Oeuvre suisse d'entraide ouvrière, Genève  
 Organisation mondiale contre la torture  
 Organisation pour l'évaluation et l'estimation de la politique du Japon  
 Plate-forme non-gouvernementale euro-méditerranéenne  
 Recherches et applications de financements alternatifs au développement  
 Réseau de développement Aga Khan  
 Aga Khan Rural Support Programme  
 Aide humanitaire au foyer, Pakistan  
 Développement rural  
 Réseau environnement de Genève  
 Réseau genre en action  
 Réseau International pour la Conformité et l'Application Environnementales  
 Réseau santé TPO (Pays-Bas)  
 Société académique de Genève  
 Société académique vaudoise  
 Société espagnole de gériatrie et gérontologie (Sociedad Española de Geriatria y Gerontologia), Madrid  
 Swisspeace - Fondation suisse pour la paix  
 Université d'été des droits de l'homme  
 WWF international  
 Bureau des projets pour l'Ouest de l'Océan Indien  
 Programme Afrique & Madagascar  
 WWF-UK

## États et collectivités publiques

Australie  
 Etat de Victoria  
 Département pour les communautés victoriennes  
 Bureau des seniors victoriens  
 Nouvelles Galles du Sud  
 Bénin  
 Ministère des enseignements primaire et secondaire  
 Bosnie  
 Ministère de la politique sociale, des déplacés et des réfugiés  
 Ministère des affaires sociales  
 Brésil  
 Etat de Rio de Janeiro  
 Ville de Rio de Janeiro  
 Burkina Faso  
 Ministère de l'enseignement de base et de l'alphabétisation

Canada  
 Le Centre de santé et de services sociaux Cavendish (CSSS)  
 Colombie  
 Surintendance de l'industrie et du commerce (Superintendencia de Industria y Comercio (SIC))  
 Confédération suisse  
 Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication  
 Office fédéral de l'environnement  
 Département fédéral des affaires étrangères  
 Mission permanente de la Suisse auprès de l'OMC et de l'AELE (ONU-CEE, CNUCED, CCI)  
 Direction du développement et de la coopération  
 Section prévention et transformation des conflits  
 Etat de Vaud  
 Bourse de relève universitaire  
 Département de la formation et de la jeunesse  
 Fondation suisse du service social international  
 Fonds national suisse de la recherche scientifique  
 République et canton de Genève  
 Département de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement  
 Ville de Genève  
 Station de recherche Agroscope Changins-Wädenswil  
 Swiss Committee of International Human Dimensions Programme on Global Environmental Change  
 Costa Rica  
 Municipalité de San José (Municipalidad de San José)  
 Hôpital national de gériatrie et gérontologie (Hospital nacional de Geriatria y Gerontologia)  
 Côte d'Ivoire  
 Ministère de l'éducation nationale  
 Espagne  
 Ministère du travail et des affaires sociales (Ministerio de Trabajo y Asuntos Sociales)  
 Institut des personnes âgées et des services sociaux (Instituto de Mayores y Servicios Sociales)  
 Province de Catalogne  
 Consortium du quartier de la Mina  
 Etats-Unis  
 Institut de la paix des Etats-Unis  
 Ville d'Atlanta  
 Commission de la ville d'Atlanta pour les sans-abris  
 Commission Européenne  
 Mali  
 Ministère de l'éducation  
 Mozambique  
 Centre de formation juridique et judiciaire (Centro de Formação Jurídica e Judiciária - CFJU)  
 Niger  
 Ministère de l'éducation de base et de l'alphabétisation  
 République française  
 Centre National de la Recherche Scientifique  
 Sénégal  
 Ministère de l'éducation  
 Togo  
 Ministère de l'éducation nationale et de la recherche

## Entreprises privées

Éditions Médecine & Hygiène  
 Groupe médical d'Onex  
 Investment Support, Varsovie  
 Novartis Pharma AG  
 Instituts Novartis pour la recherche biomédicale  
 Switcher SA  
 Télévision suisse romande

## Acronymes et abréviations

<b>ACUNS</b> : Academic Council on the United Nations System	<b>ETHZ</b> : Ecole polytechnique fédérale de Zürich
<b>ACW</b> : Station de recherche Agroscope Changins-Wädenswil	<b>ETI</b> : Ecole de traduction et d'interprétation (Université de Genève)
<b>ACWL</b> : Advisory Centre on WTO Law / Centre consultatif sur la législation de l'OMC	<b>EU</b> : European Union (Voir UE)
<b>ADH</b> : Académie de droit international humanitaire	<b>FAO</b> : Food and Agriculture Organization of the United Nations / Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
<b>AIE</b> : Académie internationale de l'environnement	<b>FICR</b> : Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
<b>AIMS</b> : African Institute for Mathematical Sciences (South Africa)	<b>FIPOI</b> : Fondation des immeubles pour les organisations internationales (Genève)
<b>AISS</b> : Association internationale de la sécurité sociale	<b>FLACSO</b> : Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales / Faculté latino-américaine de sciences sociales (Costa Rica)
<b>AJK</b> : Azad and Jammu Kashmir	<b>FPSE</b> : Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation (Université de Genève)
<b>AKDN</b> : Aga Khan Development Network	<b>FSSSI</b> : Fondation suisse du service social international
<b>AKRSP</b> : Aga Khan Rural Support Programme	<b>GATT</b> : General Agreement on Tariffs and Trade
<b>AMCHSS</b> : Centre Achutha Menon pour les études en santé (Inde)	<b>GCSP</b> : Geneva Centre for Security Policy / Centre de politique de sécurité, Genève
<b>ANR</b> : Agence nationale de la recherche (France)	<b>GFMER</b> : Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales
<b>ATI</b> : Action thématique interdépartementale	<b>GmO</b> : Groupe médical d'Onex
<b>BCPR</b> : UNDP Bureau for Crisis Prevention and Recovery / Bureau pour la prévention des crises et relèvement	<b>GICHD</b> : Geneva International Centre for Humanitarian Demining / Centre international de déminage humanitaire de Genève
<b>BIE</b> : Bureau international de l'éducation	<b>GIDS</b> : Graduate Institute of Development Studies (Voir IUED)
<b>BIT</b> : Bureau international du travail (Voir ILO)	<b>GIIS</b> : Graduate Institute of International Studies (Voir IUHE)
<b>CBTF</b> : Capacity Building Task Force UNEP-UNCTAD	<b>GIPRI</b> : Institut international de recherches pour la paix à Genève
<b>CDH</b> : Centre pour le dialogue humanitaire	<b>GIS</b> : Geographic information system
<b>CEDEC</b> : Centre d'études de la diversité culturelle et de la citoyenneté dans les domaines de la santé et du social	<b>GREG</b> : Groupe de recherche sur l'environnement et la gouvernance de l'Institut universitaire d'études du développement
<b>CEDETEC</b> : Centre d'études des discours, images, textes, écrits et communications	<b>GRID/DEWA/UNEP</b> : Global Resource Information Database - Europe's Division of Early Warning and Assessment of the United Nations Environment Programme / Division de pré-alerte et d'évaluation environnementales
<b>CEDTM</b> : Centre d'étude et de découverte des tortues marines (La Réunion)	<b>GRID - Europe</b> : Réseau mondial des centres d'information sur l'environnement - Europe
<b>CEE-ONU</b> : Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (Voir UNECE)	<b>GSE</b> : Faculté des géosciences et de l'environnement (Université de Lausanne)
<b>CEMAC</b> : Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale	<b>HDRC</b> : Human Development Resource Centre / Centre de ressource du développement humain (Université de Genève)
<b>CERG</b> : Certificat de formation approfondie en étude et management des risques géologiques (Université de Genève)	<b>HEC</b> : Hautes études commerciales
<b>CERN</b> : Organisation européenne pour la recherche nucléaire / European Organization for Nuclear Research	<b>HEI</b> : voir IUHEI
<b>CEST</b> : Centre d'études de la science et de la technologie (Suisse)	<b>HES-SO</b> : Haute école spécialisée de Suisse occidentale
<b>CFCB</b> : Certificat de formation continue en biosécurité	<b>HETS</b> : Haute école de travail social (Genève)
<b>CGAP</b> : Consultative Group to Assist the Poor	<b>HHI</b> : Harvard Humanitarian Initiative / Initiative humanitaire d'Harvard
<b>CH</b> : Confédération suisse	<b>HON</b> : Foundation Health-on-the-Net / Fondation santé sur le net
<b>CICR</b> : Comité international de la Croix-Rouge (Voir ICRC)	<b>HUG</b> : Hôpitaux universitaires de Genève
<b>CIDA</b> : Canadian International Development Agency	<b>IAS</b> : Institut d'études supérieures de l'Université des Nations Unies
<b>CIDE</b> : Centro de Investigación y Docencia Económicas (Mexique)	<b>ICARDA</b> : International Center for Agricultural Research in the Dry Areas (Syria)
<b>CIFRA</b> : Centre international de formation en recherche-action (Burkina Faso)	<b>ICPD</b> : International Conference on Population and Development
<b>CIG</b> : Centre interfacultaire de gérontologie (Université de Genève)	<b>ICRC</b> : International Committee of the Red Cross (Voir CICR)
<b>CIO</b> : Comité international olympique (Voir IOC)	<b>ICTSD</b> : International Centre for Trade and Sustainable Development / Centre international pour le commerce et le développement durable.
<b>CITES</b> : Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora / Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction	<b>IDNDR</b> : Décennie internationale pour la prévention des catastrophes naturelles
<b>CM</b> : El Colegio de México	<b>IDUP</b> : Institut de démographie (Paris)
<b>CNUCED</b> : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Voir UNCTAD)	<b>IEPI</b> : Institut d'études politiques et internationales (Université de Lausanne)
<b>COHRE</b> : Center on Housing Rights and Evictions / Centre sur le droit au logement et les expulsions	<b>IEUG</b> : Institut européen (Université de Genève)
<b>CONST</b> : Département de droit constitutionnel (Université de Genève)	<b>IFAN</b> : Institut fondamental d'Afrique noire (Sénégal)
<b>CoP</b> : Conference of Parties to CITES	<b>IFPO</b> : Institut français du Proche Orient (Amman, Beyrouth, Damas)
<b>CRSN</b> : Centre de recherche en santé de Nouna (Burkina Faso)	<b>IFREMER</b> : Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (La Réunion)
<b>CSSS</b> : Centre de santé et de services sociaux Cavendish (Canada)	<b>IFSH</b> : Institut für Friedensforschung und Sicherheitspolitik / Institut pour la recherche de la paix et une politique de sécurité (Hambourg)
<b>CSST</b> : Conseil suisse de la science et de la technologie	<b>IFU</b> : Institut für Umweltingenieurwissenschaften / Institute for Environmental Engineering (ETHZ)
<b>CUDIH</b> : Centre universitaire de droit international humanitaire (UNIGE / IUHEI)	<b>IGAR</b> : Institut de géomatique et d'analyse du risque (Université de Lausanne)
<b>CUEH</b> : Centre universitaire d'écologie humaine et des sciences de l'environnement (Université de Genève)	<b>IGO</b> : Intergovernmental organization / organisation intergouvernementale
<b>CUI</b> : Centre universitaire d'informatique (Université de Genève)	<b>IGUL</b> : Institut de géographie (Université de Lausanne)
<b>DAE</b> : Département d'anthropologie et d'écologie (Université de Genève)	<b>IHES</b> : Institut d'histoire économique et sociale (Université de Lausanne)
<b>DCAF</b> : Geneva Center for the Democratic Control of Armed Forces	<b>IIES</b> : Institut international d'études sociales (ILO)
<b>DDC</b> : Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse	<b>ILO</b> : International Labour Organization (Voir BIT)
<b>DFAE</b> : Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération suisse	<b>IMD</b> : International Institute for Management Development (Lausanne)
<b>DFID</b> : United Kingdom Department for International Development	<b>IMSP</b> : Institut de médecine sociale et préventive (Université de Genève)
<b>DFJ</b> : Département de la formation et de la jeunesse du canton de Vaud (CH)	<b>INCE</b> : Réseau international pour la conformité et l'application environnementales
<b>DI</b> : Département d'informatique (Université de Genève)	<b>INPUB</b> : Département de droit international public (Université de Genève)
<b>DPI</b> : Département de la protection internationale (UNHCR)	<b>INSEA</b> : Institut national de statistique et d'économie appliquée (Rabat)
<b>DROIC</b> : Département de droit commercial (Université de Genève)	<b>INTER</b> : Institut du développement territorial (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne)
<b>DSS</b> : Département sociétés et santé (IRD)	<b>IOC</b> : International Olympic Committee (Voir CIO)
<b>EGS</b> : Environmental Goods and Services	<b>IOB</b> : International Organization for Migration (Voir OIM)
<b>EHESS</b> : Ecole de hautes études en sciences sociales (France)	<b>IP</b> : intellectual property
<b>ENAC</b> : Faculté environnement naturel, architectural et construit (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne)	<b>IPCRI</b> : Centre pour la recherche et l'information israélo-palestinien
<b>EPFL</b> : Ecole polytechnique fédérale de Lausanne	<b>IPD/AOS</b> : Institut panafricain pour le développement / Afrique de l'Ouest-Sahel (Burkina Faso)
<b>EspRI</b> : Groupe d'étude de la spatialité des risques (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne)	

**IPTEH**: Institut de politiques territoriales et d'environnement humain (Université de Lausanne)

**IRD**: Institut de recherche pour le développement (Orléans)

**ISDR**: Voir UNISDR

**ISE**: Institut des sciences de l'environnement

**ISF**: Informaticiens sans frontières

**ISH**: Institut des sciences humaines du Mali

**ISTA**: Institut supérieur de technologies appliquées (Mali)

**IT**: Information technology

**ITS**: Institut tropical suisse

**IUCN**: International Union for the Conservation of Nature / World Conservation Union (Voir UICN)

**IUED**: Institut universitaire d'études du développement (Voir GIDS)

**IUHEI**: Institut universitaire de hautes études internationales (Voir GIIS)

**LaboDemo**: Laboratoire de démographie et d'études familiales (Université de Genève)

**LaSUR**: Laboratoire de sociologie urbaine (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne)

**LATL**: Laboratoire d'analyse et de technologie du langage (Université de Genève)

**LEA**: Laboratoire d'économie appliquée (Université de Genève)

**LHC**: Large Hadron Collider (CERN)

**MAB**: Programme de l'UNESCO sur l'homme et la biosphère

**MEAs**: Multilateral environmental agreements

**MENA**: Middle East and North Africa

**MFI**: Microfinance institution

**MHNG**: Muséum d'histoire naturelle de la ville de Genève

**MoU**: Memorandum of Understanding

**MSF**: Médecins sans frontières

**NCCR-NS**: Centre national de compétences pour la recherche Nord-Sud

**NGO**: Non-governmental organization (Voir ONG)

**NIBR**: Instituts Novartis pour la recherche biomédicale

**OAPI**: Organisation africaine de la propriété intellectuelle

**OCDE**: Organisation de coopération et de développement économiques (Voir OECD)

**OCED**: Organization for Economic Co-operation and Development (Voir OCDE)

**OF / OBSFIN**: Observatoire de la finance (Genève)

**OFEP**: Office fédéral de l'environnement, des forêts et du paysage (Confédération suisse)

**OHCHR**: Office of the High Commissioner for Human Rights / Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme

**OI**: Organisation internationale

**OIF**: Organisation internationale de la Francophonie

**OIM**: Organisation internationale pour les migrations (Voir IOM)

**OMC**: Organisation mondiale du commerce (Voir WTO)

**OMCT**: Organisation mondiale contre la torture

**OMM**: Organisation météorologique mondiale

**OMPI**: Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (Voir WIPO)

**OMS**: Organisation mondiale de la santé (Voir WHO)

**ONG**: Organisation non gouvernementale (Voir NGO)

**ONU**: Organisation des Nations Unies

**ONUG**: Office des Nations Unies à Genève

**ONU-HABITAT**: Programme des Nations Unies pour les établissements humains (Voir UN-HABITAT)

**OVM**: Organismes vivants modifiés

**PME**: Petites et moyennes entreprises

**PNUD**: Programme des Nations Unies pour le développement (Voir UNDP)

**PNUE**: Programme des Nations Unies pour l'environnement (Voir UNEP)

**PPP**: Partenariat public-privé

**PSIO**: Programme pour l'étude des organisations internationales (IUHEI)

**R&D**: Research and development

**RAFAD**: Recherches et applications de financements alternatifs au développement (Genève)

**RAFT**: Réseau de télé-enseignement et de télémédecine en Afrique francophone

**RESOP**: Laboratoire de recherches sociales et politiques appliquées (Université de Genève)

**RHR**: Reproductive health research

**RI**: Relations internationales

**RIBios**: Réseau interdisciplinaire biosécurité

**ROE**: Research Ownership / Exploitation

**ROI**: Initiative optimisation des ressources

**RPC**: Department of Research Policy & Cooperation / Département de politique de recherche et de coopération (OMS)

**RSDS**: Projet «Réseau suisse de diasporas scientifiques»

**SAS**: Small Arms Survey

**SDN**: Société des Nations

**SECO**: Secrétariat d'Etat à l'économie de la Confédération suisse

**SEEP**: Small Enterprise Education and Promotion (Etats-Unis)

**SEGG**: Sociedad Española de Geriatria y Gerontologia / Société espagnole de gériatrie et gerontologie (Madrid)

**SER**: Secrétariat d'Etat à l'éducation et à la recherche de la Confédération suisse

**SES**: Faculté des sciences économiques et sociales (Université de Genève)

**SFM**: Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population

**SIM**: Département de radiologie et d'informatique médicale (Hôpitaux universitaires de Genève)

**SIPC/ONU**: Stratégie internationale de prévention des catastrophes

**SSP**: Faculté des sciences sociales et politiques (Université de Lausanne)

**TDR**: Special Programme for Research and Training in Tropical Diseases (OMS)

**UCB**: Université de Californie - Berkeley

**UCL**: Université catholique de Louvain - University College London (Royaume-Uni)

**UE**: Union européenne (Voir EU)

**UEDH**: Université d'été des droits de l'homme (Genève)

**UH**: Université d'Hambourg

**UICN**: Union mondiale pour la nature / Union internationale pour la conservation de la nature (Voir UICN)

**UNCDF**: United Nations Capital Development Fund

**UNCTAD**: United Nations Conference on Trade and Development (Voir CNUCED)

**UNDL**: Universal Networking Digital Language Foundation

**UNDP**: United Nations Development Programme (Voir PNUD)

**UNEP**: United Nations Environment Programme (Voir PNUJ)

**UNESCO**: Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

**UNFPA**: United Nations Population Fund / Fonds des Nations Unies pour la population

**UN-HABITAT**: United Nations Human Settlements Programme (Voir ONU-HABITAT)

**UNHCR**: Office of the United Nations High Commissioner for Refugees / Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés

**Uni Basel**: Université de Bâle

**UNIBE**: Université de Berne

**UNECE**: United Nations Economic Commission for Europe (Voir CEE-ONU)

**UNICEF**: United Nations Children's Fund / Fonds des Nations unies pour l'enfance

**UNIDIR**: United Nations Institute for Disarmament Research / Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement

**UNIFR**: Université de Fribourg

**UNIGE**: Université de Genève

**UNIHP**: United Nations Intellectual History Project

**UNIL**: Université de Lausanne

**UNIL-IGAR**: Institute of Geomatics and Risk Analysis of the University of Lausanne / Faculté des géosciences et de l'environnement de l'Université de Lausanne

**UNISDR**: United Nations International Strategy for Disaster Reduction

**UNITAR**: United Nations Institute for Training and Research / Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche

**UNIZH**: Université de Zürich

**UNMAS**: Service de l'action anti-mines des Nations Unies

**UNOCHA**: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs / Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies

**UNOG**: United Nations Office at Geneva

**UNOSAT**: United Nations Institute for Training and Research (UNITAR) Operational Satellite Applications Programme

**UNRISD**: United Nations Research Institute for Social Development / Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

**UNU**: Université des Nations Unies

**UPF**: Universitat Pompeu Fabra (Espagne)

**USAID**: United States Agency for International Development / Agence des États-Unis pour le développement international

**USC**: Université de Californie du Sud

**UWM**: Université du Wisconsin - Milwaukee

**VPRI**: Vice Présidence des Affaires internationales (Ecole polytechnique fédérale de Lausanne)

**VUPS**: projet «Violences urbaines et politiques de sécurité»

**WCPA**: World Commission on Protected Areas (IUCN)

**WESDE**: Water, energy and sanitation for development

**WFUNA**: World Federation of United Nations Associations / Fédération mondiale des associations pour les Nations Unies

**WHO**: World Health Organization (Voir OMS)

**WIPO**: World Intellectual Property Organization (Voir OMPI)

**WSIS**: World Summit for the Information Society

**WTO**: World Trade Organization (Voir OMC)

Avant propos	
■ Préface – Edouard Dommen et Randall Harbour _____	5
■ Avant-propos – Maurice Bourquin _____	7
<b>I. Introduction</b>	
■ Un partenariat renforcé pour favoriser la pensée critique et l'action – Randall Harbour _____	10
<b>II. Les origines du RUIG : un projet politique et universitaire</b>	
■ Trois fées sur le berceau du RUIG – Entretiens avec B. Fulpius, E. Luisoni, J.-L. Maurer, P. Tschopp et E. Baier _____	18
■ Views from the United Nations Office at Geneva: Building Bridges between Research and Practice – Office of the Director-General, United Nations Office at Geneva _____	27
■ L'Université de Genève et le Réseau universitaire international de Genève: un engagement local dans une perspective globale – Claus Hässig et J.-D. Vassalli _____	29
<b>III. Le fonctionnement du RUIG</b>	
■ La fermeture du RUIG ou le décès prématuré d'un «enfant mal aimé» – Entretien avec Angeline Fankhauser _____	36
■ Le Comité scientifique du RUIG – Edouard Dommen _____	43
■ The Secretariat: A Personal View from the Executive Secretary – Randall Harbour _____	49
<b>IV. La portée intellectuelle et opérationnelle du RUIG</b>	
■ Introduction _____	64
■ Le partenariat _____	67
■ L'interdisciplinarité _____	83
■ L'utilité en aval _____	94
<b>V. Eclairages</b>	
■ Our Experience with the GIAN: New Partnerships for New Challenges – Ben Simmons and Marceil Yeater _____	108
■ Reflections on the GIAN Experience in the Context of a Case Study on Disaster Risk Reduction in Northern Pakistan – Karen Sudmeier-Rieux _____	113
■ Les coulisses du projet «Réseau interdisciplinaire biosécurité» (RIBios) – Andràs November _____	118
■ Negotiating the Planet's Challenges – Interview with Anne Petitpierre, Alan Searl and Urs P. Thomas _____	123
■ Partenariats publics-privés pour un développement harmonieux et durable – Entretien avec Paolo Urìo, Olivier Brenninkmeijer et Geoffrey Hamilton _____	128
■ Case-study of a GIAN-supported Project: What are the Benefits for Project Partners and Policy-Makers? – Bernd Balkenhol _____	132
■ Our Experience with GIAN in the Project "Promoting Decent Work in Construction and Related Services: The Key Role of Local Authorities" – R. J. Lawrence _____	140
■ Chaînes de valeur des multinationales – Entretien avec Paul H. Dembinski _____	144
■ Développement et recherche scientifique. Collaboration entre l'EPFL et le RUIG: expériences, impacts et perspectives – Gabriela Tejada, Jean-Claude Bolay, Yves Pedrazzini et Valérie November _____	148
■ Notre expérience dans le cadre du projet «Emigration clandestine des jeunes d'Afrique subsaharienne» – Claudio Bolzman _____	157
■ The UNHCR and the Global Cold War, 1971-1984 – Interview with Jussi Hanhimäki, Jérôme Elie and Lee McDonald _____	160



Multi-Partner Project Management: A Learning Experience – Elisabeth Reusse- Decrey and Anki Sjöberg _____	166
Migration et réfugiés; consolidation de la paix et reconstruction post-conflictuelle – Entretien avec Vincent Chetail _____	172
Examining Human Rights in the Context of “Mega-Event” Development – Claude Cahn _____	177
The Search for a Renewed Vision of Secondary Education Worldwide: Our Experience with the GIAN – Charles Magnin _____	184
Collaborer pour mieux réussir – Philippe Chastonay, Véronique Zesiger et Emmanuel Kabengele _____	190
Human Rights and Mental Health – Interview with Michelle Funk and Natalie Drew _____	194
Un partenariat fécond: l’histoire du projet RUIG «Informations médicales en ligne» – Antoine Geissbuhler, Celia Boyer, Yvan Droz et Ian Roberts _____	198
Africa@home and Citizen Cyberscience: Origins and Lessons Learned from a GIAN Project – François Grey _____	202
Research Networks and Intellectual Property Rights in Developing Countries – Interview with María Soledad Iglesias-Vega _____	208
Some Afterthoughts on a GIAN Experience – Fenneke Reysoo and Françoise Grange _____	213
Formation en genre et développement par enseignement en ligne – Emmanuelle Chauvet et Christine Verschuur _____	218

## VI. Annexes

### Fiches des projets

Etude des politiques de commerce international d’espèces menacées _____	224
Droit international et administrations civiles transitoires _____	225
Institutions de microfinance _____	226
Pays en développement et règlements des différends à l’OMC _____	227
Stratégies de protection et d’inclusion sociale _____	228
Afghanistan – Série de réunions d’information sur l’Afghanistan _____	229
Diasporas scientifiques et migrants hautement qualifiés _____	230
Emigration clandestine des jeunes d’Afrique subsaharienne _____	231
Evictions forcées et Jeux Olympiques _____	232
Projets israélo-palestiniens sur l’eau _____	233
Propriété intellectuelle et chercheurs des pays en développement _____	234
Méthodologie pour estimer les coûts d’amélioration de l’accès à l’eau potable _____	235
Mémoires audiovisuelles de la migration sénégalaise _____	236
Santé mentale et droits de l’homme _____	237
Financement innovant des PME en Afrique _____	238
Un langage commun pour la consolidation de la paix _____	239
Le défi social du développement _____	240
Outils à référentiels géographiques et gestion des urgences _____	241
Accès aux informations sur l’environnement et le développement durable _____	242
Mondialisation, migration et droits de l’homme _____	243
Education en contextes pluriculturels _____	244
Calcul bénévole pour l’Afrique _____	245
Gestion de la biodiversité et tortues marines _____	246
Gestion des chaînes de valeur des multinationales _____	247
Négociation des accords commerciaux _____	248
Pays en voie de développement et négociation commerciale _____	249
Initiative commerce et gouvernance économique mondiale _____	250

Evaluation des effets de la consommation sur l'environnement	251
Le Conseil des droits de l'homme	252
Communication multilingue et multiculturelle sur Internet	253
Katyn et la Suisse	254
Protection sociale en Afrique	255
Informations médicales en ligne	256
Développement économique du Vietnam	257
UNHCR et la Guerre froide	258
Echanges internationaux de biens intellectuels	259
Approches participatives dans les aires protégées	260
Populations humiliées dans les zones de conflit	261
Négocier les conflits d'intérêts liés à l'eau	262
Maltraitance des personnes âgées	263
Impact des armes légères sur la santé publique	264
Adaptation locale des lignes de conduites médicales	265
Migrants transnationaux dans le secteur de la santé en Suisse	266
Colloque: désastres annoncés	267
Changements climatiques et hydrologie des montagnes	268
Formation au dialogue politique sur l'éducation	269
Bases de données génétiques humaines	270
Renforcement de la surveillance sanitaire	271
Négociation des régimes de commerce alternatifs en Amérique latine	272
Deuils individuels et collectifs	273
Conférence internationale Enviro Info '04	274
Interprétation dans les zones de conflits et de guerre	275
Information sanitaire: prévention des risques et des crises	276
Enjeux de la biosécurité	277
Conservation, pauvreté et inégalités	278
Violence urbaine et politiques de sécurité	279
Africa@home: calcul bénévole pour l'Afrique	280
Transfert de technologie, commerce et environnement	281
Acteurs armés non étatiques et mines antipersonnel	282
Genre et droits en matière de santé reproductive	283
Régimes de dialogue social	284
Formation à l'éthique dans la recherche médicale	285
Equité des services de santé reproductive	286
Formation à la diplomatie de l'environnement	287
Economie et finance globales	288
Partenariat interethnique dans les entreprises en Macédoine	289
Paiements internationaux pour les services des écosystèmes	290
Négociations humanitaires	291
Les causes structurelles de la violence	292
Guide des coûts et rejets de polluants	293
Réduction des risques: Pakistan du nord	294
Commission de consolidation de la paix des Nations Unies	295
Détention de migrants	296
Partenariats publics-privés	297



---

Enseignement en ligne - Genre et développement _____	298
Emploi dans les situations de conflit _____	299
Respect du droit humanitaire et des droits de l'homme _____	300
Analyse linguistique et collocations _____	301
Media21 : formation en journalisme global _____	302
Travail décent dans le secteur de la construction _____	303
<b>Statuts du RUIG : Acte constitutif et règlement interne _____</b>	<b>304</b>
<b>Les principes directeurs du RUIG en matière de recherche _____</b>	<b>307</b>
<b>Procédure relative au programme d'Appel d'offres (document de l'Appel d'offres 2005) __</b>	<b>308</b>
<b>Procédure relative au programme de «Small Grants» _____</b>	<b>310</b>
<b>Liste des institutions impliquées dans les projets RUIG _____</b>	<b>312</b>
<b>Acronymes et abréviations _____</b>	<b>316</b>



